



Le débat sur le discours de politique générale et la composition du gouvernement

La francophonie en tranches

Le discours du premier ministre, mercredi 29 juin, au Palais-Bourbon, a été en grande partie axé sur la politique intérieure, laissant le domaine étranger à l'initiative de l'Elysée. M. Michel Rocard a cependant évoqué la francophonie, thème à la fois hexagonal et diplomatique : il a ainsi souligné que la France ne gagnerait « la bataille de la langue et de la culture qu'en prenant rapidement les moyens d'éviter un complet délitement de nos industries et moyens de communication audiovisuels ».

Dire qu'il fut un temps où la France officielle était accusée par les Québécois et autres Tunisiens ou Sénégalais de négliger la francophonie ! Aujourd'hui, six ou sept organismes, dont trois ou quatre ministères du nouveau cabinet, sans compter les comités ou les commissions « ad hoc » et la pieuvre des associations subventionnées, arc-boutent peu ou prou leur action nationale ou internationale sur la langue française.

« Action » est d'ailleurs un bien grand mot : « intervention » serait plus exact. Et comment pourrait-il en être autrement quand une administration doit passer le plus clair de son temps à se prémunir contre les inévitables empiétements de sa voisine, et vice versa.

Après le manque d'intérêt, qui fut longtemps réel, le risque de dispersion a aussi été perçu par nos partenaires étrangers. « Assez de paroles, des actes ! La France doit agir, sinon la francophonie restera un conglomérat d'énergies non utilisées », déclarait récemment au mensuel parisien « Arabes » le cinéaste égyptien Youssef Chahine, que M. Mitterrand a nommé membre du Haut Conseil de la francophonie.

M. Jacques Chirac avait créé, en 1986, le secrétariat d'Etat à la francophonie, mais il avait eu le tort de rattaché à Matignon, et non pas au Quai d'Orsay, un département aux tâches essentiellement extérieures. Il s'ensuivit des embrouilles courtoises avec le Commissariat général de la langue française, voué principalement à un travail dans l'Hexagone. Le spectacle attristant de la diplomatie française hésitant entre cinq ou six attitudes lors de la conférence ministérielle francophone de Bujumbura, en 1987, semblait avoir convaincu Paris de la nécessité de rationaliser son dispositif en matière de francophonie.

Or on a maintenant un ministre de la coopération, M. Jacques Pélissier, ayant pour domaine l'Afrique noire et une partie des Caraïbes, deux zones où a cours le français : un ministre délégué à la francophonie au Quai d'Orsay, M. Alain Decaux, un secrétaire d'Etat, toujours au Quai d'Orsay, M. Thierry de Beaucé, chargé des relations culturelles internationales, lesquelles ne sont pas concevables sans une part de francophonie ; sans compter le ministre des affaires étrangères et ceux de la culture, de l'éducation ou des DOM-TOM, qui ne peuvent pas ne pas avoir leur mot à dire lorsqu'il est question de langue française.

D'aucuns affirmaient que la francophonie était un « fromage » : elle fait en tout cas figure maintenant de « saucisson », dont chaque tranche est si maigre qu'elle ne peut contenter personne.

M 0147 - 0701 0 - 4,50 F



3790147004500 07010

M. Michel Rocard doit faire face à la défiance de la droite et aux doutes du PS

Malgré un discours de soutien très équilibré de M. Pierre Mauroy, qui, le mercredi 29 juin à l'Assemblée, parlait au nom des socialistes, ces derniers ont mal accueilli la composition du second gouvernement de M. Rocard, qui aura pour tâche de traduire

le « nouvel espoir » que le premier ministre veut incarner. Au cours du débat, le RPR et l'UDF ont manifesté leur défiance par rapport aux orientations de M. Rocard, tandis que M. Méhaignerie promettait de « s'opposer autrement ».

M. Rocard n'est pas modeste. Il est même extrêmement ambitieux, puisqu'il prétend donner, en toute chose, « un nouvel espoir » aux Français. Mais il a de la politique une vision d'humilité. Il a précédé, dans son discours de politique générale, l'invitation lancée par M. Pierre Méhaignerie à la modestie et au réalisme. Il a prononcé en effet un discours de proximité, en accord avec le Michel Rocard qui, naguère, inci-

taît les socialistes à parler « plus vrai, plus près des faits ».

La vie quotidienne a donc fait irruption à l'Assemblée nationale. Ce phénomène est en fait le fruit d'une lente maturation dans les

têtes socialistes. M. Pierre Mauroy, premier ministre, que l'on n'écoutait plus mais qui parlait encore à la fin de 1983 et au début de 1984, avait tiré les leçons de l'affrontement entre les réalités et le discours lyrique, entre les lois qui prétendent changer la vie et la vie qui ne change pas.

JEAN-MARIE COLOMBANI
et JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 9.)

- La déclaration de M. Rocard
- La réponse de l'opposition
- La réaction des socialistes

Pages 6 à 10

L'art du pointillisme

par Daniel Vernet

Il est loin, l'intellectuel de la deuxième gauche, l'idéologue de l'autogestion, voire le théoricien de la social-démocratie. Michel Rocard, qui avait habité à un langage abstrait ses auditoires parfois ravis de se croire aussi intelligents que l'orateur, plus souvent déçus, car par une pensée aussi agile que l'élocution, a trouvé les chemins du pragmatisme. Rompant avec la langue de bois de la politique comme avec les envolées lyriques de la gauche parlementaire, il a situé, pour l'essentiel, son propos au niveau de la vie quotidienne, ne sacrifiant au rêve qu'à la fin de son intervention.

Perception aiguë de l'air du temps ou conversion profonde, il a refusé les généralités pour s'occuper des problèmes concrets, les grandes fresques pour donner dans la peinture pointilliste, enchaînant sans plan apparent ni logique évidente les mesures partielles, ponctuelles, parfois extrêmement terre à terre que son gouvernement a déjà prises ou s'apprête à prendre. Citant Victor Hugo, le premier ministre a estimé que « la défaite de la démagogie », devait être « la victoire du peuple ». L'arrivée à Matignon de Michel Rocard ne symbolise peut-être pas « la victoire du peuple », mais elle marque bien, s'il continue comme il a commencé, « la défaite de la démagogie ».

A peine remarquons-t-on qu'un nom de l'ouverture le chef du gouvernement s'est séparé d'un ministre des affaires sociales qui avait montré ses talents, et redécoupé le ministère de l'Industrie et du com-

merce extérieur, ébauches d'un MITI sans Japonais.

On aurait bien tort, au nom d'un ne sait quelle vision globale de la politique, de se gausser du souci du détail manifesté par le chef du gouvernement. Parmi les propositions très concrètes qu'il a avancées figurent des idées simples et générales. Il ne s'est pas contenté, d'ailleurs, d'annoncer des intentions, il a ouvert son discours en rappelant le succès remporté, dimanche, dans l'affaire néo-caldonienne, preuve fragile mais tangible que la méthode Rocard peut fonctionner.

En s'attaquant aux maux de l'urbanisation, à la nouvelle pauvreté, aux besoins de formation, Michel Rocard veut vider l'eau du bocal dans lequel barbotait le poisson Le Pen ; en adoptant une approche des problèmes dépourvue de tout a priori, il devrait plaire aux centristes, même si leurs représentants officiels, coincés entre leurs désirs et leurs siliés, n'ont pas encore le dire. Trouvera-t-il un écho favorable chez les socialistes, qui donnaient l'impression, mercredi à l'Assemblée, de ne pas savoir que les devaient applaudir ?

Beaucoup pensent sans doute que la soumission au principe de réalité l'emporte décidément de manière trop voyante. La simplification idéologique de 1981 laisserait alors la place à un réalisme sans souffrir ni ambition. Pour mobiliser les énergies, Michel Rocard, sacré grand intendant par M. Mitterrand, se doit de démontrer que « la politique de la vie quotidienne » n'est pas indigne d'un grand dessin.

Quatre évêques intégristes consacrés à Ecône

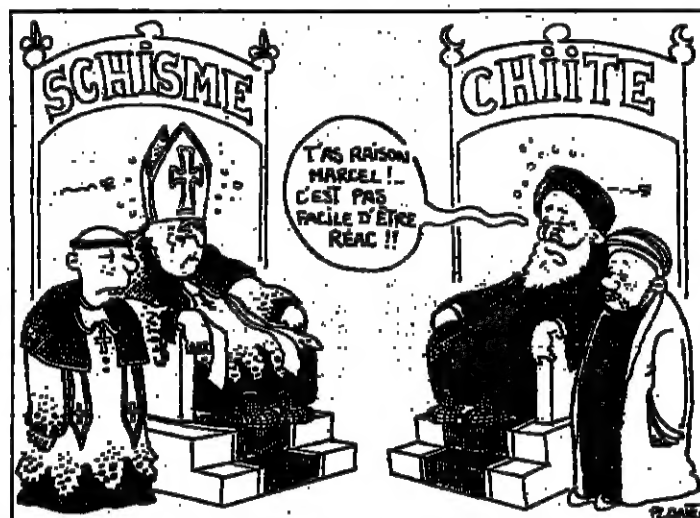
Mgr Lefebvre excommunié

Mgr Marcel Lefebvre a ordonné quatre évêques au séminaire traditionaliste d'Ecône, en Suisse, le jeudi 30 juin. Ce geste marque officiellement la rupture du prélat intégriste avec le pape. Mgr Lefebvre et les quatre nouveaux évêques sont, ipso facto, excommuniés de l'Eglise romaine. La veille, le fondateur de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X avait déjà ordonné seize prêtres et reçu un ultime appel de Jean-Paul II.

ECONE (Suisse)
de notre envoyé spécial

Couronné de sa mitre, le dos voûté sous le poids de la chasuble dorée, Mgr Lefebvre impose le livre des Evangiles sur les épaules, puis ses mains gantées de velours sur la tête des quatre futurs évêques. Il prononce la formule rituelle : « *Compte in sacerdote...* » C'est-à-dire : « Accomplissez en votre prêtre, Seigneur, la fin de votre ministère. Et l'ayant revêtu de tous les ornements de votre gloire, sanctifiez-le par la rosée de votre onction céleste. »

C'est à ce moment précis que les quatre prêtres de la Fraternité Saint-Pie X, Richard Williamson, Bernard Tissier de Mallerais,



Alfonso de Galarreta et Bernard Fellay, deviennent évêques. Mgr Lefebvre oint encore leur front et leurs mains d'huiles saintes, leur remet l'anneau et la croix insignes de leur nouvelle fonction. Mais leur excommunication de l'Eglise romaine, et celle de l'évêque dit consacrateur, est déjà effective (1). Le schisme est consommé. Sous un chapiteau éblouissant de soleil, devant dix mille témoins venus de France, d'Allemagne, de Suisse, d'Italie, d'Espagne et... du Gabon, une nouvelle Eglise est née.

Ordonner des prêtres avait valu, dès 1976, à Mgr Lefebvre

une mesure de suspension de la plupart de ses pouvoirs. Mais sacrer des évêques, pour la discipline de l'Eglise catholique, est une faute beaucoup plus grave, car c'est un privilège réservé au pape, « vicaire du Christ » sur la terre, qui, seul, avait choisi ses apôtres.

HENRI TINGO.

(Lire la suite page 13.)

(1) Selon le canon 1382 du code de l'Eglise catholique, l'ordination épiscopale sans mandat du pape est puni d'une excommunication « *latae sententiae* », c'est-à-dire prenant effet avec l'acte lui-même, sans qu'elle soit décrétée.

La constitution du plus grand marché du monde

Les Américains, les Japonais... et l'Europe

Le succès du sommet d'Hanovre l'a montré, une dynamique européenne est en route. Américains et Japonais en ont désormais conscience. C'est un signe qui ne trompe pas.

par Bruno Dethomas

L'Europe bouge. M^{me} Edith Cresson, nouveau ministre chargé de ce dossier, ne cache pas qu'après avoir été éloignée des

affaires pendant deux ans elle se rend mieux compte de l'extrême changement des mentalités.

Mais, mieux que le comptage des directives adoptées par les conseils des ministres en vue de réaliser un marché unique - on approche de la centaine sur les trois cents prévues -, ou que les succès monétaires du sommet d'Hanovre, l'inquiétude qui commence à sourdre chez les principaux partenaires commerciaux de la Communauté prouve que l'« *Europessimisme* » n'est plus de mise.

Les Etats-Unis et le Japon, après avoir longtemps douté de la capacité des Douze à réaliser le grand marché, semblent désormais y croire.

(Lire la suite page 33.)

Le Monde LIVRES

- « Le Rachat », de Friedrich Gorenstein
- « L'Epopée du buveur d'eau », de John Irving
- « La Peau de l'autre », de Jean-Daniel Balfassat
- Un atlas et un dictionnaire sur la Révolution française
- « Le Fantôme », d'Isaac Bashevis Singer
- La chronique de Nicole Zand
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : Dostoïevski et Kafka

Pages 15 à 21



ELIE WIESEL
dialogue avec
Philippe de Saint-Cheron

nouvelle cité, paris

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 500 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 166 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 6 000 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 7,60 fr. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

كتاب من الاصل

Etranger

La position de l'OLP face à Israël et la répression dans les territoires occupés

Les déclarations modérées d'un conseiller de M. Arafat provoquent des réactions contradictoires

NICOSIE

de notre correspondante

Près d'un mois après sa publication, l'article de M. Bassam Abou Charif, proche conseiller de M. Arafat, prônant — dans le cadre d'une conférence internationale — des négociations directes avec Israël, conduisant à l'établissement de deux États, continue de susciter de nombreuses réactions contradictoires. L'intérêt de ce texte, publié dans un document portant le sigle officiel de l'OLP, réside essentiellement dans le fait que M. Bassam Abou Charif écrit, noir sur blanc, sur un ton très rassurant pour Israël, les propositions énoncées plus ou moins officiellement mais, en règle générale, en privé, par les modérés de l'OLP (voir encadré).

En rassemblant ces opinions éparpillées, le conseiller de M. Arafat donne une cohérence nouvelle à ce qui est présenté comme le point de vue officiel de la centrale palestinienne. Écrit à l'origine, selon M. Bassam Abou Charif, pour être publié juste avant le sommet Reagan-Gorbatchev, ce texte porte

trictif dans le ton et positif sur quelques points — tout en réclamant une voix « autorisée » pour confirmer son exactitude, a suscité une réponse quasi immédiate de M. Arafat.

Aucune condition préalable

« Si l'administration américaine se pose des questions à propos de ce texte, s'il dit, elle peut me le poser directement. Je suis prêt à recevoir un envoyé américain pour discuter de cela avec lui », M. Bassam Abou Charif réchappait en précisant que l'OLP ne posait aucune condition préalable à l'ouverture du dialogue avec les États-Unis.

Un autre proche conseiller de M. Arafat, M. Khaled el Hassan, déclarait pour sa part : « Le temps des contacts indirects avec les États-Unis est fini. Ceux-ci ne nous ont menés nulle part au cours des vingt dernières années ». La réponse faite mardi par le vice-président américain, M. George Bush, au Jerusalem Post, qui l'interrogeait au

de l'OLP, contre M. Bassam Abou Charif relèvent-elles de ces pressions internes ? Le dirigeant palestinien a en effet répliqué, dans un communiqué à Tunis, « que soit mis fin au badinage politique de M. Abou Charif et à ses déclarations détonnantes, qui ont déjà fait assez de mal, en dressant le spectacle d'une profonde division dans les rangs palestiniens ». « Chercher à faire croire, a poursuivi M. Abou Charif, que celles-ci sont conformes aux résolutions des conseils nationaux palestiniens est une tentative de porter atteinte aux principes sacrés et à justifier les concessions ».

Un double langage

Cette attaque jette une nouvelle fois une ombre grave sur ce que veut réellement l'OLP et sur le consensus qui prévaut à la tête de la centrale palestinienne. Faute au lendemain d'une réunion du comité exécutif de l'OLP consacrée aux conséquences de la chute du camp de Chatila à Beyrouth, cette attaque répond-elle à une profonde divergence de fond entre les membres de l'exécutif palestinien ?

Même s'il ne s'agit, comme on le murmure, que de divergence sur la forme, les Palestiniens, une fois de plus, apparaissent comme tenant un double langage ou, au mieux, trop divisés pour avoir une position cohérente lors d'une conférence internationale.

L'OLP ne va pas non plus faciliter la tâche des pays arabes modérés qui, comme l'Arabie saoudite et le Koweït, directement, avaient approuvé ces déclarations et demandé aux États-Unis de répondre à l'appel des Palestiniens. En refusant de cautionner officiellement ce texte, qui n'a pu être écrit sans son accord, M. Arafat a laissé planer un doute qui se retourne aujourd'hui contre l'OLP.

Ces propositions ont été très bien accueillies par les personnalités modérées des territoires occupés, qui ont salué les déclarations de M. Abou Charif comme la concrétisation politique du soulèvement dans ces territoires. « C'est le droit de ceux qui soutiennent le peuple palestinien de savoir ce que les Palestiniens veulent », écrivait ainsi, lundi, le directeur d'Al-Talia, hebdomadaire de gauche basé à Jérusalem-Est. Pour M. Fayez Abou Rahme, l'avocat de Gaza qui a rencontré M. Shultz à Washington, ce texte « représente un pas dans la bonne direction et reflète les opinions des habitants des territoires occupés ».

En Israël même, plusieurs voix se sont élevées pour souligner les aspects nouveaux de ce texte et affirmer qu'il mériterait d'être examiné avec prudence, mais sérieux, au moins par ceux qui acceptent le principe de la paix en échange des territoires.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Un juge fédéral américain interdit la fermeture des bureaux de l'OLP à PONU

WASHINGTON
correspondance

Le juge fédéral Palmieri a annoncé, le mercredi 29 juin, que le gouvernement américain n'avait pas l'autorité légale de fermer les bureaux de la mission d'observation de l'OLP auprès des Nations unies à New-York. La loi américaine anti-terroriste de 1987 ne saurait prétendre aux engagements pris par les États-Unis dans le cadre de l'accord de 1947 avec les Nations unies, dit en substance le juge, en précisant : « Sans aucun doute l'accord de 1947 impose aux États-Unis l'obligation de ne pas gêner le fonctionnement de la mission d'observation de l'OLP ».

Antérieurement, le juge avait rejeté les arguments des avocats de l'OLP l'invitant à solliciter l'arbitrage de la Cour internationale de La Haye.

La décision du juge a été accueillie avec satisfaction par M. Terzi, chef de la mission de l'OLP, qui l'a saluée comme une « victoire pour le droit international ». M. Perez de Cuellar, le secrétaire général de l'ONU, s'est déclaré quant à lui satisfait d'un jugement qui « témoigne du respect des obligations internationales des États-Unis ».

Il n'est pas sûr que le ministère de la Justice fasse appel de la décision du magistrat. Certes, elle est jugée contestable et même dangereuse dans la mesure où la priorité donnée à la loi internationale sur une législa-

tion nationale antiterroriste risque d'encourager l'action des groupes extrémistes. Mais politiquement, la décision sort d'embaras le gouvernement. La controverse juridique lui avait donné un bon prétexte pour retarder la fermeture des bureaux de l'OLP.

Le département d'État envisageait mal de s'aliéner la majorité des Nations unies, et particulièrement les États arabes modérés. D'autre part, les récentes déclarations d'Abou Charif, proche collaborateur de M. Yasser Arafat, entraient en ligne de compte. Certes, le dialogue est existant tant que cette organisation n'aura pas reconnu explicitement l'existence d'Israël. Mais on espère toujours qu'une discussion multilatérale avec la participation de l'OLP pourra s'engager pour tenter de trouver une solution au problème palestinien.

Dans ce contexte, on pense que la fermeture des bureaux de l'organisation à New-York aurait sensiblement compliqué la relance de la diplomatie américaine au Proche-Orient. Bref, l'OLP n'est pas considérée exclusivement comme une « organisation terroriste et une menace pour les intérêts des États-Unis », comme le spécifie la loi de 1987. Finalement, dans l'optique officielle, la décision du juge Palmieri intervient à un moment très opportun.

HENRI PIERRE.

« La Querelle des jardiniers et du gouverneur militaire »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Des soldats israéliens ont tué, le mercredi 29 juin, un Palestinien de quinze ans en Cisjordanie lors d'incidents ayant éclaté à la suite d'un incendie allumé, selon des sources palestiniennes, par les colons juifs. Les habitants du village de Tulkéim tentaient depuis trois heures contre le feu dans une oliveraie, sous le regard de colons et de soldats qui se tenaient à distance. Le colaire des villageois a alors été saisi, des pierres ont été lancées et les soldats ont ouvert le feu, tuant Ibrahim Ghassan Aranki d'une balle dans le ventre.

L'histoire pourrait s'appeler la Querelle des jardiniers et du gouverneur militaire. Au-delà de son aspect étonnant, c'est l'histoire d'un affrontement moins spectaculaire que la « guerre des pierres », mais dont la portée politique n'est peut-être pas moins importante.

Premiers protagonistes, donc, les jardiniers. En fait, il s'agit d'un groupe d'amis d'enfance, une demi-douzaine de bourgeois palestiniens du village de Beit-Sahur (près de Bethléem, en Cisjordanie), partenaires de bridge et amateurs éclairés en matière de jardinage. Le chef de file est M. Jad Isaac, le quarantenaire, diplômé en biologie végétale d'une université américaine et ancien doyen du département « sciences » de la faculté de Bethléem.

Partant du principe que « le jardinage c'est bon pour le moral et pour l'écologie », M. Isaac et ses amis ont commencé, en mars, à vendre graines et semences à leurs voisins. L'activité ne dépassait pas les bornes du village.

Court-circuiter l'administration

Ils achetaient dans les environs ou même en Israël et revendaient à Beit-Sahur. « Ça a commencé comme cela, et nous avons demandé à l'administration s'il n'y avait rien d'illégal à notre activité », explique M. Isaac. « Le succès a été très rapide, poursuit-il ; nous avons dû louer un champ et une cabane pour entreposer nos graines. Au bout d'un moment, nous nous sommes retrouvés non plus seulement à vendre, mais aussi à conseiller nos clients sur l'emploi des fertilisants, des pesticides et sur les méthodes d'irrigation nécessaires à la culture des concombres, des radis et du persil, toujours à l'échelle du potager familial ».

En plein soulèvement, on pouvait penser que c'était là une entreprise de nature à permettre aux familles de faire face à toutes sortes de difficultés matérielles dues à la grave des conditions de vie dans les territoires occupés. Mais, sans cela, sans cette entreprise, les Palestiniens auraient tiré eux-mêmes la leçon de cette histoire. Chaque fois qu'une initiative locale met en avant certains d'entre eux, le gouvernement israélien n'a d'autre préoccupation que de les neutraliser et, sans crainte de la contradiction, se plaint ensuite amèrement de ne pas avoir d'interlocuteurs dans les territoires.

ALAIN FRACHON.

Six propositions

Les propositions avancées par M. Abou Charif peuvent se résumer ainsi :

● Les objectifs d'Israël, comme ceux du peuple palestinien, sont une paix durable et la sécurité.

● Les moyens par lesquels les Israéliens désirent assurer une paix durable et la sécurité sont des conversations directes qui empêchent toute partie extrémiste d'opposer un veto à un règlement. Les Palestiniens sont d'accord.

● L'OLP accepte les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce qui l'empêche de dire sans réserve n'est pas ce qui est dans les résolutions, mais ce qui n'y est pas. Celles-ci ne comportent aucune mention des droits nationaux du peuple palestinien.

● S'il existe une crainte qu'un État palestinien puisse constituer une menace pour son voisin, les Palestiniens seraient ouverts à l'idée d'une période transitoire, mutuellement acceptée, pendant laquelle un mandat international serait imposé aux territoires occupés.

● Les Palestiniens acceptent des garanties internationales pour la sécurité de tous les États de la région, y compris la Palestine et Israël. C'est pourquoi ils demandent que les conversations bilatérales avec Israël soient conduites dans le cadre d'une conférence internationale sous les auspices de l'ONU.

● Les Palestiniens sont prêts à accepter le déploiement d'une force-tampon de l'ONU sur la frontière israélo-palestinienne, dans le but d'assurer la sécurité de leur État et celle de leur voisin.

nombre de traces du nouveau réalisme soviétique, d'autant mieux acceptés par l'OLP que le soulèvement dans les territoires occupés donne aux dirigeants palestiniens une nouvelle assurance.

Les propos réitérés sur la prise en compte de la sécurité d'Israël et les propositions nouvelles faites en ce sens, l'affirmation qu'aucune partie extérieure ne doit être en droit d'imposer ou de refuser une solution — sous-entendu dans le cadre d'une conférence internationale, — le rappel que « la raison d'être » de l'OLP n'est pas la destruction de l'État d'Israël, sont autant de signes concrets répondant aux vœux exprimés par M. Gorbatchev.

Même si M. Bassam Abou Charif s'en défend, il ne fait pas de doute que ce texte se voulait d'abord un appel du pied à Washington pour l'ouverture d'un dialogue direct avec l'OLP. La réaction du Département d'État, qui a jugé ce texte « cons-

ujet des propositions de l'OLP, ne laisse toutefois pas augurer de changement, côté américain.

M. Bush a en effet estimé que ce texte ne permettait pas aux États-Unis de modifier leur position à l'égard de la centrale palestinienne. « L'OLP, a-t-il affirmé, doit non seulement accepter clairement les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, qui reconnaissent le droit d'Israël à l'existence, mais aussi renoncer au terrorisme et à l'article de sa charte fondamentale préconisant la destruction d'Israël. » « Je sais, a-t-il toutefois ajouté, que Yasser Arafat est soumis à des pressions, d'une certaine manière, y être sensible. Mais les États-Unis ne changeront pas leur approche à l'égard de l'OLP tant que celle-ci n'aura pas d'abord modifié sa position politique. »

Les violentes critiques adressées mardi par Abou Iyad, numéro deux

Caricatures arabes à Paris

Même si le dessin n'est pas ressemblant...

Une caricature dénonçant d'une manière générale les dictatures dans le monde a suscité des réactions dans la communauté diplomatique et intellectuelle arabe de Paris et a débouché entre l'ambassade d'Irak en France et l'Institut du monde arabe (IMA) sur une épreuve de force qui a failli perturber le déroulement de la première exposition tenue à Paris sur la caricature politique arabe.

L'un des dessins représentant un général barbu de décorations et un mendiant porteur d'une assiette vide, dans laquelle la main versée des médailles en guise de nourriture, a mis le feu aux poudres. Œuvre d'un Syrien, Ali Faraz, le dessin a été considéré par les représentants de Bagdad comme une « agression caractérisée » contre l'Irak. M. Abdelrazzak El-Hachimi, a réagi en déclarant :

« Pour les Irakiens la caricature du général dessiné ne pouvait être que celle du président Saddam Hussein, alors que le portrait ne présente aucune simi-

tude avec lui. Au bout d'une semaine de tractations, l'ambassadeur d'Irak n'en démordait pas : ou l'œuvre était retirée ou il en tirait les conséquences quant à la participation de l'Irak à l'exposition de l'IMA.

Mardi 29 juin, en signe de protestation, ordre était donné à l'IMA, par des exposants, de retirer « l'objet du délit », mais peu après le personnel de l'Institut esquissait un mouvement de grève et occupait la salle où se déroulait l'exposition. Jeudi matin, cependant, l'IMA fonctionnait normalement après que son président, M. Paul Carton, ait publié un communiqué indiquant : « L'exposition sur la caricature arabe se poursuit comme prévu et dans son intégralité jusqu'au 4 septembre. »

On attend maintenant les éventuelles réactions irakiennes. (Lire page 23 l'article de Jean-Pierre Pérochon-Hugoz sur les expositions arabo-islamiques visibles actuellement à Paris.)

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1844.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Éditions,
M.M. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Woutet.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 — TAPAZ LEMONDE
code d'accès ABO

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 — TAPAZ LEMONDE

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 206 136 F

Tél : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 42-23-06-51

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif

3 ans

4 ans

5 ans

1 an

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse détaillés en
provisoire : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande des semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

هكذا من الاصل

Asie

CORÉE DU SUD

La réunification au cœur du nouveau débat politique

SÉOUL
de notre envoyé spécial

Depuis la reprise des manifestations étudiantes dans la capitale sud-coréenne, les passants ont ressenti leurs masques à gaz. L'odeur irritante des gaz lacrymogènes employés généreusement par les forces de l'ordre et les éclats de verre laissés par les cocktails Molotov témoignent du renouveau de violence dans le campus après plusieurs mois d'un calme relatif.

Mais cette fois, le mouvement ne rassemble plus qu'une minorité de radicaux, estimée par des politologues de Séoul entre dix mille et quarante mille sur un million, ayant la sympathie du tiers ou du quart des étudiants. De plus, l'appui que leur apportait la population lorsqu'ils défilaient les tenants du régime militaire y a un an s'est fortement réduit.

Après les élections présidentielle et législatives, les slogans en faveur du rétablissement de la démocratie ne font plus recette, pas plus que ce propos d'un dirigeant étudiant de Kwangju pour lequel la seule différence entre l'ancien dictateur Chun Doo Hwan et son successeur, le président Roh Tae Woo, serait que « le premier est chauve, l'autre non ».

Les militants ont donc adopté deux thèmes de lutte plus populaires : l'anti-américanisme et la réunification d'une péninsule coupée en deux depuis la guerre de Corée, qui débuta le 25 juin 1950. Xénophobes par tradition, les Coréens ne semblent guère porter dans leur cœur, ces jours-ci, l'allié américain, dont quarante-trois mille soldats protègent la 38^e parallèle. Ils lui reprochent, péle-mêle, son protectionnisme économique, son « arrogance », et, chez les opposants, d'avoir soutenu les dictatures militaires, voire d'être responsable de la division du pays.

Les tabous tombent

Le gouvernement, par la bouche de son ministre adjoint aux affaires étrangères, M. Kim Jong Kyu, minimise la gravité du problème, et le ministre de la défense affirme que Séoul aura besoin d'un « parapluie » américain jusqu'au début du prochain siècle. Mais les pressions de Washington pour obtenir une plus grande contribution à l'entretien de ses GI et l'accès au marché coréen pour ses cigarettes et sa viande de bœuf ont brisé une opinion très nationaliste (1). D'autant que, pour la première fois depuis la guerre, les Coréens peuvent discuter librement de la réunification, devenue le sujet de toutes les conversations.

Les tabous tombent les uns après les autres : un universitaire s'est prononcé en faveur de la légalisation d'un PC sud-coréen au cours d'un colloque organisé par le Parti de la démocratie et de la justice du président Roh. Le secrétaire général de ce même parti, l'ex-général Park Jun Byung, qui n'a pas la réputation d'un libéral, a suggéré devant nous la diffusion de plus d'informations sur le régime du maréchal Kim Il

Sung et la création de « chaires d'études nord-coréennes ».

Malgré tout, « nous avons été pris par surprise par le mouvement étudiant en faveur de l'établissement de contacts directs avec le Nord », reconnaît M. Hyun Nong Joo, ministre des affaires législatives. Ce que des universitaires et des journalistes appellent l'« indécision » ou l'« immobilisme », du pouvoir a laissé le champ libre aux étudiants. Le président Roh a réagi aux manifestations en proclamant sa compréhension pour les aspirations de la jeunesse, tout en affirmant qu'il fallait laisser au seul gouvernement le soin d'organiser des rencontres entre Coréens du Sud et du Nord.

Déclaration commune des « trois Kim »

On peut comprendre que Séoul entende se prémunir contre les réactions de Pyongyang de l'explosion de l'aviation de l'armée de l'air en novembre dernier justifiant cette prudence. « Il faut persuader les étudiants de notre bonne foi en faisant des pas concrets », dit M. Hyun, tout en admettant qu'« il est compréhensible que les étudiants doutent de notre sincérité ». L'opposition en doute également, même si ses chefs, les « trois Kim », ont publié une déclaration commune demandant aux étudiants d'annuler la marche qu'ils avaient voulu programmer le 10 juin sur Pannunjon pour rencontrer leurs camarades du Nord. Cette marche a été repoussée au 15 août, jour de la fête nationale.

Soucieux de satisfaire son opinion publique et d'assurer le bon déroulement des Jeux olympiques, qui s'ouvrent à Séoul le 15 septembre, M. Roh paraît décidé à reprendre l'initiative. Il a lancé une offensive sous auspices, passant outre aux réticences de certains conservateurs et militaires vivant toujours à l'heure de la « guerre froide ».

Confiant dans sa supériorité économique écrasante sur le Nord, sûr de la consécration diplomatique apportée par des JO boycottés par Pyongyang, anéanti de son label tout frais de régime démocratique, la Corée du Sud est en train de perdre ce complexe d'infériorité qu'elle traînait depuis des lustres face au régime du vieux maréchal Kim Il Sung.

Pour neutraliser les principaux soutiens de Pyongyang, le président Roh multiplie les gestes en direction de Moscou et de Pékin. Si l'établissement de relations diplomatiques demeure exclu, des « missions commerciales » chinoises et soviétiques pourraient s'ouvrir à Séoul après les Jeux olympiques.

Déjà le commerce sino-sud-coréen est de plus de deux fois supérieur à celui entre Pékin et Pyongyang (le Monde du 25 mai). Séoul compte qu'il en sera bientôt de même avec le bloc soviétique, ce qui contribuerait à isoler encore plus le Nord. Mieux encore, les deux « grands frères », désireux d'engranger en paix leurs médailles, ont mis Pyongyang en garde contre toute tentative de créer des troubles pendant les JO.

Par ailleurs, nous avons appris de bonne source que les Chinois avaient

clairement dit à leurs alliés : nous ne vous soutiendrons que si vous êtes attaqués, mais en aucun cas si vous êtes l'agresseur.

Le 7 juin, le ministre sud-coréen des affaires étrangères, M. Choi Kwang Soo, s'est déclaré prêt à rencontrer son homologue nordiste « n'importe quand, n'importe où » pour discuter de la participation de Pyongyang aux JO et des moyens de réduire la tension dans la péninsule. Le 10, à la tribune des Nations unies, il a proposé un plan en trois points pour le désarmement de la Corée et offert au Nord de signer un pacte de non-agression.

Sur le plan intérieur, le gouvernement tente d'associer l'opposition et les étudiants à sa stratégie, ou du moins de contrôler leurs initiatives. Les « trois Kim » ont ainsi reçu leur premier « briefing » sur les questions de sécurité. Mais les rivalités politiques, le manque de coordination et de dynamisme de l'administration, l'impatience des étudiants radicaux ou les déclarations provocantes de certains conservateurs ne facilitent guère ce processus.

Pour les Nord-Coréens, la prise de distance de la part d'alliés de toujours est d'autant plus dommageable que leur armée ne semble plus guère en mesure de soutenir un conflit prolongé avec une machine militaire sudiste qui ne cesse de se renforcer. La faiblesse de sa population - 20 millions contre 40 millions - et le retard de son économie face au « miracle » sudiste paraissent avoir rendu Pyongyang incapable d'autre chose que d'une opération éclair désespérée, d'actes terroristes ou de commandos.

Contacts secrets

Tout cela explique peut-être la discrète visite qu'aurait effectuée en mai à Séoul, malgré les démentis des deux côtés, une haute personnalité nordiste - sans doute M. Ho Dam, numéro trois du régime - qui aurait proposé à ses interlocuteurs le marché suivant : accordé-nous une aide économique et nous vous laisserons tranquilles pendant les Jeux. On parle d'une somme de 4 milliards de dollars, ce qui équivaudrait au total de la dette extérieure de Pyongyang.

Ces conversations s'inscriraient néanmoins dans une longue série de contacts secrets. Reprenant la balle au bond, des Sud-Coréens suggèrent maintenant que Séoul fasse un geste de bonne volonté envers Pyongyang en remboursant les dettes que cette dernière est incapable d'honorer. Ce qui confirmerait par-dessus le marché avec éclat la supériorité du Sud sur le Nord. « Il faut savoir ce que l'on veut », nous disait le rédacteur en chef d'un quotidien de Séoul. Si la réunification est si bonne, achetez-la, nous en avons les moyens !

Pyongyang, qui y perdrait la face et verrait d'ébranler à jamais son rêve de réunifier la Corée sous sa houlette, a d'autres fers au feu. Il est, en effet, troublant d'entendre des alliés de Pyongyang apporter de l'eau au moulin des officiels de Séoul qui affirment que le Nord a

infiltré le mouvement étudiant dans le but de semer le trouble avant et pendant les JO. On ne saurait douter de la sincérité - peut-être naïve - de la grande majorité des étudiants, favorables à une réunification unanimement désirée. Mais certains militants ne cachent plus que leurs prochains objectifs sont les JO, scotchés d'être les « dhiscurs » de la Corée, et terrain de choix pour « diffuser [leurs] vues sur la réunification » qui rejoignent celles du Nord.

Le compte à rebours jusqu'à l'ouverture des Jeux a commencé. Harcelé par l'opposition, le régime multiplie les mises en garde contre le danger venu du Nord et les risques de déstabilisation. Ayant mis gros sur les JO, il ne peut plus se permettre qu'un grain de sable se glisse dans les rouages. D'où une mobilisation sans précédent des forces de l'ordre qui fait craindre à beaucoup de Coréens, et pas seulement de l'opposition, qu'une fois les projecteurs éteints ne ressurgissent les vieux démons de l'autoritarisme.

PATRICE DE BEER.

(1) Selon un récent sondage organisé par le Dong A Ilbo de Séoul, l'Asahi Shinbun de Tokyo et l'Asahi Shinbun de Tokyo, 51 % des Sud-Coréens n'aiment pas les Japonais et 62 % les Américains, contre respectivement 39 % et 30 % il y a quatre ans.

AFGHANISTAN : selon l'agence Tass

L'URSS a rapatrié vingt mille soldats

Moscou. - L'URSS a retiré « environ vingt mille hommes » d'Afghanistan depuis le 15 mai et « il ne reste pas un seul soldat soviétique dans les provinces frontalières avec le Pakistan », a affirmé, le mercredi 29 juin, le général Boris Gromov, commandant des troupes soviétiques en Afghanistan, selon un compte rendu de l'agence Tass. Lors d'une conférence de presse tenue au ministère de la défense à Moscou, le général a par ailleurs indiqué que dix militaires soviétiques avaient été tués et quinze blessés depuis le début du retrait. Il a toutefois ajouté que ces pertes n'étaient pas survenues lors des opérations de rapatriement des troupes déployées par l'URSS, mais au cours de « bombardements de garnisons et de diversions ».

L'URSS a ainsi retiré un cinquième de ses soldats engagés en Afghanistan, comme il ressort du chiffre avancé par le général Gromov. Le chef de l'état-major des forces armées soviétiques, le maréchal Sergueï Akhromev, avait, en effet, annoncé le 26 mai que les effectifs des troupes soviétiques, juste avant le 15 mai, étaient de cent mille trois cents hommes. Il avait ajouté que neuf mille cinq cents militaires avaient quitté avant le 26 mai le territoire afghan. Ces données ne correspondent pas à celles auparavant citées par des officiels soviétiques, selon lesquelles un quart du contingent a été retiré. Le général Gromov avait lui-même annoncé, le 14 mai à Kaboul, que l'URSS rapatrierait 25 % de ses troupes avant le 29 mai, date du sommet de Moscou entre M. Gorbatchev et M. Reagan. - (AFP.)

PAKISTAN : chef de file de l'opposition

Benazir Bhutto prise de vitesse par les initiatives du président Zia Ul Haq

L'instauration de la loi islamique au Pakistan a provoqué de vives réactions de la part d'organisations féminines. Des centaines de femmes ont manifesté contre la charia à Karachi et à Lahore. Le ministre de la justice a cependant assuré que l'application de la loi islamique n'empêcherait pas les femmes d'accéder à des postes de responsabilité dans un pays où la principale figure de l'opposition est une femme, M^{me} Benazir Bhutto.

KARACHI
de notre envoyé spécial

Tout en devisant, Benazir Bhutto étale un miel onctueux sur un toast. Un serveur s'approche pour déposer sur une table roulante une autre théière bouillante. Au plafond, des ventilateurs brassent lentement l'air moite.

Parfois la fille d'Ali Bhutto, le « martyr » pendu par l'actuel président Zia Ul Haq, s'interrompt pour répondre brièvement à l'une de ses secrétaires venues lui annoncer un énième solliciteur. Elle remonte une nouvelle fois son voile sur ses cheveux désormais coupés à la garçonne puis, d'un geste volontaire, elle insiste : « Bien sûr que Zia Ul Haq est l'homme le plus impopulaire de tout le continent : vous en doutez ? » C'est dit comme toujours sans acrimonie, avec ce sourire et ce charme qui sont ses principaux atouts, ce qu'elle n'ignore pas.

Pour le reste, Benazir Bhutto, depuis décembre dernier M^{me} Zardari, utilise largement l'« image du père ». A la porte de cette grosse villa sans grâce et étrangement protégée située à Clifton, un quartier résidentiel de Karachi, la plaque de l'ancien président du Pakistan est restée en place. Dans le salon où le chef de file de l'opposition pakistanaise tient audience, rien ne paraît avoir été dérangé depuis la mort d'Ali Bhutto. Le premier ministre en devient étrangement omniprésent, incontournable, d'autant qu'il est une référence permanente dans les discours de sa fille, son souvenir étant, à lui seul, tout un programme politique.

« Dérive pro-américaine »

Benazir a-t-elle dilapidé l'héritage paternel ? Plusieurs cadres de son parti, le PPP (Parti du peuple pakistanaise) le pensent, prenant prétexte du faible score réalisé lors des élections locales de novembre dernier (moins de 20 % des suffrages, y compris dans le Sind, le fief de la famille Bhutto) et dénigrant ce qu'ils appellent une « dérive pro-américaine » de la part de la fille de celui qui fut le promoteur d'une sorte de « populisme socialiste » à la pakistanaise.

Celle à qui l'on reproche d'être aussi autoritaire que son père est également l'héritière de son charisme. Si des élections générales ont lieu, le PPP et sa présidente joueront leur va-tout. L'hypothèque vient d'être levée avec la décision de la Cour suprême d'annuler une disposi-

tion qui prévoyait que les partis n'ayant pas déposé leurs statuts après la levée de la loi martiale (c'était le cas du PPP) ne pouvaient prendre part à des élections. Légèrement agacé d'entendre ou de lire que son influence au sein du parti n'est plus tout à fait ce qu'elle était (« qu'ils le prouvent ! » dit-elle, Benazir Bhutto se montre d'un optimisme à toute épreuve. « Si les élections sont organisées sur la base des partis, et de façon impartiale, dit-elle, nous les gagnerons sans aucun doute ».

Les Jeux, pour autant, ne sont pas faits. La Ligue musulmane, bien que divisée en de nombreuses chapelles, reste le parti au pouvoir, avec tout ce que cela suppose d'appui. Le président Zia a, en outre commencé à reprendre les choses en main : le nouveau chef-ministre de la province du Nord-Ouest, un ancien général, est devenu membre de la Ligue musulmane le 15 juin. Le 22, il en était élu président « unanimement » pour toute la province... Dans le Pendjab, qui représente 57 % de la population, M. Nawaz Sharif cumule les fonctions de chef-ministre et de président de la Ligue musulmane. Les deux autres provinces du Pakistan, le Sind et le Balouchistan, n'ont toujours pas d'exécutif local, mais la Ligue musulmane va être l'objet de toutes les attentions du général Zia.

Le président de la Ligue, l'ancien premier ministre, M. Junejo, a beau affirmer qu'il ne laissera pas « pirater » son parti, c'est exactement ce qui est en train de se produire. Déjà le général Zia a envoyé son conseiller politique, l'ancien général Mohammad Asghar, à Karachi pour reconstruire M. Junejo et tenter de reprendre le fil d'un dialogue brutalement interrompu. Benazir Bhutto, de son côté, entretient des « contacts » avec l'ancien premier ministre.

Le PPP est le parti dominant d'une alliance regroupant une dizaine de formations politiques de l'opposition, le (MRD) Mouvement pour la restauration de la démocratie, qui essaie de toute urgence de retrouver unité et crédibilité. L'opposition, de toute façon, s'enverra bien des difficultés à se démarquer du parti au pouvoir dès lors que la campagne électorale doit être centrée sur le thème de l'islamisation. Benazir Bhutto, comme la plupart des opposants sans liens avec les partis islamiques fondamentalistes, est persuadée que les Pakistanais, dans leur ensemble, ne demandent pas cette islamisation que veut à tout prix leur offrir leur président. Selon elle, le général Zia, souvent présenté comme un musulman très pratiquant, est surtout « une acteur ». L'islamisation visant à « embrouiller » les gens et à retarder le retour à un processus démocratique.

L'opposition craint que le général Zia ne court-circuite les élections en rééditant le procédé de 1984 : un référendum sur l'islamisation du pays, les réponses - évidemment positives - ayant valeur de plébiscite. Dans ce cas, à quoi bon s'embarrasser d'élections « à l'occidentale » qui n'ont pas cours dans un Etat islamique ?

LAURENT ZECCHINI.

CHINE

Une audacieuse série télévisée

Comment a-t-on pu en arriver là ?

PÉKIN
de notre correspondant

Il a fallu douze ans, après la mort de Mao Zedong, pour que la question soit abordée publiquement : où en est la Chine, livrée jetée aux orbes des détroques des idéologies successives dont elle s'affubla depuis un siècle ? Une série télévisée, qui promet d'avoir un retentissement considérable, vient enfin de poser le problème, au cœur de la tragédie chinoise moderne : cette civilisation millénaire n'est-elle peut-être plus autant un atout qu'un carcan, dont le pays doit se dégarer.

En six parties diffusées à une heure de grande écoute, la soir, l'auteur Xia Jun (vingt-cinq ans, l'âge du ténor pour les réalisateurs chinois), démontre, avec force plans de pauvreté et d'eaux boueuses et tumultueuses, que la géniale culture du fleuve Jaune va à sa perte si les tourbillons ne parviennent pas à se libérer enfin dans la mer. D'où le titre : « Le fleuve tari ». L'allégorie est résumée dans une adresse aux intel-

lectuels : « L'espoir de la Chine réside dans le reste du monde. » Le plus frappant dans cette œuvre, qui se veut électrochoc salutaire, est la tonalité nationaliste qui s'en dégage. La question du socialisme n'est pas abordée. Le film ne fait que demander : comment la Chine a pu en arriver à son présent état de misère ? L'image de Mao est naturellement associée aux vingt ans de dévastations qui ont clôturé son règne.

Le programme conclut même sur un étonnant rapprochement de trois femmes, présentes comme responsables de l'isolement de la Chine : l'impératrice Ci Xi (Tse-Hi), la célèbre M^{me} Song Mei-ling, épouse de Tchiang Kai-shek, et M^{me} Jiang Qing, l'égérie de la révolution maoïste. Le défunt généralissime nationaliste, lui, a droit au titre de « Monsieur », parfaitement incongru quand on se souvient des insultes qu'accompagnait son nom il n'y a pas si longtemps. Ce n'est plus un courant d'air qui souffle sur la Chine, c'est une bourrasque.

FRANCIS DERON.

Deux condamnations à mort pour l'assassinat d'un étudiant

Deux personnes ont été condamnées à mort, dont l'une avec sursis, le mercredi 29 juin, par un tribunal de Pékin pour le meurtre d'un étudiant. Wang Jian, vingt-six ans, et Ha Enming, dix-huit ans, ont été reconnus coupables de « meurtre avec préméditation » et de « hooliganisme ». Trois complices, dont une femme, ont été condamnés à des peines de prison. L'assassinat de l'étudiant avait été à l'origine de manifestations, le 1^{er} juin, à Pékin.

Par ailleurs, les autorités chinoises ont démenté que trois paysans aient trouvé la mort au cours d'affrontements avec la police, le 21 juin (le Monde du 30 juin). Elles ont cependant confirmé l'incident, qui n'a pas été rapporté par la presse locale. La cause de ces heurts est le déversement de déchets toxiques par l'usine pétrochimique de Yanshan dans un réservoir servant à la fois à la consommation et à l'irrigation. Ces déchets menacent à la fois la santé des paysans - qui se plaignent de troubles respiratoires - et leurs cultures maraichères, qui alimentent la capitale. Il s'agit des heurts les plus violents entre paysans et policiers depuis deux ans. - (UPI, AP.)

LE LIVRE DONT TOUT LE MONDE PARLE



Europe

Les débats à la conférence de Moscou

Les conservateurs du Parti communiste se drapent dans la « glasnost »

MOSCOU

de notre correspondant

Il se passe, à la conférence du Parti soviétique, une chose encore jamais vue. Non seulement, on y exprime des opinions et points de vue divers et souvent totalement divergents, mais on y voit aussi une salle se chercher, pencher d'un extrême à l'autre au gré des interventions, couper la parole à un conservateur à force de l'applaudir et applaudir aussi à tout rompre les attaques contre la trop grande liberté que manifesterait aujourd'hui la presse.

Dans les interventions de la tribune, le conservatisme domine, même s'il se drapait le plus souvent non seulement dans la « perestroïka », mais aussi dans la « glasnost » qu'il faut défendre, air bien connu, contre les excès qui le menacent. Mais cette salle dans son ensemble ? Ces cinq mille délégués qui hurlent de rire et applaudissent frénétiquement — comme dans un cabaret politique, — ce directeur d'usine réformateur qui dénonce le « crénelage » du système de production soviétique, appelle à lutter contre la paperasserie en « tuant les bureaucraties » et compare les ministères industriels à de gros matous qui n'y a pas de raison de nourrir les souris ?

Cette salle, que pense-t-elle au fond ? Personne ne pourrait vraiment le supporter aujourd'hui ni même demain, quand on sera passé au vote des résolutions, car si la base a maintenant son mot à dire ce n'est pas déjà elle qui décide — et cela bien qu'il s'agisse, en fait, de la base de l'appareil. Pour les choses vraiment sérieuses, c'est toujours là-haut, à la direction, qu'on marchandait et s'entend après avoir testé les rapports de force.

Ce qui se passe est en réalité simple : si l'on excepte quelques irréductibles, chacun, dans cette conférence sait bien que l'URSS ne peut se passer de réformes si elle veut « rester », comme dit M. Sakharov, un grand pays ». Mais dans le même temps, le changement fait peur car il bouscule trop de certitudes rassurantes, oblige à penser par soi-même, menace, en un mot, un confort matériel et plus généralement encore, intellectuel.

A été de tous ceux qui embrassent les réformes pour mieux les étouffer, la majorité ne sait donc pas trop à quel saint se vouer. Dans une telle situation, le secrétaire général a tout l'avantage de l'autorité de sa fon-

tion mais les dirigeants conservateurs — au prix d'un minimum d'habileté — jouent aussi sur du velours.

Cela s'est bien vu quand M. Gorbatchev s'est senti obligé de déclarer qu'un « nouveau groupe » (les réformateurs) ne devait pas prétendre au monopole sur la presse qu'avait, hier, les conservateurs. Cette phrase répondait à un sentiment dominant de la salle, mais dans le même temps, M. Gorbatchev a très vigoureusement plaidé pour la transparence : « Si nous renoncions à aller de l'avant dans le processus de développement de la Glasnost, de la critique et de l'auto-critique, ce serait la fin de la Perestroïka », a-t-il notamment dit en approuvant chaleureusement une intervention très radicale, d'un célèbre acteur, Mikhaïl Oulianov, dont l'intervention a beaucoup marqué la journée.

« Aujourd'hui, a-t-il déclaré, nous sentons le souffle de l'histoire (...) car nous sommes vraiment à un tournant : ce sera soit le diktat de l'appareil, avec toutes ses conséquences, soit le pouvoir du peuple ou dominera la loi et non pas l'arbitraire. » Lorsqu'il a évoqué le plus connu des articles jamais publiés dans la presse soviétique — le manifeste conservateur signé, en mars dernier, par M. Andreïev, M. Gorbatchev l'a interrompu à nouveau pour annoncer qu'elle a adressé une lettre à la Conférence par laquelle elle persiste et signe et que cette lettre sera lue.

La crainte du désordre

« Vous voyez bien, rétorque M. Oulianov qui est un ami personnel du secrétaire général, ce n'est pas d'elle qu'il s'agit en fait, le problème c'est que nous ayons été effrayés par son article. C'est cela qui est terrible », ajoute-t-il et la salle — la même salle que la liberté de la presse irrite tant — applaudit. Dans l'après-midi de ces deux derniers jours, il n'y a pas place pour l'exaltation du stalinisme à laquelle M. Andreïev est désormais identifié, mais il y a une formidable place pour la crainte du désordre.

Entre beaucoup d'autres, une intervention montre bien l'ambiguïté de la situation, celle de M. Bakazine, premier secrétaire de la région de Kemerovo. Il est totalement d'accord, dit-il, avec le constat fait par M. Gorbatchev en déclarant que l'application de la réforme économique était trop lente et que les « entreprises n'avaient pas été déga-

gées de la tutelle du centre ». Il faut, dit-il avec beaucoup de passion, que la conférence prenne des décisions à ce sujet, et que ce soit « l'objectif principal », car aucune réforme électorale ne pourra donner « tout le pouvoir » aux Soviets des républiques, des régions et des villes tant que les industries ne dépendront pas d'eux, mais des ministères de Moscou.

Il est absolument partisan aussi, comme M. Gorbatchev, de procéder à une vérification des cartes. Mais qu'on ne lui parle pas (applaudissements) de « tous ces jolis mots » sur le « parti de la restructuration », le « parti des sans-partis » — bref, sur le Mouvement patriotique national dont M. Gorbatchev avait appelé à débattre des « formes d'activité ». Un demi-conservateur ? Un demi-réformateur ?

Partie d'échecs historique

Il ne le sait probablement pas lui-même, mais à côté de M. Smirnov, « ajusteur dans une usine d'équipements radio de Leningrad », il pourrait, à priori, passer pour un radical. Pour M. Smirnov, en effet, il n'est pas question de procéder à une vérification des cartes avant le prochain congrès et il ne faudrait pas que la diminution des fonctions du Parti et de l'Etat et la restauration des pouvoirs des Soviets en fassent « l'enjeu d'une bataille politique ».

Il ne faudrait pas qu'on laisse triompher ce slogan déjà « subrepticement » mené par M. Smirnov, « ajusteur dans une usine d'équipements radio de Leningrad », ajoute-t-il, mais voilà que ce même M. Smirnov sera le seul délégué à s'être prononcé de la tribune, mercredi, en faveur de l'érection d'un monument aux victimes de Staline. Ce mémorial, a-t-il dit, « servira la cause de l'approfondissement et du développement des principes démocratiques dans notre société ».

Il y a des conservateurs et il y a des réformateurs qui avancent leurs pions dans une partie d'échecs tout ce qu'il y a de plus historique en effet et il y a surtout, dans la majorité des sites, un conservateur et un réformateur qui s'opposent. Comme la Perestroïka, l'évolution des esprits est un processus complexe et à bien des égards mystérieux tant la sociologie et l'histoire sociale de l'URSS restent à étudier.

Heureusement, il y a aussi des délégués dont les choix sont parfaitement clairs, comme M. Karpov, le président de l'Union des écrivains. C'est le prototype du conservateur masqué et mal masqué qui soutient

les « merveilleuses idées » de M. Gorbatchev et part au bulldozer contre le mauvais usage de la Glasnost, la volonté de noircir toute l'histoire soviétique et cette lutte contre la bureaucratie qui fait de tout dirigeant un bureaucrate. Et il est applaudi quand il demande « toute la vérité [sur l'histoire] et pas seulement la vérité antérieure, une vérité mobilisatrice qui rende l'homme fort [et] ne biffe pas d'une croix noire tout notre passé » : applaudi quand il en appelle aux sections de propagande du comité central pour que la « glasnost » soit « plus fermement dirigée » : applaudi encore quand il s'écrit : « Il suffit qu'on t'ait nommé hier et ça y est, tu es déjà un bureaucrate », et poursuit : « Rappelez-vous les années 30 : « Il a un chapeau ! Il a une cravate ! » [car] c'est un peu la même chose aujourd'hui : « Il a une voiture ! Il a un fauteuil ! »

Fascinant moment car on voit bien là comme pratiquement tout le monde meurt de peur du stalinisme et comme tant de bureaucrates adorent le brejnevisme — le stalinisme sans terreur de masse, sans cette erreur qui les menaçait eux aussi — et pas seulement ces horribles dissidents.

Les premiers secrétaires d'Arménie et d'Azerbaïdjan (anciens condisciples et amis de l'école du Parti) ont évité de s'opposer directement sur la question du Haut-Karabakh et préfèrent communier dans la dénonciation des méfaits de leurs prédécesseurs.

On a même vu la salle ne pas accepter la composition de deux commissions que proposait la tribune. Il y a débat, il y a confrontation mais la discussion n'est pas forcément l'antichambre de la démocratie. Elle y fait seulement prendre goût.

BERNARD GUETTA.

● GRANDE-BRETAGNE : projet de loi sur les secrets officiels. — Le gouvernement britannique a publié, le mercredi 29 juin, un projet de loi très attendu sur les secrets officiels qui vise à supprimer le caractère « entrappe-tout » de l'actuelle législation. Il prévoit en revanche que la divulgation d'informations touchant à la sécurité nationale par des agents des services secrets donnera lieu automatiquement à des poursuites. Ce projet de loi fait suite à la longue bataille juridique pour empêcher la publication de *Spycatcher*, un livre écrit par un ancien agent du contre-espionnage. — (AFP.)

HONGRIE

M. Pozsgay, chef des réformateurs, entre au gouvernement

Le chef de file des réformateurs au sein du Parti communiste hongrois, M. Imre Pozsgay, a été nommé ministre d'Etat, un poste nouvellement créé, au cours de la première séance de la session du Parlement, le mercredi 29 juin, à Budapest.

Entré au bureau politique à l'issue de la conférence du parti de mai dernier, qui avait précédé le remplacement de M. János Kádár par M. Károly Grosz à la tête du PC, M. Pozsgay, cinquante-deux ans, a indiqué que sa nouvelle tâche était de « renforcer les contacts entre le législatif et l'exécutif ». Il devrait en fait décharger d'une partie de son travail M. Kádár qui cumule depuis mai le poste de secrétaire général du parti et celui de premier ministre. Le poste de ministre d'Etat pourrait être un tremplin vers celui de chef de gouvernement, estimant certains à Budapest.

Le Parlement a, comme prévu, élu à la tête de l'Etat (poste essentiellement honorifique) M. Bruno Straub, biochimiste de renom, soixante-quatre ans, non membre du Parti communiste, il succède à M. Károly Nemeth, un vieux compagnon de M. Kádár qui avait perdu son poste au bureau politique le mois dernier.

M. Kálmár Kulcsár, secrétaire général adjoint de l'Académie des sciences, a été élu ministre de la justice, en remplacement de M. Imre Markó, et M. Tibor Czibere, professeur à l'université technique de Miskolc, ministre de l'éducation et de la culture, en remplacement de M. Béla Kószegi.

Toutes ces nominations ont été soumises au Parlement après avoir été décidées la semaine dernière par le comité central du parti.

Pour la première fois retransmis en direct à la télévision, les débats de cette première séance ont été empreints d'une franchise sans précédent dans cette enceinte. Le président du Parlement, M. István Staudinger, candidat unique du comité central, n'a été élu qu'avec 63 % des voix, score exceptionnellement bas pour un pays communiste. L'annonce de sa candidature unique a soulevé de bruyantes protestations de la part de nombreux députés.

Par ailleurs, le vice-président du Parlement hongrois, M. Péter János, a indiqué à la presse que son pays ne réagissait pas à la décision romaine de fermer le consulat de Hongrie à Cluj-Napoca (Transylvanie) et d'en expulser les employés. — (AFP.)

TURQUIE

La gauche tentée par la social-démocratie

Le congrès du Parti populiste social-démocrate, principale formation d'opposition de gauche en Turquie, s'est achevé, le lundi 27 juin, à Ankara, par la victoire de la tendance étatiste modernisatrice. Cette victoire ouvre la voie à une évolution de type social-démocrate de la gauche turque et permet au SHP de se présenter comme une véritable solution alternative à l'actuel parti gouvernemental, l'ANAP (conservateur), du premier ministre Turgut Özal.

ANKARA de notre correspondant

La préparation du congrès du SHP laissait prévoir des affrontements de tendances et de tendances, arguant mal de l'avenir d'un parti qui a regroupé, à partir de sa création en 1983, tous les courants de gauche privés, d'autres forums par le coup d'Etat de 1980. Etais-les modernisateurs, syndicalistes marxistes et nationalistes kurdes voisins dans une formation que l'ancien dirigeant du PRP, M. Bülent Ecevit, ne cessait de dénoncer comme un fourre-tout idéologique, incapable de se transformer en un vrai parti social-démocrate.

Son président, M. Erdal Inom, professeur de physique nucléaire et fils d'Ismet Inom — compagnon

d'armes d'Atatürk et son successeur à la tête de la République — ne semblait pas disposer du charisme nécessaire pour s'imposer. Son autorité morale, le respect qu'inspire sa pondération, nouvelle dans la vie politique du pays, lui ont cependant permis d'être réélu contre son concurrent Ismail Cem à la présidence du parti. Mais des trois listes en présence pour l'élection des quarante-quatre membres du comité central, celle qu'il présentait comme essai de conciliation entre les deux autres a été délaissée au profit des éléments soutenus par M. Deniz Baykal, ancien ministre de M. Ecevit, chef de file des « modernisateurs » étatistes. Elu mercredi 29 juin secrétaire général du parti, M. Baykal y déclinera de fait l'essentiel du pouvoir.

Pour cette tendance, l'industrialisation du pays, par une politique planifiée, est une préalable à toute transformation de ses structures sociales. Ses représentants ont désormais la majorité au comité central, où ils disposent de vingt-sept sièges contre dix-sept pour la troisième liste en présence, celle dite du « courant de gauche ». Cette dernière comprenait les dirigeants de la DISK, la confédération syndicale de gauche, dissoute après le coup d'Etat, et les députés qui avaient soutenu au Parlement, en des termes inédits, la « gestion de la minorité kurde ».

MICHEL FARRÈRE.

Afrique

ANGOLA : après l'attaque du barrage de Calneque

Pretoria menace de se retirer des négociations

Selon un nouveau bilan publié par l'Etat-major de Pretoria dans la soirée du mercredi 29 juin, les pertes infligées aux Cubains et aux Angolais lors des affrontements dans le secteur du barrage de Calneque s'élèvent à trois cents morts, au lieu de deux cents comme annoncé précédemment (le Monde du 30 juin).

Le nouveau bilan a été fourni à la presse par le chef des opérations militaires, le général de brigade Pieter Gaggiano. Il n'a toutefois fourni aucune indication quant à l'importance respective des pertes angolaises et cubaines. Il a indiqué que l'attaque du barrage de Calneque avait été menée par quelque six cents fantassins divisés en trois colonnes et appuyés par trente-cinq blindés. Cet assaut terrestre a été accompagné d'un bombardement effectué par douze chasseurs Mig, qui auraient largué de douze à dix-huit à bombes sur le barrage et à proximité, a précisé le général.

Par ailleurs, selon la radio d'Etat sud-africaine (SABC), les autorités de Pretoria attendent de connaître la réaction du gouvernement américain avant de prendre une décision quant à la prochaine séance de pourparlers quadripartites sur l'Angola et la Namibie, prévue le 11 juillet aux Etats-Unis.

A la suite de cette attaque, Pretoria a envoyé aux gouvernements américain et angolais des messages urgents dans la teneur n'a pas été révélée.

Citant une interview que lui a accordée le ministre des affaires étrangères, M. « Pk » Botha, la SABC a affirmé que les ambassadeurs d'Afrique du Sud à l'étranger avaient reçu pour instruction de prévenir les gouvernements auprès desquels ils sont accrédités que l'Afrique du Sud déclinait toute responsabilité pour les actions qu'elle pourrait être amenée à prendre pour protéger ses intérêts.

Effectivement, l'ambassade d'Afrique du Sud en France a diffusé mercredi un communiqué déclarant notamment : « L'exceptionnelle gravité que revêtent ces attaques à la fois par terre et par air aux yeux de l'Afrique du Sud a été exprimée aujourd'hui, entre autres sujets, auprès du ministre français des affaires étrangères. La teneur d'une déclaration du chef de la diplomatie sud-africaine a été portée à la connaissance du Quai d'Orsay. En particulier, il est indiqué que l'action agressive et provocante des Cubains se trouve être directement en conflit avec l'esprit de paix prévalant aux conversations qui se déroulent actuellement entre l'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba (la dernière s'étant conclue au Calre sur une note positive, précisément la veille des attaques). A cet égard, le ministre des affaires étrangères, M. « Pk » Botha, a précisé : (...) Si cette situation devait se poursuivre, les conversations n'auraient plus lieu d'être. »

AFRIQUE DU SUD

Le « cadeau » d'anniversaire de Nelson Mandela

JOHANNESBURG de notre correspondant

A l'occasion de son soixante-dixième anniversaire, le 18 juillet, Nelson Mandela aura le droit de recevoir toute sa famille à la prison de Pollsmoor dans les banlieues du Cap. Une visite d'une durée exceptionnelle de six heures.

Ce sera la première fois depuis son incarcération, il y a vingt-six ans le 5 août, que le plus célèbre prisonnier politique du monde pourra passer un aussi long moment avec les siens. Normalement, il a droit à trente visites de quarante minutes chaque année, avec au plus deux personnes à la fois.

Comme l'a souligné son avocat, M. Ismail Ayob, « apparemment, les autorités ne décomptent pas la durée de cette occasion spéciale de son quota annuel ». Jamais auparavant il n'avait pu passer autant de temps avec notamment sa femme Winnie et ses deux filles réunies. Jusqu'en 1979, ses proches n'avaient pu le voir qu'à travers une paroi vitrée. Depuis cinq ans, son épouse peut s'asseoir dans la même pièce, en compagnie toutefois d'un gardien.

Nelson Mandela a été condamné en juin 1964 à la détention à perpétuité pour trahison. Le régime lui reprochait d'avoir voulu renverser le gouvernement par la force.

M. B.-R.

SOMALIE

Amnesty International dénonce la « torture systématique » des prisonniers politiques

Londres. — Amnesty International a accusé, jeudi 30 juin, le gouvernement somalien de torturer et d'assassiner et a demandé au président Siyad Barre d'y mettre un terme.

L'organisation humanitaire affirme : « La police militaire et les forces de sécurité procèdent à la torture systématique de centaines de prisonniers politiques. (...) Des méthodes de torture identiques auraient été employées contre les prisonniers politiques au moins depuis dix ans et peut-être depuis la

mise en place de ce gouvernement, il y a dix-huit ans. »

Selon Amnesty, il s'agit de chocs électriques, du supplice de la baignoire, de sévices sexuels et d'une technique baptisée « Mig » — du nom des bombardiers soviétiques — consistant à plier les victimes en deux et à les rouer de coups. De nombreuses victimes ont indiqué qu'elles ont subi ces tortures au quartier général du service national de sécurité à Mogadiscio. — (Reuters.)

La Finlande commande à la France son système de défense aérienne

La Finlande vient de confier à des entreprises françaises, notamment les groupes Thomson-CSF et Matra, la réalisation de son système de défense anti-aérienne à courte portée, contre des offres concurrentes de sociétés britanniques et italiennes en particulier. Le montant de ce contrat n'est précisé ni par le client ni par ses fournisseurs.

Depuis 1948, date à laquelle la Finlande a signé avec l'Union soviétique un traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelles, les forces armées finlandaises ont cette particularité, en Europe, de s'approvisionner en matériels militaires auprès des Soviétiques comme des Occidentaux.

L'armée de l'air finlandaise, en particulier, dispose d'avions soviétiques, suédois ou britanniques, de missiles sol-air portatifs soviétiques (du type SAM-7) ou fixes (du type SAM-3) et de radars de construction nationale.

Le ministère finlandais de la défense vient de choisir le groupe Thomson-CSF comme chef de file industriel pour la réalisation de deux programmes majeurs d'armements.

La première commande concerne un système complet de défense aérienne à courte portée reposant sur des missiles sol-air Crotale (de Matra) avec leurs radars d'accompagnement.

Radars à longue portée

La seconde commande se rapporte à l'acquisition de radars à longue portée (dont le modèle n'est pas indiqué par Thomson-CSF) pour les besoins militaires et de radars secondaires pour les besoins propres à l'aviation civile.

Dans les milieux industriels français, on conserve une grande discrétion sur la nature précise de ce contrat avec la Finlande car le client tient à garder le secret sur cette transaction avec la France en raison de ses relations spéciales avec son voisin.

Trois F-16 américains s'écrasent en Allemagne fédérale

Trois chasseurs américains, du modèle F-16, se sont écrasés, le mercredi 29 juin, en Allemagne fédérale, portant à seize le nombre d'appareils — toutes armées confondues — perdus lors d'accidents en Allemagne de l'Ouest depuis le début de l'année.

Cette série d'accidents a ravivé la vive polémique sur les vols d'entraînement en Allemagne fédérale, où, en plus des appareils de la Luftwaffe, stationnent environ mille cinq cents avions des armées alliées de l'OTAN.

Deux des F-16 se sont heurtés en plein vol : l'un des pilotes a été tué. Le troisième F-16 s'est écrasé dans un bois au cours d'un entraînement en vol de patrouille. Le pilote, qui en avait perdu le contrôle, est sain et sauf.

Depuis 1981, date à laquelle sont entrés en service les F-16 américains en Allemagne fédérale, l'armée de l'air américaine a perdu vingt des deux cent trente-cinq avions qu'elle y a entreposés.

HONGRIE

Le chef des réformateurs au gouvernement

Les réformateurs hongrois ont élu le 24 juin, à la suite d'un scrutin secret, le chef des réformateurs au gouvernement. Le candidat, le professeur de droit et de sciences politiques, a obtenu 51,5 pour cent des voix. Il s'agit de Miklós Németh, 52 ans, ancien ministre de la Santé, qui a été élu président du Parlement. Miklós Németh a été élu président du Parlement hongrois, ce qui signifie qu'il sera le chef de l'exécutif. Il a été élu à la suite d'un scrutin secret, ce qui est une première en Hongrie. Miklós Németh a été élu à la suite d'un scrutin secret, ce qui est une première en Hongrie. Miklós Németh a été élu à la suite d'un scrutin secret, ce qui est une première en Hongrie.

TURQUIE

Le parti social-démocrate

Le parti social-démocrate turc a obtenu 20,5 pour cent des voix lors des élections législatives du 28 mai. Le parti a obtenu 20,5 pour cent des voix, ce qui est une victoire pour le parti. Le parti a obtenu 20,5 pour cent des voix, ce qui est une victoire pour le parti. Le parti a obtenu 20,5 pour cent des voix, ce qui est une victoire pour le parti.

AFRIQUE DU SUD

Le 10^{ème} anniversaire de la mort de Mandela

Le 10^{ème} anniversaire de la mort de Nelson Mandela a été célébré en Afrique du Sud. Le 10^{ème} anniversaire de la mort de Nelson Mandela a été célébré en Afrique du Sud. Le 10^{ème} anniversaire de la mort de Nelson Mandela a été célébré en Afrique du Sud.

ITALIE

Le national démonte les prisons politiques

Le national démonte les prisons politiques en Italie. Le national démonte les prisons politiques en Italie. Le national démonte les prisons politiques en Italie.

ÉTATS-UNIS

La Cour suprême maintient le système des « procureurs indépendants »

Washington. — La Cour suprême des États-Unis a décrété constitutionnel le système des « procureurs indépendants » nommés spécialement par des tribunaux pour enquêter sur les crimes des hauts fonctionnaires. Cette décision, votée le mercredi 29 juin par sept voix contre une, constitue un revers de taille pour l'administration Reagan, qui estimait que cette loi portait atteinte aux prérogatives du pouvoir exécutif. Elle rendra valide les condamnations des anciens collaborateurs de la Maison-Blanche, MM. Michael Deaver et Lyn Nofziger, à la suite d'enquêtes de procureurs indépendants.

Crime raciste ou supercherie ?

WASHINGTON. — Il y a sept mois, Tawana Brawley, une jeune Noire de seize ans, était découverte dans un sac d'ordures en plastique, la tête recouverte d'excréments de chien. Sa mère affirmait alors que sa fille avait été enlevée et violée par six Blancs, dont certains officiels du comté de sa résidence. Des écrivains portant des inscriptions injurieuses, foudraient le corps de Tawana, indiquant qu'il s'agissait d'un crime raciste. M^{me} Brawley et sa fille refusèrent ensuite systématiquement de coopérer avec les enquêteurs, qui, sur la base des premières indications recueillies, commencèrent à entretenir les plus grandes doutes sur la véracité des accusations de la famille Brawley.

Outrages de langage

Sensibilisés par un incident récent, où un jeune Noir pourchassé par des Blancs avait été égaré sur la route, et de peur d'être accusés de se conduire comme des « Oncle Tom », traités à la cause noire, les dirigeants noirs modérés gardèrent le silence sur ces outrages de langage. Mais un ancien policier noir, qui avait travaillé pour Sharpton, a déclaré sous serment que l'affaire Brawley était une supercherie, montée par les avocats. L'un d'eux lui aurait déclaré : « Les faits ne m'intéressent pas ; je ne poursuis pas l'affaire du point de vue juridique, mais politique. » Du coup, s'il est établi qu'ils ont délibérément organisé et entretenu la supercherie, les avocats et M^{me} Brawley risquent d'être poursuivis pour obstruction à la justice.

Mais, surtout, les dirigeants noirs sont sortis de leur mutisme pour condamner les avocats, dont le comportement, disent-ils, fait du tort à la cause des Noirs et est préjudiciable à la paix sociale. M. Jesse Jackson refusa prudemment de participer à la controverse, indiquant que, à son avis, les enquêteurs s'acquittaient convenablement de leur tâche.

HENRI PIERRE.

Amériques

CHILI

La pollution atteint un niveau alarmant dans la capitale

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant

« Santiago converti en chambre à gaz », « Accroissement alarmant des maladies des voies respiratoires », « 3 tonnes de particules de plomb en suspension sur la capitale » : à grands renforts de vues panoramiques montrant la ville noyée sous un épais nuage gris, les journaux consacrent actuellement leur « une » à la préoccupation commune à ses quatre millions d'habitants, la pollution de l'air, qui a atteint ces dernières semaines un niveau alarmant.

Lorsque, en 1541, le conquistador Pedro de Valdivia découvrit la vallée centrale du Chili, encaissée entre la cordillère des Andes à l'est et la cordillère de la côte à l'ouest, séduits par son climat tempéré et ses conditions favorables à l'agriculture, il y fonda sa capitale. Quatre siècles après, Santiago est malade de son encaissement. En l'absence d'une aération suffisante, fumées industrielles, monoxyde de carbone et autres substances nocives stagnent

en permanence sur la capitale. Le smog — cet anglicisme fait partie du vocabulaire national — place la capitale chilienne au premier rang mondial de la pollution atmosphérique, à égalité avec Mexico et Sao-Paulo.

Le seul « remède » à cette accumulation de déchets toxiques a, jusqu'à présent, été la pluie, qui dissout les gaz et grand nombre de particules. Mais alors qu'il pleut habituellement dès l'automne (septembre) sur toute la région centrale, cette année la sécheresse sévit.

« La mort lente »

Une perturbation annoncée — et espérée — pour le début juin est passée en ne laissant tomber qu'une ondée insipide sur la capitale, suscitant l'indignation.

De nombreuses associations multiplient les mises en garde contre les dangers courus par la population et reprochent aux pouvoirs publics de ne pas prendre les mesures susceptibles de faire baisser l'indicateur de

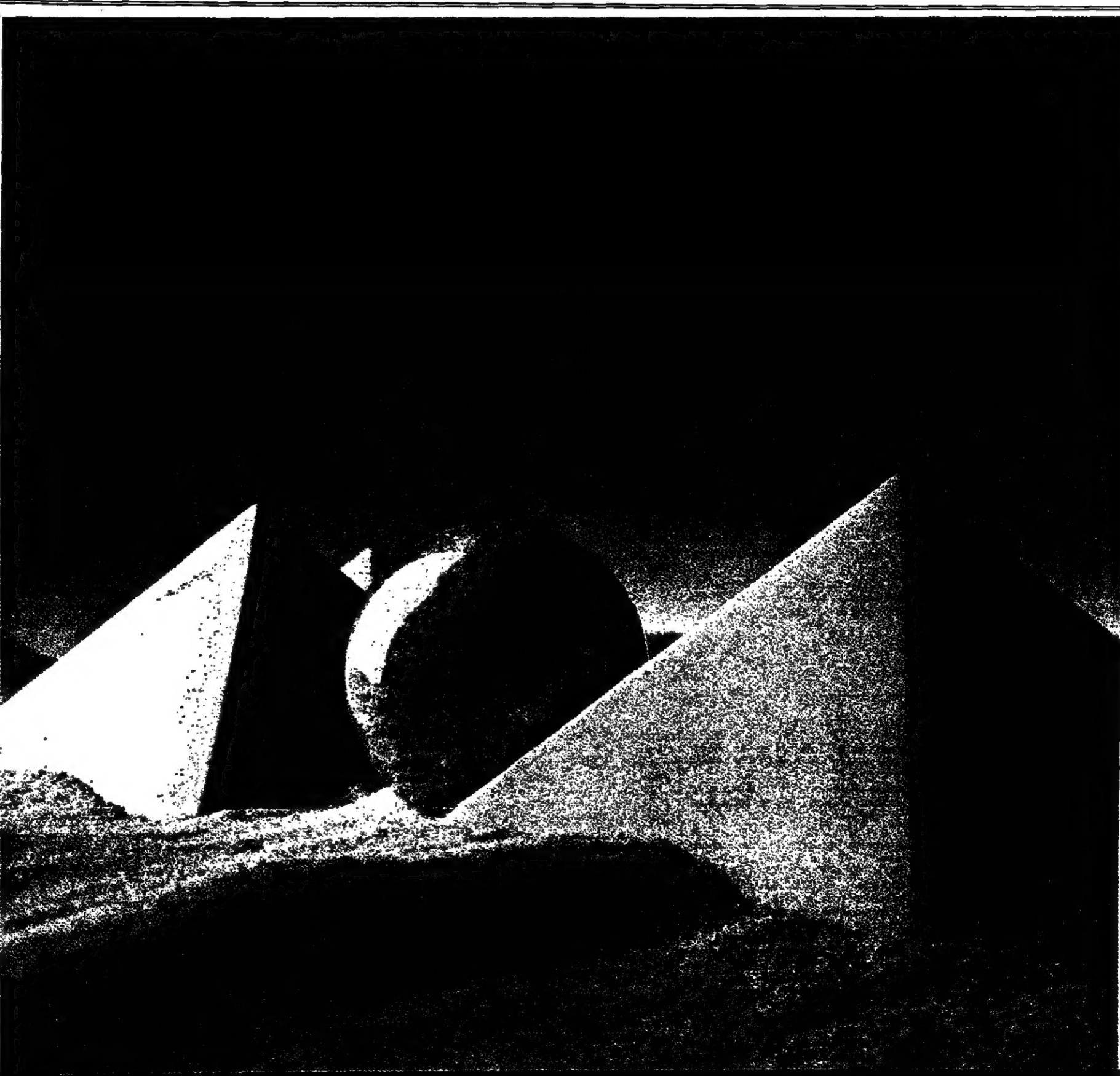
pollution. Il ne se passe guère une journée sans qu'un cri d'alarme ne soit poussé par les employés travaillant dans le centre ville qui manifestent contre la « mort lente », ou par le tout nouveau parti des Verts, qui distribue des masques protecteurs aux passants, par l'ordre des médecins dénonçant la prolifération des affections des voies respiratoires, comme par la Commission des droits de l'homme revendiquant le droit à la santé, voire par les moines franciscains lisant, dans une rue du centre, une supplique aux autorités.

Mis sur la sellette, le gouvernement fait observer que les chiffres mesurant la pollution sont encore loin du rouge. « Faudra-t-il une catastrophe comme celle qui coûta la vie à quatre mille Londoniens en 1952 pour qu'on fasse quelque chose ? », s'indigne un dirigeant des Verts. Pour le moment, la seule mesure adoptée est la limitation — à tour de rôle — de la circulation des véhicules particuliers dans le centre ville. « Insuffisant », estiment les écologistes, il faudrait appliquer la restriction à toute la ville et immobiliser quotidiennement la moitié du

parc automobile. Il faudrait aussi s'attaquer au lobby des propriétaires d'autobus, dont les machines vétustes constituent l'un des principaux facteurs polluants.

Mission difficile. La municipalité de Santiago en sait quelque chose, pour avoir pris l'an dernier, sans succès, des mesures draconiennes de contrôle de la circulation des bus. Refusant de financer le réglage de leurs machines, les propriétaires avaient simplement suspendu leur circulation. Après une demi-journée de chaos urbains, ils gagnèrent la partie : le contrôle fut considérablement assoupli et le maire de la capitale, s'estimant désemparé par le gouvernement, remit sa démission. Quelles que soient les parades immédiates, une véritable décongestion de Santiago exigera beaucoup de rigueur et un investissement considérable. En attendant, ses habitants restent ou ne peut plus attentifs aux bulletins météorologiques, qui n'annoncent toujours pas la pluie.

GILLES BAUDIN.



COMPAREX : le compatible par excellence

Des technologies de pointe pour une gamme complète de moyens et grands systèmes informatiques compatibles. Des hommes compétents pour un service de qualité.

COMPAREX
Une filiale de BASF et de Siemens

COMPAREX
Information Systems
S.A. du Petit Nantier
21, rue des Poupelles
F-92000 Nanterre
COMPAREX
Information Systems S.A., N.V.
Avenue Huisman 14
B-1180 Brussels
COMPAREX
Information Systems AG
Postfach
CH-8820 Wädenswil/Au

Politique

La déclaration de politique générale

DEVANT un hémicycle où les places vides étaient rares, le premier ministre a fait, le mercredi 29 juin, sa déclaration de politique générale. Pour la première fois depuis le début de cette nouvelle législature, les bancs du gouvernement étaient garnis. De nouveaux ministres, comme MM. Alain Decaux et Léon Schwarzenberg, découvraient les banquettes rouges. M. Jean-Pierre Soisson devait sentir sur sa nuque le regard ironique ou peu amène de ses anciens amis.

Les chefs de file de l'opposition étaient tous là, de M. Jacques Chirac à M. Valéry Giscard d'Estaing, en passant par MM. Raymond Barre, Pierre Méhaignerie et François Léotard.

Cette déclaration n'a pas été suivie d'un vote. En commençant, peu après 15 heures, son discours par la Nouvelle-Calédonie, le premier ministre a voulu indiquer que la méthode Rocard n'était pas la méthode Coué et pouvait avoir des résultats tangibles. Personne ne l'a contesté sur ce point, et les orateurs de droite comme de gauche (à l'exception du PCF) ont salué l'accord. Seul, M. Gaudin a précisé que lui et ses amis nourrissent des « réserves » sur la procédure référendaire.

Le premier ministre a pu développer ensuite son discours de réconciliation des Français ; réconciliation

entre eux et avec la politique. Prenant à contre-pied ceux qui l'accusent souvent d'être « fumeux », le premier ministre a fait ce que l'on pourrait appeler un discours de proximité, en se situant résolument au plus près des préoccupations des Français. L'évocation d'un certain nombre de détails très concrets de leur

Discours de proximité

vie quotidienne a provoqué dans l'opposition quelques rires et sourires.

Se refusant à polémiquer avec ceux qui étaient au pouvoir hier, M. Rocard a utilisé à plusieurs reprises les mots « espoir » et « rêve ». Son propos n'a pas soulevé, sauf à la fin, les applaudissements déchaînés des élus socialistes. Leurs manifestations venaient divers sur les bancs de droite qu'en soutien chaleureux et spontané au premier ministre. Il est vrai que son propos du début pouvait surprendre par son refus de tracer de grandes lignes politiques. Le ton de M. Rocard ne se prête pas, non plus, aux applaudissements. La phrase est parfois difficile à suivre, comme si la parole avait du mal à suivre les méandres de la

pensée. Mais, au-delà, la volonté pédagogique était évidente. Le geste a sans cesse accompagné le mot, comme pour mieux souligner la force de conviction.

La fin de l'intervention du premier ministre suscita enfin sur les bancs socialistes un soutien spontané et réellement enthousiaste, tandis que sur les bancs de

droite, des cages d'ascenseur. Mais je suis déçu parce qu'il n'a pas eu de grands projets sur l'éducation, l'Europe, la défense. » Quant à M. Jack Lang, ministre de la culture, c'est « le souffle, la force, en même temps que la simplicité » du discours qui l'ont frappé.

Au cours d'une suspension de séance, avant les interventions de MM. Pons, Gaudin, Mauroy, Méhaignerie et Lajoinie, le premier ministre a eu un bref entretien détendu avec M. Raymond Barre et quelques personnalités centristes. Au pied de la tribune, M. Rocard s'est retrouvé au centre d'un cercle formé par MM. Barre, Soisson, Stasi et Barrot...

Au début de la soirée, répondant aux orateurs, M. Rocard a fait part de sa « résolution inébranlable » de gouverner. Il a renvoyé la balle à ceux qui, dans l'opposition, l'ont accusé de ne pas avoir les moyens de sa politique. « M. Pons me soupçonne de préparer l'union avec le Parti communiste. La PCF me soupçonne de préparer l'union avec M. Méhaignerie. M. Méhaignerie a des problèmes d'union avec M. Gaudin, lequel règle ses problèmes d'union à sa manière. Formez donc les unions que vous souhaitez, quant à nous, nous avons ce qu'il nous faut », a expliqué le premier ministre.

P. S.

« Construire un nouvel espoir »

Voici le texte intégral de la déclaration de politique générale prononcée le mercredi 29 juin par le premier ministre à l'Assemblée nationale :

« Depuis le 10 mai, pas un jour ne s'est achevé sans que mon action et mes pensées ne soient tournées vers la Nouvelle-Calédonie.

« Cinq jours auparavant, ce territoire lointain du Pacifique avait été une fois de plus ensablant par l'enchevêtrement des incompréhensions et des violences.

« C'est pourquoi la première mesure que j'ai prise, en accord avec le président de la République, a été d'envoyer sur place la mission que l'on sait.

« Les personnalités qui la composaient, à l'exception des préfets Blanc et Stenmetz, ne représentaient pas l'Etat. Elles ont engagé l'autorité personnelle et morale qui est la leur, pour rétablir la paix des esprits et des âmes avant toute recherche de solutions juridiques ou administratives.

« Voilà des hommes très divers, parfois opposés, mais qui ont su s'enrichir de leurs différences et atteindre un rayonnement collectif qui n'a pas été étranger au résultat de leur mission. Je veux ici leur rendre un hommage personnel et chaleureux. Je crois qu'ils ont bien mérité de la nation.

« Renouant les fils d'un dialogue qui nous pouvait craindre rompu à jamais, ils ont fait en sorte que des dirigeants courageux et responsables acceptent d'entrer dans cette démarche nouvelle. Oui, il est des cas où il faut du courage pour faire preuve de raison !

« Le résultat, vous le connaissez. Vous serez d'ailleurs à en débiter dès lundi prochain, avant qu'à l'automne le peuple français, à la demande du président de la République, soit appelé à apporter directement sa garantie solennelle à nos compatriotes de Nouvelle-Calédonie.

« De ces heures intenses de discussion, j'ai retenu deux phrases. « La première est de M. Jacques Lafleur : « Il est temps d'apprendre à donner, il est temps d'apprendre à pardonner. »

« La seconde est de M. Jean-Marie Tjibaou : « La souveraineté, c'est la capacité de négocier les interdépendances. »

Vivre
ensemble

« Elles expriment à mes yeux, l'une et l'autre, la volonté de paix et de reconnaissance mutuelle de communautés dont le destin est bien de vivre ensemble, et non de mesurer l'une par l'autre.

« Au moment où s'ouvre, je l'espère, une page nouvelle de l'histoire de la Nouvelle-Calédonie, où les armes se cèdent au dialogue, au travail, à la volonté, mes pensées vont à tous les morts, trop de morts, dans toutes les communautés humaines, parmi les fonctionnaires, dans les rangs de la gendarmerie et des forces armées, et les victimes civiles de ce drame en voie d'achèvement.

« Si vous m'accordez votre concours et si les Français et les Français le confirment par leurs suf-

frages, le 14 juillet 1989 verra se mettre en place à Nouméa un cadre institutionnel nouveau qui donnera, j'en suis sûr, une densité plus forte à la devise de la République : Liberté, Egalité, Fraternité.

« J'ai bien conscience que l'accord qui est intervenu dimanche 26 juin ne règle pas tous les problèmes. Mais au moins permet-il de regarder l'avenir de la Nouvelle-Calédonie avec un nouvel espoir.

« Quel que soit le choix que feront nos compatriotes lors du scrutin d'autodétermination de 1988, ils le feront librement et avec les moyens d'assumer leur destin. Si le corps électoral ou, du fait du temps qui avance, les Mélanésiens seront majoritaires, choisit de rester dans la République, la France pourra en être fière. Et s'il choisit les chemins de l'indépendance, la France pourra aussi regarder la tête haute ce qu'elle aura entrepris.

« L'important est qu'il n'y ait, demain comme aujourd'hui, ni vainqueur ni vaincu, et que seule triomphe une certaine idée que nous pouvons, en commun, nous faire de nos pays.

« Oui, mesdames et messieurs, la France unie c'est d'abord la Nouvelle-Calédonie réconciliée.

« La réflexion de M. François Mitterrand a signifié avec force que l'espoir d'une France plus juste et plus performante passait d'abord par la réconciliation des Français.

« On a baptisé cette démarche d'un mot déjà galvaudé. Je ne vous parlerai donc pas de l'ouverture. Vous la jugerez, vous me jugerez, non sur des intentions mais sur des actes.

« Aucune formation ne détient la majorité absolue dans cette Assemblée. Les socialistes dont j'ai la fierté d'être y sont majoritaires mais de manière seulement relative. Ainsi en ont décidé les Français.

« Notre tâche, dès lors, n'est pas simplement de nous en accommoder, d'essayer tant bien que mal de rassembler des voix au hasard des projets.

« Les Français ont exprimé ce qu'ils voulaient, leur volonté est notre loi et j'intende l'appliquer.

« Cela signifie en premier lieu que la politique conduite sera conforme aux valeurs qui font les socialistes : la justice, la justice, la justice, la solidarité.

« Tous mes amis qui siègent sur ces bancs y sont acquis. Mais ils savent aussi que les idées qu'ils défendent ne sont jamais si belles, si rayonnantes, que quand elles valent pour tous. Nos priorités ne sont pas celles d'une moitié de la France contre l'autre moitié, mais celles de tous les Français. Défendre ce que les autres ont fait, faire ce que d'autres défendent, voilà bien le type de politique que les électeurs ne veulent plus.

« Nous ne demanderons à personne de nous rejoindre par intérêt ni de trahir ses convictions. (Sur les bancs de l'opposition : « Soisson, Soisson, Soisson... ») Tous les socialistes qui sont ici entendent bien le social. Et nous comprenons donc que d'autres, qui sont centristes, communistes, libéraux ou gaullistes n'envient pas non plus de renoncer à l'être.

« Mais avec ceux qui sauront être ouverts, nos différences s'accroissent, sans que nul n'ait besoin de renoncer à ce qu'il est. C'est là ce que veulent les Français et c'est à leur égard que chacun devra donc prendre ses responsabilités.

« J'ai pris les miennes dans le règlement du dossier néocalédonien : en me refusant à toute polémique partisane à l'égard de mes prédécesseurs, en informant et associant ceux des responsables politiques de l'opposition qui l'ont bien voulu.

« A convictions anciennes, fidélité maintenue. Mais à temps nouveaux, pratiques résolument nouvelles.

« La Lettre à tous les Français de François Mitterrand est l'illustration de ce que plus on est assuré de ses valeurs et de ses convictions, plus il est simple d'être tolérant et disponible à autrui.

« Je crois, en effet, qu'une certaine forme de combat politique a vécu. La société française a évolué plus rapidement que n'a su le faire le système politique. Les trois alternances successives de 1981, 1986 et 1988 ont remis les choses à leur place, et les abstentionnistes des 5 et 12 juin derniers nous l'ont dit à leur manière.

Les principales mesures

Lors de sa déclaration de politique générale, le premier ministre a annoncé plusieurs mesures concrètes.

● Création d'une mission interministérielle de la ville.

● Création d'une députation interministérielle au revenu minimum d'insertion.

● Consultation des professions concernées par l'échec du marché unique européen de 1992, qui sont invitées à envoyer chacune à M. Rocard avant la fin de 1988 un document synthétique dont la réunion formera un Livre blanc.

● Constitution d'un Corps français du développement.

● Confirmation de la création d'un Conseil supérieur de l'audiovisuel.

● Dépôt au conseil des ministres du 13 juillet des projets de loi créant un revenu minimum d'insertion et rétablissant un impôt sur les grandes fortunes.

cratie, une démocratie qui ne soit pas seulement faite pour nos principes fondamentaux, enfermée dans nos codes et une pratique occasionnelle. Non, ce qu'il nous faut, ce à quoi les Français aspirent, c'est à l'apparition de la démocratie de tous les jours.

« Qu'on songe à la situation que notre pays fait aux femmes ! Grâce au travail accompli, notamment par Yvette Roudy, l'urgence n'est plus à des réformes législatives. Elle a conduit toutes celles qui étaient indispensables.

« Mais aucune loi n'abolira jamais le fait que la femme plus que le mari se soucie chaque jour de l'avenir des enfants, que la femme plus que le mari souffre de l'exiguïté ou de la mauvaise conception d'un logement, que la femme plus que l'homme soit victime de la délinquance. Et qu'on ne s'y trompe pas, je parle ici de toutes les femmes et pas seulement de celles qui sont privées d'emploi.

« Or elles restent exclues de ce qu'on appelle pourtant le dialogue social. On s'entend, on s'entend, les deux millions de femmes chefs de famille, célibataires, veuves ou divorcées ?

« Si l'on sort un instant de nos perspectives habituelles, qui tendent à découper la vie en tranches, que voyons-nous ?

« Nous voyons, autre exemple, qu'il y a un grand problème des villes. Ceux qui y résident sont devenus étrangers les uns aux autres. La convivialité de jadis a laissé place à l'indifférence quand ce n'est pas à la méfiance.

« On ne se parle plus. On ne connaît plus ses voisins, qui, pourtant, vivent et partagent les mêmes problèmes : la difficulté de trouver une place de crèche, le logement trop petit ou trop bruyant, les problèmes d'emploi, les résultats scolaires des enfants, la sécurité dans le quartier, en un mot : la vie.

« Je pourrais vous dire qu'il faut réconcilier urbanité et urbanisme. Répondre à se parler et que cela ne dépend pas que de nous. Je pourrais m'en tenir à l'annonce de la création d'une mission interministérielle de la ville qui aura pour tâche de coordonner les actions jusqu'ici trop dispersées de tous les départements ministériels concernés.

« C'est un moyen, ce n'est pas une réponse.

« Ma réponse est dans les mesures que j'ai prises au cours des six semaines écoulées.

Un peu seul

INSTANTANÉ d'un débat : M. Michel Rocard, au banc des ministres, écoute le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, lui donner des leçons d'ancrage à gauche, sans l'œil impassible de M. Laurent Fabius installé au « perchoir ». La marge de manœuvre du premier ministre est étroite. Il le sait.

Le débat de politique générale de mercredi a montré que les choses n'avaient pas bougé en profondeur au Parlement. A quelques exceptions près, chacun aspire à retrouver ses marques. Le RPR, qui, par la bouche de M. Pons, ne rêve que de voir l'union de la gauche renaitre de ses cendres afin de pouvoir retrouver le meilleur des bons vieux affrontements droite-gauche. Le PCF, qui, avec le discours de M. Lajoinie, a fait écho au RPR : même langue de bois, même manichéisme de fond. Chacun retrouve ses campements, même si la mode, cette année, pour la rentrée parlementaire est à l'opposition sérieuse ou constructive. De l'art d'accommoder les restes.

MM. Gaudin et Mauroy se sont également retrouvés, de part et d'autre de l'hémicycle, sur une même ligne : il ne faut pas mélangier les torches et les serviettes, ont-ils dit en substance. Le centre, c'est nous !, a prévenu le député de Marseille. Hors de la gauche, point de salut !, a insisté le maire de Lille. Bref, à chacun son rôle, ont-ils dit à un premier ministre suspect de vouloir transcender les clivages d'antan.

M. Rocard avait l'air un peu seul, hier, même si ses amis se sont pressés de lui apporter leur soutien. La topographie des applaudissements dans l'hémicycle montrait à l'évidence les clivages de pensée, par exemple quand le

premier ministre a abordé la question de l'impôt sur les grandes fortunes en insistant sur la nécessité de ne pas sacrifier la solidarité à l'efficacité économique. Les applaudissements qu'il a recueillis étaient essentiellement rocardiens et barrotiens.

Un semblant de dialogue s'est toutefois instauré entre deux chœurs du « parler vrai » : MM. Rocard et Méhaignerie. Le président de l'UDC est celui qui a salué avec le plus de chaleur « la sincérité » de la démarche du premier ministre. Mais paraphrasant M. François Mitterrand répondant à M. Chaban-Delemas, premier ministre en 1969, lors de son discours sur la nouvelle société, le député centriste n'a pas caché son scepticisme en voyant la majorité qui entourait M. Rocard : « Autour de vous, il y a le PS, ses congrès, la magie des mots et les ambitions personnelles. »

Le dialogue aurait pu se poursuivre en début de soirée quand M. Rocard a répondu aux différents orateurs. Mais — acte manqué ou distraction — le premier ministre a oublié de lire la réponse qu'il avait préparée pour le leader centriste. Dans cette réponse, le premier ministre saluait « la loyauté » de M. Méhaignerie dans sa façon de prendre acte des intentions du gouvernement. « A mon tour un hommage, avait-il écrit sur sa réponse. Vous avez, dans le ton et l'ouverture d'esprit un discours souvent proche de celui que j'aurais aimé pouvoir prononcer moi-même comme opposant hier. Mais l'attitude du gouvernement alors le rendait impossible, à mon plus grand regret. » Un propos égaré, à l'image peut-être des rendez-vous manqués qui, depuis le 8 mai, jalonnent le chemin de l'ouverture.

PIERRE SERVANT.

Police : de l'intérieur à l'extérieur

Appuyé, l'hommage du premier ministre à son ministre de l'Intérieur inscrit l'action présente de M. Pierre Joxe dans la continuité de celle qui fut, déjà, la sienne, de juillet 1984 à mars 1986, au même poste. Le passage de la quantité — augmentation des effectifs policiers — à la qualité — accroître la rentabilité du service public policier — s'était alors traduit par l'élaboration d'un plan de modernisation pluri-annuel engageant les gouvernements de 1986 à 1990. M. Joxe avait su inscrire en volonté politique ce qu'étaient ébauchés, depuis 1981, des parlementaires — MM. Jean-Michel Bérégovoy et Gilbert Bonnemaison, — des hauts fonctionnaires — MM. Jean-Marc Erbs et Pierre Verbrugge — et des syndicalistes — M. Bernard Desplaces notamment.

Toutes ces réflexions pesaient avant en commun de critiquer l'absence d'engagement financier

cohérent de l'Etat en faveur de la police et de juger peu rentable l'action de cette dernière. Présenté par M. Joxe en juillet 1985, le rapport annexé au projet de loi de modernisation résume sans fioritures ce constat : « La France a bâti ses villes et ses banlieues sans se soucier de leur sécurité (...). De même que les théoriciens de la gestion dans le secteur privé ont construit le concept d'« entreprise fantôme », facteur de mauvaise qualité et d'impproductivité, il ne faut pas plus cacher l'existence d'une « administration fantôme », source d'inefficacité. » Et la programmation pluri-annuelle des crédits soumise au vote des parlementaires voulait signifier « le passage d'une croissance extensive des services de police à une croissance intensive : l'augmentation des effectifs cède la place à des gains de productivité internes à l'institution. »

L'opposition de l'époque vota contre, tout en accusant les socialistes de se convertir à sa démarche. Nul doute qu'aujourd'hui l'attitude de l'opposition serait moins uniformément négative. Pour l'heure, on ne sait trop quel sera le premier test choisi par le ministre de l'Intérieur, qui attend septembre — le temps de la réflexion, d'un état des lieux et d'une évaluation de la modernisation à mi-parcours — pour annoncer plus précisément ses projets. Mais, d'ores et déjà, M. Rocard a laissé entendre une évolution de la démarche en présentant la police comme « un important service de proximité sociale ». D'une action d'abord tournée vers la police elle-même, sa professionnalisation et sa technicité, on semble vouloir passer à une action insistante sur l'insertion des policiers parmi la population. En d'autres termes, plus tournée vers l'extérieur.

E. P.

ministre au Par

« Un

Politique

du premier ministre au Parlement

« Une solidarité bien gérée »

duction des mesures d'exonération de cotisations sociales pour les employeurs embauchant un jeune en contrat de qualification, pour plus de 200 000 jeunes dont la formation ou l'embauche risquaient d'être interrompues, c'est aussi un nouvel espoir.

La démocratie de tous les jours, c'est également celle qui ne néglige aucune difficulté de la vie réelle des Français, et qui sait qu'il n'y a pas d'un côté des problèmes et de l'autre les grands, mais qu'il y a d'un côté un nombre croissant de problèmes insolubles et de l'autre une infinité de problèmes qui pourraient être réglés.

Elles ne sont pas très nombreuses, par exemple, les familles écartelées par les séparations de conjoints qui vivent l'un en France, l'autre en Algérie. Mais au cœur de ce déchirement, il y a des enfants et leur mère. La convention négociée à Alger ces dernières semaines par Georges Dufour, qui y a mis la force de conviction et de caractère d'une femme de cœur, représente aussi pour ces mères et ces enfants un nouvel espoir.

Sentiment d'espoir, sentiment de sécurité, ce sont les deux facettes d'une même volonté. Longtemps la politique s'est saisie du problème de la sécurité avec les instruments les plus immédiats : la loi, le règlement, le budget. On a renforcé les dispositifs, on a renforcé les effectifs. Mais c'est Pierre Joxe qui, le premier, a mis l'accent sur la qualité.

Les policiers ne sont pas faits pour perdre des heures à dactylographier des formulaires sur des machines vétustes. Ils sont faits pour être dans la rue au contact constant de la population, qui doit mieux les connaître, pour être mieux aidés par eux.

La présence massive, mais irrégulière, est toujours moins utile à la lutte contre la délinquance qu'une présence plus discrète, mais plus constante, de policiers restant suffisamment longtemps dans le même quartier pour y faire une prévention efficace.

Enfin, le commissariat doit être un lieu où l'on pèche avec aussi peu de réticences que dans un bureau de poste. (Sourires sur tous les bancs.) La police n'est pas seulement un instrument de prévention et de répression, elle est aussi un important service de proximité sociale. (Applaudissements à gauche.)

L'espoir s'inscrit dans la démocratie de tous les jours, s'enracine

dans la réconciliation de l'action politique et de la vie quotidienne, dans la réconciliation de l'Etat et de la société civile, il tire sa force de la réconciliation de l'instant et de la durée.

Nous vivons sous l'empire de l'image, et d'abord celle de la télévision. Pas un attentat, pas une guerre, pas une catastrophe qui ne nous soient rendus immédiatement proches. Pas un événement qui ne nous soit connu dans le moment même où il se produit.

Et pourtant, tout cela reste fort lointain de notre vie quotidienne. Une image chasse l'autre, un événement chasse l'autre. Le rythme politique auquel nous vivons tous, passant de l'élection au sondage, de la petite phrase au coup médiatique, érigera, si nous n'y prenons garde, la myopie en art de gouvernement et rabaissera la responsabilité du citoyen à l'opinion passagère du « sondé ».

Une telle paupérisation intellectuelle de la société politique et de l'Etat produit des effets graves dans la conduite de politiques et de décisions qui exigent une vision à long terme.

Un rôle transformé pour le Plan

« Donner du temps au temps », selon la belle expression du président de la République, c'est retrouver le sens de la durée.

C'est savoir ne jamais sacrifier l'avenir et le moyen terme aux opportunités du moment.

C'est ici qu'il nous faut redonner au Plan un rôle transformé, mais équivalent à ce qu'il a représenté à la Libération. Créer pour assurer la modernisation d'un pays encore essentiellement rural, il doit aujourd'hui s'adapter et imaginer des outils de prospective qui devront accorder à la création d'activités dans les services touchant à la formation, à la santé, à l'insertion sociale, aux personnes âgées, une importance au moins comparable à celle qui est accordée à la modernisation industrielle. A la fin du siècle, 73 % de la population active travaillera dans le secteur des services, 21 % dans l'industrie et le bâtiment, 6 % dans l'agriculture.

C'est à cet univers en mutation qu'il nous faut nous préparer. Et nous ne le ferons que si nous savons évaluer correctement ce que nous mettons en œuvre. L'évaluation des politiques publiques sera un aspect

essentiel de la modernisation politique.

C'est aussi une des conditions indispensables pour rendre à l'action politique la dignité qu'elle mérite.

Il faut, disait Victor Hugo, que la défaite de la démocratie soit la victoire du peuple. (Applaudissements à droite et à gauche.) Ce nouvel espoir viendra si les Français constatent que l'action et le discours sont réconciliés.

L'espoir, c'est aussi permettre à ceux qui sont le plus durement frappés, que notre société laisse partir à la dérive, que la marginalité guette, d'avoir droit à une deuxième chance. Tel est le sens profond du revenu minimum d'insertion.

Instaurer un droit au revenu minimum est une innovation d'une

Oh, certes, le montant de l'aide sera insuffisant au regard du souhaitable. Mais il offrira à tous ceux qui en disposeront une nouvelle chance, un nouvel espoir. Une chance d'échapper à la misère. Une chance de retrouver sa place dans le monde des autres. C'est pourquoi le revenu minimum doit être étroitement lié à un effort d'insertion.

Il faudra, là encore, bousculer nos habitudes, briser les rigidités de l'Etat-providence, mobiliser les énergies de tous, celles des collectivités locales, celles des services sociaux, celles des associations. Car seule une démarche concertée adaptée à chaque situation permettra de franchir les difficultés. Dans de nombreux cas, cet effort s'adressera à certains qui n'ont même pas d'état civil, que

pris sur la base d'informations sérieuses et suivies.

C'est le 13 juillet que le projet de loi sera adopté au conseil des ministres pour être aussitôt déposé sur le bureau de votre assemblée.

Puis, c'est le 4 octobre au plus tard que la représentation nationale examinera le texte en séance publique après avoir disposé, conformément à vos compétences et à nos engagements, du temps nécessaire à un travail approfondi en commission.

Le financement du revenu minimum d'insertion sera assuré pour partie par le rétablissement d'un impôt sur la fortune.

Il faut ici lever toute équivoque : l'impôt sur la fortune est une contribution de solidarité, pas une revanche contre les riches.

C'est pourquoi, selon nous, le principal problème posé, mais il est très épineux, concerne non pas le principe de l'impôt, mais la définition du meilleur équilibre entre la solidarité nécessaire et la pertinence économique.

C'est une simple question de bon sens : une imposition trop forte, à l'heure où s'ouvrent les frontières, inciterait à la fuite des capitaux, conduirait à ce que le potentiel d'investissement aille irriguer les entreprises de nos concurrents de préférence aux nôtres, en même temps que cela pourrait décourager les activités qu'il nous faut stimuler.

En sens inverse, une taxation symbolique — qui, elle, serait purement idéologique — ne produirait pas les sommes nécessaires à la solidarité voulue par tous.

C'est dans cet esprit résolu, mais lucide, que le gouvernement travaille.

C'est dans cet esprit qu'il s'apprête à aussi à vous saisir le 13 juillet et qu'il a voulu, là encore, se hâter sagement en n'oubliant jamais que rien ne fait perdre plus de temps que la précipitation.

S'adapter à l'évolution des marchés

Une solidarité bien gérée, c'est le sens de notre action dans le domaine de la sécurité sociale aussi. Il sera sans doute nécessaire et il est légitime que nous assurions par la solidarité entre actifs et inactifs l'équilibre fragile de l'assurance-vieillesse. L'assurance-maladie, pour sa part, peut et doit être équilibrée par une attention vigilante portée à l'évolution de la consommation de soins, par une responsabilité accrue des médecins à l'égard des prescriptions qu'ils formulent, par une information renforcée des usagers, sur l'utilisation des biens de santé. C'est au prix de cet effort opiniâtre et quotidien — dont Pierre Bérégovoy nous a montré en son temps le chemin — que sera préservée l'égalité de chacun devant la maladie. C'est avec ce souci et c'est à ce prix que mon gouvernement corrigera dans les prochains jours les mesures supprimant le remboursement à 100 %, qui ont pénalisé les plus vulnérables mais aussi les plus silencieux, parmi les personnes âgées et les grands malades. Nous n'oublions pas que dans la société aussi les plus grandes douleurs, ce sont souvent les plus muettes.

La nécessité pour notre agriculture de s'insérer totalement dans les politiques communautaires n'est plus guère contestée aujourd'hui. Les conséquences en sont, pour le commun, il faut maintenant mettre les agriculteurs en situation d'y faire face en donnant à ceux qui sont en difficulté les moyens de leur reconversion et en assurant aux exploitations performantes les moyens d'un financement moderne et diversifié.

Voilà deux chantiers urgents que je souhaite voir ouvrir rapidement. Henri Nallet, homme de fermeté, de patience et de dialogue, les mènera à bien.

La solidarité est également un lien essentiel qui unit les hommes et les femmes face aux grandes mutations industrielles. Elle est la condition de la modernisation de notre économie. Nos entreprises doivent continuer et continueront de s'adapter sans cesse à l'évolution de leurs marchés. Mais, au cœur de ces grandes transformations, doit demeurer constante l'attention portée à ceux qui travaillent. Jacques Chirac, qui a su donner un nouvel espoir à la Lorraine et dont l'action est étroitement associée à celle du ministre de l'Industrie, est parmi nous l'un des gardiens de cette exigence.

La solidarité est enfin que chacun, et particulièrement les plus modestes, ait une part équitable des fruits de la croissance. La revalorisation du SMIC, décidée ce matin par le conseil des ministres, pour

modeste qu'elle soit n'a pas d'autre signification. Ce n'est qu'un pas de plus vers l'adhésion de tous à une croissance saine et équilibrée.

Je viens de vous parler de solidarité. Elle ne sera forte et durable que grâce aux performances de notre économie.

Ce nouvel espoir, c'est une France retrouvant le chemin de l'avenir.

L'an dernier, les discours convenus sur le déclin de notre pays m'avaient agacé : résignation devant le chômage ; autoflagellation sur la paresse des salariés ; refus de nos responsables européens ou mondiaux au prétexte de ce que nous serions devenus « un petit pays ». Autant de thèmes d'abattement plutôt que de débat.

Comment croire que nous gagnerons l'avenir si nous le regardons avec filiosité et inquiétude devant les contraintes qui nous enserment ? J'ai la réputation d'avoir prêché pour la rigueur et la prise en compte des nécessaires grands équilibres économiques et financiers. Mais jamais la rigueur ne sera ni mon ambition ni ma soumission. Elle est là pour nous guider vers une autre croissance.

Si une gestion rigoureuse de l'économie s'impose, c'est qu'il n'y a pas de trésor caché. Ni à gauche dans la relance ni à droite dans la déreglementation. Le respect de la contrainte extérieure n'est pas une simple exigence financière, c'est une condition de notre indépendance. La maîtrise des dépenses publiques et sociales s'impose, car tout alourdissement de la dette publique se paye un jour par une limitation de notre taux de croissance. La lutte contre la hausse des prix, dont le succès doit beaucoup à la modération salariale, ne saurait être relâchée. Elle doit s'appliquer aux marges du secteur privé comme des services, dont l'augmentation est aujourd'hui trop rapide. Est-il normal, comme l'établissent des études récentes du CERC, que certaines professions aient enregistré une augmentation de leurs revenus de 7 à 25 % quand les salaires évoluaient tout juste comme l'inflation ?

Nous ne changerons donc pas de politique économique en nous cachant la réalité : c'est pour cela que j'ai décidé de limiter le déficit prévisionnel du budget de l'Etat à 100 milliards de francs en 1989, soit 15 milliards de moins qu'en 1988, de ne pas présenter de collectif budg-

(Lire la suite page 8.)



portée considérable. Après la création de la Sécurité sociale, puis sa généralisation, après l'instauration du minimum vieillesse et des allocations chômage, c'est construire le dernier étage, franchir la dernière étape.

Qu'on y songe, notre pays a déployé des décennies d'efforts pour lutter contre la pauvreté, contre le dénuement complet. Il entreprend maintenant de les attaquer, avec une vigueur nouvelle. Il n'est pas digne de notre passé, ni concevable pour notre avenir, que tant de gens survivent dans la misère et se voient rejeter aux franges d'une société qui les frappe d'exclusion sans appel.

La solidarité n'est pas la bonne conscience de la modernisation, elle est la condition de sa réussite. Parce qu'elle donne tout son sens au respect de l'autre, au respect de la dignité humaine.

l'illettrisme empêche de lire un formulaire ou de signer un chèque, que le repli sur soi a coupé depuis longtemps du monde extérieur. Dans d'autres cas, il s'agit de chômeurs depuis peu en fin de droits, ou de familles provisoirement privées de toutes ressources. Il nous faudra donc renouveler profondément nos habitudes de penser et d'agir, être plus participatifs, moins cloisonnés, être mieux ouverts sur la société.

Il nous faudra également veiller à ce que cette réforme atteigne bien ses buts, sans créer des abonnés de l'assistance, sans négliger la volonté renouée de l'insertion. C'est pourquoi je veux parallèlement créer un revenu minimum d'insertion qui aura pour tâche d'impulser sa mise en place et de veiller à en évaluer l'efficacité, afin que d'ici trois ans un réexamen du dispositif soit entre-

Au PS, l'ouverture passe très mal

« Ne dites à personne que je suis socialiste, j'aurai peut-être une chance de devenir ministre. » Plus d'un député socialiste était prêt à reprendre cette phrase à son compte, le mercredi 29 juin, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, pour commenter la composition du deuxième gouvernement de M. Michel Rocard. A entendre verser la répartition égale des portefeuilles entre socialistes et non-socialistes, grâce à l'augmentation de la part des seconds par rapport à ce qu'elle était dans l'équipe précédente, bien des députés du PS en concluaient avec amertume que, par les temps qui courent, le mérite d'un gouvernement semblait être mesuré proportionnellement au nombre de socialistes qui en font partie.

Ce douloureux paradoxe était décliné de diverses manières, en fonction des situations locales ou personnelles qui s'en trouvaient assomées. Pêle-mêle, on observait qu'un socialiste battu aux élections législatives perd son maroquin (c'est le cas de MM. Georges Dufour et Catherine Trautmann), tandis qu'un non-socialiste qui n'est pas parvenu à se faire élire conserve le sien (par exemple : MM. François Doublin, Brice Lalonde et Bernard Kouchner) ; que pour être ministre il vaut mieux ne pas avoir fait de politique, voire s'être fait remarquer par des distributions imprévisibles et médiatiques à l'encontre des partis et des militants ; qu'un transfuge de la droite (M. Jean-Pierre Soisson) est considéré comme plus qualifié qu'un socialiste pour s'occuper des relations entre les salariés et les employeurs, etc.

Certains s'interrogeaient sur leur destin. Un vrai crève-cœur : M. Christian Pirié, vainqueur par deux fois dans les Vosges, aux élections législatives de 1978 et 1981, d'un Lionel Stoléru alors puissamment soutenu par l'Etat-Giscard, voit son ancien adversaire au gouvernement, tandis qu'il est lui-même écarté non seulement

de tout poste ministériel, mais de toute responsabilité à l'Assemblée, avant d'apprendre qu'une des vedettes de la seconde équipe Rocard n'est autre que le président de droite du conseil régional de Lorraine, M. Jean-Marie Rausch. Les cas Rausch est, d'ailleurs, des plus problématiques. M. Jean-Laurin, député de la Moselle, ancien secrétaire d'Etat aux anciens combattants, a décidé de rejoindre à Metz, le 2 juillet, les élus socialistes locaux pour discuter de la situation créée par l'ouverture faite au sénateur centriste.

S'agissant de la Lorraine, le choix fait en faveur de M. Rausch pose la question des alliances. Des députés élus avec un fort contingent de voix communistes, dans le bassin sidérurgique, peuvent se demander comment cette partie de leur électorat va réagir en voyant privilégier l'entente avec un des chefs de file du camp d'en face. La question se pose aussi pour un député comme M. François Hollande, élu en Corrèze dans une circonscription largement dominée par une gauche dans laquelle le PCF tient une place importante. Si l'on admet que le thème de l'ouverture avait favorisé, aux élections législatives, la remontée des communistes, il y a lieu de se demander si la même cause, aggravée, ne va pas renforcer le même effet.

Les analyses varient toutefois selon les régions. Si les Lorrains ont mauvaise chance, comme on dit, les Alsaciens sont plutôt contents de l'entrée au gouvernement de M. Théodore Bresson, un ancien adversaire certes, mais pas de premier rang, et surtout une référence pour tout influer sur le comportement des électeurs démocrates chrétiens. Pour M. Jean-Marie Bockel, réélu député à Mulhouse, s'il était indispensable d'écarter l'opportunité d'un « cadeau » socialiste à M. Joseph Klifa, le maire de la ville, lors des élections législatives, fait que M. Braun apporte son

concours au gouvernement est la démonstration révisée de l'idée selon laquelle le PS peut chercher dans cette région, pour les élections municipales, l'appui d'une partie au moins de l'électorat centriste.

Sombres présages

Telle est la problématique : s'agit-il de gagner des élections, jusqu'à présent annexées par la droite, ou bien de conforter l'emprise de certaines personnalités de la droite sur ces mêmes élections ? Les analyses, sur ce point, diffèrent. Tel député socialiste estime que la méthode suivie par MM. François Mitterrand et Michel Rocard a pour effet de renforcer M. Raymond Barre, qui, dit-il, s'enrichit politiquement à mesure qu'il s'appauvrit en partisans, qui entrent au gouvernement. Tel autre estime que M. Rocard se constitue un capital pour l'avenir, en essayant de contourner, à son habitude, un Parti socialiste auquel, selon cette analyse, il jugerait le pouvoir s'imposer que de l'extérieur.

Vient à l'appui de ces sombres présages une certaine déception devant le discours de politique générale du premier ministre, jugé excellent dans sa première partie (« J'ai entendu pour la première fois un premier ministre de la droite »), résumé un mauryste, M. Jean-Pierre Balligand, député de l'Aisne, mais manquant de souffle, d'envoie, voire tout simplement de projet dans sa seconde partie, politique. Certains jugent que M. Rocard n'avait pas traité les priorités, telles que l'éducation nationale, la revalorisation de la fonction enseignante ou le problème des « noyaux durs » des entreprises dénationalisées par M. Jacques Chirac, soit en faisant silence sur certaines d'entre elles, soit en ne dégageant pas une hiérarchie nette et politiquement significative.

Chacun constate que l'action des socialistes s'oriente aujourd'hui selon deux lignes : l'une est celle de l'ouverture, l'autre est celle de la majorité de gauche, dont l'existence a été soulignée lors de l'élection de M. Laurent Fabius à la présidence de l'Assemblée nationale et, encore, lors de la répartition des portefeuilles de commission (M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste, estime que celle de la commission de la production et des échanges avait été proposée aux communistes au titre de la majorité et que, refusée par eux, elle devait rester à la majorité, donc revenir à un socialiste). Ces deux lignes ne sont pas nécessairement incompatibles, mais leur articulation demande à être précisée.

La préparation de la réunion du comité directeur du PS, fixée au 2 juillet, est l'occasion d'amorcer ce débat. Deux réunions informelles ont déjà rassemblé les représentants des divers courants pour tenter de s'entendre sur un socle commun, comme M. Pierre Mauroy l'avait proposé au bureau exécutif le 22 juin. Si le premier secrétaire souhaite voir confirmées, à cette occasion, les orientations de la motion adoptée par le congrès de Lille, l'an dernier, d'autres jugent que cela ne peut suffire, il y aurait même quelque impudence pour le PS à proclamer aujourd'hui son refus de toute alliance centriste. Il faut donc intégrer les événements de ces dernières semaines et les mettre en perspective.

L'hypothèse d'un comité directeur réaffirmant d'une seule voix l'« ancrage à gauche » du PS n'est pas à exclure, mais elle paraît à certains désespérante. Du côté des rocardiens, en revanche, on ne verrait pas d'un mauvais œil le Parti socialiste se cantonner dans son « créneau » propre et, pour le reste, laisser les mains libres au gouvernement et à son chef.

PATRICK JARREAU.

Audiovisuel

La recherche du consensus

« La grande misère qualitative de la télévision est l'absence de consensus. » En quelques phrases, le premier ministre a ainsi résumé le jugement sévère porté par les socialistes sur la politique audiovisuelle menée ces deux dernières années. « Répétition des séries américaines, massacre des films à la francophonie de la publicité » : M. Michel Rocard a mis à l'embellie le doigt sur les dérives dont souffre le système français, commercial à l'excès. Un système dont la CNCL devait précisément assurer la régulation.

Largement condamné par le président Mitterrand, la Commission apparaît donc en première ligne des réformes à venir. Et le conseil supérieur de l'audiovisuel va lui succéder. Mais encore cette nouvelle instance devra-t-elle repenser, a précisé M. Rocard, « sur le consensus le plus large de toutes les familles politiques ». C'est d'ailleurs une exigence, puisque son inscription dans la Constitution — annoncée dans la Lettre aux Français — est aujourd'hui confirmée. Ce choix implique l'adoption du projet de loi dans des termes identiques par les deux Assemblées, puis sa ratification soit par référendum, soit à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés par députés et sénateurs réunis en Congrès. C'est cette dernière formule qui semble avoir la préférence du chef du gouvernement.

M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, devrait faire, lors du prochain conseil des ministres, une communication sur la méthode choisie et les grandes lignes de la réforme.

A. Co.

Politique générale

des choses d'actualité... (Texte partiellement visible et coupé à gauche)

P. S.

En continuant plus de 100... (Texte partiellement visible et coupé à gauche)

C'est une simple question de bon sens... (Texte partiellement visible et coupé à gauche)

La formation est... (Texte partiellement visible et coupé à gauche)

Le cas Rausch est... (Texte partiellement visible et coupé à gauche)

Extérieur

Le prolongement des... (Texte partiellement visible et coupé à gauche)

Politique

Les réponses à la déclaration de politique générale de M. Rocard au Parlement

M. Pierre Mauroy :
« Restons sérieux ! »

« Vous disposez dans cette assemblée, monsieur le premier ministre, d'une majorité. C'est ce que je suis venu aujourd'hui confirmer à cette tribune avant que la preuve n'en soit administrée au fil de nos travaux », a déclaré M. Pierre Mauroy en parlant du groupe socialiste.

Le premier secrétaire du PS a poursuivi : « Vous avez été, monsieur le premier ministre, chargé de mettre en œuvre les orientations politiques dans une fameuse lettre, bien connue de tous les Français et surtout largement ratifiée par le pays. C'est de ce contrat que nous entendons être les garants. C'est à l'application de ces orientations que nous allons travailler avec vous (...).

« La victoire du 8 mai dernier, et le rassemblement autour de ce contrat, c'est d'abord celui de la gauche. Mais ce n'est pas seulement celui de la gauche. C'est vrai, des hommes et des femmes, sensibles à la volonté de justice qui nous anime et inquiète de la montée des tensions en métropole comme ailleurs, nous ont rejoints. Ils sont présents au sein du gouvernement comme dans notre majorité.

« Ils peuvent compter sur notre solidarité et connaître l'exigence qui est la nôtre à l'égard de nos valeurs et de notre histoire », a expliqué le député du Nord.

A propos de l'étape du marché unique européen de 1992, M. Mauroy a récusé l'idée selon laquelle la nécessité de la construction européenne devait donner naissance en France à des gouvernements d'union. « D'autres étapes importantes de la construction européenne ont déjà été franchies sans que les gouvernements de l'époque se soient crus obligés d'en appeler à l'union sacrée ! »

« Restons sérieux. La démocratie, pour son bon fonctionnement, a besoin que s'établisse une dialectique entre majorité et opposition. Je dirai même que la démocratie, inséparable de la démocratie parlementaire est indissociablement liée à cette opposition entre ceux qui gouvernent et ceux qui aspirent à le faire. Entre ceux qui prennent leurs responsabilités et ceux qui les critiquent (...). Nous savons bien que nos idées sont différentes, que nos idées sont différentes. Nous

sommes les uns et les autres fiers de ce que nous sommes. Le respect mutuel n'implique pas la confusion des responsabilités (...). (Applaudissements sur les bancs socialistes.)

« Ce n'est pas parce que la droite se décompose avant de se recomposer que le gouvernement doit composer avec l'opposition ! D'ailleurs, cette position est partagée sur tous les bancs, car si l'annonce d'une opposition constructive a été soumise, l'opposition est toujours présente. La nécessaire opposition est toujours présente (...).

« Il est temps, en effet, d'arrêter pour que le discours commun l'action politique trouve le chemin des préoccupations quotidiennes qui sont celles de nos concitoyens (...). Vous, monsieur le premier ministre, commencez à y répondre par la présence dans votre gouvernement de personnalités représentatives, sous différents critères, des grands champs de notre vie nationale. Je les salue comme l'ensemble de vos ministres.

« C'est d'abord
un état d'esprit »

« Mais, a ajouté le maire de Lille, les recompositions ne s'ordonnent pas. Elles se vivent. L'ouverture ne s'impose pas. Elle se propose (...). Mieux vaut rester différents dans la clarté que d'être ensemble dans la confusion. L'ouverture c'est d'abord un état d'esprit.

« Il peut sans doute y avoir des évolutions parmi les représentants du peuple comme elles se sont manifestées. Mais, c'est à travers l'action gouvernementale et les débats parlementaires que ces évolutions se perçoivent et s'apprécient. L'ouverture se mesurera aussi à l'aune des votes qui seront émis par notre assemblée », a-t-il estimé.

« Nous socialistes, qui pensons que l'évolution de l'humanité, l'évolution d'un pays, résultent d'une volonté, d'une ambition plus que d'une quelconque fatalité, nous croyons à la loi », a-t-il dit en rappelant certains de ceux adoptés quand il était premier ministre de 1981 à 1984 (loi Auroux, suppression de la peine de mort, etc.). « Les parlementaires socialistes sauront être à vos côtés pour utiliser la loi à bon escient. »

Au Sénat

Nul enthousiasme

Une quinzaine de ministres et de secrétaires d'Etat ont écouté au banc du gouvernement la déclaration de politique générale lue au palais du Luxembourg par M. Maurice Faure, ministre d'Etat, ministre de l'Équipement et du Logement. Cinq des six sénateurs entrés au gouvernement — un record sous la V^e République — étaient présents : outre M. Faure, MM. Jacques Pelletier, Michel Durafour, Jean-Marie Rausch et André Méric. Seul manquait M. Michel Charasse.

Quelques cent soixante sénateurs ont eux aussi écouté cette déclaration applaudie par les socialistes et les radicaux de gauche, mais aussi par quelques UDF appartenant à la Gauche démocratique comme MM. Jean-François Poncelet et Pierre Laffitte. Après que M^{lle} Hélène Luc eut promis que les communistes, dont elle préside le groupe sénatorial, « feraient tout pour faire échec à la droite », et avant que M. Gérard Delfau fasse part de

« soutien total » de ses collègues socialistes au premier ministre, M. Daniel Hoellfiel a rappelé que, le 9 novembre dernier, dans la même enceinte, il avait souhaité l'atténuation progressive de certains éléments et que le débat politique porte sur les « vrais enjeux et l'avenir » du pays. Le président de l'inter-groupe UDF et du groupe de l'Union centriste a affirmé que son propos d'ailleurs reste « vrai ».

Au nom du groupe RPR, M. Josephine de Rovan prononçait ni « intransigence » ni « complaisance », mais « vigilance » par fidélité aux « engagements pris devant les électeurs ». Quant à M. Marcel Lucotte, président des RI, il observait que le discours-programme de M. Rocard visait « à satisfaire le maximum de parlementaires, pas toujours les mêmes ».

Dans les couloirs, le ton n'était guère plus acerbe que dans l'hémicycle. Mais le discours du premier ministre ne suscitait nul enthousiasme. « Brillant devoir d'un brillant élève de l'ENA », commentait le socialiste Michel Dreyfus-Schmidt tandis que le centriste André Fosset se contentait d'un laconique « du vent ». « C'est un discours qui aurait pu faire Alain Corbiou » (député RPR et maire de Grenoble) imaginait M. Jean Descoms, sénateur RPR de l'Isère, alors que M. Jacques Larché (RI) ironisait sur l'engagement pris par le premier ministre de repenser les salles de classe, thème que les collectivités territoriales sont censées remplir depuis les lois de décentralisation.

Mais les sénateurs, du moins certains d'entre eux, avaient un autre sujet de préoccupation : les nominations au gouvernement de MM. Pelletier et Méric obligent leurs collègues respectifs de la Gauche démocratique et du PS à se choisir de nouveaux présidents de groupe.

Châtié socialiste, l'affaire semble « ficelée » et M. Claude Estier, sénateur de Paris, devrait être élu mardi. La succession de M. Pelletier devrait être réglée dès jeudi 30 juin. Deux candidats étaient en lice : le radical-bourgeois Jean-Pierre Cantegrit et l'adhérent direct bariste de Paul Girod.

A. Ch.

M. André Lajoinie :
« Pas d'état de grâce »

« La question qui continue d'être posée c'est l'alternative suivante : ou bien poursuivre la politique ancienne menée par la droite ou bien mettre en œuvre une orientation nouvelle. Une majorité existe pour cela. Va-t-on mener une véritable politique de gauche, et pour cela les communistes sont disponibles pour prendre leurs responsabilités, ou va-t-on au contraire poursuivre une politique d'austérité, de précarité, de surarmement dans l'objectif de l'Europe du capital de 1992, avec la participation de la droite ? C'est malheureusement cette dernière alternative qui est choisie tant que le président de la République que par le gouvernement (...). », a protesté M. Lajoinie.

Le président du groupe PCF a estimé en outre que M. Michel Rocard préférait « un gouvernement minoritaire comportant plusieurs anciens ministres de Giscard ou des barbares notoires, appliquant sa politique grâce à l'appui des voix centristes, à un gouvernement majoritaire de gauche qui mènerait une politique nouvelle (...).

« Les communistes ne sauraient prendre place dans une telle entreprise, et de ce fait ils ne peuvent faire partie de la majorité gouvernementale », a prévenu M. Lajoinie, qui a ajouté : « Nous appuierons toute mesure ministérielle qui ira dans le sens des intérêts populaires et nationaux et combattrons toutes les

décisions négatives. Nous avançons des propositions constructives en fonction des objectifs de notre programme de justice, de liberté et de paix, qui gardent toute leur valeur. Beaucoup ont rencontré un grand soutien populaire.

« Monsieur le premier ministre, a conclu le président du groupe PCF en se tournant vers les bancs du gouvernement, en 1988, il n'y aura pas d'état de grâce, les travailleurs ne peuvent pas donner aujourd'hui un chèque en blanc alors que les promesses d'hier se sont traduites par un recul de leurs droits. Les communistes sont disponibles pour tout ce qui va dans le sens de la solution des problèmes des gens et du pays. Ils sont prêts à prendre toutes leurs responsabilités pour une politique claire, répondant aux vœux profonds des Français, pour mener une lutte effective contre le chômage, la pauvreté et pour l'élévation du pouvoir d'achat des travailleurs, des pensions et prestations sociales, pour une croissance soignée de l'économie, une politique de maintien des droits des salariés et l'indépendance de la France, pour la paix et le désarmement.

« Cette démarche unitaire, les députés communistes emploieront toutes les forces à la réaliser en refusant de cautionner ce qui peut entretenir l'illusion ou renforcer la résignation. »

M. Bernard Pons :
« La complicité du PCF »

« A l'ambiguïté de la France une et rassemblée, sans que l'on ait jamais eu sur quels objectifs, vous avez ajouté l'appât de l'ouverture progressive de certains éléments et que le débat politique porte sur la « vraie ouverture sur quoi ? Ouverture en direction de qui ? », a demandé le président du groupe RPR, M. Bernard Pons. « Vous avez préféré la tentative de déboussolage ou l'invitation au ralliement (...). L'ouverture, ce fut essentiellement pour vous le recours à quelques personnalités placées en trompe-l'œil dans un gouvernement dominé par la fine fleur du Parti socialiste (...).

« La clarté voudrait que, dans cette enceinte, une majorité se prononce en faveur de la politique que vous entendez conduire. Mais l'inconfort de votre position ne vous permet pas de solliciter ce vote de confiance dont tout gouvernement a besoin pour assurer sa légitimité dans un régime parlementaire. Vous êtes donc condamnés à l'ouverture de scrutins en scrutins (...). Fournissez-vous raisonnablement attendre que certains éléments de l'UDF et du RPR, qui ont soutenu sans défaillance le gouvernement qui vous a précédé, qui ont sollicité le suffrage universel sur la loi de son bilan, de ses options parfaitement claires, en proposant de prolonger son action, pourraient vous apporter leur concours et assurer ainsi votre survie ? Si cette éventualité se produisait, elle supposerait un ralliement de votre part, ou de la leur. Pour ce qui nous concerne, ai-je besoin de préciser que ce n'est pas notre conception de la démocratie, ni même tout simplement de la morale... » Interruptions sur les bancs socialistes : « Ouais, Ouais, Ouais ! »

« Votre force d'appoint c'est donc bien le Parti communiste, que vous le vouliez ou non, et que même en fasse ou non l'aveu. C'est avec son soutien, son concours ou tout au moins sa complicité, que vous êtes appelé à gouverner. »

« Nous sommes dans l'opposition »

M. Pons a ensuite défendu le bilan du gouvernement Chirac estimant qu'il « avait été contesté sérieusement par personne (...).

« Nous n'acceptons pas que vous

remettiez en cause la base du progrès qui a été acquise entre 1986 et 1988. »

« Nous sommes donc aujourd'hui dans l'opposition, résolument, mais pas systématiquement, pas aveuglément. Nous considérons qu'il n'y a pas d'alternative possible à notre politique pour poursuivre le redressement du pays et la préparation à relever dans les prochaines conditions les défis qui l'attendent.

S'agissant de la Nouvelle-Calédonie, le président du groupe RPR expliqua que les députés RPR « ne feront rien » pour gêner le premier ministre, M. Rocard, dans ses tentatives pour parvenir à un règlement du dossier. L'ancien ministre des DOM-TOM a toutefois estimé que l'accord signé entre les deux parties était « un peu de fagade ».

« Je constate simplement que pendant deux ans, nous avons eu affaire à une situation particulièrement difficile et que nous nous sommes avérés incapables de nous en sortir. Si le projet que vous allez présenter au Parlement respecte la Constitution, s'il respecte les règles de la majorité, s'il assure l'autorité de l'Etat et le respect de la loi républicaine, alors sans hésitation aucune, nous nous trouverons à côté de vous pour résoudre ces problèmes. »

Le Prix des perles

Le Club de l'humour politique, fondé par M^{lle} Jacqueline Nebout, conseiller de Paris, vient de désigner ses lauréats.

— Un Prix de logique à Raymond Barre, qui avait déclaré à « l'heure de vérité » du 7 janvier 1987 : « Quand le moment est venu, l'heure est arrivée. »

— Un Prix de bonne conduite à Jacques Toubon, qui avait dit, pour définir les rapports entre les journalistes et son mouvement pendant la campagne présidentielle : « Même en avion nous serons tous dans le même bateau. »

M. Pierre Méhaignerie :
« S'opposer autrement »

« Nous n'avons pas l'habitude de juger les hommes et les idées sur des a priori. C'est dans cet esprit que nous venons de vous écouter, a expliqué au début de son intervention, M. Pierre Méhaignerie. J'ai toujours dit que [seuls] les actes sont les juges des intentions (...). Vous serez [jugés], monsieur le premier ministre, sur ce que vous ferez pour résoudre les problèmes auxquels le pays est confronté. »

« Comme vous, monsieur le premier ministre, — et nous croyons à votre sincérité, — nous n'avons qu'un intérêt : l'intérêt du pays. Nous n'avons qu'une ambition : combattre les excès de l'esprit partisan. Il y a dans cette Assemblée une majorité. Il y a dans cette Assemblée une opposition. Vous êtes la majorité et nous sommes l'opposition. Cela ne nous empêche ni de nous parler ni de travailler, les uns, les autres, dans l'intérêt du pays. »

« Vous avez à plusieurs reprises exprimé votre intention de gouverner autrement. Nous avons décidé, quant à nous, de nous opposer autrement, a insisté le président du CDS. Les discours politiques répondent de plus en plus mal à l'attente des Français. Le langage de la critique systématique, de l'idéologie, de l'esprit de parti, les Français n'en veulent plus. Que l'élection présidentielle ait donné lieu à autant de votes de rejet, que l'élection législative ait connu un tel taux d'absentions, voilà un double signal qui exige une autre pratique du débat politique. Les Français attendent un discours plus modeste, plus réaliste, plus clair, qui les aide à comprendre les enjeux et la logique des politiques auxquelles on leur demande de s'associer (...).

« Gouverner autrement, monsieur le premier ministre, ce n'est pas la recherche de ralliements individuels qui discréditent très vite l'idée même d'ouverture. Notre conception de l'ouverture, c'est au contraire le respect de l'identité des partenaires politiques, c'est la recherche du dialogue en Parlement sur des projets », a-t-il estimé.

Vers une société
plus ouverte

M. Méhaignerie, qui a, d'autre part, enquêté cinq fronts économiques sur lesquels il jugera la politique économique du gouvernement :

1) La croissance des investissements privés et publics ;

2) La maîtrise des dépenses publiques ;

3) La brime de l'impôt indirect et l'allègement des charges des entreprises ;

4) Le réajustement du rôle de l'Etat sur ses fonctions essentielles ;

5) L'allègement des contraintes et règlements qui pèsent sur l'initiative et l'action économique.

M. Pierre Méhaignerie a également précisé que les efforts du gouvernement seront particulièrement attendus dans les domaines suivants : la solidarité et la lutte contre les inégalités (chômage, pauvreté, etc.), l'adaptation de notre système éducatif, l'ouverture nécessaire de notre société.

Sur ce dernier point, M. Méhaignerie a expliqué : « Nous avons l'ambition d'aller vers une société plus ouverte, moins hiérarchique, où il y ait moins de distance entre les hommes et plus de considération pour chacun, une société plus mobile et plus responsable. »

« Pour nous, monsieur le premier ministre, ces questions constitueront, dans les temps qui viennent, autant de rendez-vous sur lesquels nous jugerons votre action et celle de votre gouvernement. Nous saurons apprécier les deux qualités majeures que sont pour nous le courage et la volonté qui permettront aux Français d'être plus responsables. Mais nous serons aussi très sévères et sans concession envers tout ce qui pourra entraver la France vers la faiblesse et le déclin et donc les Français vers la dépendance. Vous avez vos idées, mais, autour de vous, il y a le PS, ses congrès, la majorité des mots et les ambitions personnelles. Nous n'oublierons pas qu'à un congrès du PS l'un des dirigeants socialistes vous a dit que vous étiez dans l'erreur et qu'entre le plan et le marché il y avait le socialisme. » Au perchoir, M. Laurent Fabius sourit.

« Êtes-vous sûr qu'aujourd'hui d'autres archaïsmes, d'autres pressions ne vous conduisent pas à faire des arbitrages plus inspirés par les ruses de l'idéologie que soucieux de l'intérêt de la France ? Vous comprendrez, dans ces conditions, les inquiétudes, les interrogations, la vigilance du groupe de l'Union du centre. C'est dans l'opposition que nous pèserons avec tous nos moyens sur vos choix. Le groupe UDF exercera une opposition vigilante et indépendante. C'est ainsi que l'UDC a décidé de servir notre pays. »

M. Jean-Claude Gaudin :
« Un gouvernement socialo-publicitaire »

« Appliqué dans les circonstances présentes, un débat sans vote est aujourd'hui un signe de faiblesse, a estimé M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF. Certes, vous vous présentez aujourd'hui devant l'Assemblée nationale avec un gouvernement remanié. Mais celui-ci ne donne pas vraiment l'excès du précédent. C'est un gouvernement socialo-publicitaire. Les portes essentielles restent entre les mains du comité directeur du Parti socialiste. Quant à l'ouverture, elle consiste à confier à des hommes politiques venus de l'opposition les deux dossiers les plus difficiles : le chômage et le commerce extérieur. Merci pour eux. »

Le gouvernement est « fragile, sans majorité et sans projet politique », a ajouté M. Gaudin, en se demandant quelle était « exactement la marge d'initiative et de décision » du premier ministre placé « entre le président de l'Assemblée nationale qui [le] surveillera du haut de son « perchoir » ; le premier secrétaire du Parti socialiste, qui entretiendra la flamme de l'union de la gauche ; le président du groupe parlementaire socialiste, qui sera le gardien de l'orthodoxie présidentielle ; et le premier [des] ministres d'Etat qui [lui] distilleront ses conseils dans les colonnes du Monde pour « gouverner mieux ». »

« Vos responsabilités, c'est de clarifier vos choix politiques, de clarifier

leur programme d'action, de clarifier vos soutiens, a déclaré M. Gaudin. Nos responsabilités, c'est d'être une opposition de progrès. L'opposition ne fera pas la politique du pire. Elle ne sera pas un instrument de blocage. Elle ne s'opposera pas à celles de vos actions qui iront dans le sens du rassemblement et du redressement. Elle ne s'opposera pas à vos actions qui iront dans le sens du message des Français. L'opposition sera le gardien scrupuleux de ce message (...).

« Être l'opposition, c'est notre rôle institutionnel. C'est un rôle nécessaire pour l'exercice de la démocratie parlementaire (...). Nous sommes l'opposition, car les députés de l'Union du rassemblement et du centre ont tous été élus sur le thème du contre-pouvoir et de l'équilibre, et pas sur le thème de la roue de secours du socialisme. Nous serons l'opposition, mais une opposition de progrès. Malgré la faiblesse congénitale de votre gouvernement, il faut que les mois à venir soient utiles pour la France et les Français. Il ne faut pas que les difficultés politiques gênent les évolutions et les progrès nécessaires. Nous ne serons pas, une force de blocage, mais une force de construction, à égale distance de la complaisance et de l'obstruction.

« Clarifier vos choix politiques, cela implique d'abord de cesser la comédie du débouchage, la politique des cliques d'œil, la politique des entretiens furtifs, à la nuit tombée, la politique des visites par des portes dérobées, a expliqué M. Gaudin, tandis que sur les rangs de la gauche fusait l'« Le Pen ! Le Pen ! Le Pen ! ». Car sinon, comme vous l'avez dit vous-même, « il y aura des gens qui se sentiront trahis et d'autres qui afficheront des visages de traitres ». Les Français n'ont pas confiance dans les hommes qui chahotent de camp (...). Pour leur part, les députés du groupe UDF seront les garants du message des Français : un message d'équilibre en faveur d'un gouvernement au centre. Et nous préparerons les conditions politiques d'un gouvernement capable d'obtenir la confiance que vous ne pouvez pas demander aujourd'hui : nous préparerons le gouvernement par le centre. »

مكتبة الامم المتحدة

Parlement

Pierre Méhaignerie :
« Opposer autrement »

[illegible][illegible]

Charles Gaudin :
homme publicitaire

[illegible][illegible][illegible]

- Comme ils s'internationalisent, ils ouvrent un terminal sur les Champs Elysées. C'est bête j'avais l'idée mais pas les fonds.

AIR INTER

LE TERMINAL ÉLYSÉES D'AIR INTER S'OUVRE SUR LES CHAMPS-ÉLYSÉES. CE QU'IL Y A DE BIEN DANS CETTE IDÉE, C'EST QU'IL Y A DEUX IDÉES. METTRE À LA DISPOSITION DES HOMMES D'AFFAIRES EUROPÉENS EN TRANSIT À PARIS UNE STRUCTURE DE CONCEPTION ABSOLUMENT NOUVELLE LEUR PERMETTANT DE TRAVAILLER ET DE SE DÉTENDRE. ET REJOINDRE LE CLUB DES GRANDES COMPAGNIES SUR LES CHAMPS-ÉLYSÉES, OUVERT 7 JOURS SUR 7*, L'ESPACE TERMINAL ÉLYSÉES EST UN CENTRE D'AFFAIRES ET D'ORGANISATION DE VOYAGES, POINT DE RENDEZ-VOUS AVEC BARS ET RESTAURANT, LIEU DE RÉUNION ET DE MANIFESTATION, RELAIS D'INFORMATION IMMOBILIÈRE, ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE. IL EST FORMIDABLE CE TERMINAL. ÇA AURAIT ÉTÉ BÊTE DE S'EN PRIVER.

* OUVERTURE LE 11 JUILLET. TÉL : 42.89.38.88. OUVERT JUSQU'À MINUIT.

Quatre évêques intégristes consacrés à Ecône

Mgr Lefebvre excommunié

(Suite de la première page.)

D'ailleurs, dès le début de la cérémonie à Ecône, la question rituelle avait été posée à l'évêque consécrateur : « Avez-vous un mandat apostolique ? », c'est-à-dire une délégation du pape. Mgr Lefebvre répondit : « Que l'autorité de l'Eglise est soumise au modernisme, j'ai mandat de par l'Eglise et je considère comme nulles toutes les sanctions que seront portées contre nous ».

Le sacre, qui dure quatre heures, se poursuit et, alors que monte vers lui la fumée des encens, le visage de Mgr Lefebvre reste impassible. A quatre-vingt-trois ans, sa succession est assurée. Depuis l'annonce le 15 juin dernier de cette quadruple ordination épiscopale, il avait retrouvé la sérénité, assurément. Il a reçu cent cinquante lettres par jour. La moitié pour l'inciter à renoncer, l'autre moitié pour l'encourager à persévérer.

Confident de Paul VI, ancien médiateur dans l'affaire d'Ecône, Jean Guittou a été l'un de ses derniers visiteurs. Mais pas plus que les pressions amicales, la « mission » transmise le 19 juin par le cardinal Gantini, préfet de la congrégation romaine des évêques, ni les appels émanant de séminaristes de Jean-Paul II à la réconciliation et à l'unité de l'Eglise, n'avaient ébranlé sa résolution. Elle était devenue « granitique », dit l'abbé Alain Lorrain, directeur du séminaire d'Ecône.

Orgues et trompettes

Les chœurs déclinent tout le répertoire grégorien. L'orgue ronfle de satisfaction et les trompettes sonnent. A l'axe pontifical, sous le dais doré, Mgr Lefebvre célèbre le grand-messe au son d'Autour de lui, comme dans un ballet mimiquement réglé, s'orientent l'archidiacre (croise, mitre, bougeoir, livre) reconnaissables à leur chape, puis une cohorte de diacres et de sous-

diacres couverts de leur tunique ou de leur dalmatique. A chaque fonction correspond un ornement liturgique dans une cérémonie qui semble remonter du fond des âges, d'un temps de christianisme aujourd'hui oublié ou ignoré.

Dès que Mgr Lefebvre se lève, résonne le clairon et, dans des envolées de surplis blancs, de soutanes et de mantilles noires, le chœur et l'assemblée se lèvent comme un seul homme. Les prêtres de la Fraternité (260), les séminaristes (près de 300) sont aux premières loges. Mais tous les amis de la grande famille traditionnelle, sauf les signataires de l'appel « Fidélité et résistance » (2) sont présents. On reconnaît aussi les bénédictins de Barroux (Vaucluse), Dom Gérard Calvet en tête, les dominicains d'Avrillé (Deux-Sèvres) avec le Frère Innocent-Marie, les capucins de Morgon (Côte-d'Or), tous en rupture ou sans lien avec l'ordre dont ils portent le nom. Sont là aussi les dominicains de Fauroux (Aude), de Brignolles (Var), les supérieures des carmels intégristes de Mère Marie-Christine, sœur de Mgr Lefebvre, échappées pour l'occasion de leur clôture.

« Le devoir de désobéir »

Les fidèles égrenent sans fin leur chapelet, se mettent à genoux ou se frappent la poitrine, fouillent leur bon vieux missel Foder pour qui le temps liturgique s'est arrêté avant le concile Vatican II. Des fleurs séchées et des images pieuses sont défilées, souvent encore de marque-papier. Ils s'agenouillent sur un prie-Dieu, devant un prêtre confesseur oint de l'huile violette, ou à même l'herbe pour commémorer, sur la langue, des mains de saints prêtres. Ils se jettent encore aux pieds des nouveaux ordonnés pour recevoir l'imposition des mains et « des indulgences ».

« En face (expression courante à Ecône pour désigner l'Eglise

moderniste), on traite de ce sacre d'évêques comme d'un événement lugubre. Mais c'est un événement heureux, une fête pour l'Eglise », jubile un professeur de dogmatique, l'abbé Jean-Marc Rullien, ancien ingénieur des ponts et chaussées de Saint-Etienne. De fait, parmi ces familles, qui de Saint-Nicolas de Chardonnay, de Florence ou de Libreville — où Mgr Lefebvre a été missionnaire avant de devenir archevêque de Dakar — ont fait le pèlerinage d'Ecône, une totale indifférence se manifeste à l'égard des sanctions annoncées par le Vatican (3). Ni rancune ni défi. La vie va continuer comme avant. « Vous serez persécutés, mais vous avez le devoir de désobéir », déclare d'ailleurs à tout bout de champ Mgr Lefebvre à ses prêtres et à ses nouveaux évêques.

Mgr Bernard Tissier de Mallerais parle de quatre. Il est prêt, dit-il, à remettre son épiscopat au pape si une régularisation intervient, demain ou plus tard, avec Rome. Comme lui, ils sont tous prêts à attendre le temps qu'il faudra pour que « le pape revienne à la tradition ». Les traditionalistes sont entrés dans le schisme comme on entre dans la résistance.

Celle du nouvel évêque français a commencé dès l'âge de seize ans, quand son père, ingénieur agronome, lui donnait, attiré, des nouvelles du concile. La fin de l'Eglise telle qu'il l'avait toujours connue, c'était pour lui la fin d'un monde. Bernard Tissier de Mallerais affirme qu'au lendemain du concile, dans son église parisienne, Saint-Sulpice, on a retiré les statues des saints « pour les frapper ». Après ses études à Louis-le-Grand, à Henri-IV, à la faculté de sciences, il est l'un des premiers disciples de Mgr Lefebvre à Priebourg près de Ecône.

Il passe pour l'intellectuel du groupe, le théologien qui décortique les textes du concile et du magistère de Rome, pour mieux les mettre en pièces dans ses cours ou dans sa prédication. « La liberté religieuse a signifié la mort des

Etats catholiques », affirme-t-il docilement. Il ne revendique pas « les dragonnades », ni la *Saeta-Berthelmy*, mais comprend la révocation de l'édit de Nantes. « Il n'y a aucune raison que, dans un pays comme la France, on tolère le culte public d'autres religions ».

Ecône, c'est ainsi un tissu d'aventures personnelles, de règlements de compte avec un passé mal digéré ou un présent qui fait peur. Richard Williamson, nouvel évêque également, a « adjuré » sa foi anglicane pour épouser la cause du traditionalisme catholique. Guillaume de Tannouarn, encore séminariste, héritier d'une famille de noblesse rurale bretonne, né l'année de l'ouverture du concile (1962), a été élevé chez les Frères des écoles chrétiennes à Seybuzval (Hauts-de-Seine), il s'est révolté comme eux parce que leur catéchisme n'était pas « assez strict ». « Je ne rêve pas de revenir à l'Eglise des années 50, dit-il, je ne sais pas ce que c'est. Mais je ne veux pas de catéchisme humanitaire de Jean-Paul II ».

Quant à Mgr Lefebvre, l'explication de son geste schismatique tient en ces mots, adressés aux nouveaux évêques de la Fraternité Saint-Pie X : « Rome, poursuivant son œuvre destructrice du règne de Notre-Seigneur, comme le prouve l'Assise et la confirmation des thèses libérales de Vatican II sur la liberté religieuse, je me vois contraint, par la Providence divine, de transmettre la grâce de l'épiscopat catholique que j'ai reçue, afin que l'Eglise et le sacerdoce catholique continuent à subsister ».

La Providence divine a de curieuses dessein. Pendant les trois jours qui ont précédé ce sacre historique d'évêques, à kilomètres d'Ecône, des centaines de catholiques « conciliabulaires » avaient envahi la basilique du Valère, du nom de la colline qui surplombe la ville de Sion. Pour éviter le schisme, masses et veillées de prières se sont succédées sans interruption. La Providence n'avait pas trouvé mieux que cette verdoyante région du Valais, aux collines gorgées de vignes, pour renvoyer à l'Eglise le miroir de sa nouvelle division.

HENRI TINGO.

(2) Ce nom a été choisi par un groupe de responsables catholiques traditionnels (comme Bruno de Bilguy, directeur de l'Eglise Saint-Louis de Port-Marly, ou M. Bernard Aubert, député européen du Front national) qui ont exprimé leur désaccord avec les ordinations épiscopales d'Ecône (le Monde du 17 juin).

(3) Le canon 1965 prévoit que « la participation à des célébrations sacrées — et c'est le cas lorsqu'il s'agit de prêtre ou d'évêque excommunié — sera punie d'une juste peine, à la discrétion de l'évêque du lieu » (le Monde du 17 juin).

Moyenne d'âge : trente-huit ans
Les quatre prêtres qui ont été consacrés jeudi sont les abbés Richard Williamson (Grande-Bretagne), Bernard Tisserand de Mallerais (France), Bernard Fellay (Suisse) et Alfonso de Galaz (Espagne). Leur moyenne d'âge est de trente-huit ans.

● RICHARD WILLIAMSON : né à Londres en 1940, il a été évêque dans l'anglicanisme. Diplômé de Cambridge, il entre, en 1972, au séminaire d'Ecône et est ordonné prêtre en 1976. Depuis 1983, il dirige, à Ridgefield (Etats-Unis), un séminaire de Fraternité Saint-Pie-X.

● BERNARD TISSIER DE MALLERAI : né à Sallanches (Haute-Savoie) en 1945, il a obtenu en 1969 à Paris une maîtrise de biologie végétale. Prêtre à Ecône en 1975, il est, depuis 1984, secrétaire général de la Fraternité catholique Saint-Pie-X.

● ALFONSO DE GALAZ : né en janvier 1957 à Turin, il est entré à Ecône en 1978 et est ordonné prêtre par Mgr Lefebvre deux ans plus tard à Buenos-Aires. Depuis 1986, il est supérieur du district d'Amérique du Sud de la Fraternité.

● BERNARD FELLAY : né en 1968 à Sion (Valais, Suisse), il est entré à dix-neuf ans à Ecône et est devenu prêtre en 1982. Il est évêque général de la Fraternité à Richens (Suisse).

Ultime appel

La nonciature de Rome a transmis, le mercredi 29 juin à 15 heures, à Mgr Lefebvre un message du cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, ainsi rédigé :

« Pour l'amour du Christ et de son Eglise, le Saint Père vous demande paternellement et fermement de partir dès aujourd'hui pour Rome, sans procéder à la messe le 30 juin aux ordinations épiscopales que vous avez

annoncées. Il prie les saints apôtres Pierre et Paul (fêtés le 29 juin) qu'ils vous inspirent de ne pas trahir l'épiscopat dont vous avez reçu la charge ni les serments que vous avez prononcés de demeurer fidèles au pape, successeur de Pierre. Il demande à Dieu de vous garder d'égarer et de disperser ce que le Christ Jésus est venu rassembler dans l'unité. Il vous confie à l'intercession de la Vierge Marie, mère de l'Eglise. »

Un concert supprimé au Vatican

ROME de notre correspondant

La note dominante au Vatican est la « profonde douleur », comme l'a exprimé, le mercredi 29 juin, dans une note officielle, le cardinal Luigi Dadaglio, président du comité pour l'année mariale. Le même texte annonce la suspension d'un concert qui devait être donné jeudi 30 juin, en soirée, en l'honneur du pape, par l'orchestre et les chœurs de la RAI (radiodiffusion italienne). Dirigé par le maître Giuseppe Sinopoli, la *Missa solenne* de Beethoven, exécutée en l'honneur de l'année mariale, qui s'achèvera le 15 août, devait aussi compter la participation du chœur de la radio-télévision polonaise. Cette décision, « prise à contre-cœur », déclare la note, veut souligner combien « l'Eglise universelle, en ce moment particulière-

ment difficile, ressent de souffrances ». Jean-Paul II, lui-même, a fait plus qu'une allusion à cette affaire, mercredi en fin d'après-midi, à l'occasion d'une cérémonie sur la place Saint-Pierre de Rome, au cours de laquelle il a remis le traditionnel anneau d'or aux vingt-quatre cardinaux consacrés lors du consistoire de l'avant-veille. Le 29 juin est la fête de saint Pierre et Paul, les patrons de la ville de Rome.

« Depuis le jour du martyre des apôtres Pierre et Paul, l'Eglise de Rome, consciente de l'héritage qu'elle leur doit, ne cesse de supplier humblement l'Esprit Saint de concéder unité et fidélité à cet héritage », a déclaré Jean-Paul II avant de rendre hommage à Paul VI dont les partisans de Mgr Lefebvre ont fait leur principale cible.

J.P.C.

MÉDECINE

Une découverte de chercheurs mexicains
Le premier médicament efficace contre la cirrhose alcoolique

La colchicine, un médicament utilisé depuis plusieurs siècles dans le traitement de la goutte, pourrait, dans certains cas, être efficace contre la cirrhose du foie. Une équipe de chercheurs du Salvador Zabala National Institute of Nutrition (Mexico), dirigée par le célèbre hépatologue Marcos Rokjind, vient en effet de démontrer que ce médicament agit sur le processus de la cirrhose. Certains ont même, semble-t-il, totalement guéri la suite de ce traitement.

La cirrhose, qui est une grave maladie du foie, se caractérise par une fibrose hépatique s'accompagnant d'une distorsion de l'architecture du foie. Dans 75 % à 80 % des cas, elle est d'origine alcoolique. En France, 150 000 à 300 000 personnes souffrent de cette maladie, qui tue chaque année 12 000 à 14 000 malades.

Jusqu'à présent, le seul moyen vraiment efficace de lutter contre la cirrhose était la prise de boissons alcooliques. L'abstinence s'accompagne en effet souvent d'une régression des lésions du foie. L'idée d'utiliser la colchicine dans le traitement de la cirrhose remonte à une vingtaine d'années, depuis que le docteur Rokjind avait tenté, sans succès, de démontrer expérimentalement, que ce médicament permet de réduire la fibrose hépatique. Mais pour envisager son utilisation chez l'homme, il fallait en passer par de très longs essais thérapeutiques.

C'est un essai de ce type que vient de réaliser pendant quatorze ans l'équipe mexicaine. 100 malades y ont participé : 154 ont reçu de la colchicine et 46 un placebo. Les résultats, qui sont publiés dans la revue médicale américaine *The New*

England Journal of Medicine, font apparaître que, au bout de dix ans de traitement, 56 % des patients du premier groupe sont toujours en vie, contre 30 % de ceux du deuxième groupe. Des biopsies du foie faites sur neuf malades soumis à la colchicine montrent de nets signes d'amélioration. Les foies de deux d'entre eux avaient même repris un aspect tout à fait normal.

On connaît mal le mécanisme d'action de la colchicine au niveau du foie. On sait seulement que ce médicament ne provoque que peu d'effets secondaires (nausée, diarrhée, douleurs abdominales), qui finissent toujours par régresser.

Ces résultats, « très spectaculaires », selon l'expression des professeurs James Boyer et David Ramsohoff (université de Yale), inciteront-ils les médecins à prescrire de la colchicine à leurs patients atteints de cirrhose ? « Rien, a priori, ne s'y oppose », nous a déclaré le professeur Jean-Pierre Benhamou (hôpital Beaujon, de Paris). Les hépatologues vivent jusqu'à présent dans une situation paradoxale : bien que connaissant les effets bénéfiques de la colchicine sur la cirrhose du foie, ils ne l'utilisent pas en pratique médicale courante.

« Aujourd'hui, après la publication de cette étude, de nombreux médecins vont certainement prescrire de la colchicine à leurs patients atteints de cirrhose. Non sans leur avoir rappelé que le principal traitement de la cirrhose demeure, et demeurera toujours, l'arrêt de la prise de boissons alcooliques. »

FRANCK NOUVEL.

L'étonnement des scientifiques après la découverte du docteur Benveniste
« Croire à l'incroyable »

Comme on pouvait s'y attendre, la publication par l'équipe du docteur Jacques Benveniste (unité 200 de l'INSERM), dans *Theobioscience* scientifique, d'une étude tendant à montrer qu'une information biologique spécifique peut être transmise par de l'eau *a priori* pure (le Monde du 30 juin) n'a pas manqué de provoquer de nombreuses réactions.

Dans son communiqué publié le mercredi 29 juin, la direction de l'INSERM estime que c'est à la communauté scientifique qu'il revient de faire le tri, par ses méthodes habituelles d'évaluation ou la controverse scientifique à sa place, entre ce qui se révèle en fin de compte n'être qu'une illusion et ce qui constitue une réelle avancée des connaissances. L'INSERM considère que la publication dans une revue aussi prestigieuse que *Nature* des résultats évoqués constitue une étape importante dans le processus d'évaluation ainsi engagé.

Sous le titre « Comment croire à l'incroyable », *Nature* revient, dans un éditorial, sur les travaux de l'équipe du docteur Benveniste. Rendant hommage au chercheur français, qui s'est plu, explique la revue scientifique, à toutes les demandes de vérification, l'article souligne que ce travail est « saisissant », non pas seulement parce qu'il met en évidence un phénomène nouveau, « mais aussi parce qu'il met en cause deux siècles d'observation et de rationalisation des phénomènes physiques ».

Evidemment, les réactions sceptiques n'ont pas manqué. Ainsi, le biologiste Pierre Jolibo, de l'académie des sciences, estime, sans « avoir analysé en détail le protocole de l'expérience », que « l'hypothèse selon laquelle l'eau garderait la mémoire de l'apprentissage de molécules qui ont été présentes puis éliminées par dilution ne peut en aucun cas être retenue ».

Dissidences en tout genre

par Emile Poulat
Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales

En consacrant quatre évêques, Mgr Lefebvre consomme le schisme, il-on un peu partout. « Il n'y a pas plus de schisme que d'art dans un rôle de dindon », réplique en chaire le curé traditionaliste de Saint-Nicolas-de-Chardonnay. Ainsi, même au point de départ, il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Le schisme, en fait, n'est que la réédition d'un schéma ancien, celui d'un schisme qui, à l'époque de l'antiquité, a été vécu par les chrétiens et les païens.

Schisme : mot de vocabulaire religieux et d'origine grecque, d'un verbe qui signifie fendre, séparer, partager en deux. De la même famille, schiste en géologie et tous les schizos de la psychiatrie. D'accord avec le Grand Robert, le *Dictionnaire des religions* (PUF, 1984), publié sous la direction du cardinal Fournier, n'en connaît que deux : un schisme grec, le schisme byzantin, qui sépara Grecs et Latins, l'Orient et l'Occident, Constantinople l'orthodoxe et Rome la catholique ; aux quatorzième et quinzième siècles, le « Grand Schisme » qui, près de quarante ans, coupa la chrétienté occidentale en deux obédiences rivales au temps de la papauté d'Avignon.

Ces deux-là n'épuisent pas, tout s'en fait, la longue liste des divisions chrétiennes. Longtemps y figura le « schisme anglican » d'Henri VIII. Au seizième siècle, Luther et Calvin ont été versés aux hérésies.

Les vieux-catholiques

Peut-on parler de schisme dès qu'une minorité se coupe de la grande Eglise, et toute division fait-elle schisme ? Le langage courant le pense. Les deux ouvrages cités réservent le terme à ces grandes partitions historiques où la politique et la culture tiennent plus de place que le dogme. Les sociologues préfèrent un terme moins marqué et plus général : *dissidence*. Les politologues, eux, voient le phénomène proliférer sur leur terrain sous le nom de *scission*, dont celle du congrès de Tours (1920) est restée emblématique, ou de *sécession*.

L'histoire de l'Eglise catholique depuis deux siècles tient ainsi entre deux « schismes » que beaucoup hésitent de plus en plus à recon-

tre pour tels, parce qu'aucun des deux n'a jamais entendu rompre avec le pape et la papauté malgré leurs graves désaccords. A un bout, sous la Révolution française, l'Eglise constitutionnelle : reposant sur la Constitution civile du clergé (1790), elle est appelée à la discipline ancienne et aux libertés gallicanes. A l'autre, en Chine populaire, l'Association patriotique des catholiques chinois (fondée en 1957 et juridiquement distincte de l'Eglise) : surveillée sur l'indépendance nationale et les ingérences étrangères, elle a toujours revendiqué une « triple autonomie ».

Si le concordat de 1801 a réglé le sort de la première en imposant une réconciliation religieuse, il a néanmoins suscité dans plusieurs départements une résistance protestataire ultra-catholique, connue sous divers noms et généralement sous celui de Petite Eglise : bientôt privée d'évêques, puis de prêtres, elle a survécu jusqu'à nos jours en petits groupes tels fermés qui ne dépassent pas. A Lyon, la famille Berthel (les automobiles et camions) était connue pour lui appartenir.

Une poussière d'Eglise

En 1870, le dogme de l'infalibilité pontificale proclamé par Pie IX au premier concile du Vatican provoqua une nouvelle scission : l'Eglise vieille-catholique ou (comme on dit en Suisse) catholique-chrétienne, qui demanda des évêques à l'Eglise luthérienne d'Utrecht (et par là se rattache à la lignée de Bossuet) : aujourd'hui membre du Conseil oecuménique des Eglises à Genève, elle n'a jamais trouvé en France qu'une audience très réduite.

Puis vint en 1905 la loi de séparation des Eglises et de l'Etat : condamnée par Pie X, elle a favorisé un court moment des tentatives schismatiques d'associations catholiques, toutes éphémères sauf une à Bordeaux, appelée à un certain développement sous le nom (récentement modifié) d'Eglise orthodoxe apostolique et gallicane. Si cet épisode évoque le souvenir de Mgr Viatte, comment ne pas évoquer Mgr Winnaret, décrit entre catholique et orthodoxe ou Mgr Heiler (Frederick, l'historien des religions), entre Rome et Luther ?

On arrive là, il faut le dire, au milieu d'un phénomène étrange, d'un

univers effroyablement complexe et mouvant de petites, toutes petites Eglises catholiques non romaines, chacune préoccupée de légitimer sa succession apostolique et de l'assurer au besoin par des consécration multiples (plus précisément des « commissions additionnelles »), sans craindre l'enflure des titres et des appellations.

La première tentative semble remonter à l'Eglise catholique française de l'abbé Chastel, qui dura une douzaine d'années sous la monarchie de Juillet, qui par son intervention y mit fin. Elle n'a jamais cessé de faire des émules : Eglises de sable sur un terrain catholique à l'origine, ou le mot orthodoxe perd vite tout sens et tout contenu, ou tout va un peu au gré de qui les mène.

Ces phénomènes ont à rapprocher d'un autre, typiquement africain et assez récent : ces milliers d'Eglises indépendantes que connaît l'Afrique australe et orientale. Lui-même nous renvoie à ce qu'on pourrait nommer les « schismes nationaux ». Les deux plus connus sont l'Eglise philippine indépendante (1902), très liée aux épiscopats américains, et l'Eglise nationale tchécoslovaque (1920), très vite scindée entre deux orientations : l'une moderniste et libérale, l'autre à l'origine de l'Eglise orthodoxe tchèque. L'Eglise mariavite du Pologne (1906), soutenue par le gouvernement du tsar, est encore un autre cas, comme diverses tentatives en Italie.

Dissidences en tout genre et de tous calibres, elles abondent. Accrocs à l'unité, échecs à la communion. Schismes, haines, schismes théologiques dont le mot relève le soin de s'y retrouver et d'en décider. Pour leur part, les disciples de Mgr Lefebvre sont divisés : ceux qui poussent à la rupture déclarent n'y pas voir de schisme qui incite les autres à la refuser.

Reste le diagnostic auquel on peut se risquer : une aventure sans grand avenir prévisible sur la lancée qu'elle prend : une dérive culturelle croissante à la façon de deux continents entre traditionalisme pur et catholicisme rébel, celui qui se déploie à l'échelle du monde, à l'heure de l'humanité et de ses problèmes. Mais qui dérive ainsi ? L'autre, toujours, bien sûr, c'est-à-dire, vu d'Ecône, une Eglise livrée à modernisme, cette épineuse qu'elle jamais vaine, jamais charitable.

Société

Le débat sur la réponse des professions juridiques et judiciaires

Un choc salutaire pour les avocats

Pour la première fois dans son histoire, l'Ordre des avocats de Paris a invité ses membres à une réunion publique pour débattre de l'avenir de la profession, après la publication du rapport controversé de M. Daniel Soulez-Larivière (le Monde du 9 juin). Ils étaient un millier, le mercredi 29 juin, au Palais des congrès, à répondre à l'appel de leur bâtonnier, M. Philippe Lafarge.

Si la plupart des propositions de M. Soulez-Larivière en faveur de la création d'une grande profession d'avocat-conseil ont été adoptées par l'ordre, une polémique très vive s'est développée dans la profession depuis leur publication dans la presse. Séduit par le système américain, convaincu que les mentalités et les structures de la profession doivent changer au plus vite — avant l'acte unique européen en 1992 — à moins de vouloir laisser mourir la profession, M. Soulez-Larivière a établi un bilan consternant de l'archaïsme et de la conservatisme des avocats. « Moribond », « inexact », lui ont répondu quelques avocats. D'autres se sont sentis injuriés. « Inculpés de mercantilisme ». « Ce rapport est une agression intolérable. M. Soulez-Larivière se moque de nous », ont estimé certains de ses détracteurs.

Dans son colonnes (le Monde du 21 juin), M. Jacques Societ-Clerc Lafont, président de la Confédération syndicale des avocats (CSA), a dit, de son côté, tout le mal qu'il en pensait. Mais, curieusement, alors que l'on pouvait s'attendre à une levée de boucliers parmi les avocats qui avaient pu ou voulu se rendre à l'invitation de leur bâtonnier, nombreux ont été ceux qui se sont félicités de la démarche du rapporteur et du bâtonnier. Si les propositions de M. Soulez-Larivière et le ton délibérément provocateur qu'il se plaît à utiliser ont souvent irrité et choqué, ce choc, pour beaucoup, a semblé salutaire. « Ces propositions n'ont rien de révolutionnaire, elles ne méritent ni le sarcasme ni l'invective », a estimé le bâtonnier Lafarge.

En attendant que soit examiné le texte sur la protection des usagers du droit déposé au Conseil d'Etat, les discussions vont continuer avec les avocats parisiens et les barreaux de province. A la chancellerie, l'initiative et le dynamisme du barreau de Paris ont reçu un écho favorable. De part et d'autre, on souhaite visiblement éviter que la concurrence des avocats étrangers ne fasse de la profession d'avocat une profession minière, même si parfois le ton et les méthodes des « rénovateurs » peuvent heurter.

Ag. L.

Au Sénat

Une amnistie équilibrée

Que les automobilistes indisciplinés se rassurent. Si le projet de loi portant amnistie est revu et corrigé par le Parlement, ce ne sera pas dans le domaine des contraventions dressées avant le 22 mai 1988. Les sénateurs qui ont commencé l'examen du texte mercredi 29 juin ont, sans en dire un mot, avalisé ce coup d'effacement législatif qui ne touche pas, en revanche, les délinquances routières notamment avec la circonstance aggravante de l'alcoolémie.

Quels critères retenir en matière d'indulgence ? Que le législateur contribue à la clémence qui accompagne traditionnellement l'entrée en fonction d'un chef de l'Etat n'est pas remis en cause. « Nous aurions tous souhaité voir dispenser le pardon et l'oubli avec une générosité sans frein », a déclaré M. Pierre Arpailange, mais, a-t-il ajouté, « l'état des choses ne nous le permet pas et nous oblige au discernement ». Pour l'ancien procureur général auprès de la Cour de cassation, qui passait son baptême de l'air parlementaire, « l'amnistie n'est pas l'annulation ». Nul ne viendra contredire cette formule.

Mais le rapporteur de la commission des lois, M. Marcel Rudloff (U.N.C., Bas-Rhin), a voulu s'interroger sur les questions que pose l'amnistie en général. Tout en reconnaissant qu'elle est « indispensable politiquement », le maître de Strasbourg observe qu'elle constitue une « limitation du législatif » dans la marche de la justice. Son souhait : que l'amnistie ne soit pas une sorte de droit acquis, « une procédure

automatique et routinier », ni non plus la source d'un droit pénal nouveau, ni enfin un moyen de résoudre les problèmes pénaux.

Confrontant à son projet une vertu d'équilibre « entre trop de faiblesse et trop de rigueur » au profit d'une « volonté d'apaisement et de concorde », le ministre de la justice n'a pu que se satisfaire d'entendre en écho M. Rudloff expliquer que ce texte doit « être discuté dans un climat de conciliation et de sérénité propice au respect de toutes les convictions ».

M. Jacques Larché (R.I., Seine-et-Marne), président de la commission des lois, en est convaincu : « Porteur de générosité (le projet qu'il juge « équilibré »), ne doit pas être porteur de désordre ». M. Charles Lederman (P.C., Val-de-Marne) se montre beaucoup moins convaincu que ses collègues des autres groupes des qualités d'un dispositif qui, à ses yeux, est bien trop complaisant à l'« arbitraire patronal ».

Nombre de sénateurs partagent le souci de privilégier son caractère exceptionnel à l'amnistie en ce la faisant intervenir que pour des événements particuliers, malgré l'opposition des socialistes, des communistes et de M. Daniel Millaud (U.N.C., Polynésie). Dans cette optique, le Sénat a exclu de l'amnistie les délits en matière d'avortement et de provocation à l'avortement, estimant que la législation existant en ce domaine devait absolument être respectée.

A. CH.

L'assassinat du juge Michel aux assises des Bouches-du-Rhône

L'avocat général a demandé la réclusion perpétuelle contre Checchi et Girard

ADX-EN-PROVENCE
de notre envoyé spécial

Sans élever la voix, sur le même ton mesuré, l'avocat général André Vianelli a demandé, mercredi 29 juin, aux jurés de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône de condamner François Girard et Francesco Checchi à la réclusion criminelle à perpétuité, en précisant qu'il souhaitait que la peine soit assortie d'une mesure de sûreté destinée à empêcher toute mise en liberté avant dix-huit ans. Contre Jeanne Girard et Jeanne Filippi, il a demandé une peine de dix ans de réclusion criminelle. « Les assassins sont toujours là, les trafiquants aussi, prêts à continuer. Mais il y aura toujours des forces pour les combattre, vous avez le devoir de les protéger », a conclu le magistrat. Après les plaidoyers des défenseurs de Girard, la cour rendra son arrêt jeudi en fin d'après-midi.

M. Vianelli est un homme méthodique. De l'enorme dossier placé devant la cour il a extrait les pièces nécessaires comme autant de

fil pour enserrer chaque accusé. François Checchi, en reconnaissant avoir tiré sur le juge Michel, ne s'est pas pour autant mis à l'abri de la démonstration du magistrat selon laquelle l'assassin savait parfaitement sur qui il tirait.

Cependant, le plus long développement a concerné François Girard, trafiquant de drogue accusé d'avoir commandité le crime depuis la prison des Baumettes, à Marseille, où il avait été écroué par Pierre Michel au début du mois de juillet 1981, pour trafic de stupéfiants. Rappelant tous les dossiers similaires instruits à l'époque par le magistrat, M. Vianelli a expliqué que le juge était parvenu à faire le lien entre eux. Girard, arrêté dans le cadre d'une affaire relativement modeste, avait donc pu espérer une libération rapide ou, au pire, une condamnation modérée jusqu'au moment où il s'est rendu compte que le juge se préparait à l'impliquer dans un important trafic avec l'Italie.

« Arrivé confiant », il se serait affiné au point d'ordonner l'assassinat du juge. Pour l'avocat général,

les mobiles du Girard seraient donc « la peur, la vengeance et l'intérêt ». Il a ensuite égayé l'accusation à partir des déclarations figurant dans le dossier, dont celles du « chimiste » de l'équipe, Philippe Wiegand, qui est venu confirmer à l'audience les propos que lui avait tenus Charles Altieri, le pilote de la moto. Mais Altieri n'est égaré de sa prison mise et M. Vianelli n'a pu que s'appuyer sur des affirmations tenues par des personnes en fuite ou assassinées depuis. Les preuves devenaient donc des présomptions et il lui a fallu parler des absents, à commencer par Gaëtan Zampa, tenu par l'avocat général pour le traducteur de l'un des messages codés sortis des parloirs par Jeanne Girard et Jeanne Filippi.

« C'est Scapula »

Ses aveux et la précision du réquisitoire ne permettent à François Checchi qu'un seul espoir : tenter d'éviter la réclusion criminelle à perpétuité en obtenant les circonstances atténuantes. M. Daniel Martino s'est employé à convaincre les jurés

de lui éviter la « mort civile », alors que M. Jean-Michel Pessenti a insisté sur la nécessité de juger « un homme manipulé et robotisé par Charles Altieri ».

La surprise est venue de M. Jacques Vergès. Tout en déclinant systématiquement les charges invoquées par l'accusation contre M. Filippi, l'avocat a ramené dans la salle d'audience l'esprit de François Scapula, ce trafiquant toujours écroué en Suisse « qui a dénoncé tout le monde sans se dévouer lui-même ». Pour l'avocat, il s'agit d'un « vrai manipulateur qui a bénéficié de protections qui m'échappent ». Et M. Vergès a martelé des constatations relevées dans le dossier : « Quel est le vrai destinataire des messages ? Altieri le dit : c'est Scapula ! Qui, bien que cavale, est présent dans les Bouches-du-Rhône au moment de la décision ? C'est Scapula ! Qui a choisi Checchi ? C'est Scapula ! A qui Altieri rend-il compte ? A Scapula ! »

MAURICE PEYROT.

POINT DE VUE

Il faut savoir céder à la provocation

Par M. François-Xavier Mattioli
président de la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (FNUJA).

On pourrait être surpris par l'ampleur du battage médiatique qu'ont suscité les propositions, comme toutes banales, faites par M. Soulez-Larivière à son bâtonnier, si l'on n'avait conscience qu'il ne s'agit là que d'une nouvelle manifestation du paritarisme. La presse a joué son rôle : celui de la provocation par une information involontairement imparfaite, inexacte et orientée.

Imparfait, car si l'auteur de l'Avocat et des Juges dans la balance a fait, une fois encore, le décalage de son sens aigu de la publicité, s'il a possédé la sollicitude et le faire-savoir, il n'a pas le monopole de la réflexion ni celui des propositions concrètes et pratiques ni lui ni d'ailleurs le barreau de Paris ; mais les ouvriers de la dernière heure seront toujours les bienvenus.

Il suffit, pour s'en convaincre, de se souvenir que c'est ce même barreau de Paris qui fut en partie responsable de l'échec de la fusion avec les conseils juridiques en 1971. Pendant que ceux-là mêmes gardaient précieusement les « clés de leurs palais », les jeunes avocats de Bordeaux, de Lille, de Marseille, de Paris et de la Roche-sur-Yon, qui vivaient, eux, la concurrence directe des hypermarchés, réfléchissaient ensemble au sein de la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (FNUJA), comprenant quatre mille membres, et formulaient des propositions qu'ils ont le plaisir de voir aujourd'hui reprises dans leur quasi-intégralité par M. Soulez-Larivière.

Inexacte, car le phénomène décrit dans le rapport de Daniel Soulez-Larivière, dans un souci salutaire de provocation, laisse entendre que seuls les avocats seraient menacés, mais c'est oublier qu'ils

n'ont pas perdu « les clés » et que si beaucoup disparaissent, les épaves de ce monde restreint pourront avec un peu d'effort se transformer en épaves fines.

En sera-t-il de même pour nos amis conseils juridiques qui sont, par nature, et de notre fait, en première ligne ? Les superettes occupent le même créneau que les hypermarchés. Leur abaissement sera d'autant plus difficile qu'il le concurrencera au sein et que d'une nouvelle manifestation de paritarisme. La presse a joué son rôle : celui de la provocation par une information involontairement imparfaite, inexacte et orientée.

Orientée, enfin, car laissant filtrer un relent de corporatisme détesté. Une telle utilisation ne veut que se elle correspond à l'intérêt des usagers : la seule justification de nos efforts de cohésion est de répondre à la demande de nos concitoyens et de nos voisins de la Communauté.

Il est, en outre, comme chez nos voisins, à un minimum de sécurité lorsqu'ils sont confrontés à un problème de droit. Pourquoi écarter plus d'un boucher ou d'un coiffeur qui, lui, doit justifier d'une qualification spécifique ? Pourquoi n'importe qui en France peut-il constituer une société, préparer une fusion ou monter une OPA ? Rien ne le justifie, si ce n'est la division des professionnels du droit.

Il est grand temps que le public sache à quel il a à faire, et que sa liberté, sa sûreté, celle de sa famille et de son patrimoine, valent bien le coût de ce couple de cheveux.

Voilà pourquoi, il est urgent de nous unir d'abord avec ceux qui nous sont le plus proche dans leur domaine d'activité, pour parvenir ensuite à une seule et même grande profession regroupant exclusivement tous les professionnels du droit. Voilà pourquoi, nous ne voulons pas d'un monopole, mais d'une véritable protection de l'usager du droit.

L'enquête sur la catastrophe de la gare de Lyon

Dépositions contradictoires d'un technicien de la SNCF et du conducteur du train tamponneur

Les policiers du septième cabinet de détection judiciaire chargés, sous la direction de M. Jean-Paul Valet, juge d'instruction à Paris, de l'enquête sur la catastrophe ferroviaire de la gare de Lyon, ont entendu, le mardi 28 et le mercredi 29 juin, M. Daniel Saulin, le technicien du poste de commandement régional, dont les témoignages sont contradictoires.

Ces deux agents de la SNCF donnent en effet une version différente de la conversation radio qu'ils eurent quelques minutes avant la collision, lorsque le train Paris-Ménil se trouvait à l'arrêt en gare de Vert-de-Maisons. A ce moment-là, le mécanicien du Paris-Ménil, train qui avait été stoppé après qu'un inconnu eut actionné le signal d'alarme, s'était efforcé, pendant vingt-cinq minutes, de remettre en état le système de freinage (le Monde du 30 juin). Puis, selon ses dires, il aurait pris contact avec le poste de commandement régional, l'équivalent d'une tour de contrôle, pour indiquer à son interlocuteur qu'il avait des « problèmes de freinage ». Selon M. Saulin, le technicien auquel il a en affaire lui aurait alors ordonné de poursuivre sa

route, le train étant en retard et cet incident jugé « mineur » selon les éléments fournis par l'agent de conduite à son interlocuteur. M. Saulin a affirmé qu'il lui avait été indiqué que ce problème de freinage pourrait être « réglé à la gare de Lyon ».

Cette version des faits a été contestée par le technicien du poste de commandement et par la SNCF. Selon les responsables de l'entreprise nationale, il est exact qu'après l'utilisation intensive du signal d'alarme par son inconnu, le conducteur du Paris-Ménil a eu des difficultés pour débloquent les freins et qu'il en a prévenu le poste de commandement régional de Paris-Sud-Est pour expliquer le retard du train. En revanche, il est faux, précisent-on à la SNCF, que le poste de commandement ait demandé au mécanicien de repartir, malgré ses doutes sur l'état du système de freinage. Selon la SNCF, le conducteur est « souverain » et n'a pu repartir en direction de la gare de Lyon que parce qu'il estimait le convoi en état de marche.

Une confrontation entre les deux agents de la SNCF devait avoir lieu, le

30 juin, les policiers ayant d'abord pris connaissance du contenu des conversations enregistrées par les deux boîtes noires, dites boîtes de « détecteurs techniques », du Paris-Ménil, mises par les enquêteurs. En toute hypothèse, indique-t-on, l'enquête policière qui « s'avère très délicate » va durer plusieurs semaines.

Les autorités ont précisé, mercredi soir 29 juin, que le bilan de cette catastrophe était un peu moins lourd qu'annoncé précédemment. La collision aurait provoqué la mort de cinquante-six personnes et non cinquante-neuf comme il avait été indiqué mercredi matin, avant la reconstruction des corps des victimes à l'Institut médico-légal de Paris.

Le président de la République, M. François Mitterrand, a, lors du conseil des ministres de mercredi, demandé au gouvernement que « la lumière soit faite le plus rapidement possible sur les causes » des deux accidents, ferroviaire et aérien, qui viennent d'entourer le pays. Le chef de l'Etat a également souligné que les pouvoirs publics « tiennent les conséquences de ces deux catastrophes pour la sécurité des usagers ».

La CFTD demande une « table ronde » sur la sécurité

Les réactions syndicales à la catastrophe de la gare de Lyon se sont succédées depuis le 28 juin.

Représentant de la CGT au conseil d'administration de la SNCF, M. Pierre Vincent a exprimé le vœu que les salariés de l'entreprise soient « partie prenante dans l'enquête » menée par la SNCF. « Lorsqu'il s'agit de sécurité, a-t-il ajouté, rien ne doit être négligé, mais c'est une question trop grave pour être l'objet d'une utilisation politique ou partisane ».

Le syndicat CFTD-transport a demandé de son côté que « les pouvoirs publics réalisent d'urgence une table ronde sécurité » en vue de « la mise en place de moyens nouveaux de renforcement de la capacité de transport en région parisienne avec des matériels de qualité accrues ».

A son tour, le syndicat ouvrier Mille Artisans Laguerre a déclaré notamment que les responsables de cette tragédie, comme de nombreux accidents mortels dont sont victimes les cheminots, sont ceux qui font des économies criminelles sur le personnel, l'entretien du matériel, c'est-à-dire la sécurité, en privant ainsi des dépenses de prestige.

Le huitième rapport d'activité de la CNIL

Recherche médicale et droit à l'anonymat

« Préserver le respect de la vie privée et des libertés, équilibrer les droits de l'individu et ceux de la société : la loi du 6 janvier 1978, conçue à une époque où l'informatique était « lourde » et la télématique embryonnaire, répondait à des technologies nouvelles. » C'est en ces termes que M. Jacques Faure a introduit le huitième rapport d'activité, portant sur l'année 1987, de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), présenté à la presse à Paris, jeudi 30 juin.

Désormais, la télématique permet la consultation de fichiers à tout moment et dans tous les domaines. Encore faut-il garantir le caractère confidentiel des informations transmises. Dans cette optique, la CNIL s'est particulièrement intéressée, cette année, au secteur de la santé et à celui de la recherche médicale. Cette dernière fait ample usage de l'informatique.

Le SIDA, notamment, mobilise les énergies, et les moyens d'investigation contre ce fléau posent des questions d'éthique que la CNIL s'est attachée, en 1987, à résoudre. Ainsi a-t-elle autorisé, pour deux mille patients volontaires séropositifs, la constitution d'un fichier. Mais elle a imposé, au nom du droit à l'anonymat de ces malades, un système de cryptage. De même, en matière de génétique ou de toxicomanie.

La CNIL ne s'est pas contentée d'intervenir dans les projets les plus en pointe de la recherche médicale. Des actes aussi ordinaires que les analyses biologiques pratiquées par un centre de transfusion sanguine sur la demande de médecins posent parfois problème. Leurs résultats transmis par minitel — Télécom 34 — présentent quelques erreurs. Une légère variation dans la transmission peut altérer le message.

La CNIL exige donc un dispositif de sécurité et des mesures de confidentialité.

Saisie par la Commission, la direction générale des télécommunications a prévu, sur chaque poste minitel, l'installation d'un dispositif de correction automatique des erreurs. Encore faut-il que le « serveur » ait un dispositif similaire. Le centre de transfusion sanguine de Montpellier ignorait l'existence de la CNIL. Cette dernière rendit un avis défavorable à l'utilisation de Télésang 34, jusqu'à ce que ce centre s'incline.

Détournement d'information

Autre préoccupation de la CNIL : s'opposer à des utilisations de certaines informations dans un but qui n'est pas toujours clairement déclaré. Ainsi, sous l'autorité du recteur de Paris, des élèves n'ont pas baccalauréat avaient-ils répondu à un questionnaire informatisé — « Ravel » — sur leurs « vœux ».

Ils ignoraient, bien sûr, que les destinataires de l'enquête — à savoir les universités — pourraient s'en servir pour affiner la sélection des candidats à l'entrée de leur établissement. Alertée, la CNIL a exigé une formulation plus claire du recteur. Et les universités qui procédaient à une exploitation automatisée des données transmises par « Ravel » devront faire une demande auprès de la CNIL.

Ses avis n'épargnent pas le ministère des postes et télécommunications. Ce dernier a dû, sur demande de la CNIL, informer plus clairement les abonnés de leurs droits à ne pas figurer dans l'annuaire électronique dont les listes sont commercialisées. Mais la CNIL n'a pas, à ce jour, obtenu la gratuité qu'elle exige, pour tout abonné, de l'inscription sur la liste rouge. Le ministère tarde à respecter le droit.

La CNIL se veut dissuasive plus que coercitive. Elle n'exclut pas, cependant, le recours en justice. Ainsi trois décisions intervenues en 1987 sont-elles particulièrement symboliques de ce souci de la commission à expliciter l'interprétation de la loi de 1978.

Un exemple : trois ans après le début de son action en justice, la Commission a obtenu gain de cause contre la société SKF d'Ivry. Dans cette entreprise existait un fichier manuel comportant des informations sur la vie privée, les opinions syndicales et politiques des candidats à l'embauche. Procédé parfaitement illégal, que le tribunal de grande instance de Créteil a sanctionné en 1987.

La CNIL, avec un budget stable, fait face à la demande. Pour 1987, la Commission a reçu 20 236 déclarations et demandes d'avis. Elle a adopté 125 délibérations, dont 96 avis défavorables. Son souci, à l'heure du bilan 1987 ? Peut-être « améliorer le contrôle. Encore faut-il en avoir les moyens en effectifs », déclare son président.

DANIELLE ROUARD.

★ CNIL, 21, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris. Tél. : 45-44-40-65.

(1) Commission nationale de l'informatique et des libertés, 8^e rapport d'activité 1987, publié à « La Documentation française ».

Le docteur Gianfranco Pancino ne sera pas extradé. — La chambre d'accusation de Paris a rendu, le mercredi 29 juin, un arrêt par lequel elle émet un avis défavorable à la demande italienne d'extradition du docteur Gianfranco Pancino. Les autorités de Rome invoquaient quarante-trois mandats d'arrêt délivrés contre M. Pancino en exécution de condamnations pour des faits vieux de plus de dix ans, et considérés comme des actes terroristes. La chambre d'accusation a répondu que les faits ayant fait l'objet de condamnations avaient un caractère politique. M. Pancino était installé en France depuis 1972. Chercheur au CNRS, il avait été soutenu par ses collègues lorsqu'il fut arrêté en décembre 1987. — (le Monde du 15 juin.)

L'ancien footballeur Di Nallo condamné pour escroquerie. — La chambre d'accusation de Lyon a condamné, mercredi 29 juin, l'ancien footballeur international Fleury Di Nallo à trois ans de prison, dont dix-huit mois avec sursis. Di Nallo était impliqué dans une affaire d'escroquerie à la carte bleue avec la complicité de six commerçants de la région lyonnaise. — (le Monde du 10 juin.)

Friedrich Gorenstein
la naissance du...

Le mouvement...
de la vie...

Le mouvement...
de la vie...

Le mouvement...
de la vie...

Le mouvement...
de la vie...

Le Monde DES LIVRES



Friedrich Gorenstein à Paris.

Friedrich Gorenstein à la naissance du jour

La veine prophétique d'un écrivain soviétique qui vit à Berlin-Ouest

« **T**ANT que les bourgeois n'ont pas été châtiés, il est trop tôt pour juger les victimes. Cependant, le temps viendra où elles aussi, elles auront à répondre des crimes perpétrés contre elles. » Pour Friedrich Gorenstein, les hommes ont trop défiguré l'humanité, trop abîmé et torturé la figure de l'homme, leur propre figure, pour que la justice divine puisse, sans autre forme de procès, séparer au dernier jour, d'une frontière infranchissable, le bourreau et la victime. Non pas que le Bien et le Mal se confondent, s'égalent ; mais la crime a sali jusqu'au bien, semé le mal jusqu'au cœur de l'innocence.

C'est une vision sombre et tragique de l'humanité que Friedrich Gorenstein, écrivain soviétique exilé à Berlin-Ouest depuis 1980, a peinte dans *Le Rachat*, son deuxième livre traduit en français (1). Cette vision, il l'avait déjà adaptée aux dimensions d'un vaste roman-méditation sur les quatre fléaux du Seigneur, *Peur* (2).

Le froid et la faim, la pauvreté : décor presque banal dressé dans le dénuement d'un village russe aux premiers mois de l'après-guerre. Les canons se sont tus mais la mort frappe encore : vengeances, assassinats, pogromes... Comme si la soif du mal ne pouvait jamais être éteinte, l'instinct de vie ne se manifeste qu'en son contraire, en une animalité sauvage et destructrice.

L'humanité, Gorenstein la représente en cet état chaotique, réduite à la plus simple expression de ses instincts primaires, portés par eux au pire d'elle-même. Quelques personnages pitoyables tentent de survivre à la faim, à la

misère ; la jeune Sachenka, belle d'une vie et d'une sensualité qui s'éveillent et la débordent mais portée aussi à la méchanceté, au ressentiment ; sa mère qu'elle dénonce pour un vol dérisoire de nourriture ; un couple de mendiants afin de montrer que l'on peut trouver toujours plus misérable ; Auguste, un lieutenant hanté par l'esprit de vengeance après le meurtre atroce de sa famille.

Dans l'impunité de la guerre, dans le désordre qui a suivi et face auquel les fonctionnaires communistes imposent leur ordre, aussi lourd qu'impissant, des villageois sont assassinés ; des enfants, des vieillards, une famille juive... tous ensevelis à la hâte dans des charniers de boue et de neige, dans les cours des maisons, dans des fossés. Le lieutenant, un groupe de prisonniers et Sachenka, entreprennent de les déterrer pour leur donner une sépulture : nuit d'effroi et de réputation, abîme de détresse où il faut descendre avant de pouvoir remonter à la lumière.

Le mouvement perpétuel de la vie

Le roman de Gorenstein atteint là à une sombre grandeur. Les thèmes de la nuit et de la rédemption sont traités sur un mode à la fois réaliste — jusqu'à l'épouvante — et halluciné.

« Le châtiment, la vengeance, sont à la portée de n'importe qui, mais le rachat ne l'est qu'à celle des justes à côté desquels se range la vérité. » Du tréfonds nocturne de la peur et de la haine, de l'esprit de vengeance et de la tentation du suicide, peut encore naître le jour qui renouvelle la vie, même au prix

de la mort, comme celle de ce personnage, le professeur, expirant sur une dernière intuition philosophique.

Aux longs chapitres nocturnes du livre, succède un bref épisode final, diurne celui-là. Aux « hommes fatigués de perpétuer leur race », la force de ce qu'il faut bien appeler l'instinct maternel vient imposer ses droits : trois enfants viennent au monde, trois petites filles, symboles du mouvement perpétuel de la vie. « Par nature la plus proche du Christ », l'amour maternel est « un amour qui non seulement n'exige pas, mais, en raison de sa plénitude même, exclut absolument la réciprocité, un amour sans fond, aveugle, dépourvu des tourments et des doutes qui sont le lot de l'amour charnel ».

Livre prophétique, *Le Rachat* ne doit pourtant pas être lu comme la simple transposition romanesque d'une conception chrétienne du monde. Les interprétations bibli-

ques — celles de Job ou de la trahison de Judas — ne relèvent guère d'une stricte orthodoxie et donnent même lieu à quelques développements un peu confus. C'est le drame humain dans ses dimensions individuelles et métaphysiques que le roman de Gorenstein nous donne à lire. Par cette dimension, et par elle seulement, il est possible d'accéder à la compréhension des drames dont l'histoire jalonne son cours.

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ *LE RACHAT*, de Friedrich Gorenstein, traduit du russe par Lily Denis, Gallimard, 200 p., 88 F.

(1) Les éditions de Fallois et l'Age d'homme publient un autre roman de Friedrich Gorenstein, *Compagnon de route*. D'une veine nous semble-t-il inférieure, usant des ressorts de la satire et de l'humour, ce roman décrit d'une manière critique la réalité soviétique, de la guerre aux décennies qui ont suivi : une réalité où « les notions d'homme vivant, d'âme et de cœur restent suspectes » (traduit du russe par Luba Jurgeon, 178 p., 90 F.). (2) Gallimard (1984).

Le cirque de John Irving

L'Epopée du buveur d'eau : les grandes orgues du roman-spectacle.

LORSQU'IL publie en 1972 *L'Epopée du buveur d'eau*, son second roman, John Irving est encore un petit jeune. Il a tout juste trente ans et surtout une énorme chance : il fait ses premiers pas dans l'écriture à une époque où la littérature américaine est en pleine ébullition. Hawkes, Pynchon, Vonnegut, Brautigan, Barthelme, Barth dépeignent leurs drôles de machines. Héritiers aveugles (et involontaires) de la Beat Generation, ils ont laissé tomber ses aspects messianiques et dépassé ses horizons. Kerouac faisait la Route. Eux, ils vont faire les fous, piochant dans le surréalisme, l'histoire, la philosophie, les sciences, bousculant le réalisme social pour mieux imposer, à travers leurs primes et autres dispositifs optiques déformants, la vision d'un univers moderne menacé d'écroulement.

John Irving apparaît un peu comme la branche cadette de cet arbre luxuriant. Moins intellectuel, plus pragmatique, l'auteur de *Monde selon Garp* a très bien compris que la littérature, c'est d'abord affaire de recettes. Avant de raconter une histoire, il applique une méthode, « rideau de fumée destiné à masquer les arcanes du récit. Sérieux, Irving ? Certainement. Même quand il nous fait rire.

Les problèmes de « Bogus »

Et il nous fait sacrément rire avec son *Epopée du buveur d'eau*, maintenant traduite en français. Une sorte de farce dont le héros, Fred « Bogus » Trumper, un étudiant racorni de vingt-cinq ans, est confronté à un problème majeur : il souffre d'un rétrécissement du méat urinaire. A titre de thérapie préventive, il avale des tonnes d'eau. Là-dessus, il apprend que son épouse (une ancienne championne de ski taillée comme une armoire à glace) veut le quitter et que son amante (confort oblige) veut qu'il lui fasse un enfant.

Le spécimen du mâle américain

L'aventure de Bogus est finalement exemplaire. Bien sûr, comme toujours chez Irving, on est au cirque : ça part dans tous les sens et l'on succombe au spectacle de l'illusion. Mais il faut se glisser derrière le décor pour apercevoir Bogus tel qu'il est : le spécimen du mâle américain des années 70. Cet *homo sapiens* là, un œil fixé sur ce qui lui pend entre les jambes et l'autre sur un horizon où se découpe inéluctablement la silhouette de l'épaisse femme castratrice. Vu sous cet angle, il ressemble à M. Natural, ce petit bonhomme cinglé, héros des bandes dessinées qui signait, Robert Crumb à la même époque.

Bogus a, cependant, un avantage. Il est bête. Tellement bête qu'il acceptera même d'être le héros d'un film ayant pour thème l'échec. Du Irving tout craché ! Ses personnages principaux sont toujours ses souffre-douleur. Une manière, sans aucun doute, d'indiquer que chacun de ses romans figure une allégorie. Celle d'un monde chamboulé que le romancier se refuse à analyser. A travers ses farces, ses sarcasmes, ses arguties, il se contente de le représenter. Irving est finalement un écrivain de son temps. Il écrit des romans-spectacles. Les grandes eaux, les grandes orgues, tout est là. Le lecteur ne peut qu'être ébloui. Ce n'est déjà pas si mal ! Mais est-ce suffisant ? Pour les amateurs de cinématographie en couleurs, certainement.

BERNARD GENÈS.
★ *L'EPOPEE DU BUEUR D'EAU*, de John Irving, traduit de l'anglais par Michel Lebrun, Seuil, 372 p., 99 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Dostoïevski, Kafka Nouvelles traductions, nouvelles trahisons

HASARD ou symptôme (de quoi ?). Il se publie ces jours-ci beaucoup de « traductions nouvelles ». Trois au moins concernent des monuments : l'*Eternel Mari*, de Dostoïevski ; l'*Amerique*, de Kafka ; *Au-dessous du volcan*, de Lowry, rebaptisé *Sous le volcan*.

Certaines questions préalables viennent à l'esprit devant de telles entreprises. Pourquoi retraduire ? Si les versions françaises existantes étaient gravement fautes, que ne les a-t-on révisées plus tôt ? Nos connaissances des langues d'origine auraient-elles progressé, et leurs experts gagnés en talent ? L'air du temps, lors des premières transcriptions, nous a-t-il égarés ? Celui d'aujourd'hui porte-t-il à plus de respect, à moins de franco-centrisme ? Faudra-t-il revoir demain un travail par essence inachevé ?

Une chose paraît probable : nous nous sommes défaits, en quelques décennies, d'un préjugé qui visait la notion de fidélité, et qui voulait que le mot-à-mot fût ensuite « arrangé » en ce qu'on appelait naguère, dans les classes de version latine, du « bon français ». Quitte à rogner les aspérités de l'original, qui en constituaient parfois le génie, il convenait d'aboutir à des élégances bien de chez nous. Passer du littéral au littéraire, à tout prix : cet approuvement forcé a causé plus d'un faux-sens, et éloigné les œuvres de nous, sous couvert de les rapprocher et de les flatter.

L'*Eternel Mari* est connu, depuis une bonne trentaine d'années, par la version de Boris de Schoelzer, dans « La Pléiade » (Gallimard, 1956). Ne lisant pas le russe, je ne saurais porter d'appréciation, sinon de « confort ». Il est important qu'une traduction dont on ne peut vérifier l'exactitude offre une sensation de sécurité, que les idiomes maintenus le soient intentionnellement et non par impuissance à vaincre la barrière des langues. C'était le cas, à mes yeux de profane.

Il faut croire que Bernard Kreise en a jugé autrement, puisqu'il a trouvé utile de publier une version de son cru. Sans incriminer personne, il laisse entendre dans sa préface qu'on ferait fausse route à vouloir polir et franciser à outrance la rudesse de l'écriture russe, à en faire du Flaubert.

La comparaison avec le texte de Schoelzer, si tant est qu'il soit licite de mettre en regard deux équivalences françaises sans se référer à leur source commune, n'a rien de probant. Une gaucherie reste une gaucherie, en toutes langues : le « presque indiscutable » choisi par Schoelzer, au début, pour qualifier le procès qui tourmente Veltchaninov, semble mieux venu que le vilain « quasiment indiscutable » préféré par Kreise. De même, « en général tout va de mal en pis » (Schoelzer) a meilleure allure de proverbe que, chez Kreise, « tout se mettait à changer pour le pire ».

DANS le corps du livre, une phrase-clef donne lieu aux variantes suivantes : selon Veltchaninov, le caractère de certains hommes « consiste à être, pour ainsi dire, d'éternels maris, ou pour mieux s'exprimer, à n'être dans l'existence uniquement que des maris » (Schoelzer, p. 980) ; ou bien : « l'essence de ces maris consiste à être, si l'on peut dire, des éternels maris ou, plus exactement, de n'être dans la vie que des maris et rien de plus » (Kreise, p. 38). Qui a raison ? Personne et tout le monde !

Il y a la conformité du détail, et il y a le climat général, l'aise ou le malaise suscités. Au bout du compte, Kreise laisse une impression de moins grande fluidité. Et cela lui donnerait paradoxalement raison, si on en croit Marie-Françoise Kempf, qui signe en postface une étude sur l'*Eternel Mari*. Dostoïevski n'a que faire, ici, des règles stylistiques occidentales qui déconseillent les répétitions. Il ressasse exprès et utilise à dessein une langue « rocailleuse », « enchevêtrée », afin d'immerger le lecteur dans du délirant, dans l'anormal. Si tel est bien l'effet recherché, alors Kreise se montrerait peut-être plus fidèle que Schoelzer, aidé par une sensibilité d'époque plus ouverte au névrotique qu'il y a trente ans...

A même évolution des esprits peut avoir amélioré notre compréhension intime de Kafka. C'est en tout cas ce que semble sous-entendre Bernard Lortholary, quand il retraduit, pour GF-Flammarion, *Amerika*, révélé à y a quarante ans par Alexandre Vialatte (Gallimard, 1956).

(Lire la suite page 20.)

LE PLUS CLAIR DE MON TEMPS
(1926-1987)

Edouard Mac'Avoy

"Ce livre constitue une véritable mine d'or sur notre siècle."

Jean Chloé
Le Figaro Littéraire

"Un livre intelligent, attachant, noble et beau."

Claude Mauriac
Sud-Ouest Dimanche

RAMSAY

me rapport d'activité de la CNIL

recherche médicale droit à l'anonymat

Les de la recherche médicale ont été équilibrés les 4 ans de la loi de 1978, et l'information sur la recherche médicale a été équilibrée.

La CNIL a été créée en 1978, à la suite de la loi de 1978 sur l'informatique, la recherche médicale et la liberté d'accès à l'information. Elle a pour mission de veiller au respect de la loi de 1978, et de veiller à ce que la recherche médicale soit menée dans le respect de la loi de 1978.

Détournement d'informations

Autre préoccupation de la CNIL : l'usage des données à des fins autres que celles pour lesquelles elles ont été collectées. Ainsi, les données de la recherche médicale peuvent être utilisées à des fins de marketing, ou à des fins de recherche commerciale.

La CNIL a pour mission de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées uniquement à des fins de recherche médicale, et de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées dans le respect de la loi de 1978.

La CNIL a pour mission de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées uniquement à des fins de recherche médicale, et de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées dans le respect de la loi de 1978.

La CNIL a pour mission de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées uniquement à des fins de recherche médicale, et de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées dans le respect de la loi de 1978.

La CNIL a pour mission de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées uniquement à des fins de recherche médicale, et de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées dans le respect de la loi de 1978.

La CNIL a pour mission de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées uniquement à des fins de recherche médicale, et de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées dans le respect de la loi de 1978.

La CNIL a pour mission de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées uniquement à des fins de recherche médicale, et de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées dans le respect de la loi de 1978.

La CNIL a pour mission de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées uniquement à des fins de recherche médicale, et de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées dans le respect de la loi de 1978.

La CNIL a pour mission de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées uniquement à des fins de recherche médicale, et de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées dans le respect de la loi de 1978.

La CNIL a pour mission de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées uniquement à des fins de recherche médicale, et de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées dans le respect de la loi de 1978.

La CNIL a pour mission de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées uniquement à des fins de recherche médicale, et de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées dans le respect de la loi de 1978.

La CNIL a pour mission de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées uniquement à des fins de recherche médicale, et de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées dans le respect de la loi de 1978.

La CNIL a pour mission de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées uniquement à des fins de recherche médicale, et de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées dans le respect de la loi de 1978.

La CNIL a pour mission de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées uniquement à des fins de recherche médicale, et de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées dans le respect de la loi de 1978.

La CNIL a pour mission de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées uniquement à des fins de recherche médicale, et de veiller à ce que les données de la recherche médicale soient utilisées dans le respect de la loi de 1978.

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

POÉSIE

Les mille voix
d'Edmond Jabès

Chaque jour qui passe et nous éloigne du temps d'Auschwitz ou, qui sait, nous y reconduit, l'œuvre d'Edmond Jabès acquiert une résonance nouvelle, dévoile une nécessité plus vive. La réédition dans la collection « L'imaginaire » des trois premiers tomes du cycle intitulé *Le Livre des questions* engage à une relecture qui n'est en rien la répétition de trois lectures passées. En effet, la présentation en un seul volume de ces textes multiplie les perspectives, amplifie les thèmes, offre à la trame du récit un espace à sa mesure : un champ de mémoire à la fois au dehors et dans les limites du temps.

C'est la voix d'Edmond Jabès, présente, actuelle, est portuse du souffle des âges. Dans sa voix, mille voix qui sont comme un cri sans cesse révisé : le cri des exclus, des humiliés, des exilés, des déportés, le cri des hommes effacés, des éternels. De ceux qui furent déposés même de leurs noms et de ceux qui demeurent dans l'ignominie de leurs noms. Né au Caire dans une famille juive qu'un hasard bureaucratique avait doté d'un passeport italien, Jabès avait choisi d'écrire en français. Quand les nationalistes égyptiens le désignent comme un homme à exclure, il sur ce lui, le militant antifasciste, l'agnostique, recevait son lot d'exil, précieusement, parce qu'il était juif.

Du fait de cette rupture forcée, il cessait d'être poète ou écrivain, pour devenir juif et écrivain, pour devenir l'écrivain qui allait sans cesse interroger le « judaïsme après Dieu », celui qui allait renouer avec la tradition du questionnement des textes et situer sa quête au centre exact de la modernité. *Le Livre de Dieu*, dit-il. Et de dialogues en méditations, de citations attribuées à des rabbins imaginaires en récits brefs, Jabès ouvrait à ses livres la terre des questions éternelles.

Tissage de voix et de souffrances, mémoire piétinée, amour fondateur, échos et murmures jetés à l'infini, brèves de passé jetées à l'avenir, le grand œuvre d'Edmond Jabès développe l'écriture la plus haute, obéit à l'exigence la plus vive.

ANDRÉ VETTER

★ LE LIVRE DES QUESTIONS, d'Edmond Jabès (volume regroupant le *Livre des questions*, le *Livre de Yekel* et le *Retour au livre*) collection « L'imaginaire », Gallimard, 448 p., 56 F.

Oublis...

DANS les inévitables oubliés que chacun a dû remarquer dans l'article « Ce que les Français ont lu cette année » (*Le Monde* du 24 juin), certains étaient particulièrement fâcheux à commencer par celui du livre de Valéry Giscard d'Estaing, le *Pouvoir et la Vie*, qui caracolait en tête des listes des meilleures ventes depuis plusieurs mois, déjà (Cie 12).

Parmi les autres omissions de taille, citons, pâle-mêle : les Corbeaux et les Renardes, de Françoise Dorin (Flammarion) ; l'Histoire de France-Hachette, l'Almanach Hachette, et, toujours chez Hachette, l'Atlas historique, dirigé par Pierre-Vidal-Naquet.

Il aurait mieux valu ne pas passer sous silence le joli succès de *A ma mère, soixante*

écrit par leur mère (Pierre Horay, 20 000 exemplaires sortis) et ne pas négliger les Editions Michel de Maule, qui fêtent leur premier anniversaire, et ont eu l'excellente idée de publier, cette saison, le *Capitaine au long cours*, de l'italien Roberto Bazlen, un « fou » de lecture qui fut à l'origine des Editions Adelphi.

Enfin, M. Michel Deguy nous demande de préciser que son « pamphlet autobiographique », le *Comité*, publié chez Champ Vallon, a déjà eu deux tirages : 3 000, puis 1 500 exemplaires.

D'autre part, dans notre sélection « 60 livres pour l'été », une erreur s'est glissée dans le titre du roman de Louis Erdich, publié chez Robert Laffont. Le titre exact est la *Branchée cassée*.

200 titres pour « L'imaginaire »

QUOI de mieux dans vos valises de l'été que des volumes de la collection « L'imaginaire » de Gallimard ? Presque des livres de poche — par le format et par le prix — une maquette élégante, des textes de qualité citons, au hasard, Duras, Borge, Faulkner, Capote, Callois, Paulhan, Aragon, Artaud, et une édition soignée : « Nous nous efforçons de proposer dans « L'imaginaire », chaque fois que c'est possible, une édition améliorée », explique Ulrike Bergweiler, qui anime, avec la rigueur et la minutie lui venant de sa formation universitaire, cette collection, créée par Antoine Gallimard en 1977.

« Nous estimons, précisons-elle, que les éditions dites de poche ou de demi-poche ne doivent pas nécessairement être de simples réimpressions de textes déjà parus. Si nous pouvons présenter une version définitive, comme ce fut le cas notamment pour le *Mont analogique*, de René Daumal (n° 72, 31 F.), si nous jugeons qu'on peut refaire la traduction, ajouter une préface, etc., nous le faisons toujours. »

Le deux centième titre de « L'imaginaire », les *Lettres à Milane* de Kafka, est un bon exemple de ce travail. La première version avait paru chez Gallimard en 1956, dans une traduction d'Alexandre Vialatte. Le volume qui vient de sortir reprend cette traduction, mais contient environ 20 % de



CAGNAT

textes en plus (n° 200, 56 F.). En effet, certaines lettres avaient été exclues de la première édition, pour ménager des personnes encore vivantes. Une nouvelle édition a paru en Allemagne en 1983, chez Fischer. C'est sur ce texte-là que repose le volume « revu et augmenté » de « L'imaginaire » (les lettres complémentaires ont été traduites par Claude David).

De même, le *Livre des éthers imaginaires*, de Borge, propose trente-neuf textes de plus que le *Manuel de zoologie fantastique*, paru chez Julliard en 1965 et repris en 10/18 (n° 118, 49 F.). Le *Lesbisme* de Brandon de A.-C. Swinburne est agrémenté d'une excellente préface de

Diane de Margerie (n° 180, 38 F.). On pourrait multiplier les exemples. Signalons seulement dans « L'imaginaire » l'édition définitive du *Somnambule* d'Hermann Broch (en un seul volume) et *Perturbation* de Thomas Bernhard, dans une nouvelle traduction (1).

Jo. S.

(1) Parmi les titres parus cette saison, mentionnons aussi l'unique et bouleversant roman de Sylvia Plath, *La Cloche de déesse* (traduit de l'anglais par Michel Pozzi, n° 192, 40 F.), *L'Apocalypse*, de Violaine Lefebvre (n° 193, 32 F.), et *Précieuses perles*, de William Goyen (traduit de l'anglais par Patrice Repussé, n° 196, 38 F.).

ROMAN

Le voyage
du Chien

Ancien médecin, militant en rupture de compassion pour les peuples en souffrance, le Chien — l'homme n'a pas d'autre nom — entreprend un voyage vers Keren, vieille cité turque assiégée où se livrent de violents combats. La caravane s'ébranle dans le matin, des enfants s'excitent autour des méharis, les dromadaires prennent leur allure dédaigneuse. Le trajet sera long de Tokar à Keren. Pourtant la caravane semble n'être jamais partie. Plutôt toujours en

partance. Jamais voyage n'a paru plus immobile.

C'est que le Chien, qui, à force de partir, finit par être de nulle part, entraîne plus qu'une traversée qui le mène d'un point à un autre. Il amorce un véritable parcours initiatique qui le conduit vers les traces du père et qui le fait glisser du dévouement humanitaire au dénuement de lui-même. En errance, en équilibre entre la gratitude dont il se rassaisait autrefois et le désir de s'arracher au passé, poussé par la volonté de ne plus être un exilé au bord de l'Histoire, le Chien tente de rompre avec l'illusion des causes à défendre.

« Déposé par un avion, bientôt repris par un autre, il traversait en biais des vies verticales, glissait sur des surfaces, errait finalement entre des temples et des ports, des marais ou du sable, pagodes, carnavals blindés, colères indiennes, tumultes, bonheurs jaloux du mystère, tendresses cachées dans les replis et les ombres d'une langue, d'une culture — l'exotisme, quel ! »

Le danger répaté comme un mal enfin localisé, le Chien s'acharne à le conjurer et à s'en libérer. L'expérience et la vie passée réapparaissent sans cesse à la fois comme une menace dont il faut se méfier et un signal d'alarme qui invalide, à chaque moment, le démarche du héros. Se souvenir d'avant afin de mieux contraindre le présent à devenir différent, croquer l'écart entre ce qui fut et ce qui sera : voilà le vrai voyage vers Keren.

C'est avec une précision de miniaturiste qui soigne les détails et qui échappe aux formules stéréotypées que Jean-Claude Guillebaud, qui signe là son deuxième roman, décrit les lieux, les populations, les odeurs... Un beau voyage.

V. Ca.

★ LE VOYAGE À KEREN, de Jean-Claude Guillebaud, éd. Arléa, 164 p., 79 F.

REVUE

Place à l'injure

Les jeunes gens qui dirigent la revue *Nyx*, dont le numéro 8 s'intitule « Les injures », ont voulu manier l'offense sous toutes ses formes : « de l'insulte la moins pardonnée au juron le plus innocent », comme nous en prévient l'« après » éditorial.

Nyx, revue littéraire trimestrielle, porte en sous-titre : « Dernières lettres avant la nuit » (*Nyx*, « la nuit » en grec). Inventée par des normaliens pour leur plaisir, cette publication accueille les auteurs connus ou inconnus.

Pour ouvrir ce dossier « injures », donc, un maître, Pierre Gribat, avec des « modèles » de lettres (« Monsieur. Ceci est une lettre d'injure. Je préfère vous le dire tout de suite, car, bête comme je vous suis, vous êtes capable de ne pas vous en apercevoir du premier coup, ce qui vous obligerait à relire »), suivent Alain Nadaud « L'injure dans l'histoire », Marc-Edouard Nabe (*Sur mes grands chevaux*), Georges Kollek (*Petits maux*), Macard de Chiron revu par Stéphane Mollard-merde (?) (*Ingère mes injures*), Jacques Bens (*Contribution de l'Oulipo au développement des injures*), ainsi qu'un petit dictionnaire des injures célèbres et quelques citations des séances du Palais Bourbon...

Enfin, on remarquera l'« exhumation » par Romain Boeldieu, spécialiste de l'histoire des techniques et des mentalités, du virulent Testament d'injures de Louis Testeur (1843-1911), inventeur d'une « machine à injurer » que « le vieillard le plus sénile, l'enfant le plus crétin, le plus abrut par la masturbation peuvent fabriquer ».

Pour amateurs de calembours, de carabans, de canards, de canulars, aux yeux desquels l'injure est un genre littéraire.

N. Z.

★ NYX, n° 6, 40 F., 4, square Saint-Irénée, 75011 Paris.

LA VIE LITTÉRAIRE

Le Mans mise sur la francophonie

APRÈS le Grand Prix annuel de la francophonie, d'un montant de 400 000 F., fournis principalement par l'Etat canadien et décerné depuis deux ans par l'Académie française, vient d'être institué le Grand Prix biennal des littératures d'expression française. D'un montant de 100 000 F., réunis auprès d'entreprises ou institutions généralement françaises, cette distinction est destinée à « un auteur francophone vivant, déjà reconnu dans son pays mais n'ayant pas encore de consécration internationale ».

Ce prix a été attribué pour la première fois, fin juin, au Mans, au cours du quatrième congrès de la Fédération internationale des écrivains de langue française (FIDELF) (1), que préside l'essayiste belge Guy de Roschère. Le jury, composé de sept écrivains de divers pays et présidé cette année par Tahar Ben Jelloun, prix Goncourt 1987, a désigné ex aequo l'Algérien établi en France Mohamed Dib et le Belge Gaston Compère. Les lauréats seront couronnés à Paris, en décembre.

Né en 1920, auteur d'une vingtaine de romans ou recueils de poésie publiés depuis 1952, généralement au Seuil, ancien interprète anglais-français auprès des armées alliées en Algérie, ancien professeur à l'université de Californie, Mohamed Dib, original tant dans sa vie que dans une œuvre très marquée par le sol natal (*La Grande Maison*, *La Danse du roi*, etc.), ne correspond pas tout à fait aux critères de la sélection, puisqu'il est largement lu dans nombre de pays utilisant le français, outre l'Algérie.

Quant à Gaston Compère, qui est à peu près de la même génération que Mohamed Dib, il n'est, lui, guère connu hors de son territoire wallon que grâce à son assez récent *Robinson 86* (*Le Monde* du 24 octobre 1986), où il a su

approfondir le fond philosophique et sensuel du héros de Defoe.

La congrès de la FIDELF au Mans a d'autre part mis en lumière le rôle culturel joué par cette ville de deux cent mille habitants, qui essaie de dépasser son image de « capitale » de la mécanique, due aux Vingt-Quatre Heures automobiles créées en 1923. Ces dernières années, l'Association Lire et vivre (2) a réussi à implanter en octobre les Vingt-Quatre Heures du livre et le Festival des littératures francophones (trente-cinq mille visiteurs, 700 000 F. de livres vendus en 1987).

En juin, s'est, de plus, ouverte dans le centre du Mans, à l'initiative d'un Réunionnais et d'un Congolais et à l'enseigne dépayssante de « Baobab et Balafon », une « librairie-galerie de la culture francophone » (3), approvisionnée en auteurs de graphie française du monde entier.

Des livres
pour Haiti

Les assises de la FIDELF ont également été l'occasion de débats entre auteurs sur le mécénat culturel et sur les littératures francophones, animés notamment par l'écrivain français d'origine tunisienne Albert Memmi. La présence de ressortissants de pays où les plumes sont soumises aux ciseaux d'Anastasia, et qui soumettent librement — tel le Haïtien Gerald Bloncourt ou le Camerounais Kumba Ndumbé, — à souvent conduit les participants à mettre sur le tapis les questions politiques les plus brûlantes.

A propos de Haiti, Tahar Ben Jelloun, qui a visité récemment ce pays, est sorti de sa réserve habituelle : « Depuis des décennies, on laisse assassiner lentement ce peuple par des pervers qui entraînent les grandes puissances. Tant pis si maintenant ça fait rigoler, mais il faut dénoncer l'extrême violence de l'impérialisme américain, qui, d'une manière ou d'une autre contrôle tout ce qui respire en Haiti, nation pillée, vendue, déboisée, déshéritée. »

Passant ensuite au rôle de Paris dans cette vie francophone, le romancier marocain s'est écrié : « Il faut alerter la France, qui joue aussi un rôle considérable dans l'affaire haïtienne. Il faut qu'elle contrôle mieux la destination de son aide, qui, de toute façon, ne devrait être que culturelle. Cent mille ouvrages envoyés à Port-au-Prince par le ministère français de la culture pourrissent dans un dépôt, faute d'avoir prévu l'acheminement jusqu'aux lecteurs par le donateur. »

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Fondée en 1982, la FIDELF, dont le siège est à Montréal, regroupe environ vingt mille écrivains répartis entre vingt et une associations nationales. Le « Fonds FIDELF » d'auteurs francophones non français est géré à Paris par la librairie « Epigramme », 26, rue Saint-Amand, 75004 Paris.

(2) M. François Plet, 97, Grand-Rue, 72000 Le Mans.

(3) 11, rue Richelieu, 72000 Le Mans.

EN BREF

Le prix de l'essai-André-Gautier et le prix d'histoire littéraire-André-Gautier ont été décernés à BEATRICE COM-MENGÉ pour la *Danse de Nietzsche* (Gallimard) et à DONALD PRATER pour *Stefan Zweig*, traduction de Pascal de Mézamat (La Table ronde).

MICHEL FLAYEUX, dont le texte *Sortes de bleu* a été publié intégralement dans le n° 75 de la revue *Sud*, a remporté le prix de poésie Jean Mabius qui récompense chaque année un auteur français choisi sur manuscrit.

Le prix Maeterlinck du comité belge de la Société des gens de lettres, présidé par Pierre Mertens, a été attribué à LOUIS-RENE DES FORETS pour l'ensemble de son œuvre.

Le Premier Prix de la meilleure traduction de littérature portugaise en français, doté d'une somme de 15 000 F., vient d'être décerné à MICHELE GIUDICELLI pour sa traduction de *Signes de feu*, roman de Jorge de Sena publié en 1986 chez Albin Michel. Le jury, présidé par M. Alberto Cruz, conseiller culturel à l'Ambassade du Portugal, a également « salué la qualité de la plupart des traductions présentées ».

LES UN PEU POUR VOIR est une association dont l'objectif est de faire vivre la littérature à l'échelle d'une commune. Des ateliers d'écriture destinés aux enfants ont été créés, ainsi qu'un cercle littéraire donnant lieu à de véritables manifestations culturelles (siège : 71, avenue Auguste-Renoir, 75000 Champs).

MARIA ANTONIETTA MACCIOCCHI

La femme à la valise

Le charme irrésistible de cette culture cosmopolite dont les érudits italiens ont le secret.

Alain-Gérard Siam

« Vous êtes toujours aussi italienne, européenne, et je vous en félicite ».

Bernard Pivot

« Le roman-reportage d'une européenne passionnée ».

Philippe Sollers



GRASSET

● HISTOIRE

La Révolution française entre utopie et inerties

Un atlas et un dictionnaire font l'état des lieux

UNE des entreprises d'édition les plus passionnantes et les plus utiles suscitées par le bicentenaire est aussi l'une des moins tapageuses. En une vingtaine de fascicules, *L'Atlas de la Révolution française*, placé sous la direction de Serge Bonin et de Claude Langlois, sera, en effet, bien plus qu'un inventaire visualisé des données en séries collectées et construites à partir des archives produites en masse dans la décennie 1790. Mobilisant les traitements graphiques et matriciels les plus neufs, *L'Atlas* entend apporter des éléments inédits à la compréhension même des héritages et des ruptures qui constituent, ensemble, la Révolution. Les deux volumes déjà parus, éblouissants d'érudition et de virtuosité, font bien augurer de la suite. Le premier, dû à Guy Arbellot et Bernard Lepetit, est consacré aux routes et communications ; le second, proposé par Dominique Julia, l'est à l'enseignement. Tous deux partagent le même parti d'une chronologie large, des années 1760 aux lendemains de l'Empire ; tous deux forment les mêmes questions : celle des conditions de possibilité de l'événement, celle de ses effets durables sur les structures et les pratiques.

La centaine de cartes et graphiques présentés par Guy Arbellot et Bernard Lepetit atteste que la France de la fin du XVIII^e siècle est un pays où la communication

des nouvelles et le déplacement des hommes sont devenus plus aisés et les plus rapides. Le développement du réseau routier (25 000 km, en 1789, pavés ou empierrés) comme celui de la poste (1320 bureaux) ont marqué une première et, bien sûr, relative homogénéisation de l'espace national. C'est ainsi qu'un courrier postal expédié de Paris peut atteindre Lyon en trois ou quatre jours, Bordeaux en cinq jours, Marseille en sept. Pour un particulier qui voyage en diligence, les mêmes villes se trouvent, respectivement, à cinq, six et neuf jours de la capitale. Certes, les durées s'allongent lorsque l'on s'écarte des grandes voies qui rayonnent à partir de Paris ou lorsque le voyage se fait en fourgon ou en coche, et non en diligence.

Les révélations de la cartographie

Mais il paraît sûr que c'est ce premier désenclavement du territoire, voulu par la monarchie après 1740 et payé par les communautés, de leur sœur ou de leurs frères, qui a rendu possible la connaissance et l'imitation des événements parisiens (par exemple après le 14 juillet ou le 10 août). Si la Révolution n'est pas seulement une nouvelle. Fronde ou une nouvelle Ligue, juxtaposant des conflits singuliers

et hétérogènes, c'est aussi parce que les conditions matérielles existent qui donnent rapidement à tout événement une dimension nationale : en juin 1791, grâce aux cavaliers envoyés par l'Assemblée nationale, il ne faut pas plus de cinq jours pour que la nouvelle de la fuite du roi soit diffusée dans tout le pays. Avec le resserrement de la communication, la politique a changé d'échelle.

Une interrogation essentielle sous-tend le volume sur l'enseignement où Dominique Julia a rassemblé une immense collection de données : dans quelle mesure la Révolution a-t-elle pu, sur le terrain, imposer sa législation scolaire (au demeurant tardive) et construire le réseau hiérarchisé et rationnel d'établissements nouveaux auquel elle rêvait ? La carte et la mesure trouvent ici toute leur pertinence : « La représentation graphique est un outil heuristique incomparable pour faire voir les inerties et les contraintes auxquelles les utopies révolutionnaires ont été confrontées et qu'elles ont en grande partie mésestimées. »

Ce constat de Julia est pleinement validé par le matériel qu'il donne à voir et qui montre comment, gommant les innovations les plus radicales de la période révolutionnaire, l'université impériale reconstruit, avec plus de régularité et sous de nouveaux vocables, le système scolaire de l'Ancien



CAGNAT.

Régime. Le semis des lycées et collèges communaux en 1812 est, par exemple, très différent de l'implantation des écoles centrales, établies à raison d'une par département, mais, en revanche, assez proche de la carte des collèges en 1789.

L'Atlas de la Révolution française a un effet décapant : en cartographiant les déterminations enracinées qui dictent leurs lois aux législateurs eux-mêmes, il met en garde contre l'illusion du politique, dont la Révolution française, par son volontarisme proclamé et son messianisme impérieux, est la première propagandiste. En face de la déchirure profonde qui instaure

une nouvelle culture politique, il est des continuités fondamentales qui tiennent aux divisions culturelles de longue durée, aux intégrités de développement, aux récurrences des attentes sociales.

Parmi les dictionnaires, précis ou chronologiques de la Révolution, qui aujourd'hui s'accumulent un peu vainement sur les rayons des librairies, *L'Etat de la France pendant la Révolution* (dirigé par Michel Vovelle) mérite une attention toute particulière. Près de 600 pages, 195 articles, 95 auteurs : l'entreprise pourrait paraître épuisée et disparate, d'autant qu'elle rassemble des signatures peu habituées à se côtoyer... Ce qui en fait la cohérence est un ton particu-

lier, libre, nerveux, tranchant. Les mises au point présentées, nécessairement brèves, sont généralement fort bien informées, et la Révolution qu'elles présentent n'est pas du tout glacée. Des entrées inattendues (sur le libéralisme, le jeu, la cuisine), des synthèses neuves (par exemple sur l'économie), des partis originaux (ainsi les vingt-trois mini-histoires régionales de la Révolution ou la série de douze portraits d'anonymes, qui fait contraste avec la galerie des hommes célèbres demandée à Claude Manceron), une organisation qui bouscule la trame événementielle, tout cela fait que la consultation de cet ouvrage ne distille point l'ennui que, généralement, ses semblables réservent au lecteur.

ROGER CHARTIER.

★ **ATLAS DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE**, sous la direction de Serge Bonin et Claude Langlois, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales. Tome I : Routes et communications, direction scientifique Guy Arbellot et Bernard Lepetit, conception graphique Jacques Bertrand, 91 p., 90 F. Tome II : L'Enseignement, direction scientifique Dominique Julia, conception graphique Hugette Bertrand, Serge Bonin et Alexandre Lascou, 105 p., 90 F.

★ **L'ÉTAT DE LA FRANCE PENDANT LA RÉVOLUTION 1789-1799**, sous la direction de Michel Vovelle, Éditions La Découverte, 596 p., 198 F.

Petite bibliothèque révolutionnaire

Voici quelques-uns des nombreux livres parus ces derniers mois sur la Révolution française.

LES RÉVOLUTIONS DES PROVINCES.

● *De la Révolution à la chouannerie. Paysans en Bretagne 1788-1794*, de Roger Dupuy.

Un livre neuf, qui essaye de comprendre pourquoi la Bretagne patriote de 1788-1790 devient un bastion de l'anti-Révolution, avec la jacquerie de mars 93. L'explication associée quatre facteurs : une société rurale relativement autonome du fait d'une faible urbanisation, un fort peuplement, un clergé paroissial nombreux et d'origine rurale qui forme une véritable « élite » ; une noblesse politiquement active et parfois très riche. Là où toutes les données se croisent peut se forger la coalition de l'anti-Révolution populaire, spontanément dressée contre les exigences de l'État et les arrogances de ses partisans, et de la contre-Révolution nobiliaire qui entend restaurer l'ordre ancien. (Flammarion, 365 p., 120 F.)

● *Les Horizons de la liberté : naissance de la Révolution en Provence (1787-1789)*, de Monique Cubella. (Aix-en-Provence, Edisud, 189 p., 100 F.)

● *Les Débuts de la Révolution française en Dauphiné (1788-1791)*, de Bernard Bonin, Robert Chagny, Gérard Chénier, Vital Chomel, Jean Godel, Jacques Solé, Gérard Viallet. Textes réunis et présentés par Vital Chomel (Presses universitaires de Grenoble, 312 p., 175 F.)

LES TEXTES ET LES IMAGES

● *Essai sur la régénération physique, morale et politique des juifs*, de l'abbé Grégoire.

Une réédition du mémoire adressé par l'abbé Grégoire à l'Académie de Metz, en réponse à la question posée pour le concours de 1787 : « Est-il un moyen de rendre les juifs plus utiles et plus heureux en France ? ». Couronné avec deux autres, le texte fut publié en janvier 1789. (Préface de Robert Badinter, Stock, 303 p., 89 F.)

● *La Révolution française vue par les Allemands*, textes

traduits et présentés par Joël Lafont.

Ce recueil de textes allemands des années 1789-1830, inédits ou retraduits, rend accessible un corpus essentiel pour l'histoire de la pensée politique du dix-neuvième siècle. (Presses universitaires de Lyon, 277 p., 108 F.)

● *La Glorieuse Révolution d'Angleterre (1688)*, présenté par Bernard Cottret.

Textes en main, un diagnostic aigu sur l'événement tenu, dès 89, comme l'inspiration ou le contraire même de la Révolution de France. (Gallimard-Julliard collection « Archives », 243 p., 82 F.)

● *Les Images de la Révolution française*, études réunies et présentées par Michel Vovelle.

Trente-neuf communications pour établir un premier repérage des problèmes, des corpus, des méthodes. Le meilleur concerne l'analyse des modes d'expression considérés comme mineurs : la caricature, les vignettes, les médailles, les faïences, les armes. (Actes du colloque des 25, 26, 27 octobre 1985, publications de la Sorbonne, 399 p., 150 F.)

RÉCITS

● *Grande histoire de la Révolution française*, de Georges Soria.

Avec ce dernier tome s'achève l'entreprise de Georges Soria. (Bordas, tome 3 : l'irréversible, 592 p., 480 F.)

● *La Révolution française. Chronologie commentée 1787-1789*, de Jacques Godechot. (Librairie académique Perrin, 392 p., 125 F.)

RÉÉDITION

● *Sur la Révolution française. Contributions à l'histoire de la révolution bourgeoise*, de Claude Mazaurio.

Un classique des temps chauds de la polémique ouverte par le livre de François Furet et Denis Richet, *La Révolution* (Hachette, 1965-1966). Par rapport à la première édition de 1970, un seul changement mais d'importance : une note autocritique (p. 61), regrettant une phrase maladroite sur le « parti pris antinational » attribué aux deux auteurs cités. (Messidor-Éditions sociales, 239 p., 105 F.)

R. C.

Les compagnons de la carmagnole

Culture révolutionnaire ou révolution culturelle ? Une réponse à dix-sept voix.

DANS son grand discours du 7 mai 1794 « Sur les rapports des idées religieuses et morales avec les principes républicains », Robespierre ne ménage pas les coryphées de la « secte » des encyclopédistes : « Ils ont combattu la révolution, dès le moment qu'ils ont craint qu'elle n'élevât le peuple au-dessus de toutes les vanités particulières ; les uns ont employé leur esprit à freiner les principes républicains et à corrompre l'opinion publique (...). Les autres se sont renfermés dans une lâche neutralité. Les hommes de lettres en général se sont déshonorés dans cette révolution ; et à la honte éternelle de l'esprit, la raison du peuple en a fait seule tous les frais. » Comme Platon bannissait les poètes de la République idéale, Robespierre tient pour inutiles à la sienne les faiseurs de livres pervers et mercenaires : « Hommes petits et vains, rouages s'il est possible. Les prodiges qui ont immortalisé cette époque de l'histoire humaine ont été opérés sans vous et malgré vous. »

Un si radical discrédit jeté sur les hommes de lettres qui étaient devenus, au jugement de Tocqueville, « les principaux hommes politiques du pays », à partir du milieu du dix-huitième siècle, traduit-il la trajectoire de la création esthétique pendant la Révolution ? Et celle-ci est-elle véritablement ce tombeau des lettres et des arts si souvent décrit ? Ce sont là les questions qui fondent l'enquête de la petite équipe rassemblée par Jean-Claude Bonnet, et à qui l'on doit déjà un excellent livre consacré à la mort et au culte de Marat (1).

L'ouvrage qu'elle nous propose aujourd'hui ne correspond peut-être pas tout à fait à ce que promet son sous-titre, *L'homme de lettres et l'Artiste dans la Révolution*. En effet, cette première approche n'a point tenté le long et minutieux travail prosopographique qui seul peut articuler origines familiales et trajectoires individuelles, positions sociales et choix esthétiques, situant chaque écrivain, peintre ou musicien dans les oppositions qui partagent, en un moment donné, le champ littéraire ou artistique. Les dix-sept

contributions réunies, en revanche, mettent clairement en place un certain nombre de déterminations essentielles qui commandent toutes les pratiques culturelles pendant la Révolution.

La première est sans conteste l'abolition des monopoles et des censures qui bridaient la création dans l'Ancien régime. La loi de janvier 1791, établissant la liberté des théâtres, entraîne la multiplication des salles (il y en aura trente-cinq à Paris en 1793, contre une dizaine en 1789), des productions (celle des opéras inédits ou anciens triple), des représentations. La liberté d'exposer au Salon qui est reconnue, en août de cette même année, à tous les peintres, qu'ils soient ou non membres de l'Académie, déclenche un afflux d'exposants (ils sont cent soixante-douze en 1791, deux cent cinquante-huit en 1793, contre cinquante-trois en 1789). Et, en août 1793, l'abolition de « toutes les académies et sociétés littéraires patentes » libère la vie intellectuelle et artistique des formes corporatives et inégalitaires qui l'enserraient.

Le retour de l'art oratoire

Le nouvel espace culturel ainsi dessiné a un double fondement : la parole publique d'un côté, la circulation de l'imprimé de l'autre. L'éloquence des assemblées et des clubs, les lectures et débats du Cercle social, qui rassemble plusieurs milliers de spectateurs dans le cirque du Palais Royal, les programmes de conférences et de cours publics du Lycée des arts, les discours tenus sur la scène même par les héros de tragédie, marquent bien la force du retour de l'art oratoire dans la culture révolutionnaire. C'est d'ailleurs lui qui porte les succès politiques et populaires de ces professionnels de la parole, convertis à un rôle nouveau, que sont prédicateurs et avocats.

Parallèlement, la suppression de toute censure préalable, le démantèlement du régime ancien des privilèges et permissions et l'abolition des communautés de libraires et imprimeurs ont débarr-

assé la librairie de toutes ses entraves traditionnelles, ce qui multiplie et le nombre des ateliers (il y a peut-être quatre cents imprimeurs actifs à Paris entre 1790 et 1795) et celui des imprimés — en particulier tous les genres littéraires liés à l'actualité, du pamphlet au journal, du mémoire à la brochure (2).

Une écriture de l'urgence

La Révolution française a-t-elle été une révolution culturelle ? Les études minutieuses et neuves de *La Carmagnole des muses* versent de nouvelles pièces au dossier.

Elles montrent d'abord que les œuvres engagées, ostensiblement républicaines, ne sont qu'une minorité. Hors l'an II, quand l'incitation et le contrôle se font plus rudes, la production littéraire et artistique de la Révolution fait la part belle à des genres sans grande vertu morale ou civique : ainsi l'opéra-comique, le vaudeville, la peinture de genre ou encore — qui l'eût cru ? — la littérature licencieuse.

Par ailleurs, l'hypothèse risquée (après Rivarol) par Robert Darnton, qui voit la Révolution comme la revanche d'une plèbe intellectuelle, privée de places et d'honneurs par l'establishment des Lumières, tout-puissant dans l'Ancien Régime finissant, est éclairée d'un nouveau jour. Pas plus pour l'opéra que pour le théâtre, les carrières brillamment commencées avant 1789 ne sont interrompues, et les nouveaux venus doivent s'accommoder, bon gré mal gré, des succès durables de ces hommes qui autrefois, comme déclare Robespierre, « déclamaient parfois contre le despotisme, et étaient pensionnés par les despotes » et qui, maintenant prudence et concessions, se sont adaptés au nouveau cours.

La véritable novation, qui redéfinit la condition même des littérateurs et des artistes, tient à autre chose : à savoir le surgissement d'une écriture de l'urgence, qui fait délaisser les formes traditionnelles, voire la carrière des lettres elle-même, abandonnée pour l'action politique ; qui érige la hiérarchie canonique des genres

(la Révolution connaît le triomphe des genres intermédiaires ou composites) ; qui établit l'hégémonie de nouveaux modes d'intervention : le journal, le pamphlet, le mémoire. Toutes les identités s'en trouvent déstabilisées, à commencer par celle, première, de la langue, qui devient l'enjeu d'un débat fondamental entre ceux qui veulent la « révolutionner », c'est-à-dire la redresser et l'enrichir, l'uniformiser et la régénérer, et ceux qui entendent la maintenir en ses usages anciens.

C'est d'ailleurs une semblable tension qui traverse les projets muséologiques de la Révolution, hésitant entre la conservation et l'épuration (ainsi au Muséum ouvert dans le Louvre en août 1793), constituant la sauvegarde des monuments anciens à partir de leur démantèlement même (ainsi au musée des Petits-Augustins d'Alexandre Lenoir).

L'enquête de Jean-Claude Bonnet et de ses compagnons de Carmagnole ouvre donc des pistes originales, des interrogations situées hors les sentiers trop battus. Même si elle est incomplète ou inégale (comme il arrive toujours avec les livres collectifs), elle donne à penser et invite à travailler — ce qui est sûrement sain en ces moments où se publient tant de livres inutiles ressassant les vieilles histoires de la Révolution.

R. C.

★ **LA CARMAGNOLE DES MUSES. L'HOMME DE LETTRES ET L'ARTISTE DANS LA RÉVOLUTION**, de Lise Andrieu, Simone Balayé, Annie Becq, Georges Benrécasse, Jean-Claude Bonnet, Michel Delon, Marcel Dorigny, Pierre Frazzini, Hervé Guérin, Tanguy L'Aminot, Jean-Rémy Mastion, Michel Nozay, Philippe Roger, Claude Thomas, Udotho Van de Sandt, Anthony Vidler, Françoise Waquet, Armand Colin, 464 p., 179 F.

(1) *La Mort de Marat*, travail collectif initié et coordonné par Jean-Claude Bonnet, Paris, Flammarion, 1986.

(2) Les actes du colloque *Libre et Révolution*, organisé en mai 1987 par Frédéric Barbier, seront publiés en 1989 comme premier numéro d'une nouvelle série des *Mélanges de la Bibliothèque de la Sorbonne*, désormais spécialisée dans l'histoire du livre et des institutions scolaires.

L'oignon

« L'oignon » est un roman de Michel Vovelle, paru chez Grasset. Il raconte l'histoire d'un homme qui, au cours de sa vie, découvre les secrets de la Révolution française.

Le roman est divisé en plusieurs parties, chacune correspondant à une phase de la vie du personnage principal. L'auteur utilise une langue simple et directe pour raconter une histoire complexe.

« L'oignon » est un roman qui explore les thèmes de la liberté, de la justice et de l'engagement politique. Il est une œuvre importante de la littérature française de la fin du XX^e siècle.

Le roman est écrit dans un style clair et accessible, ce qui le rend populaire auprès d'un large public. Il est souvent cité comme un exemple de la littérature engagée.

« L'oignon » est un roman qui a marqué l'histoire de la littérature française. Il est une œuvre majeure de Michel Vovelle, qui a su capturer l'esprit de la Révolution française.

Le roman est une œuvre importante de la littérature française de la fin du XX^e siècle. Il explore les thèmes de la liberté, de la justice et de l'engagement politique.

« L'oignon » est un roman qui a marqué l'histoire de la littérature française. Il est une œuvre majeure de Michel Vovelle, qui a su capturer l'esprit de la Révolution française.

Le roman est écrit dans un style clair et accessible, ce qui le rend populaire auprès d'un large public. Il est souvent cité comme un exemple de la littérature engagée.

« L'oignon » est un roman qui explore les thèmes de la liberté, de la justice et de l'engagement politique. Il est une œuvre importante de la littérature française de la fin du XX^e siècle.

Le roman est divisé en plusieurs parties, chacune correspondant à une phase de la vie du personnage principal. L'auteur utilise une langue simple et directe pour raconter une histoire complexe.

« L'oignon » est un roman qui a marqué l'histoire de la littérature française. Il est une œuvre majeure de Michel Vovelle, qui a su capturer l'esprit de la Révolution française.

Le roman est écrit dans un style clair et accessible, ce qui le rend populaire auprès d'un large public. Il est souvent cité comme un exemple de la littérature engagée.

« L'oignon » est un roman qui explore les thèmes de la liberté, de la justice et de l'engagement politique. Il est une œuvre importante de la littérature française de la fin du XX^e siècle.

Le roman est divisé en plusieurs parties, chacune correspondant à une phase de la vie du personnage principal. L'auteur utilise une langue simple et directe pour raconter une histoire complexe.

« L'oignon » est un roman qui a marqué l'histoire de la littérature française. Il est une œuvre majeure de Michel Vovelle, qui a su capturer l'esprit de la Révolution française.

Le roman est écrit dans un style clair et accessible, ce qui le rend populaire auprès d'un large public. Il est souvent cité comme un exemple de la littérature engagée.

« L'oignon » est un roman qui explore les thèmes de la liberté, de la justice et de l'engagement politique. Il est une œuvre importante de la littérature française de la fin du XX^e siècle.

Le roman est divisé en plusieurs parties, chacune correspondant à une phase de la vie du personnage principal. L'auteur utilise une langue simple et directe pour raconter une histoire complexe.

« L'oignon » est un roman qui a marqué l'histoire de la littérature française. Il est une œuvre majeure de Michel Vovelle, qui a su capturer l'esprit de la Révolution française.

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Isaac Bashevis Singer
le grand sorcierLe Fantôme : vingt-deux nouvelles
qui rendent magique la vie quotidienne

SINGER professe des idées simples sur la littérature. Il les affirme avec la détermination tranquille d'une notoriété difficilement acquise, dans l'avant-propos de son dernier recueil de nouvelles : le conteur doit tenir compte des trésors de sa langue maternelle, s'inspirer du passé au lieu de « planifier l'avenir », savoir que l'art d'écrire des histoires qui ont un début, un milieu et une fin n'est pas mort, même si certains critiques affirment le contraire. Les vingt-deux récits ainsi présentés illustrent parfaitement la démarche du prix Nobel de littérature.

Le récit intitulé *Un jour de bonheur* nous fait connaître Fela, une jeune juive disgraciée que personne ne veut épouser, qui vit un délire érotique dans un quartier misérable de la Varsovie somptueuse de jadis. Elle aime, en secret, un beau Polonais, poète célèbre et militaire à la fois. Lors d'une rencontre provoquée par Fela, il la viole et l'épouse sans ménagement. Le jeu subtil du désir, magnifié par la frustration, risque de mal finir car la vierge, déçue et blessée, tente de se tuer. Lorsqu'elle se réveille dans les bras de ses parents, elle croit apercevoir l'ange de la mort : ce n'est qu'un brave soldat, les bras chargés de roses, messager de l'homme qui l'avait mise à la porte avec tant de brutalité. L'économie de cette nouvelle, éclairée de l'intérieur par une immense compassion, rend encore plus insoutenable sa férocité feutrée.

Dans *Miracles*, un pauvre hère, ayant exercé d'innombrables métiers, constate, un beau jour, que toutes ses prières se trouvent exaucées. Cet errant — qui fit Spinoza et Chestov, juifs hérétiques croyant à l'existence d'un Dieu amoral — provoque un miracle



Singer : à l'époque de Clara.

chaque fois que sa vie se trouve menacée. Mais cela ne lui suffit pas. Il sollicite et obtient, entre les deux guerres, l'accomplissement de ses vœux essentiels : l'amour, le confort, la sécurité. Pourtant, à partir de 1939, ce phénomène extraordinaire ne se reproduit plus aussi régulièrement. Ayant néanmoins survécu aux camps d'extermination, le miraculé comprend, en fin de parcours, que « la vie, le jeu, les miracles, tout cela c'est pareil ». Il atteindra ainsi la sérénité la plus profonde de sa vie. Par quel curieux cheminement Singer, qui ne connaît sans doute pas les écrits de Cioran, rejoint-il la pensée rigoureuse et lucide de notre grand moraliste ?

Après une carrière brillante et quelques spectaculaires succès féminins, un chirurgien dentiste, qui fuit l'Europe des chambres à gaz et s'est installé aux États-Unis, rencontre une femme mariée. Il croit avoir trouvé le grand amour de sa vie. Hélas ! son tempérament volage conduit leur

romance à l'échec et cette femme suivra son époux à l'autre bout du pays. Peu après, le dentiste croit comprendre qu'elle vient de mourir. Les années passent. Un soir de Kippour, le jour du grand pardon chez les juifs, un coup de téléphone le réveille. A l'autre bout du fil, il entend la voix de celle qu'il avait cru tant aimer...

Simple d'apparence, *Un coup de téléphone le jour de Kippour* baigne, comme les autres récits, dans une atmosphère surnaturelle. Quel est donc le secret de Singer, ce grand sorcier ? Alors que les maîtres de la littérature fantastique, Poe, Mircea Eliade ou Borges, font entrer l'explicable dans la vie normale, d'une manière brusque et inattendue — en la déstabilisant —, Singer, lui, parvient à créer une aura de magie quotidienne qui accompagne et illumine des existences depuis longtemps indécises.

EDGAR REICHMANN.

★ LE FANTÔME, nouvelles d'Isaac Bashevis Singer, traduit de l'anglais par Marie-Pierre Bay, Stock, 345 p., 120 F.

Ladislav Klíma
l'aventurier de la transcendanceLes brigandages philosophiques
et littéraires d'un étrange écrivain tchèque

COMME tous les écrivains tchèques de la fin de l'empire austro-hongrois et du début de l'ère Masaryk, Ladislav Klíma, né en 1878 à Domazlice, en Bohême, et mort à Prague en 1928, a sa légende. Admirateur, puis disciple iconoclaste de Schopenhauer et de Nietzsche, solitaire, solitaire intégral, Klíma est à la fois le grand roublard de la philosophie et des lettres et l'expérimentateur conséquent d'une seule et unique obsession : tout est illusion, hors le moi et le fœtus de la volonté.

A quinze ans, il a déjà perdu ses frères, ses sœurs, sa mère, sa grand-mère. Il choisit d'être un orphelin volontaire et, à sa majorité, il quitte le foyer, emmenant avec lui la jeune épouse de son père. Il rédige son premier ouvrage en 1904 : c'est un fiasco, mais le titre, *Le monde comme conscience et comme rien*, a tenu ses promesses. Le ton est donné, la forge se met en marche.

Klíma écrit coup sur coup, dans l'euphorie, à partir de 1906, des romans, des drames, des contes, des aphorismes, dont la grande masse ira au feu, jusqu'au jour où il aura la révélation de la praxis nouvelle, la Chlopie, petit village aux portes de Prague. Après l'épreuve du doute radical, Klíma pénètre par la grande porte du château de la psyché. « Il ne suffit pas de maîtriser les affects », écrit-il ; il faut aussi maîtriser la pensée qui les voit naître, les crampes du cerveau, les humeurs, et savoir provoquer, « dans l'importe quelle circonstance », la volonté éternelle. Vivre, c'est savoir décider de ses états psychiques, comme dans un rêve posthume : être mort pour le monde, et vivant pour soi. Étrange vouloir. C'est celui de Klíma.

Nous connaissons à ce jour, en français, le génie épistolaire de Klíma (1), nous connaissons également son roman fantastique (2), mais il nous manquait des preuves de son brigandage philosophique. Deux livres, un recueil et un roman, nous les fournissent. La traductrice y a mis du sien, sans doute attirée par l'humour de l'auteur. *La Cochonne blanche ou solution finale du problème des origines du christianisme*, un extrait du grand roman que projetait Klíma, suscite une réelle jubilation. La sainte mère de Dieu y joue le rôle d'une actrice déçue qui nous dévoile ses vies cachées à la manière d'anecdotes de bistro. Et le Christ est présenté comme un charlatan...

Un culot
suicidaire

Quant à *Némésis la glorieuse*, publié pour la première fois en 1932, c'est une approche ironique de l'appel transcendantal du fameux saut nietzschéen. L'abaissement du sublime, la dégradation des valeurs romantiques, les traits contre la psychiatrie et les symboles lourds comme des maisons sont de subtils procédés au service d'une seule idée fixe : la post-mortelle, l'unique demeure de Klíma, son univers métaphysique. La volonté y règne en maîtresse absolue, ignorante du monde et de ses illusions. A la fin du roman, lorsque Sider, le héros, franchit l'abîme qui le sépare de l'éternité, il a épuisé tous ses doubles et liquidé les arrière-mondes ; il s'aperçoit que « toutes les vies des autres n'étaient rien d'autre que ses vies à lui. Lui seul et unique... ».

A l'inverse de Nietzsche, qui généralise l'apparence et fond

l'être dans le devenir, Klíma généralise le scepticisme et fabrique l'illusion. La finitude, et les oppositions qu'elle engendre, est une invention philosophique qui empêche l'homme de satisfaire sa volonté divine. Klíma dénie le droit de la philosophie à fonder le réel, comme il dénie le droit de Masaryk à fonder l'État tchèque. Un tel culot est inévitablement suicidaire, mais il n'est pas sans effet dans l'histoire de la maladie européenne. Les aventures de la transcendance s'épuisent avec ce penseur hors du commun. L'Europe n'est plus qu'une grosse machine enroulée qui déglutit ses identités culturelles et s'étouffe, après coup, d'être encore malade. Sévère leçon : elle est dictée par un homme qui ne mâchait pas ses mots : « L'étranger tombé du cul d'un bûcheron robuste, disait-il, a plus de valeur que toute l'actuelle intelligentsia tchèque. »

PHILIPPE PETIT.

★ CE QU'IL Y AURA APRÈS LA MORT ET AUTRES TEXTES de Ladislav Klíma, traduits du tchèque par Érika Abrams, Ed. de la Différence, respectivement 340 p., 98 F et 132 p., 69 F.

— Signalons aussi le *Triptyque de Prague*, de Johannes Wrazil. Né en 1894, mort en 1978, l'auteur s'exila aux États-Unis pendant la seconde guerre mondiale. Journaliste et écrivain de langue allemande, il rencontra en jeunesse pragoise et fait le portrait d'une ville cosmopolite et magique. Traduit de l'allemand par Jacques Legrand (Ed. Desjonquères, 230 p., 110 F).

(1) *Le culte de la Volonté absolue*. Éditions Café-Clémence (2, rue Claude-Gillot, 52200 Langres).

(2) Voir l'article de Roland Jaccard dans « Le Monde des livres » du 10 juillet 1987, à propos des *Souffrances du prince Sternbach* (Ed. de la Différence).

Les maximes secrètes de Jerzy Lec

Polonais, il lutta contre l'oppression à coup d'aphorismes.

VOILA vingt-deux ans que Stanislas Jerzy Lec n'est plus. La France aura attendu tout ce temps pour le découvrir, et plus encore si l'on considère que, de son vivant, l'Allemagne de l'Ouest, les États-Unis et l'Italie, déjà, le publiaient.

Lec, que l'on prononce Letz (comme l'indique Claude Roy dans une chaleureuse et émouvante préface aux *Pensées échevelées*), aura beaucoup vu et enduré. Il aura connu le froid du tonneau avant même que la mort ne le frappe. D'abord parce qu'en Galicie, où il naquit, il vécut une guerre atroce dès son enfance ; puis, la trentaine venue, quand l'Allemagne et l'Union soviétique se partagèrent les dépouilles de la Pologne : un couvreur de cercueil se rabattait sur son pays.

Des espaces
voies

Autre grand écrivain polonais, Stanislas Ignacy Witkiewicz (qui voyait poindre l'homme-automate, l'homme-robot, grâce à son insatiable à penser), se suicida le jour où nazis et staliens se ruèrent vers Varsovie. C'était en 1939. Lec, lui, choisit de combattre. Juif, déporté dans un camp d'extermination dès 1941, il s'en évada deux ans plus tard. La Résistance l'accueillit. Et depuis ce temps, qui pourrait dire qu'il abandonna ce monde du courage et du refus un seul jour, jusqu'à sa fin ?

La paix venue, sa protestation contre l'horreur totalitaire, il la manifesta par de petites phrases semées dans les journaux. Oh ! des colonnes ne lui étaient pas offertes ! Pour Stanislas Jerzy Lec, uniquement des espaces vides, des aphorismes, synthèse née de l'émotion et de l'humour, legs d'une expérience que le désenchantement torturait. Et puis, bientôt, même ses maximes

cachées lui furent interdites. L'énorme machine oppressive veillait.

Et la Pologne cessa de lire, comme on respire de l'oxygène, des phrases de ce type : « Soyez réalistes : ne parlez pas de la vérité » ; « Il faut multiplier la quantité des pensées de telle façon qu'il n'y ait pas assez de gardiens pour les surveiller » ; « Qu'est-ce qui nous retient à ce globe en dehors de la pesanteur ? » ; « Dans certains pays, l'exil est la peine la plus douloureuse ; dans d'autres, il est des citoyens qui doivent lutter pour l'obtenir » ; « O solitude, comme tu es surpeuplée » ; « L'administration de l'injustice se trouve

toujours dans des mains autrui » ; « Dans la lutte des idées, ce sont toujours les hommes qui périssent » ; « Un moineau, dans une cage pour aigle, est libre... ».

Voltaire, qui aimait Vannevargues (« Vous êtes l'homme que je n'osais espérer », lui écrivait-il), n'était pas féroce de maximes. D'autres considérèrent l'aphorisme en passe-temps des plus mondains. Les Polonais qui, sous le joug, lisaient Lec ne se posaient sans doute pas ces questions.

LOUIS NUCERA.

★ PENSÉES ÉCHEVELÉES, de Stanislas Jerzy Lec, traduit du polonais par André et Zofia Kozmor, préface de Claude Roy, éd. Albin, 219 p., 120 F.

10^e PRIX FRANCE-CULTURE

Journal du regard

Onze romans d'œil

BERNARD NOËL

P.O.L.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Nouvelles traductions, nouvelles trahisons

(Suite de la page 15.)

Qu'un traducteur soit aussi et d'abord réputé comme écrivain constitue à la fois une raison de lui faire confiance, personne n'étant mieux placé qu'un créateur à part entière pour percevoir en profondeur les intentions d'un autre créateur ; et cela invite en même temps à se méfier, car la tentation doit être grande pour ce créateur, pense-t-on, de continuer sur sa lancée, d'en prendre à son aise, de « faire du vent » au lieu de servir strictement le modèle.

Tranquillité et soupçon vont de pair quand on doit la découverte d'un écrivain comme Kafka à un écrivain comme Vialatte. L'auteur des *Fruits du Congo* et des chroniques époustouflantes de la *Montagne* est à la fois le mieux placé et le plus mal pour nous restituer le monde du visionnaire pragoise. Sauf à concevoir que la Messif Central prédispose à comprendre l'Europe du même nom...

La comparaison des incipit laisse perplexes. Dès la première ligne d'*Amerika*, un des traducteurs, Vialatte, donne seize ans au héros, et l'autre dix-sept ! S'ils divergent sur un détail aussi peu discutable qu'un chiffre, comment se fier au reste ?

L'apparition de la statue de la Liberté à New-York donne lieu aux variantes que voici. Vialatte : « ...la statue de la Liberté, qu'il observait depuis longtemps, lui apparut dans un sursaut de lumière. On eût dit que le bras qui brandissait l'épée s'était levé à l'instant, et l'air libre soufflait autour de ce grand corps. » Lortholary : « ...la statue de la Liberté qu'il regardait depuis un long moment lui parut tout d'un coup éclairée d'un soleil plus vif. Son bras armé d'un glaive semblait brandi à l'instant même, et sa stature était battue par les brises impétueuses. »

Je ne sais pas plus l'allemand que le russe, et je n'ai pas eu la cuisine de me faire traduire mot à mot le texte de Kafka. Une chose est sûre : sans rien solliciter, apparemment, Vialatte maîtrise mieux la langue d'accueil. Son « sursaut de lumière » donne plus à voir et à rêver que le soleil « tout d'un coup plus vif » de Lortholary. « Ce grand corps » aide plus à épouser le regard du héros

que la « stature » ; et « l'air libre » évite le côté version grecque bâclée des « brises impétueuses ». Bref, l'envie vient de donner Vialatte vainqueur...

MAIS la version de Lortholary a les avantages de ses inconvénients. Trop de brio dans le maniement du français va contre une rigueur dont on a des raisons de croire qu'elle était recherchée par Kafka, tout comme par Dostoïevski dans l'*Éternel Mari*. L'intitulé des chapitres lui-même décape ce que notre perception de l'œuvre pouvait avoir de trop aimable. Le « chauffeur » de Vialatte devient, chez Lortholary : la « soutier » !

Si on poursuit la lecture simultanée des deux interprétations, tout un climat distinct s'installe. L'équation personnelle de chaque traducteur s'affirme, un peu à la manière de celle des chefs d'orchestre colorant une partition. La main qui nous conduit n'est pas la même. Les significations bougent un peu, toujours dans la même direction, sous l'effet des sensibilités, des histoires de chacun. « Nouvelles traductions, nouvelles trahisons », pourrait-on dire pour reprendre le vieil adage...

Mais l'essentiel demeure. Les indications fortes ont le même poids relatif. Prenez par exemple un détail qui vous a peut-être échappé, comme à moi-même à la première lecture : dans le regard du héros, la statue de la Liberté ne brandit pas le flambeau que tout le monde peut voir, mais... un « glaive » ! Qu'il s'agisse d'une erreur inconsciente — combien révélatrice, si c'est le cas ! — ou qu'il s'agisse d'une déformation volontaire, comme le laisse penser une rature du manuscrit consulté par Lortholary, tout Kafka est dans cette glissade hors du réel. Et sur ce dérapage capital, les variantes, finalement, se rejoignent, n'ont pas de prise.

★ L'ÉTERNEL MARI, de Dostoïevski, traduction, préface et notes de Bernard Kreise, éditions L'Age d'homme, 214 p., 120 F.

★ AMERIKA, de Kafka, traduction et préface de Bernard Lortholary, GF-Flammarion, 346 p., 32 F.

Deux romans qui font

Le monde des livres



Le monde des livres

Le monde des livres

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Deux romans qui font voyager

★ **PRÉSUMÉ INNOCENT**, de Scott Turow, traduit de l'anglais par Jean Cizm, Albin Michel, 444 p., 120 F.

★ **LE TRAIN VERT**, de Herbert Lieberman, traduit de l'anglais par Marie-France de Palomera, Seuil, 416 p., 99 F.

ET si les juges étaient des ripoux ?... Si les femmes-flics usaient de leurs charmes pour monter dans la hiérarchie ?... Pas chez nous, bien sûr. En Amérique, le sujet a paru suffisamment alléchant pour que Scott Turow, le premier roman d'un inconnu, Scott Turow, demeure en tête des ventes aux États-Unis depuis plus d'un an, en édition reliée puis en poche. Un « polar » sur une corporation — la police et la justice — qui est un des phénomènes de l'édition 1987. Pour *Présumé innocent*, l'éditeur le plus « smart », le plus intello de New-York (Farrar Straus & Giroux), qui a édité Barthes, Susan Sontag, Joseph Brodsky,

Le procureur, selon la loi américaine, est un magistrat élu tous les quatre ans, donc soumis aux alliances politiques et au harcèlement des médias. Rusty va être chargé de l'enquête. Nous sommes en pleine campagne électorale, à trois semaines des « primaires ». Pour la première fois, Horgan est menacé par un de ses anciens collaborateurs, un rival nommé Nico Della Guardia dit Délat. L'assassinat de Carolyn, une « collègue » de Rusty, une protégée de Horgan, va être le détonateur qui fera basculer la popularité de l'ancien procureur : corruption, retournements d'alliances, lâchetés en série, crocs-en-jambe pour s'emparer de la place, pibices à conviction égarée ou bien fabriquées par le médecin légiste lui-même — un Japonais surnommé « l'indolore » — vont concourir à la chute inéluctable du fonctionnaire, tellement engraissé que tout le désigne comme coupable.

Le procès contre Rusty, assisté par un remarquable défenseur à l'accent argentin,

en France ? Domage. N'empêche. Carolyn, présumée coupable de tous les vices — nous ne la connaissons qu'à travers le souvenir qu'elle a laissé chez ses amants véritables ou potentiels, — est une bien belle gâche qui devrait trouver des amateurs.

AUTRE exotisme, à l'échelle mondiale cette fois, mais à l'ombre du pacte de Varsovie : nucléaire, complotesque, otanesque et laguebesque tout à la fois, le roman d'espionnage de Herbert Lieberman, *Le Train vert*, nous transporte sur les bords du golfe de Finlande entre Leningrad et Helsinki. Le savoir-faire de l'auteur, plus proche du thriller à l'échelle planétaire que du roman psychologique provincial, nous est bien connu à travers à plusieurs traductions et notamment grâce au tantifant New-York de *Neopolis* — Grand Prix de littérature policière en 1978 (1).

Le *Train vert*, train Est-Ouest, quitte la gare de Finlande de l'ancienne capitale russe (où est exposé le « Train de Lénine ») à 11 heures pour arriver cinq heures cinquante-cinq minutes plus tard dans la capitale finlandaise. Le roman commence comme ces livres de voyages ferroviaires révéleront tellement à la mode, dans le style d'un Paul Theroux, comme ces « croisières » de luxe sur l'Orient-Express ou le Transsibérien. L'auteur nous dit tout ce qu'il faut savoir sur la construction de cette voie ferrée qui remonte à 1862 pour être achevée en 1870, qui devint « une des principales artères d'un commerce florissant entre la Finlande et la Russie et dont l'importance grandit encore en 1914 ». Nous sommes à la frontière finno-soviétique « quelque part entre Vaïnkala et Vyborg ». Il est 13 h 15, heure finlandaise, il fait anormalement chaud : 30 °C. Au-dessus du train, un hélicoptère tourne en rond.

A bord du train vert, des passagers, « incourus » ou indépendants, parmi lesquels un journaliste alcoolique soviétique de longue date, bien connu des lecteurs anglais, Anthony Beech-

Herbert Lieberman : à lire en train pour se faire peur

Thomas — « correspondant de son journal au Kremlin, il avait établi son quartier général à Leningrad », — qui se vante d'avoir connu tous les apparatchiks, leurs Tcheka et leurs Zil noirs, d'être allé dans leurs datchas de Crimée, d'avoir chassé à Zavidovo avec Kossyguine III. Nous voilà donc en plein roman, avec des « clés » multiples qui n'ouvrent rien.

Comme dans *Mort sur le Nil*, Herbert Lieberman nous présente les voyageurs de chaque compartiment : un professeur américain spécialiste des fossiles de la troisième époque glaciaire, une chorale de Valladolid, deux couples d'Italiens, un couple à problèmes de l'Iowa, une famille californienne d'origine finlandaise, des Indiens d'une caste supérieure de Bombay, un Japonais, des Argentins, un Canadien qui appartient au « groupe Intourist 408 ». Des soldats font l'inspection. Un colonel soviétique chargé de l'interrogatoire des suspects va devenir le personnage principal, l'otage principal.

Pourquoi ce train vert va être arrêté à la frontière et ses passagers retenus comme des otages dans leur wagon, incident qui fait la une des journaux du monde entier, vous le savez... 28080516 en lisant ce roman d'espionnage soviétique « à l'américaine », même s'il ne vaut pas le *Trague* — sur les nazis installés au Paraguay — ou *3 heures du matin à New-York*, — un « polar » financier. Depuis Hitchcock, l'URSS est la terre béni des thrillers. A lire en train pour se faire peur. Vous y trouverez aussi le mot le plus grossier de la langue russe (7), que vos charmantes guides Intourist n'emploieront jamais.

(1) De Herbert Lieberman, on peut lire *La huitième Case* (Denoël, 1975), et aux éditions du Seuil et en Points-Roman : *Neopolis* (1978), *La Trague* (1979), *3 heures du matin à New-York*, *La Maison près du marais* (1984), *La Nuit du silence* (1985).



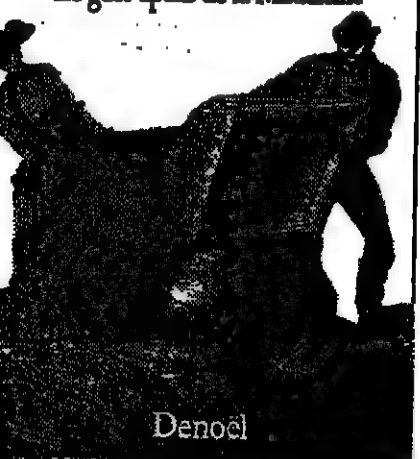
etc., a payé à l'auteur une avance de 200 000 dollars, environ 1 200 000 F. Le gros lot pour Scott Turow, sans compter les clubs de livres, l'édition de poche — sortie depuis dix semaines — et les droits cinématographiques pour 1 million de dollars !

Originaire de Chicago, Scott Turow, trente-huit ans, est... procureur, procureur, disent les Américains. Cela se sent ; dès l'exposition des faits : « Je suis le procureur. J'exerce les poursuites au nom de notre Etat. Je suis ici pour vous présenter les éléments d'un crime. (...) Je pointe l'index. Je cherche le regard de l'accusé. Je dis : « Cet homme est l'accusé. » Bientôt, au fil d'une machination diabolique, l'accusé devient l'accusé. Présumé innocent.

QUI a tué Carolyn Polhemus, une « femme-flic », retrouvée assassinée dans des conditions horribles, nue, ligotée et apparemment violée par un rôdeur, un clochard sans doute ?... « Une femme intelligente, sexy », ambicieuse, qui ne s'embarrasse pas de scrupules. Quand commence le livre, par un printemps gris du Middle West, dans une ville aux ethnies multiples qui pourrait être Chicago, le « héros », d'origine yougoslave, Rozat K. Sabich dit Rusty, trente-neuf ans, marié à une mathématicienne depuis près de vingt ans, est l'adjoint dévoué, l'homme de confiance, l'homme à tout faire, de Raymond Horgan, le procureur général du Kindle County.

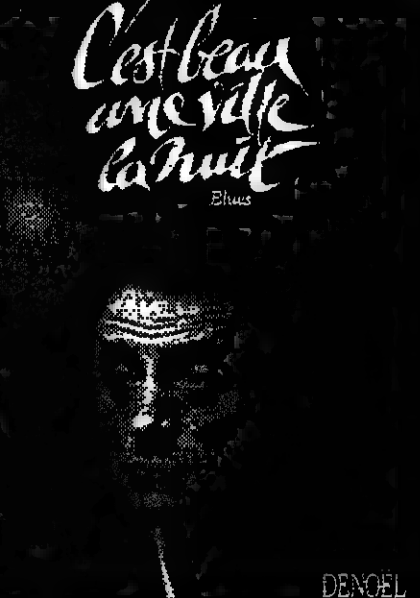
DENOËL
UN ÉTÉ HISTORIQUEJean Diwo
LE GÉNIE
DE
LA BASTILLE

Le génie de romancier de Jean Diwo, associé à une documentation scrupuleuse, a écrit le succès des 2 premiers ouvrages : « Les dames de l'abbaye » et « Le lit d'acier ». Ces mêmes qualités sont à l'œuvre dans « Le génie de la Bastille », dernier volume de la trilogie consacrée aux lieux d'histoire de la France.

Pierre Darmon
LA MALLE
A GOUFFÉ

Pierre Darmon retrace, dans un style au fil du vent, les aventures de la Malles, une machine à vapeur qui a fait des ravages dans la France de la fin du XVIII^e siècle.

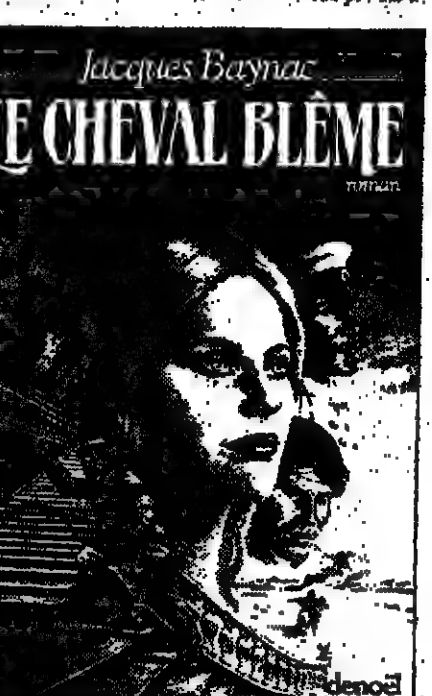
RICHARD BOHRINGER



156 p. - 55 F.

« Ainsi va le livre, coup de cœur et clins d'œil, coup de cafard et cris de colère. Toujours dans le tempo qui sauve. "Je voudrais inventer un blues blanc, et le bougre l'invente en l'écrivant." JEAN-MICHEL FRODON / LE POINT

Par l'un des plus éminents spécialistes de la Révolution russe, le premier tome d'une vaste fresque de plus de 500 personnages. Sur ce fond historique, dramatique et grandiose, se détache Sacha, jeune Petersbourgeoise de vingt ans. C'est toute la Russie qui est évoquée ici, dans l'élan profond de la vie, de l'amour et de la mort.



Un livre passionnant où les maîtres et les glorieux les horreurs et les grandeur de la conquête coloniale reviennent dans une fresque inspirée.

Gilbert Comte
L'EMPIRE TRIOMPHANT

1871-1936
L'AFRIQUE OCCIDENTALE ET ÉQUATORIALE
L'AVENTURE COLONIALE DE LA FRANCE

« Son premier livre, un coup d'essai, est un coup de maître »
CHRISTINE ARNOTH / LE PARISIEN LIBÉRÉ
« C'est beau une ville la nuit devrait donner des envies de lecture à tous ceux qu'on a persuadé depuis l'enfance, que lire ne "servait" à rien et qui aujourd'hui se retrouvent manchots de leur imagination. Il paraît qu'ils sont tous en train de lire Bohringer. Quelle bonne nouvelle ! »
JOSYANE SAVIGNEAU / LE MONDE
« Dépêchez-vous d'embarquer pour cette bouleversante croisière d'amour et d'espoir. »
DERRY / LA SUISSE
« Mieux qu'une autobiographie c'est un cri et la révélation d'un écrivain entier, viril et passionnant. »
LE VIF / L'EXPRESS BRUXELLES
« Ce livre, Bohringer le peaufinait secrètement depuis des années. C'est une superbe découverte. La naissance d'un écrivain, tout simplement. »
J.C. LAMY / PREMIÈRE

LA 4^e FÊTE DU CINÉMA

L'espoir sur grand écran

Près de deux millions de cinéphiles devaient participer le jeudi 30 juin à la 4^e Fête du cinéma organisée par une profession qui hésite entre l'inquiétude — 1987 fut l'année la plus noire de son histoire — et l'espoir né du retour aux affaires d'une équipe qui la comprend mieux.

Le moins que l'on puisse dire est que le cinéma aura passé de deux années de gestion libérale. « C'est une révolution tranquille que nous avons commencée, loin du théâtre médiatique, dans les salles de la rue de la République », écrit M. François Létard en préface de son ouvrage, *Culture, les chemins du cinéma*. Désireux de mettre à plat les comptes de son ministère après cinq années de « subventions » et de « contraintes », l'ancien ministre de la culture et de la communication devait pourtant comprendre, mais assez tard, qu'un ministre de la culture, et donc de cinéma, il ne pourrait se contenter de conserver le pied au frein.

D'autant qu'amaroré depuis longtemps déjà, la crise du cinéma

connaissait sous son autorité une accélération dramatique. Encore serait-il plus juste de parler d'abord d'une crise de l'exploitation. Effondrement des entrées en salles — de 1985 à 1987, le cinéma a perdu 42,5 millions de spectateurs, — effondrement des recettes aussi — dans le même temps, en francs constants, 832 millions disparaissent des guichets, — et nombreuses fermetures de salles — 5 190 salles en 1985, tout juste 5 000 salles ces jours-ci.

Ce constat devait conduire la Fédération nationale des cinémas français à rassembler ses adhérents le 29 octobre dernier pour une assemblée générale où, au-delà d'un mot d'ordre, — « Létard, démission ! », — près d'un millier de professionnels constataient, par la voix de celui qui allait devenir leur président, M. Jean Labé, que « le ministère a raté sa réforme de l'audiovisuel. La crise du cinéma, c'est son échec ».

M. Létard, après la nomination d'un médiateur, devait décider à la fin de l'été d'un plan d'urgence de 100 millions de francs visant à « assainir la situation financière des exploitants ». Malheureusement, la mise en œuvre de ce plan n'était pas financée et le nouveau gouvernement devait très prochainement décaler, par le biais des décrets d'application, une somme de 70 millions de francs dont l'essentiel, selon M. Jérôme Clément, directeur du Centre national de la cinématographie, irait aux exploitants.

Cette première décision de la nouvelle équipe émanée par M. Jack Lang manifeste la volonté de reprendre en main un dossier capital. Le ministre se propose de travailler dans quatre directions : l'exploitation, prioritaire au vu de la voir — outre les crédits spéciaux, une réflexion est engagée avec les collectivités locales pour leur donner des moyens accrus afin d'empêcher la fermeture des petites salles, — le réexamen des rapports du cinéma et de la télévision dans le cadre d'une réflexion très large sur l'audiovisuel.

M. Jérôme Clément n'hésite pas à parler déjà d'un « durcissement des règles » qui régissent l'achat, la diffusion et la redistribution des films à la télévision. — L'étude approfondie du contexte européen — il faut veiller à ce que l'entrée en vigueur de l'acte unique en 1993 et le développement des satellites de télévision ne rendent pas inopérant le dispositif français de protection des professions cinématographiques, — et enfin un débat avec les professionnels sur l'identité culturelle de nos produits. « Il nous faut défendre les films de langue française, de culture française, et nous opposer à cette sorte de déviation malséculaire qui se cache sous le vocable de « production internationale » et qui s'avère n'être en fait qu'une américanisation des productions françaises », affirme M. Clément.

Une profession inquiète et divisée

Autant de sujets qui devraient être au centre des conversations ce jeudi 30 juin puisque le ministre de la culture et de la communication a invité mille cinq cents professionnels dans les jardins du Palais-Royal. Il lui faudra beaucoup de conviction pour rassurer ces gens inquiets, d'autant que, comme souvent en ces périodes à risques, ils se sont divisés : tensions entre exploitants (selon la taille de leurs salles), écartement du Bureau de l'Industrie cinématographique et de création de trois organisations rivales de producteurs.

La gravité de la situation et ces discordances expliquent l'autre crise du cinéma, celle de la production et de la qualité des films. Là, point de statistiques, et donc point de rapides certitudes, même s'il est facile d'accuser la télévision, car, comme le note le Monde du 8 décembre 1987, « les chaînes font main basse sur la production ».

De deux façons, essentiellement. Directement, en entrant dans le financement des films sous la forme d'un apport ou d'un droit de diffusion : en 1987, pour les films à

100 % français ou à majorité française, les chaînes ont contribué au montage de 113 longs métrages pour 123,5 millions de francs au titre de l'apport et 218,9 millions au titre des droits. Ces sommes représentent 21 % des financements totaux. Indirectement, en créant ou prenant des parts dans des maisons de production qu'elles contrôlent en tout ou partie. Au point que les socialistes sont favorables aujourd'hui à une législation anticoncentration, seule capable d'éviter une intégration verticale. « À la Berlusconi » qui a conduit l'Italie où l'on sait.

En pesant toujours plus sur l'économie du cinéma, la télévision a désormais les moyens de peser sur la qualité des films (choix des scénarios, des comédiens...). Lorsque l'on sait l'importance qu'a prise la mesure de l'audience, on comprend qu'elle ne fait pas volontiers le pari de l'auteur, de la créativité et de la nouveauté. De leur côté, les producteurs, les acteurs, les cinéastes, les comédiens, éprouvés par les difficultés que connaît leur art, sacrifient trop souvent pour certains d'entre eux, au choix de la production pré-amortie par les droits de télévision, la sortie en salle n'étant plus qu'une opération de prestige ou de promotion. Comment s'étonner alors de la prolifération d'œuvres vides de sens qui vidant les salles ?

La lecture du palmarès 86-87 des films français les plus populaires devrait pourtant encourager la prise de risques : *Jean de Florette* arrive en tête avec 7 140 000 spectateurs dans tout l'Hexagone, suivi de *Maison des sources* (6 534 000), *Le Nom de la rose* (4 809 000), et puis, bien placés, *Tenue de soirée* (3 138 000), *Le Grand Chemin* (2 597 000) et *Au revoir les enfants* (2 076 000). Tous ces succès n'ont rien de surprenant et tous ont trouvé leur public. Parce que, comme le confiait un Monde Jean-Luc Godard, en décembre dernier, « jamais le cinéma ne pourra exister en grand (...). Le cinéma reste ce qu'il y a de plus proche de l'art ».

OLIVIER SCHMITT.

En France, la bande-son est le parent pauvre

« La cinématographie est devenue sourde. Il a oublié ce que les chansons comme les Feuilles mortes, Trois petites notes de musique ou le fameux Chabadabada de Un homme et une femme avaient fait pour la carrière des films. Il laisse partir aux États-Unis les grands compositeurs français de Michel Jarre à Georges Delerue en passant par Michel Legrand ou Michel Colombier. » Depuis des années, Marie-Claude Lagarde préche dans le désert.

Difficile quand on est un petit éditeur de musique de lutter contre les mauvaises habitudes de toute une profession. Pour un Luc Besson ou un Bertrand Tavernier, qui construisent *Subway* ou *Around*

Midnight autour de la musique, combien de metteurs en scène négligent purement et simplement la bande-son ? Obsédé par le travail de l'image, le réalisateur français ne s'intéresse à l'illustration sonore que sur la table de montage. À ce stade de la production, les budgets sont le plus souvent largement entamés, voire dépassés. Faute d'argent, on demande alors à un éditeur de musique de prendre le relais financier de l'opération. À lui de prendre les risques de l'investissement en se rémunérant sur un pourcentage des recettes du film et la vente éventuelle des disques tirés de la bande sonore.

L'éditeur qui hérite de cette responsabilité ne peut pas faire de miracles. Le budget minimum d'une bande sonore est de 200 000 francs. Les recettes que l'éditeur peut attendre, après quatre ans d'exploitation du film en salles cassettes et sur le petit écran, n'atteignent pas 100 000 F. Alors, on réduit le cachet du compositeur et le nombre de musiciens, les séances d'enregistrement, on se fabrique le tout directement sur synthétiseur. Le résultat final est le plus souvent insupportable : des disques, ce qui prive l'éditeur de recettes complémentaires.

Principal atout commercial

« Les éditeurs n'ont pas les reins assez solides pour financer à perte la musique de film, explique Marie-Claude Lagarde. En se déchargeant de cette responsabilité artistique et financière, la production française fait une mauvaise affaire. Elle se prive d'une arme de promotion commerciale que les américains du Pont de la rivière Kwai à *Frankie ou toujours* se remarquaient utiliser ».

Mais producteurs et réalisateurs ne sont pas les seuls responsables de la grande misère des bandes sonores françaises. Auditoriums spécialisés et professionnels n'ont pas suivi la grande révolution technologique qui secoue le secteur depuis une dizaine d'années. « On n'a pas investi dans le son-cinéma depuis quinze ans », affirme William Flageolet, ingénieur des studios de Philippe Sarda, un des rares auditoriums qui offre, depuis deux ans, au cinéma les techniques numériques dont disposent déjà les studios de variétés. « Depuis 1974 les Américains tournent en Dolby stéréo. Les films français, eux, continuent à être mixés en mono ».

Un retard d'autant plus incompressible que plus de 300 salles sont déjà équipées en France de projection en Dolby stéréo et que les exploitants accablent la modernisation pour valancer la fréquence. Comment s'étonner dans ces conditions que les films américains grignotent chaque mois davantage la part de marché du cinéma français ? De plus, l'industrie nationale risque ainsi de se couper des futurs marchés de l'électronique. Philips, qui lance à l'automne ses premiers compact disques vidéo et fait de son numérique son principal atout commercial, présente un catalogue presque exclusivement composé de films américains.

Les raisons de cette paralysie française sont complexes. Il semble que les professionnels du cinéma n'aient jamais accepté la technologie du son Dolby stéréo. Non seulement parce qu'ils étaient obligés de verser pour chaque film quelque 32 000 F de royalties à son inventeur, Sir Dolby, mais surtout parce qu'ils considéraient les copies optiques (propres au son Dolby) comme d'une qualité inférieure aux traditionnelles copies magnétiques. Les auditoriums, eux, ne se sont guère hâtés pour se moderniser. Liés aux grands laboratoires cinématographiques, ils bénéficient d'un véritable monopole sur la production française.

La crise qui secoue le cinéma français va peut-être permettre de sortir de l'impasse. Le Centre national du cinéma, les producteurs et les principales banques du secteur prêtent depuis quelques mois une oreille attentive aux analyses de Marie-Claude Lagarde. Ils soutiendront, en octobre, son festival, *Musimage*, consacré à la musique de film. Les studios, eux, savent que le grand marché de 1993 risque de faire voler en éclats les barrières protectionnistes à l'abri desquelles ils se sont quelque peu endormis : la concentration qui s'amorce entre laboratoires, auditoriums, studios vidéo sous l'égide de quelques grandes banques, permettra peut-être de favoriser une modernisation urgente.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

● Mort du comédien allemand Kurt Raab. — L'un des acteurs des films de Fassbinder, Kurt Raab, est mort du SIDA le mardi 28 juin, à Hambourg. Avec un autre acteur, Hans Hirschmüller, il venait de tourner un film vidéo sur sa maladie. Il était âgé de quarante-six ans.

Rencontre avec Jean Henochsberg

« J'y crois ! »

Le cinéma va mal. Jean Henochsberg parie sur son rétablissement, rachète des salles parisiennes, devient distributeur et bientôt producteur. Courage !

Après avoir exercé ses talents dans l'hôtellerie et la restauration — et y avoir gagné quelque argent — Jean Henochsberg sert désormais depuis quinze ans les intérêts du cinéma de qualité. Cinéphile engagé, il a pu, petit à petit, associer sa passion. Au milieu des années 70, il rejoint « l'équipe des hommes de l'ombre de Frédéric Mitterrand et des « Olympic », une très bonne école ». En 1978, il crée avec lui une petite société de distribution, Jénic films, qui vend des films récents ou classiques de qualité, objectif qu'il poursuit aujourd'hui à la tête de Ciné Classique, créée il y a peu à 50/50 avec un ami, Jean Hernandez, et qui vient de se signaler par le rachat, en plein accord avec sa veuve Bruna, du catalogue du producteur Georges de Beauregard.

À titre personnel, dès 1980, Jean Henochsberg achète des salles toutes classées « art et essai ». Il commence sur la rive gauche par le Saint-Germain puis, sur la rive droite, par le Balzac. Viendront au fil des mois plusieurs salles dont certaines sont désormais fermées. Aujourd'hui, il possède huit salles en tout, le Saint-Germain, les trois Balzac, le Racine et les trois Luxembourg et emploie trente-quatre salariés.

Tout fait bien pour lui, et donc pour un certain nombre d'exploitants menacés ces jours-ci, s'il pouvait disposer d'un libre accès aux films. « Tous les distributeurs veulent nous priver des films neufs, les Américains comme UGC, Gaumont ou Pathé. Il n'y a qu'à voir les prix. Mais nous devons nous en débarrasser de la télévision qui leur donne l'impression de pouvoir produire trop facilement trop de mauvais films. » Alors, le néo-producteur lit beaucoup. Et investit aussi : il vient de décider d'assurer la finition de *Tabataba*, de Raymond Rajonarielo, présenté lors de la dernière quinzaine des réalisateurs à Cannes.

Il n'oublie pas pour autant son rôle de distributeur. A l'automne, il repassera la reliquaire de Jacques Rivette, et il est bien décidé, pour l'occasion, à mettre au point un système de distribution qui permettra à un grand nombre de salles de la périphérie de bénéficier du film le jour de la sortie nationale, et non des semaines plus tard comme c'est le cas chez la plupart des grands distributeurs. L'avenir du cinéma, il veut y croire. Et se bat.

O. S.

MUSIQUES

« L'Italienne à Alger » au Festival de Strasbourg

Opéra-gags

En écoutant l'Italienne à Alger, présenté par le Festival de Strasbourg, comment ne pas se demander, une fois de plus, si Rossini était bien le compositeur bouffe qu'on en a fait pendant si longtemps.

Composée en 1813, juste après *Tancrède*, la partition de *L'Italienne à Alger* est beaucoup moins inspirée. Le sujet, évidemment, est de pure fantaisie. On pourrait le résumer ainsi : Mustafa, directeur des Mille et Une Nuits, féru de l'opéra, se voit proposer des Folies-Bergère, avec faux canotiers et ambiance rétro, les deux vertus domestiques de son épouse, demande à son homme de confiance d'aller lui chercher de quoi s'amuser un peu.

Justement, le spectacle de Jérôme Savary se produit à Strasbourg, et rien n'est plus simple que de convaincre la troupe d'aller organiser, chez Mustafa, une petite farce avec narguile explosif et stores vénitiens pour la couleur locale, girls en bas taille et porte-jarretelles pour le coup d'œil. Quand on lui présente l'addition du décor et des costumes, d'ailleurs fort beaux, Mustafa comprend que cette petite fantaisie coûte les yeux de la tête, mais il a une idée : si on allait tous à Paris au Théâtre de Chaillot la saison prochaine ?

Ce n'est pas là, dira-t-on, un compte rendu tout à fait fidèle du nouveau spectacle de Jérôme Savary : mais rien n'étant plus ennuyeux à lire que la description d'une mise en scène insupportable, mieux vaut aller directement au fond des choses. Dire par exemple que le public a ri quand Taddéo, coiffé d'une tête de lion, a posé un

buteurs qui me refusent des copies en raison de la capacité de mes salles, du nombre d'entrées, de la proximité d'autres salles et le vois arriver des films américains dans des salles de 80 places à l'Odéon. Ça me désole.

« Nous ne sommes plus que quelques indépendants à Paris. Il nous faut adopter une attitude nouvelle, pugnace, vis-à-vis des distributeurs et cesser de subir la loi qu'ils nous imposent depuis de longues années du nom de notre label « art et essai ». Label qui arrangeait bien les grands circuits. Cette condescendance amicale et aujourd'hui apitoyée en raison des nombreuses fermetures de salles ne doit pas masquer le vrai scandale actuel : les distributeurs refusent aux exploitants indépendants les copies en version originale de grands films américains qui trouveraient un autre public ».

Jean Henochsberg connaît pourtant de beaux succès. Dernier en date : la réédition de *A bout de souffle*, qui a totalisé 25 000 entrées dans une salle. « Je n'ai pas besoin d'assistance. On a transformé les hommes de cinéma — et les exploitants en particulier — en assistants, on les maintient sous cette drogue douce en vie artificielle. Nous avons plutôt besoin d'une nouvelle législation qui régisse clairement les rapports entre les salles classées « art et essai » et les distributeurs ».

Pour mettre toutes les chances de son côté, Jean Henochsberg mise aussi sur la production. « La dégradation du cinéma « art-essai » pour origine la faiblesse des investissements des producteurs et donc leur désaffection. Je ne le sais pas. Mais nous devons nous en débarrasser de la télévision qui leur donne l'impression de pouvoir produire trop facilement trop de mauvais films. » Alors, le néo-producteur lit beaucoup. Et investit aussi : il vient de décider d'assurer la finition de *Tabataba*, de Raymond Rajonarielo, présenté lors de la dernière quinzaine des réalisateurs à Cannes.

Il n'oublie pas pour autant son rôle de distributeur. A l'automne, il repassera la reliquaire de Jacques Rivette, et il est bien décidé, pour l'occasion, à mettre au point un système de distribution qui permettra à un grand nombre de salles de la périphérie de bénéficier du film le jour de la sortie nationale, et non des semaines plus tard comme c'est le cas chez la plupart des grands distributeurs. L'avenir du cinéma, il veut y croire. Et se bat.

O. S.

THÉÂTRE

« Jean Chouan l'insoumis » à Lassay

L'histoire dans les bocages

Autour des châteaux de la France historique l'imagerie s'anime pour s'amuser avec les légendes.

Les bocages et les prairies de la France historique, les maisons de pierre autour de l'église plus ou moins romane avec monument aux morts de la Grande Guerre ou statue religieuse, on oublie que ça existe en dehors des téléfilms rétro pour venir à l'étranger. Pourtant, ça existe, à 300 kilomètres de Paris et loin de tout béton : en Mayenne. Avec des châteaux que les touristes en visite guidée arpentent pendant le jour et qui la nuit s'illuminent pour des spectacles racontant un haut fait d'histoire locale.

Pendant dix ans, à quelques kilomètres de Laval, le château de Lassay, qui date du quinzième siècle et appartient depuis 1935 à la famille de Montalembert, sert de décor à un son et lumière. L'association culturelle du lieu s'est agrandie, les sponsors se montrent attentifs et le bicentenaire de la Révolution approchant, il a été décidé de produire un vrai spectacle. L'essentiel restait de flatter le patriotisme de clocher.

On a donc choisi un homme du pays, Jean Cottureau dit Jean Chouan, ainsi nommé parce que, comme tous les braconniers en révolte contre l'impôt du sel, il imitait le cri du chat-huant pour alerter ses complices sans se faire repérer

des gabelous. Il a mené le soulèvement qui s'est appelé « chouannerie » et qui a précédé de six mois les guerres de Vendée.

Pierre Lunel, auteur de ce *Jean Chouan l'insoumis*, commence par décrire la rancœur des paysans flous et dérive bientôt dans le mythe. Il identifie son personnage à Lancelot, à l'image de tous les justiciers purs et sans reproches. Il ne prétend pas faire œuvre d'historien. En fait, il s'amuse.

Son texte, schématique comme des légendes de photo, sert de base au spectacle mis en scène par François Morace, qui utilise au mieux le décor : les murailles avec le chemin de ronde, une étroite bande de terre longeant la pièce d'eau qui sépare le public des acteurs, avec seulement deux dégagements, et derrière la forêt. Il y a des chevaux, des carabes, des cavaliers, des batailles, des scènes quotidiennes, des dames, la guillotine, une barque sur l'eau, des lazzis, des jets d'eau et des feux d'artifice dont les effets spéciaux les plus sophistiqués n'atteignent jamais la magie.

Le spectacle a sur un rythme soutenu. Les acteurs — des amateurs — jouent en play-back sur les voix de Jean Rochefort, Suzanne Flon, François Périer, François Chammatte, François Delille... et François Morace a su unir ces voix et ces corps. C'est une réussite dans ce genre quelque peu bâtarde.

COLETTE GODARD.

Grand Mogol dans le

CHANTS TRADITIONNELS SYRIAQUES ET BYZANTINS

Culture

ARTS

Expositions islamiques à Paris

Le Grand Mogol dame le pion à Mahomet

A l'Institut du monde arabe, la religion sans l'art. A la Défense, la guerre dans tous ses arts.

Que penserait-on d'un institut européen créé dans une grande capitale arabe pour y faire connaître la culture de notre continent et qui, sous couvert, organiserait en trois ou quatre mois ses principales expositions à l'Evangile et sur les pèlerinages à Rome ou à Lourdes ? A commencer par ici, on crierait à la charlatanerie, voire à l'évangélisation, et on aurait bien raison.

Personne ne pipe mot, et c'est pourtant un peu ce qui se passe à l'Institut du monde arabe (IMA), fondé à juste titre par les Arabes et par la France pour nous montrer la civilisation arabe. Arabes et non pas islamiques, même si plus de 90 % des Arabes sont musulmans ; si l'arabe est la langue liturgique de l'islam ; s'il est souvent difficile dans la culture arabe de distinguer le religieux des autres activités humaines.

Nous pourrions de la même façon si l'IMA n'avait offert jusqu'ici que des manuscrits arabes chrétiens ou un parcours à travers les sanctuaires mariaux maronites ou coptes. Et si l'exposition de broderies palestiniennes, apparue sur le devant de la scène, n'est en rien pour celle sur La Mecque et Médine, assemblage de clichés panoramiques sur les deux cités saintes et de maquettes géantes sur les projets, y compris autoroutiers, de Sa Majesté wahabite, « qui ne veut plus être appelée que « gardien des Lieux saints », qui a déposé 60 milliards de francs pour agrandir les deux sanctuaires et aménager le pays pour l'accueil des pèlerins », etc.

Car cette exposition, organisée à la demande expresse et improvisée de Ryad, et pour laquelle il a fallu repousser une autre manifestation, d'une réelle portée artistique, sur les broderies palestiniennes, apparaît surtout comme une opération secondarisation de relations publiques, essentiellement à l'intention des musulmans de France, comme lorsque, il y a un an et demi, il fallut en quatrième vitesse — Jack Lang l'a rappelé finement en inaugurant les photos mequécises — libérer le Grand Palais pour qu'y prenne place une pharmaneuve exhibition sur le

Royaume saoudite (Le Monde du 17 décembre 1986).

Il ne faut pas être totalement négatif ; une manifestation même de pure propagande dynastique ou religieuse fournit toujours des enseignements, et c'est le cas à propos de La Mecque et Médine, villes interdites aux non-musulmans. Abimons-nous donc dans la contemplation du grandiose morceau d'étoffe noire brodée d'or et d'argent, « objet sacré du culte islamique et par conséquent invisible habituellement par des personnes de religion non islamique ».

Si vous voulez redécouvrir sur terre, allez dans le sous-sol de l'IMA et vous y verrez (jusqu'au 3 septembre) une rétrospective de caricatures arabes pour laquelle on n'a alerté ni Jack Lang ni les journaux, mais qui prouve, et c'est très réconfortant, que même sous les régimes les plus tragiquement fermés comme ceux de Libye ou de Syrie, l'humour, telle une plante vivace écarlée sous une pierre, parvient à se frayer un chemin, y compris dans la presse officielle.

Dagues et étendards

Mais si vous êtes en manque d'art islamique proprement dit, prenez le RER jusqu'à la Défense, émergez sur la grande esplanade, replogez en sous-sol dans la galerie Art-4, et là je vous garantis que vous serez récompensés de votre peine : l'établissement public pour l'aménagement de la Défense (EPAD) y patronne, à partir de collections privées britanniques et françaises, une prodigieuse exposition — nous posons l'adjectif — justement intitulée « Splendeur des armes orientales ».

Du Maghreb à l'Indonésie, mais surtout de la Turquie au Pakistan actuel, c'est un défilé de dagues, épées, sabres, boucliers, fusils, pistolets, canons, harnachements de guerriers et de chevaux, sans parler des étendards et jusqu'aux bagues d'archers, en tout deux cent cinquante objets qui nous sont offerts sans qu'on ait rien demandé, sans but lucratif ou médiatique, dans des vitrines nettes que commente un catalogue coquet (350 francs) mais constituant une véritable histoire illustrée des arts militaires musulmans.

Je ne dis pas que cette exposition, qui dépasse largement le cadre

arabe et qui aurait peut-être suscité les scrupules de dirigeants de l'IMA par son image d'un islam conquérant, devrait se trouver dans la grande nef métallique du quai Saint-Bernard ; mais le travail fait à la Défense est exemplaire.

A travers les armures pour cavaliers et montures entièrement reconstituées sur mannequins, c'est toute la force de l'Empire ottoman à son apogée qui devient palpable, comme les dagues de cour en jade et pierres fines avec lames incrustées de lettres arabes en or, racontant la trop exquise décadence des Indes musulmanes. Quant aux armes de chasse, amorphe en ivoire travaillé de l'aveu ou simples pointes à poudre en bois peint en forme d'oiseaux, elles restituent les loisirs guerriers, déjà vus souvent dans les miniatures, mais vus là à nous grandeur nature, et avec leur patine humaine.

Ces casques, ces chapeaux, ces rondaches de cuir laqué, ces camisolles molletonnées, ces arcos en acier, ces ceinturons en or et en cristal de roche, que commandaient ces militaires du Grand Turc ou du Grand Mogol, sans oublier le Mahdi du Soudan, font, par comparaison, ressortir encore l'indigence de l'exposition de l'IMA. Ce n'est finalement peut-être pas très aimable pour Mahomet, ce qu'a fait là le royal « gardien » des Lieux saints de l'islam.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

* « Lieux saints en Arabie saoudite, art et architecture », Institut du monde arabe, jusqu'au 18 septembre.

* « Splendeur des armes orientales », Galerie Art-4 - Patrimoine du monde (EPAD et Acte-Expo), 15, place de la Défense, jusqu'au 31 juillet.

Le violoncelle rouge de Borvine Frenkel

Borvine Frenkel, juif, athée, libertaire et cosmopolite, a passé une partie de sa vie à réinventer un folklore personnel. Le Musée d'art juif organise une rétrospective de ce peintre méconnu.

A-t-il pris le chemin d'Ornak ou de Tounak, le peintre aux vies multiples qui jamais n'avait le jour de sa naissance ? Comme le petit homme de son tableau planté à un croisement devant le poteau indiquant deux directions opposées (Tounak, Ornak), il s'aurait jamais pu rester immobile, dans l'immensité cancéreuse, hésitant sur le chemin qu'il doit suivre. Égarant d'un sourire malicieux son interlocuteur, comme le petit homme de l'association qui ment puisqu'il dit vrai, « J'aurais beaucoup de choses, reconnaissais-je lorsqu'on le questionnait, mais ce que je raconte est vrai ».

Fallait-il vraiment que Boris Borvine Frenkel nous quittât pour que la rétrospective présentée au Musée d'art juif de la rue des Saules nous fasse voir, avec d'autres yeux, l'œuvre d'un artiste méconnu de l'école de Paris, c'est-à-dire venu d'ailleurs (1). De la Pologne (artiste de Kalish, où il est né en 1907), de Lvov, où il a commencé ses études d'architecture, de la révolution ; de Varsovie, où le militant anarchiste-socialiste qu'il était se faisait emprisonner ; du cargo, où il s'était engagé comme marin pour faire le

Au Musée d'art juif

tour du monde ; puis de Berlin, de Bruxelles, où il monte un atelier d'art dramatique, de Paris enfin, où il s'était fixé en 1930, habité de Montparnasse entre Dôme et Séléc...

Une œuvre discrète, tendre, forte, inclassable, qui refusait les courants et les modes ; toute empreinte d'une foi, d'une espérance, d'une inquiétude, d'une dualité souffrante et heureuse à la fois.

En redingote et chapeau rond

Quelques quatre-vingts œuvres ont été sélectionnées — huiles, gouaches, aquarelles, fusains — qui témoignent de l'immense montage de l'artiste juif, de l'homme juif, pour le monde de l'enfance, le monde du rêve. Un monde asepté.

Deux périodes nettement différentes, de facture et d'inspiration, comme de signature : avant et après le massacre. Toiles de l'avant-guerre (1927-1935) — signées Frenkel, — lisses, sereines, en attente d'un avenir qui s'annonce radieux : chevaux et soldats au repos près d'une rivière, contemplation de masse (de Marx) derrière un énorme drapeau rouge, salimbanques sur la place du village, mariage rituel peint comme une scène écuménique, décor de théâtre constructiviste (pour les Sept Pénitents d'André), autopsie en marin lecteur de Jack London.

Dans la seconde partie — signée Borvine, comme si Frenkel était déjà mort — tout est consacré à la mémoire : garçons aux immenses

yeux noirs, mariées qui s'échappent poursuivies par le cortège de la noce, talmudistes, porteurs d'eau, rabbins contrebalancés qui semblent égarés dans un monde anéanti.

Comme un symbole mystique, ce petit homme noir en redingote et chapeau rond qui s'éloigne du chéil enneigé n'en finit pas de porter sur son dos un violoncelle qui restera muet tant qu'on ne sera pas arrivé à bon port. « Le contrebalancé jouait un grand rôle dans le folklore yiddish car il est un élément capital de l'orchestre céleste qui joue pour Dieu », nous avait expliqué Boris Borvine Frenkel, l'athée libertaire, le juif cosmopolite à la recherche de son folklore à lui. Thème et variations répétées à l'infini par le peintre conscient que son portefaix porteur de musique est un des derniers « justes » et qu'il risque à tout moment de disparaître dans cette pâte lourde de neige grisâtre. Conscient qu'il ne doit pas perdre ce violoncelle rouge.

Boris Borvine, Boris Frenkel... Ce contour formidable, intarissable, fourmillant de souvenirs redoublés et de gaudes juives redevient vivant dans cette exposition remarquablement présentée. C'est là un choix de ce qui n'avait été ni vendu ni perdu ; mais que sont devenus les autres tableaux ?

NICOLE ZAND.

* Borvine Frenkel, Musée d'art juif (42, rue des Saules). Jusqu'au 31 juillet, tous les jours sauf vendredi et samedi, de 15 heures à 18 heures.

(1) Une grande exposition avait eu lieu à la Maison de la culture de Grenoble, en 1981, du vivant de l'artiste.

Communication

Concentration dans l'industrie technique de l'image

Les sociétés Eclair, Telcipro et Téletota se regroupent

Trois sociétés de prestation audiovisuelle, Eclair, Telcipro et Téletota, ont constitué, le mercredi 29 juin, un groupe réunissant la totalité de leurs activités, ainsi que celles de leurs filiales, Paris Studio Billecrou, Sonodit et Loordid, notamment.

Avec 700 personnes et 550 millions de francs de chiffre d'affaires, l'entité ainsi constituée maîtrise l'ensemble de la filière technique film et vidéo : location de studios, prise de vues, développement et tirage, doublage et sous-titrage, image de synthèse et duplication de cassettes... Une gamme de services et des moyens considérables qui font de ce nouveau groupe un challenger sérieux de la Société française de production (SFP), et devraient lui permettre de développer

une stratégie « forte » sur le marché européen. Le regroupement se fait par la constitution d'une société holding qui détient la totalité du capital des trois sociétés filiales. Il sera présidé par M. Henri Cégarra (Téletota), et M. Michel Thévenet (Telcipro) et Bertrand Dornay (Eclair) devenant vice-présidents. Ce holding, devenu responsable, assurera la stratégie financière, marketing et commerciale du groupe, mais chacune des trois sociétés existantes conservera ses dirigeants respectifs et ses structures juridiques séparées. Ce regroupement illustre une nouvelle fois le mouvement de concentration qui affecte les industries techniques de l'image à la veille du grand marché européen de 1992 (Le Monde du 20 février).

En dépôt de bilan

« Le Sport » attend de nouveaux actionnaires

Le Sport est en état de coma mais n'est pas encore mort. Après la décision du directeur du conseil de surveillance de suspendre, le 29 juin, la poursuite du journal quotidien sportif (Le Monde du 30 juin), la procédure de dépôt de bilan du titre a été entamée. Après la nomination d'un administrateur judiciaire par le tribunal de commerce de Paris, les candidats à la reprise du journal ont été appelés à se présenter. Dès le jour de la suspension du journal sportif, M. Michel Brémec, responsable du quotidien toulousain Le Courrier sud, créé récemment (Le Monde du 8 juin), a annoncé qu'il était prêt à reprendre Le Sport. Toutefois, les responsables du journal sportif semblent considérer cette offre comme peu sérieuse.

Parmi les autres repreneurs potentiels figurent, selon différentes sources, le groupe Hachette (déjà actionnaire du groupe Amaury qui édite l'Équipe), le groupe de M. Robert

Hervant qui s'était intéressé de très près au journal sportif il y a quelques mois, et le groupe de M. Robert Maxwell. La réduction est encore en état de choc. Mais elle n'est pas présentée et espérée qu'un repreneur se manifeste dans les quinze jours. « Il n'est pas question d'achèvement thérapeutique comme pour le Météo de Paris, assure un journaliste, il faut que quelqu'un se présente vite, investisse beaucoup d'argent et parle sur la durée. Nous avons sous-estimé les habitudes des lecteurs accoutumés au seul quotidien l'Équipe. Pourtant, notre produit leur plaît, et nos ventes augmentent régulièrement ».

Avec une diffusion de l'ordre de 45 000 exemplaires sur le plan national, il est vrai que Le Sport, dans la semaine du 21 au 25 juin, oscillait entre 9 000 et 13 000 exemplaires vendus à Paris, alors que l'Équipe voyait ses ventes varier de 28 000 à 33 000 exemplaires. Un exemple des potentialités du jeune quotidien sportif qui s'apparente, le 4 juillet, à étendre ses pages couleurs à l'ensemble de son édition (la quadrichromie, répartie sur quatre pages depuis mai, était jusqu'alors réservée à la région parisienne et au nord-ouest de la France). « La machine est prête, il lui suffit d'un peu de carburant et d'une clef pour la faire tourner », note un responsable.

Les soixante-dix journalistes du quotidien sportif ont décidé de faire fabriquer et diffuser 1 000 exemplaires du Sport le 30 juin ou le 1^{er} juillet, dans les rédactions afin d'expliquer, en quatre pages, leurs problèmes et leurs projets. Le Livre CGT a cependant refusé d'imprimer cette « édition papier », car il n'y avait pas de papier disponible, et les NMPP auraient refusé de diffuser des exemplaires gratuits.

YVES-MARIE LAURE.

« La Comète, journal à « périodicité variable ». — « Aussi souvent que nécessaire ». Telle est la devise de la Comète, nouvelle publication dont le premier numéro est paru le 23 juin. La périodicité de ce journal dépendra en effet de l'actualité. Seuls des événements exceptionnels justifient sa parution. Édité par la Natcom, société indépendante de presse et de communication, la Comète, publiée en grand format, est destinée, selon ses créateurs, à devenir un objet de référence, quelle que soit l'actualité retenue : politique, sociale, culturelle ou internationale ». Jean-Christophe Nothias, directeur de la publication, tient à s'attacher les services des meilleurs spécialistes de chaque sujet. Il est prévu au moins douze numéros par an, vendus 20 F chacun. Le premier, diffusé à 150 000 exemplaires, est consacré, indépendamment, à la bataille de la paratourisme, à l'occasion du congrès du PCUS le 28 juin.

L'insertion du logo de la 5 sur un téléfilm est condamnée par le tribunal

La 5 a été condamnée, mercredi 29 juin, par la première chambre du tribunal de Paris à verser 50 000 francs de dommages et intérêts à MM. Jean-Pierre Marchand, scénariste-réalisateur, et Gilles Lapoux, héritier d'Armand Lanoux. Le tribunal reproche à la chaîne de ne pas avoir retiré son logo de l'écran lors de la projection le 10 août 1987 du téléfilm Yvette comme M. Marchand, en tant que co-auteur, le lui avait expressément demandé. Les responsables de la chaîne de films, qui s'était jointe au procès, a également obtenu 1 franc symbolique et le jugement devra être publié dans deux jours.

Le tribunal, présidé par M^{me} Huguette Le Foyer de Costil, a estimé que la 5 avait porté « atteinte au droit moral des auteurs ». « L'insertion du logo litigieux, qui n'est commandée par aucune considération technique ou artistique, indique en effet le jugement, a pour fin de promouvoir en permanence l'image de la chaîne par un phénomène d'auto-publicité entièrement étranger à l'œuvre diffusée et auquel tout auteur de film a le droit de s'opposer ».

Les réseaux de vidéotexte français et belge sont interconnectés

C'est une première en Europe : depuis le 29 juin, les services télématiques entre les réseaux RTT-Vidéotex, en Belgique, et Téletex, en France, sont interconnectés. Les Belges auront ainsi un accès téléphonique, en mode direct et sans transcodage, à mille cinq cents de huit mille numéros de données françaises à usage grand public ou professionnel. Cette liaison directe est rendue possible par le fait que les appareils belges, contrairement à la plupart des minitel installés en France, sont bilingues — même si la norme en vigueur en Belgique est le Presto, de conception britannique, et non le Téletex français. En revanche, les messages des Français qui voudront interroger le réseau belge par l'intermédiaire de leur minitel devront être transcodés (décodés, puis recodés dans l'autre langage) par un centre serveur situé en Belgique. Depuis 1987, la France a interconnecté son réseau de vidéotexte avec ceux de deux autres de ses voisins, la RFA et le Luxembourg. Dans les deux cas, le transcodage se révèle nécessaire. Le prochain pays doit être l'Italie, dans un délai de trois mois.

« Canal Plus Afrique signe une convention avec le Gabon. — Canal Plus Afrique, filiale de la chaîne cryptée française, a signé, vendredi 24 juin à Libreville, une convention qui devrait aboutir, si les conditions techniques et de rentabilité sont réunies, à son implantation au Gabon. L'étude doit durer six semaines. Si

ses conclusions sont positives, Canal Plus fera parvenir, par satellite, ses programmes à une société d'exploitation créée pour la circonstance, et dont les capitaux seront essentiellement gabonais. Des pourparlers avec six autres États africains ont également été entamés.

Des bibliothécaires zélés

« Les années 50, c'est bien dans les musées, mais pas dans les bibliothèques. » En inaugurant, le 28 juin, au Centre Pompidou, l'exposition consacrée à cette décennie, le ministre de la culture, Jack Lang, fut accueilli par une double haie de bibliothécaires qui distribuaient en tract, ils entendaient ainsi protester contre leur statut qui date précisément de cette époque.

Depuis plusieurs mois les bibliothécaires demandent une revalorisation de leur fonction et de leurs salaires. Comme les conservateurs et les magasiniers qui, aux deux bouts de l'échelle, ont obtenu satisfaction. Or, les bibliothécaires-adjoints — ils sont six mille en France — observent depuis avril une grève du zèle, en prenant au pied de la lettre le décret de 1950 qui définit leur profession : « exécuter des travaux techniques courants » sous les ordres d'un conservateur. C'est-à-dire, en gros, recopier une fiche préétablie et distribuer des ouvrages.

En réalité cela fait longtemps qu'ils secondent efficacement les conservateurs et, dans bien des cas, les remplacent. Ils établissent des fiches, catalogues et inventaires, font des recherches bibliographiques, surveillent les entrées des expositions. Ce sont eux encore qui, le plus souvent, sont en contact direct avec les lecteurs pour leur fournir les renseignements bibliographiques dont ils ont besoin. Et alors qu'un simple baccalauréat et une

année préparatoire sont exigés pour un tel poste, la majorité d'entre eux est aujourd'hui titulaire d'une licence ou d'une maîtrise. Leur rémunération est restée basse : de 5 053 F lors de leur engagement à 7 782 F en fin de carrière, sans primes d'aucune sorte. Ils réclament donc une augmentation significative de leur salaire, un relèvement indiciaire de 50 points — élargement sur les instituteurs, — soit environ 1 000 F supplémentaires chaque mois. Et surtout une plus grande élasticité au sein de leur carrière : facilités pour accéder aux grades supérieurs, passage plus aisé vers le corps des conservateurs.

Les négociations seront sans doute corripées : les bibliothécaires dépendent en effet de deux ministères, l'éducation nationale et la culture. En attendant, leur action paralysée en partie de l'accueil dans les grandes bibliothèques, celui de la Nationale en particulier, à l'époque où les chercheurs étrangers arrivent en masse. Elle ralentit également le service informatique puisque l'élaboration des fiches est considérablement réduite. Les pouvoirs publics au lieu de tenter de résoudre ces problèmes qui se posent dans l'univers des bibliothèques françaises pourraient peut-être réfléchir à la division globale d'un système qui donne des signes manifestes d'essoufflement.

EMMANUEL DE ROUX.

ABBAYE DE ROYAUMONT (Val d'Oise)
Dimanche 3 juillet à 17 h 30
CHANTS TRADITIONNELS SYRIAQUES ET BYZANTINS
Rens. (1) 30.35.30.16 Parrainage TéléDiffusion de France

ALAIN WOODROW.
* Télé-Gabon, de Marc Paillet, 66 pages Denoël, 190 pages, 80 F.

avec Jean Henochsberg

J'y crois !

« J'y crois ! »... C'est la devise de Jean Henochsberg, directeur de la production de la série télévisée « Les Maîtres de la Terre ».

« J'y crois ! »... C'est la devise de Jean Henochsberg, directeur de la production de la série télévisée « Les Maîtres de la Terre ».

« J'y crois ! »... C'est la devise de Jean Henochsberg, directeur de la production de la série télévisée « Les Maîtres de la Terre ».

« J'y crois ! »... C'est la devise de Jean Henochsberg, directeur de la production de la série télévisée « Les Maîtres de la Terre ».

« J'y crois ! »... C'est la devise de Jean Henochsberg, directeur de la production de la série télévisée « Les Maîtres de la Terre ».

« J'y crois ! »... C'est la devise de Jean Henochsberg, directeur de la production de la série télévisée « Les Maîtres de la Terre ».

« J'y crois ! »... C'est la devise de Jean Henochsberg, directeur de la production de la série télévisée « Les Maîtres de la Terre ».

« J'y crois ! »... C'est la devise de Jean Henochsberg, directeur de la production de la série télévisée « Les Maîtres de la Terre ».

« J'y crois ! »... C'est la devise de Jean Henochsberg, directeur de la production de la série télévisée « Les Maîtres de la Terre ».

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : * Signifié dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■ Ne pas manquer ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 30 juin

TF 1

20.40 Questions à domicile. Emission d'Anne Sinclair, Jean-Marie Colombani et Alexandre Tarta. Avec Raymond Barre, en direct de son bureau parisien. 22.00 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. Esparguez-moi les violons. 22.50 Documentaire : Génération 14. Larmes à gauche, de Jean Lassave. 23.20 Variétés : Wix qui peut. 23.45 Crochet animé par Jesse Garon (finale). 0.05 Journal et la Bourse. 0.20 Magazine : Minité sport. 1.35 Documentaire : La haine de tous les saints. De Monique Tosselli. 2. La chevauchée des dieux (rediff.).

A 2

20.35 Cinéma : Faria à Bahia pour OSS 117 □ Film français d'André Hunebelle (1965). Avec Frédéric Stafford, Mylène Demongeot, Raymond Pellegrin, Pierre-François. 22.15 Magazine : Édition spéciale. D'Alain Wiedler. Présenté par Claude Sérillon. Thème : « L'émigré du Caillon ». Pour mieux comprendre ce qui se passe en Nouvelle-Calédonie. 23.50 Informations : 24 heures sur la 2.

FR 3

20.30 Cinéma : L'important c'est d'aimer □ Film français d'André Zaluski (1974). Avec Romy Schneider, Fabio Testi, Jacques Dutronc, Claude Dauphin. 22.25 Journal. 22.50 Magazine : Océaniques. Grands soirs et petits matins : Mai 68 au quartier Latin, de William Klein. 2. Pétis matins. 23.45 Musique, musique. Scherzo, de Chopin, par Nicolas Economou, piano.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : L'apocalypse □ Film grec de Théo Angelopoulos (1986). Avec Marcello Mastroianni, Nadia Minozzi, Serge Reggiani. 22.25 Flash d'informations. 23.30 Cinéma : Poésie et Frites □ Film français de Luis Rego (1987). Avec Luis Rego, Michel Galabru, Claire Nadeau, Antonino. 23.55 Cinéma : La Baie sanglante □ Film italien de Mario Bava (1972). Avec Claude Auzan, Luigi Pistilli, Lea Miranda, Laura Betti. 1.25 Cinéma : Émission IV. Film

français classé X de Francis Leroy (1983). Avec Sylvia Kristel, Mia Nygren, Patrick Bauchau.

LA 5

20.30 Cinéma : Le Temps des vacances □ Film français de Claude Vial (1979). Avec Nathalie Delon, Daniel Ceccaldi. 22.20 Série : Hitchcock présente. 22.30 Série : Star Trek. 23.50 Mission impossible (rediff.). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Mission impossible (suite). 0.45 L'homme de l'Atlantide (rediff.). 1.35 La grande vallée (rediff.). 2.25 Journal de la nuit. 2.30 Arènes Lapsa (rediff.). 3.25 Les secrets de la mer Rouge (rediff.). 3.50 Les globe-trotters (rediff.). 4.15 Top suggestis (rediff.).

M 6

20.30 Cinéma : La Petite Fille au bout du chemin □ Film franco-canadien de Nicolas Gessner (1976). Avec Jodie Foster, Martin Sheen, Scott Shannon, Alexis Smith. 22.10 Série : L'homme de fer. Conséquences d'une découverte. 23.00 Série : Cagney et Lacey. Crime familial. 23.50 Six minutes d'informations. 0.00 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Nouvelles de Polignac. Liège, extrait de Dans le secret de la confession, de Karel Houtchek. 21.30 Film français de Jean Guéhenno (2^e partie). 22.40 Nuits magiques. Voisins. 3. Lieux communs. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Codes. Immigrant songs : Minimal compact.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : Musique pour cordes, percussions et céleste, de Bartok ; Symphonie n° 3 au 1^{er} mouvement, de Beethoven, par l'Orchestre de Paris, dir. Georg Solti. 23.07 Club de la musique contemporaine. Concert (donné à l'abbaye de Royaumont le 11 juin) : Visages de sainte Thérèse, de Puccini ; Hante surveillance de Natoli ; Werther, de Coudenhove ; Dholak ou « appels rythmiques » pour six solistes, de Campagna, par Françoise Kubler, soprano, Régis Oudot, ténor, et l'ensemble TM 4, dir. Laurent Caillet. 0.30 Auteur de minuit.

Vendredi 1^{er} juillet

TF 1

13.45 Feuilles : Côte ouest. 14.30 Variétés : La chanson aux chansons. Emission de Pascal Sevran. Les trente ans de nos nostalgies, avec François Deguelt, Rachel Zanini, Evelyne Leclercq, Anny Gault. 15.10 Série : La croisière s'arrête. 16.00 Magazine : L'Europe. 16.45 De Cécile Roger-Machart, présenté par Eric Galliano. 16.45 Club Dorothée. Rémi, Goldorak : Le jeu de l'ABC. Dragon ball. 18.00 Série : Chien. 18.55 Méfiez-vous. 19.00 Fantômes : Santa-Barbara. 19.50 Jeu : La rose de la fortune. 20.00 Journal. 20.30 Météo et Temps vert. 20.40 Jeux : Interdiction. 20.45 Fantôme-Monstres. 21.25 Alain Dumas face à l'écran. Le mystère de l'île de Pâques. 23.45 Journal et la Bourse. 0.00 Série : Les chevaliers. 0.50 Magazine : Minité sport. 1.35 Documentaire : Le chemin des indiens morts. De Jean Arlaud et Michel Perrin. 1. Le monde d'Edo (rediff.). 2.50 Documentaire : Histoire des chiens. Thon rouge, thon blanc : Savoir chasser avec son chien.

A 2

13.45 Feuilles : Jours d'été. 14.35 Tennis. Tournoi de Wimbledon, en direct de Londres. Avec les commentaires de Daniel Cussel, Lionel Chamoulaud, Christian Quilès. 17.55 Série : Les dix ans de la police. Ténacité inachevée. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'André Janicot, présenté par Patrice Laffont. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Série : AM. Changement d'automne. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Feuilles : La Caméra, règlements de comptes à Naples. De Steno, avec Sophie Duez, Claudio Amendola, Marcel Bozzuffi, Carlo Giallini (2^e épisode). 21.30 Actualités. Magazine : Histoire de Bernard Pivot. Sur le thème « Faites-en des succès de l'été », sont invités : Jean-Paul Desprat (Le Marquis des épiques), Jean Sagne (Toulouse-Lautrec), Henri Thomas (Un détenu par la vie), Jeanne Cressanges (Les Étoiles rouges). 21.45 Journal. 23.10 Club-Club : Gilda □ Film américain de Charles Vidor (1946), avec Rita Hayworth, Glenn Ford, George McCready (v.a.).

FR 3

13.30 Magazine : La vie à plein temps. Présenté par Gérard Mourou. 14.00 Magazine : Montagne (rediff.). 14.30 Série : Éclaircie. 14.45 Signé Soutine. 15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : 1984-Carême. Présenté par Caroline Trepo, Mon héros préféré : La main verte : Télévision. 15.10 Actualités régionales. 15.35 Série : AM. Changement d'automne. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Feuilles : La Caméra, règlements de comptes à Naples. De Steno, avec Sophie Duez, Claudio Amendola, Marcel Bozzuffi, Carlo Giallini (2^e épisode). 21.30 Actualités. Magazine : Histoire de Bernard Pivot. Sur le thème « Faites-en des succès de l'été », sont invités : Jean-Paul Desprat (Le Marquis des épiques), Jean Sagne (Toulouse-Lautrec), Henri Thomas (Un détenu par la vie), Jeanne Cressanges (Les Étoiles rouges). 21.45 Journal. 23.10 Club-Club : Gilda □ Film américain de Charles Vidor (1946), avec Rita Hayworth, Glenn Ford, George McCready (v.a.).

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Good Morning Baby □ Film italien de Paolo et Vittorio Taviani (1987). Avec Vincent Spano, Joaquim de Almeida. 16.05 Cinéma : Léo, le dernier □ Film anglais de John Boorman (1969). Avec Marcello Mastroianni, Billie Whitelaw, Glenn Ford. 17.25 Clubes casino. Comic strip. 18.15 Flash d'informations. 18.16 Clubes casino. 18.25 Descente animée : Le plat. 18.26 Top 50. 18.55 Starquiz. Présenté par Alexandra Kazan. Invités : Lio, Jean-Pierre Beltoise, Jean Marais. 19.20 Magazine :

Nelle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Les Nuts. Invité : Étienne Daho. 20.30 Série : Un fils dans la Méditerranée. 21.15 Cinéma : Le Tête contre les murs □ Film français de Georges Franju (1958). Avec Jean-Pierre Mocky, Anouk Aimée, Charles Aznavour, Paul Meurisse. 22.50 Flash d'informations. 22.55 Cinéma : Fais pas comme moi □ Film américain de John Miljus (1984). Avec Patrick Swayze, C. Thomas Howell, Ron Silver. 0.45 Cinéma : Rémission. 23.00 Série : L'homme de l'Atlantide. 0.25 La grande vallée (rediff.). 1.15 L'homme de l'Atlantide (rediff.). 2.05 Journal de la nuit. 2.10 Arènes Lapsa (rediff.). 3.05 Les secrets de la mer Rouge (rediff.). 3.30 Les globe-trotters (rediff.). 3.55 Star Trek (rediff.).

LA 5

13.35 Série : L'homme de l'Atlantide. 14.40 Série : La grande vallée. 15.50 Série : Mission impossible. 16.55 Les Schtroumpfs. 17.20 La famille Keala. 17.45 Dans les Alpes avec America. 18.10 Charlotte. 18.30 Cressy, adorable pour nous ! - 2. Beaucoup plus proche de l'ours que du mouton. - 3. Fréquent des porteurs de couronne. Grossit un cours francosuisse. Deux parmi sept. - 4. Il en est qui passent leur temps dans les bars. On s'aproprie de son utilité en le mettant à la porte. - 5. A autant de valeur à Tokyo qu'à Kyoto. Est assurément né sous une bonne étoile ! N'a pas la tête nue. - 6. Prise en main pour partir d'un bon pied. Facilite un départ. - 7. Se déplaçait en sabots. Susceptible de se faire draguer. - 8. Est battue par les flots. Pronom. Certains sont prêts à l'engager même en période de crise. - 9. Des phalanges avaient les doigts dessus. De mauvais goût.

M 6

13.30 Série : L'homme de l'Atlantide. 14.40 Série : La grande vallée. 15.05 Magazine : Faites-moi 6. Avec les rubriques : La rose de la musique et Première écoute. 16.15 Jeu : Clip constant. 16.55 Hic, hé, hé, bouzou ! 17.05 Série : Deltan. 18.00 Journal. 18.10 Météo. 18.15 Série : Les codes du paradis. La grande classe (2^e partie). 19.00 Série : L'incroyable Hulk. Dernier round. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Cagney et Lacey. 20.30 Série : Le saint. La petite fille perdue. 21.20 Feuilles : La clinique de la Santé. 21.30 Série : Les codes du paradis. 22.15 Magazine : Club 6. L'actualité des films de la semaine. 22.30 Cinéma : Le cave se rebiffe □ Film français de Gilles Grangier (1961). Avec Jean Gabin, Martine Carol, Francis Villard. 0.15 Six minutes d'informations. 0.25 Magazine : Chances (rediff.). 0.55 Concert de l'Orchestre radio-Festival du film publicitaire (Cannes 1988, rediff.). 3.25 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Le balade de la géologie de Reading, d'Osier Wilde (INA, 1962). 21.30 Musique : Black and blue. Festival d'été. 22.40 Nuits magiques. Les voisins. 4. Le tout-possible. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Codes. Immigrant songs : Minimal compact.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 19 décembre 1987 à Sarrebruck) : Staub pour orchestre, de Lachmann ; Symphonie n° 9 en ré mineur, op. 125, de Beethoven, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. Myung-whun Chung ; sol : Helen Donath (soprano) ; Cornelia Walkoff (alto) ; Eberhard Buchner (ténor) ; Manfred Schenk (basse). 22.50 Frontières loyales. Margherita Caruso. Extraits de Beethoven et de l'Éclair d'automne, de Donizetti ; de Fra Diavolo, d'Auber ; de La somnambule, des Capulets et les Montagues et des Puritains, de Bellini. 23.07 Club de la musique ancienne. Festival de Saintes (10-17 juillet). (Œuvres de Purcell, Farinelli, Benjamin, Dowland, 0.30 Archives. Guido Canali à New-York : Divertissement pour cordes et cor en si bémol majeur K 287, de Mozart, Concerto pour violon et orchestre en mi mineur op. 64, de Mendelssohn (donné au Carnegie Hall le 14 mars 1954).

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable de temps en France entre le jeudi 30 juin à 0 heure et le dimanche 3 juillet à minuit.

La situation va devenir de plus en plus dépressionnaire durant ces premiers jours du mois de juillet. Vendredi, samedi et dimanche, le temps sera très instable sur la plupart des régions.

Vendredi : orages, températures en baisse. Nuits et pluies orageuses prédominantes vendredi sur l'ensemble du territoire.

Les températures minimales varieront entre 16 et 20 degrés sur la majeure partie du pays, excepté du Nord au Centre et à la Bretagne où elle avoisineront 13 à 15 degrés.

Les températures maximales, en baisse sensible, seront comprises entre 16 et 18 degrés près de la Manche, 18 et 20 degrés du Bassin parisien à la Normandie, la Bretagne et aux Pays de Loire, 20 et 22 degrés sur les régions de la moitié sud, 22 et 28 degrés du Nord au Nord-Est.

Dimanche : généralisation des averse. Des nuages abondants et des pluies, parfois orageuses, affecteront encore le quart sud-est. Partout ailleurs, les averse prédominantes.

Le matin, des nuages très abondants, donneront des précipitations localement orageuses, sur les régions de l'est, les Alpes et la Provence-Côte d'Azur. À la fin de la journée, les nuages seront nombreux et les éclaircies resteront très limitées, surtout sur le quart nord-ouest, où les averse seront fréquentes.

L'après-midi, les averse se généraliseront, et elles concerneront une grande moitié ouest.

Le vent soufflera assez fort sur la Bretagne et près des côtes de la Manche. Mistral en Méditerranée.

Les températures minimales seront de l'ordre de 13 à 15 degrés sur le quart sud-est, de 15 à 20 degrés ailleurs.

Les températures maximales, en baisse sensible, seront comprises entre 16 et 18 degrés près de la Manche, 18 et 20 degrés du Bassin parisien à la Normandie, la Bretagne et aux Pays de Loire, 20 et 22 degrés sur les régions de la moitié sud, 22 et 28 degrés du Nord au Nord-Est.

Dimanche : généralisation des averse. Des nuages abondants et des pluies, parfois orageuses, affecteront encore le quart sud-est. Partout ailleurs, les averse prédominantes.

Le matin, des nuages très abondants, donneront des précipitations localement orageuses, sur les régions de l'est, les Alpes et la Provence-Côte d'Azur. À la fin de la journée, les nuages seront nombreux et les éclaircies resteront très limitées, surtout sur le quart nord-ouest, où les averse seront fréquentes.

L'après-midi, les averse se généraliseront, et elles concerneront une grande moitié ouest.

Le vent soufflera assez fort sur la Bretagne et près des côtes de la Manche. Mistral en Méditerranée.

Les températures minimales seront de l'ordre de 13 à 15 degrés sur le quart sud-est, de 15 à 20 degrés ailleurs.

Les températures maximales, en baisse sensible, seront comprises entre 16 et 18 degrés près de la Manche, 18 et 20 degrés du Bassin parisien à la Normandie, la Bretagne et aux Pays de Loire, 20 et 22 degrés sur les régions de la moitié sud, 22 et 28 degrés du Nord au Nord-Est.

Dimanche : généralisation des averse. Des nuages abondants et des pluies, parfois orageuses, affecteront encore le quart sud-est. Partout ailleurs, les averse prédominantes.

Le matin, des nuages très abondants, donneront des précipitations localement orageuses, sur les régions de l'est, les Alpes et la Provence-Côte d'Azur. À la fin de la journée, les nuages seront nombreux et les éclaircies resteront très limitées, surtout sur le quart nord-ouest, où les averse seront fréquentes.

L'après-midi, les averse se généraliseront, et elles concerneront une grande moitié ouest.

Le vent soufflera assez fort sur la Bretagne et près des côtes de la Manche. Mistral en Méditerranée.

Les températures minimales seront de l'ordre de 13 à 15 degrés sur le quart sud-est, de 15 à 20 degrés ailleurs.

Les températures maximales, en baisse sensible, seront comprises entre 16 et 18 degrés près de la Manche, 18 et 20 degrés du Bassin parisien à la Normandie, la Bretagne et aux Pays de Loire, 20 et 22 degrés sur les régions de la moitié sud, 22 et 28 degrés du Nord au Nord-Est.

Dimanche : généralisation des averse. Des nuages abondants et des pluies, parfois orageuses, affecteront encore le quart sud-est. Partout ailleurs, les averse prédominantes.

Le matin, des nuages très abondants, donneront des précipitations localement orageuses, sur les régions de l'est, les Alpes et la Provence-Côte d'Azur. À la fin de la journée, les nuages seront nombreux et les éclaircies resteront très limitées, surtout sur le quart nord-ouest, où les averse seront fréquentes.

L'après-midi, les averse se généraliseront, et elles concerneront une grande moitié ouest.

Le vent soufflera assez fort sur la Bretagne et près des côtes de la Manche. Mistral en Méditerranée.

Les températures minimales seront de l'ordre de 13 à 15 degrés sur le quart sud-est, de 15 à 20 degrés ailleurs.

Les températures maximales, en baisse sensible, seront comprises entre 16 et 18 degrés près de la Manche, 18 et 20 degrés du Bassin parisien à la Normandie, la Bretagne et aux Pays de Loire, 20 et 22 degrés sur les régions de la moitié sud, 22 et 28 degrés du Nord au Nord-Est.

Dimanche : généralisation des averse. Des nuages abondants et des pluies, parfois orageuses, affecteront encore le quart sud-est. Partout ailleurs, les averse prédominantes.

Le matin, des nuages très abondants, donneront des précipitations localement orageuses, sur les régions de l'est, les Alpes et la Provence-Côte d'Azur. À la fin de la journée, les nuages seront nombreux et les éclaircies resteront très limitées, surtout sur le quart nord-ouest, où les averse seront fréquentes.

L'après-midi, les averse se généraliseront, et elles concerneront une grande moitié ouest.

Le vent soufflera assez fort sur la Bretagne et près des côtes de la Manche. Mistral en Méditerranée.

Les températures minimales seront de l'ordre de 13 à 15 degrés sur le quart sud-est, de 15 à 20 degrés ailleurs.

Les températures maximales, en baisse sensible, seront comprises entre 16 et 18 degrés près de la Manche, 18 et 20 degrés du Bassin parisien à la Normandie, la Bretagne et aux Pays de Loire, 20 et 22 degrés sur les régions de la moitié sud, 22 et 28 degrés du Nord au Nord-Est.

De violents orages éclateront en particulier sur les Cévennes, le Jura et les Alpes où les précipitations risquent d'être abondantes.

L'amélioration viendra de l'ouest avec le retour des éclaircies dans l'après-midi, et la soirée, de la Mayenne à l'Aquitaine. Ces éclaircies seront toutefois entrecoupées d'averse, plus nombreuses et plus fortes sur la Bretagne, la Normandie, les Pays de Loire et le Centre où elles prendront parfois un caractère orageux.

Les températures minimales varieront entre 16 et 20 degrés sur la majeure partie du pays, excepté du Nord au Centre et à la Bretagne où elle avoisineront 13 à 15 degrés.

Les températures maximales, en baisse sensible, seront comprises entre 16 et 18 degrés près de la Manche, 18 et 20 degrés du Bassin parisien à la Normandie, la Bretagne et aux Pays de Loire, 20 et 22 degrés sur les régions de la moitié sud, 22 et 28 degrés du Nord au Nord-Est.

Dimanche : généralisation des averse. Des nuages abondants et des pluies, parfois orageuses, affecteront encore le quart sud-est. Partout ailleurs, les averse prédominantes.

Le matin, des nuages très abondants, donneront des précipitations localement orageuses, sur les régions de l'est, les Alpes et la Provence-Côte d'Azur. À la fin de la journée, les nuages seront nombreux et les éclaircies resteront très limitées, surtout sur le quart nord-ouest, où les averse seront fréquentes.

L'après-midi, les averse se généraliseront, et elles concerneront une grande moitié ouest.

Le vent soufflera assez fort sur la Bretagne et près des côtes de la Manche. Mistral en Méditerranée.

Les températures minimales seront de l'ordre de 13 à 15 degrés sur le quart sud-est, de 15 à 20 degrés ailleurs.

Les températures maximales, en baisse sensible, seront comprises entre 16 et 18 degrés près de la Manche, 18 et 20 degrés du Bassin parisien à la Normandie, la Bretagne et aux Pays de Loire, 20 et 22 degrés sur les régions de la moitié sud, 22 et 28 degrés du Nord au Nord-Est.

Dimanche : généralisation des averse. Des nuages abondants et des pluies, parfois orageuses, affecteront encore le quart sud-est. Partout ailleurs, les averse prédominantes.

Le matin, des nuages très abondants, donneront des précipitations localement orageuses, sur les régions de l'est, les Alpes et la Provence-Côte d'Azur. À la fin de la journée, les nuages seront nombreux et les éclaircies resteront très limitées, surtout sur le quart nord-ouest, où les averse seront fréquentes.

L'après-midi, les averse se généraliseront, et elles concerneront une grande moitié ouest.

Le vent soufflera assez fort sur la Bretagne et près des côtes de la Manche. Mistral en Méditerranée.

Les températures minimales seront de l'ordre de 13 à 15 degrés sur le quart sud-est, de 15 à 20 degrés ailleurs.

Les températures maximales, en baisse sensible, seront comprises entre 16 et 18 degrés près de la Manche, 18 et 20 degrés du Bassin parisien à la Normandie, la Bretagne et aux Pays de Loire, 20 et 22 degrés sur les régions de la moitié sud, 22 et 28 degrés du Nord au Nord-Est.

Dimanche : généralisation des averse. Des nuages abondants et des pluies, parfois orageuses, affecteront encore le quart sud-est. Partout ailleurs, les averse prédominantes.

Le matin, des nuages très abondants, donneront des précipitations localement orageuses, sur les régions de l'est, les Alpes et la Provence-Côte d'Azur. À la fin de la journée, les nuages seront nombreux et les éclaircies resteront très limitées, surtout sur le quart nord-ouest, où les averse seront fréquentes.

L'après-midi, les averse se généraliseront, et elles concerneront une grande moitié ouest.

Le vent soufflera assez fort sur la Bretagne et près des côtes de la Manche. Mistral en Méditerranée.

Les températures minimales seront de l'ordre de 13 à 15 degrés sur le quart sud-est, de 15 à 20 degrés ailleurs.

Les températures maximales, en baisse sensible, seront comprises entre 16 et 18 degrés près de la Manche, 18 et 20 degrés du Bassin parisien à la Normandie, la Bretagne et aux Pays de Loire, 20 et 22 degrés sur les régions de la moitié sud, 22 et 28 degrés du Nord au Nord-Est.

Dimanche : généralisation des averse. Des nuages abondants et des pluies, parfois orageuses, affecteront encore le quart sud-est. Partout ailleurs, les averse prédominantes.

Le matin, des nuages très abondants, donneront des précipitations localement orageuses, sur les régions de l'est, les Alpes et la Provence-Côte d'Azur. À la fin de la journée, les nuages seront nombreux et les éclaircies resteront très limitées, surtout sur le quart nord-ouest, où les averse seront fréquentes.

L'après-midi, les averse se généraliseront, et elles concerneront une grande moitié ouest.

Le vent soufflera assez fort sur la Bretagne et près des côtes de la Manche. Mistral en Méditerranée.

Les températures minimales seront de l'ordre de 13 à 15 degrés sur le quart sud-est, de 15 à 20 degrés ailleurs.

Les températures maximales, en baisse sensible, seront comprises entre 16 et 18 degrés près de la Manche, 18 et 20 degrés du Bassin parisien à la Normandie, la Bretagne et aux Pays de Loire, 20 et 22 degrés sur les régions de la moitié sud, 22 et 28 degrés du Nord au Nord-Est.

Dimanche : généralisation des averse. Des nuages abondants et des pluies, parfois orageuses, affecteront encore le quart sud-est. Partout ailleurs, les averse prédominantes.

Le matin, des nuages très abondants, donneront des précipitations localement orageuses, sur les régions de l'est, les Alpes et la Provence-Côte d'Azur. À la fin de la journée, les nuages seront nombreux et les éclaircies resteront très limitées, surtout sur le quart nord-ouest, où les averse seront fréquentes.

L'après-midi, les averse se généraliseront, et elles concerneront une grande moitié ouest.

Le vent soufflera assez fort sur la Bretagne et près des côtes de la Manche. Mistral en Méditerranée.

Les températures minimales seront de l'ordre de 13 à 15 degrés sur le quart sud-est, de 15 à 20 degrés ailleurs.

Les températures maximales, en baisse sensible, seront comprises entre 16 et 18 degrés près de la Manche, 18 et 20 degrés du Bassin parisien à la Normandie, la Bretagne et aux Pays de Loire, 20 et 22 degrés sur les régions de la moitié sud, 22 et 28 degrés du Nord au Nord-Est.

Dimanche : généralisation des averse. Des nuages abondants et des pluies, parfois orageuses, affecteront encore le quart sud-est. Partout ailleurs, les averse prédominantes.

De violents orages éclateront en particulier sur les Cévennes, le Jura et les Alpes où les précipitations risquent d'être abondantes.

L'amélioration viendra de l'ouest avec le retour des éclaircies dans l'après-midi, et la soirée, de la Mayenne à l'Aquitaine. Ces éclaircies seront toutefois entrecoupées d'averse, plus nombreuses et plus fortes sur la Bretagne, la Normandie, les Pays de Loire et le Centre où elles prendront parfois un caractère orageux.

Les températures minimales varieront entre 16 et 20 degrés sur la majeure partie du pays, excepté du Nord au Centre et à la Bretagne où elle avoisineront 13 à 15 degrés.

Les températures maximales, en baisse sensible, seront comprises entre 16 et 18 degrés près de la Manche, 18 et 20 degrés du Bassin parisien à la Normandie, la Bretagne et aux Pays de Loire, 20 et 22 degrés sur les régions de la moitié sud, 22 et 28 degrés du Nord au Nord-Est.

Dimanche : généralisation des averse. Des nuages abondants et des pluies, parfois orageuses, affecteront encore le quart sud-est. Partout ailleurs, les averse prédominantes.

Le matin, des nuages très abondants, donneront des précipitations localement orageuses, sur les régions de l'est, les Alpes et la Provence-Côte d'Azur. À la fin de la journée, les nuages seront nombreux et les éclaircies resteront très limitées, surtout sur le quart nord-ouest, où les averse seront fréquentes.

L'après-midi, les averse se généraliseront, et elles concerneront une grande moitié ouest.

Le vent soufflera assez fort sur la Bretagne et près des côtes de la Manche. Mistral en Méditerranée.

Les températures minimales seront de l'ordre de 13 à 15 degrés sur le quart sud-est, de 15 à 20 degrés ailleurs.

Les températures maximales, en baisse sensible, seront comprises entre 16 et 18 degrés près de la Manche, 18 et 20 degrés du Bassin parisien à la Normandie, la Bretagne et aux Pays de Loire, 20 et 22 degrés sur les régions de la moitié sud, 22 et 28 degrés du Nord au Nord-Est.

Echecs

La Coupe du monde à Belfort

Kasparov se détache

A moins d'un effondrement subit et bien improbable de Kasparov dans les trois dernières rondes, le résultat du Tournoi de Belfort semble acquis. Le champion du monde a enregistré dans la douzième ronde, le mercredi 29 juin, sa quatrième victoire d'affilée, cette fois contre Ehlvest, alors que son rival immédiat, Karpov, ne prenait qu'un demi-point à Short.

Spassky et Huchner auraient pu décider de la nullité avant de jouer, puisqu'ils sont restés face à face un petit quart d'heure avant de céder leur combat. Timman, à la dérive, a perdu sa dame devant Spassky et une partie de plus.

RÉSULTATS DE LA 12^e RONDE
Kasparov-Short 0,5-0,5 (47) ; Karpov-Ehlvest 1-0 (34) ; Spassky-Belinski 0,5-0,5 (31) ; Yousoupov-Andersson 0,5-0,5 (23) ; Nogueiras-Ljubojevic 0,5-0,5 (22) ; Ribli-Hjartarson 0,5-0,5 (20) ; Huchner-Spassky 0,5-0,5 (18) ; Timman-Speelman 0-1 (40).

CLASSEMENT

1. Kasparov, 9,5 ; 2. Karpov, 8 ; 3. Ehlvest, 7,5 ; 4. Huchner, 7 ; 5. Spassky, 7 ; 6. Short, 6,5 ; 7. Ribli, 6,5 ; 8. Short, 6 ; 9. Speelman, 5,5 ; 10. Andersson, 5 ; 11. Nogueiras, 4,5 ; 12. Yousoupov, 3 ; 13. Belinski, 3 ; 14. Hjartarson, 2 ; 15. Ljubojevic, 1,5 ; 16. Timman, 1,5.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Michel SEELIG, Nicolas OTTENAD, son épouse, et Jean

ont la joie d'annoncer la naissance de

Claira,

le 28 juin 1988, à Thionville.

Décès

— Les coprésidents et les membres du conseil d'administration de la Fédération nationale de la publicité (FNP),

ont le grand regret de faire part du

décès de

M. André BOUHEBENT,

chevalier de la Légion d'honneur,

croix de guerre 1939-1945,

président fondateur de l'AACP,

ancien vice-président de la FNP.

Us tiennent à saluer la mémoire de

celui qui, au cours de sa longue carrière,

œuvre pour la profession publicitaire.

FNP, 40, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une

réduction sur les insertions du « Carnet

du Monde », nous prions de leur

envoyer de temps en temps des

bandes pour justifier de cette qualité.

— N. CHESNEY,

nous a quittés le 22 juin 1988.

Se femme,

Ses enfants,

Ses petits-enfants,

demandent à ceux qui l'ont connu de se

joindre à eux pour que restent vivants,

deux leurs souvenirs, son esprit, son

humour, son goût de vivre.

Leurs pensées reconnaissantes vont

au docteur Nadi et à son équipe de

l'hôpital Percy, qui ont fait preuve à son

égard de tant de qualités profession-

nelles et humaines, et leur remercie-

ment à ceux et à celles qui ont exprimé

en ces jours soutiens et sympathies.

Familles Chesney, Fiat et Berruti.

Paris - Antilles - Genève.

— M. Thomas DIFRAYA,

ingénieur à l'Énergie atomique,

chevalier de l'Ordre national du Mérite,

médaille des Sciences,

survive le 25 juin 1988, à l'âge de

soixante-seize ans.

Les obsèques ont eu lieu le 27 juin,

dans l'intimité familiale.

— M. André FALCOZ,

sa fille

M. Germaine Foulhoux,

sa sœur,

la famille Gittard,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis FALCOZ,

né Marcel Foulhoux,

institutionnel honoraire,

survive le 29 juin 1988, en son domicile

à Paris, dans sa quatre-vingt-troisième

année.

La cérémonie religieuse aura lieu en

l'église Saint-Pierre d'Yzeure (Allier),

le vendredi 1^{er} juillet, à 15 heures, suivie

de l'inhumation au cimetière d'Yzeure,

dans le caveau de famille.

28, avenue Mozart,

75016 Paris.

33, rue Aristide-Brissot,

93400 Yzeure.

M. Georges Brossard,

son épouse,

Le docteur Georges Gaiddon-

Brossard,

M. Édouard Gaiddon,

ses enfants,

Dominique, Sabine-Muriel,

Lyse-Arme,

ses petites-filles,

M. André Desbarre,

sa belle-sœur,

Les familles Brossard, Dupon, Mal-

diard, Lamet, Gachod,

parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges BROSSARD,

chef de service honoraire

à la Compagnie des wagons-lits,

chevalier de la Légion d'honneur,

croix de guerre 1939-1945,

président fondateur de l'AACP,

ancien vice-président de la FNP.

Us tiennent à saluer la mémoire de

celui qui, au cours de sa longue carrière,

œuvre pour la profession publicitaire.

FNP, 40, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une

réduction sur les insertions du « Carnet

du Monde », nous prions de leur

envoyer de temps en temps des

bandes pour justifier de cette qualité.

— N. CHESNEY,

nous a quittés le 22 juin 1988.

Se femme,

Ses enfants,

Ses petits-enfants,

demandent à ceux qui l'ont connu de se

joindre à eux pour que restent vivants,

deux leurs souvenirs, son esprit, son

humour, son goût de vivre.

Leurs pensées reconnaissantes vont

au docteur Nadi et à son équipe de

l'hôpital Percy, qui ont fait preuve à son

égard de tant de qualités profession-

nelles et humaines, et leur remercie-

ment à ceux et à celles qui ont exprimé

en ces jours soutiens et sympathies.

Familles Chesney, Fiat et Berruti.

Paris - Antilles - Genève.

— M. Thomas DIFRAYA,

ingénieur à l'Énergie atomique,

chevalier de l'Ordre national du Mérite,

médaille des Sciences,

survive le 25 juin 1988, à l'âge de

soixante-seize ans.

Les obsèques ont eu lieu le 27 juin,

dans l'intimité familiale.

— M. André FALCOZ,

sa fille

M. Germaine Foulhoux,

sa sœur,

la famille Gittard,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis FALCOZ,

né Marcel Foulhoux,

institutionnel honoraire,

survive le 29 juin 1988, en son domicile

à Paris, dans sa quatre-vingt-troisième

année.

La cérémonie religieuse aura lieu en

l'église Saint-Pierre d'Yzeure (Allier),

le vendredi 1^{er} juillet, à 15 heures, suivie

de l'inhumation au cimetière d'Yzeure,

dans le caveau de famille.

28, avenue Mozart,

75016 Paris.

33, rue Aristide-Brissot,

93400 Yzeure.

— M. Georges Brossard,

son épouse,

Le docteur Georges Gaiddon-

Brossard,

M. Édouard Gaiddon,

ses enfants,

Dominique, Sabine-Muriel,

Lyse-Arme,

ses petites-filles,

M. André Desbarre,

sa belle-sœur,

Les familles Brossard, Dupon, Mal-

diard, Lamet, Gachod,

parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges BROSSARD,

chef de service honoraire

à la Compagnie des wagons-lits,

chevalier de la Légion d'honneur,

croix de guerre 1939-1945,

président fondateur de l'AACP,

ancien vice-président de la FNP.

Us tiennent à saluer la mémoire de

celui qui, au cours de sa longue carrière,

œuvre pour la profession publicitaire.

FNP, 40, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une

réduction sur les insertions du « Carnet

du Monde », nous prions de leur

envoyer de temps en temps des

bandes pour justifier de cette qualité.

— N. CHESNEY,

nous a quittés le 22 juin 1988.

Se femme,

Ses enfants,

Ses petits-enfants,

demandent à ceux qui l'ont connu de se

joindre à eux pour que restent vivants,

deux leurs souvenirs, son esprit, son

humour, son goût de vivre.

Leurs pensées reconnaissantes vont

au docteur Nadi et à son équipe de

l'hôpital Percy, qui ont fait preuve à son

égard de tant de qualités profession-

nelles et humaines, et leur remercie-

ment à ceux et à celles qui ont exprimé

en ces jours soutiens et sympathies.

Familles Chesney, Fiat et Berruti.

Paris - Antilles - Genève.

— M. Thomas DIFRAYA,

ingénieur à l'Énergie atomique,

chevalier de l'Ordre national du Mérite,

médaille des Sciences,

survive le 25 juin 1988, à l'âge de

soixante-seize ans.

— François Lhoest

annonce avec une infinie tristesse le

décès de son père,

le colonel IFM ER

Max P. LHOEST,

veuf de dame Germaine Dédalle,

croix de guerre,

commandeur de l'Ordre de Léopold,

né à Londres le 16 mai 1915 et décédé à

Bruxelles le 24 juin 1988.

Les funérailles ont eu lieu dans la

plus stricte intimité.

Ses proches tiennent à faire part du

décès de

M. Louis-Antoine MOLLER,

administrateur civil,

survive le 21 juin 1988.

Selon sa volonté, ses proches ont en

lieu dans l'intimité, le 23 juin, à Rome.

Cet avis tient lieu de faire-part.

100, rue de Valenciennes,

75006 Paris.

— M. Marcel Santini,

son épouse,

M. André Santini,

député maire d'Issy-les-Moulineaux,

M. Charles Santini,

M. et M. Dominique Santini,

ses enfants,

Vanina et Pauline,

ses petites-filles,

les familles Santini, Cecaldi,

Battini, Martel et Jandoia,

Et tous la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel SANTINI,

survive le 29 juin 1988, dans sa

soixante-deuxième année, à Paris-16,

sa femme d'une longue maladie.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le vendredi 1^{er} juillet, à 10 h 30, en

l'église Saint-Etienne d'Issy, 5, place de

l'Église, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-

de-Seine).

L'inhumation aura lieu dans le

caveau de famille, au cimetière commu-

nal, 57, rue de l'Égalité.

Près pour lui :

54, boulevard de la Paix,

92400 Courbe

TENNIS : les Internationaux de Grande-Bretagne

Wilander, victime du « tueur » désinvolte

1988 ne sera pas l'année du premier grand chelem masculin depuis 1969 : vainqueur des Internationaux d'Australie et de France, le Suédois Mats Wilander a été éliminé, le mercredi 29 juin, en quarts de finale des championnats de Wimbledon. Tenant du titre, l'Américain Pat Cash n'est pas allé plus loin. Les demi-finales devaient donc opposer, vendredi 1^{er} juillet, Ivan Lendl à Boris Becker et Miloslav Mečíř à Stefan Edberg.

LONDRES
de notre envoyé spécial

Cinquante ans après Donald Budge, dix-neuf ans après Rod Laver, Mats Wilander avait-il une chance réelle de devenir le troisième tenniste à réaliser le grand chelem, c'est-à-dire à gagner, dans la même année, les quatre tournois majeurs qui ont lieu, pendant deux semaines, à Melbourne, Paris, Londres et New-York ? Le Suédois avait fait la moitié du chemin en gagnant les titres australien et français, avant d'arriver à Wimbledon. Et là, il ne lui restait plus que trois marches à monter pour recevoir la coupe mise en jeu pour la cent deuxième fois. Il avait bien sauté la plus haute, la Yougoslave Slobodan Živojinović. Il a dérapé mercredi sur la plus glissante, la Tchèque Miloslav Mečíř.

Inéluctablement, serait-on tenté d'écrire, Wilander n'a jamais été à

son affaire contre celui qui a été surnommé à juste titre « le tueur de Suédois » pour la facilité presque désinvolte avec laquelle il se joue des lifters scandinaves. Mečíř avait ainsi battu six fois Wilander lors de leurs dix précédents matches. Ensuite, le gazon anglais, sur lequel fleurissent surtout services et volées, n'est pas un terrain fertile pour les grâces de renvoyeurs telles que le Suédois.

Quand son aîné Björn Borg avait triomphé à Roland-Garros, les spécialistes avaient été péremptores : il ne pourrait jamais gagner Wimbledon. Le Suédois avait inscrit cinq fois de suite son nom au palmarès du plus vieux tournoi du monde, série constituant un record depuis l'abolition du Challenge Round. Tout en étant le champion du monde des « crocodiles », Borg avait un énorme service et un retour tout aussi fort. Avec ces deux coups, il ne lui était pas absolument nécessaire de se précipiter au filet où, au demeurant, il n'était pas malhabile.

L'ennui, pour Wilander, est que dans les trois coups déterminants sur gazon, il n'est vraiment dangereux qu'en retour de service. Il a d'ailleurs été sur le point de faire le break au premier set face à Mečíř. Mais en variant les effets, le Tchèque a su parvenir à marquer le jeu. Et toute autre circonstance et contre tout autre adversaire, le Suédois aurait pensé que ce n'était que partie remise. La patience est sa principale force. Mais sur ce gazon, contre ce Tchèque, le tueur, il s'est mis à douter, et il a sombré.

Foudroyante
comme un orage

Dans son naufrage, le numéro deux mondial a perdu une chance, sans doute unique, d'accomplir ce fameux grand chelem. « À l'époque de Budge et de Laver, trois levées étaient faites sur le gazon et une sur terre battue. Désormais, c'est très différent puisque Wimbledon est le seul grand tournoi sur herbe », a-t-il remarqué. Faudra-t-il qu'on mette une chape de béton sur le gazon du All England Club pour qu'un joueur puisse enfin mettre à son palmarès les quatre levées dans la même année ?

S'il n'y en avait plus que deux pour s'opposer à ce projet — bien invraisemblable en vérité — ce seraient Boris Becker et Pat Cash, l'Allemand de l'Ouest et l'Australien, qui se sont partagés le titre ces trois dernières années. Les sélections au tournoi se faisaient se rencontrer, mercredi, en quarts de finale sur le court central qui avait été la scène de leur triomphe. La représentation, c'est-à-dire la partie, a tenu les promesses de l'affiche. Elle fut brutale, intense, foudroyante comme un orage.

Depuis le début du tournoi, les deux joueurs étaient sous pression. Mais il s'agit de cette pression particulière, entretenue de ce côté de la Manche, par la presse populaire à coups de ragots et de sous-entendus obscènes. L'un et l'autre en avaient marqué quelques agacements. Le président de Wimbledon s'était même senti obligé de leur faire des excuses par lettre. Pourtant, c'étaient deux champions en colère qui allaient s'affronter.

Le coude à coude de l'Australien et de l'Allemand de l'Ouest rassembla aux 100 mètres des championnats du monde d'athlétisme, à Rome, l'été dernier, entre Carl Lewis et Ben Johnson. Le premier n'avait jamais couru aussi vite. Le second était de toute façon devant. Cash aurait pu prendre le service de Becker au premier set. Ce fut l'Allemand de l'Ouest qui fit le break pour le gain de la manche, grâce à trois malheureuses volées de l'Australien. Becker devait ensuite contrôler le deuxième set après avoir fait le break dès le deuxième jeu. Enfin, il a été mené 4-2 dans la troisième manche, mais il s'est adjugé les quatre derniers jeux en prenant le service de Cash, une première fois grâce à deux doubles fautes, et une deuxième grâce à un retour bloqué et un passing de revers épuisant.

Cash ne s'était pas vraiment mis dans la peau d'un champion de Grande-Bretagne après sa victoire ici l'an passé. Il avait sans doute gommé les aspects les plus outrés de sa personnalité, mais il n'avait pas perdu les exigences de son nouveau statut. Avait-il pensé que les bandeaux à carreaux qu'il distribuait à poignées à ses groupies opérant comme des reliques miraculeuses ? C'est en se remémorant durement au travail que Becker est de nouveau au rendez-vous des demi-finales où l'attend un autre forcené de l'entraînement, Ivan Lendl. Ce sera une revanche de la finale perdue en 1986 par le Tchèque contre le Connécticut.

ALAIN GIRAUDO.

Les résultats
du mercredi 29 juin

SIMPLE MESSIEURS

Quarts de finale

Lendl (Tch., 1) b. Mayotte (E.-U., 13) 7-6 (7-2), 7-6 (7-1), 6-3, 6-4.
Edberg (Suède, 3) b. Kuhn (RFA, 8) 6-3, 4-6, 6-1, 7-6 (7-2).
Mečíř (Tch., 7) b. Wilander (Suède, 2) 6-3, 6-1, 6-3.

SIMPLE DAMES

Quarts de finale

M. Navratilova (E.-U., 2) b. R. Fairbank (Afr. S., 44) 4-6, 6-4, 7-5.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES

Le Cabinet ETAP a proposé aux lecteurs du MONDE les postes suivants :

- **Paissant organisme d'Etat**
— **JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN** réf. 25 A 1095-SMR
— **JEUNE INGÉNIEUR "HYPERFRÉQUENCE"** proche Toulon réf. 25 A 1095-SMR
- **Deux postes de responsabilité et d'avenir**
— **RESPONSABLE DE PROJET** réf. 24 B 982-SMR
— **RESPONSABLE DES MARCHÉS** Lyon réf. 24 B 981-SMR
- **CHIEF COMPTABLE** pour faire de la comptabilité un véritable outil de gestion Paris réf. 25 C 934-SMR
- **Groupe international**
— **DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES** 600 000 + Paris réf. 25 A 1087-SMR
- **Camping Raz**
— **CHIEF DE PRODUIT SENIOR** Paris réf. 25 A 1084-SMR
- **L'ouverture du conseil, la rigueur de l'expert**
— **JURISTE DROIT SOCIAL** Paris réf. 25 A 1102-SMR
- **Filiale emballage**
— **CHIEF D'UN GROUPE papeterie** 100 km nord Paris réf. 25 A 1103-SMR
- **Société industrielle réalisant des produits grand public**
— **CHIEF DE SERVICE INFORMATIQUE** 300 000 région champenoise réf. 24 C 944-SMR
- **Bureau d'essai des câbles**
— **INGÉNIEUR ÉTUDES ET ESSAIS** Paris réf. 25 A 1101-SMR
- **CHIEF COMPTABLE** 250 000 + Paris réf. 25 A 1070-SMR
- **Pour une carrière en entreprise**
— **AUDIT... AUJOURD'HUI** Paris réf. 25 C 985-SM

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, adressez un dossier de candidature au Cabinet ETAP, en précisant la référence.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris
Membre de Syntec

L'IMMOBILIER

appartements ventes

4^e arrdt
PL. STE-CATHERINE
(ville, 2 P., entrée, cuis., bns, parking, chaudière, 48-54-12-18.

5^e arrdt
PL. CONTRESCARPE
EXCEPTIONNEL. 2 P., 1 ch. asc., v.-o., bns, petite terr., verrière. 48-54-12-18.

15^e arrdt
Dans résidence 3 étages à Sannois. 3 pièces, tout confort, 73 m², terrasse + jardin, clim 60 m², loges 10 m², bon en s/sol. Proximité commerces + RER prochainement. 2 chbres, s/sol, s. de bns, w.-c., cuisine, placards amén. 530 000 F, à débattre. Tél. : 34-14-82-91.

16^e arrdt
RUE DES MARRONNIERS. Beau 4 pièces, cheminée, baignoire, possibilité parking. 2 800 000 F. Tél. : 46-22-90-88.

16^e arrdt
RUE DES MARRONNIERS. Beau 4 pièces, cheminée, baignoire, possibilité parking. 2 800 000 F. Tél. : 46-22-90-88.

16^e arrdt
RUE DES MARRONNIERS. Beau 4 pièces, cheminée, baignoire, possibilité parking. 2 800 000 F. Tél. : 46-22-90-88.

16^e arrdt
RUE DES MARRONNIERS. Beau 4 pièces, cheminée, baignoire, possibilité parking. 2 800 000 F. Tél. : 46-22-90-88.

16^e arrdt
RUE DES MARRONNIERS. Beau 4 pièces, cheminée, baignoire, possibilité parking. 2 800 000 F. Tél. : 46-22-90-88.

16^e arrdt
RUE DES MARRONNIERS. Beau 4 pièces, cheminée, baignoire, possibilité parking. 2 800 000 F. Tél. : 46-22-90-88.

16^e arrdt
RUE DES MARRONNIERS. Beau 4 pièces, cheminée, baignoire, possibilité parking. 2 800 000 F. Tél. : 46-22-90-88.

16^e arrdt
RUE DES MARRONNIERS. Beau 4 pièces, cheminée, baignoire, possibilité parking. 2 800 000 F. Tél. : 46-22-90-88.

16^e arrdt
RUE DES MARRONNIERS. Beau 4 pièces, cheminée, baignoire, possibilité parking. 2 800 000 F. Tél. : 46-22-90-88.

16^e arrdt
RUE DES MARRONNIERS. Beau 4 pièces, cheminée, baignoire, possibilité parking. 2 800 000 F. Tél. : 46-22-90-88.

16^e arrdt
RUE DES MARRONNIERS. Beau 4 pièces, cheminée, baignoire, possibilité parking. 2 800 000 F. Tél. : 46-22-90-88.

16^e arrdt
RUE DES MARRONNIERS. Beau 4 pièces, cheminée, baignoire, possibilité parking. 2 800 000 F. Tél. : 46-22-90-88.

16^e arrdt
RUE DES MARRONNIERS. Beau 4 pièces, cheminée, baignoire, possibilité parking. 2 800 000 F. Tél. : 46-22-90-88.

16^e arrdt
RUE DES MARRONNIERS. Beau 4 pièces, cheminée, baignoire, possibilité parking. 2 800 000 F. Tél. : 46-22-90-88.

MAIRIE D'ELANCOURT

pour son service

Animation-Culture

UN REDACTEUR

OU ATTACHE

(OPTION ANIMATION)

CONTENU DU POSTE :

Niveau DEFA

Formation de gestion des

équipements appropriée.

Expérience de la vie associative.

Sous des conseils, de

l'organisation.

CHARGE DE :

favoriser et créer l'animation

sur la ville à partir d'équipe-

ments culturels, en étroite

collaboration avec les asso-

ciations locales, montage

des dossiers correspondants

sous les différents aspects

(culturel, financier, technique

et administratif).

CONDITIONS DE RECRU-

TEMENT :

par mutation ou inscription

sur la liste d'attente.

POSTE A POURVOIR

DE SUITE.

Les candidatures accompa-

gnées d'un curriculum vitae

datant de moins de 6 mois

sont à adresser à :

M. LE MAIRE D'ELANCOURT

HOTEL DE VILLE

PLACE MENDES-FRANÇ

78880 ELANCOURT.



1888... Les Jeunes Turcs à Paris



La nouvelle adresse des Jeunes Turcs à Paris

Türkiye Emlak Bankası,
*l'une des trois plus grandes banques turques,
issuée récemment de l'union de deux banques
d'état prestigieuses et unique représentante du
secteur bancaire turc à Paris, change de locaux.*

*Pour vos relations économiques et commerciales
avec la Turquie, les "Jeunes Professionnels" de*

*Türkiye Emlak Bankası sont maintenant à votre service dans leurs nouveaux bureaux,
82 Boulevard Haussmann,
où ils vous accueilleront avec un nouvel esprit.*



Türkiye Emlak Bankası AŞ 82 Boulevard Haussmann 75008 Paris-France

Le FON

[illegible]

1000

[illegible]

**LES ASSOCIATIONS
DE CREDIT COOPERATIF**

1. The first step is to identify the problem.
2. The second step is to analyze the problem.
3. The third step is to develop a plan.
4. The fourth step is to implement the plan.
5. The fifth step is to evaluate the results.

[illegible]

... of Department
... a number of
... the amount of
... a number of
...

1. - Je ne pense pas que
 2. - Je ne pense pas que
 3. - Je ne pense pas que
 4. - Je ne pense pas que
 5. - Je ne pense pas que
 6. - Je ne pense pas que
 7. - Je ne pense pas que
 8. - Je ne pense pas que
 9. - Je ne pense pas que
 10. - Je ne pense pas que

1. The purpose of this study is to determine the effect of the proposed changes on the system.

1. The first step is to identify the problem.
 2. The second step is to analyze the problem.
 3. The third step is to develop a solution.
 4. The fourth step is to implement the solution.
 5. The fifth step is to evaluate the solution.

CREDIT COOPERATIVE
Banque des coopérateurs
47-49 St. Francois St. St. J. S. Q.
47-49 St. Francois St. St. J. S. Q.
CREDIT COOPERATIVE

... ..

Crise économique et rigueur budgétaire

Le FONJEP lutte contre l'enlisement

Le monde associatif ne croit plus aux miracles et il n'espère plus, même avec le retour de la gauche au gouvernement, une augmentation, lors des négociations budgétaires, du nombre de postes d'animateurs socio-culturels financés par l'Etat par le biais du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP). Mais un statu quo permettrait au moins aux bénéficiaires de ces postes de souffler un peu.

PRISES dans les tourments de la crise économique, de la rigueur budgétaire et parfois perdues dans la redistribution des cartes liées à la régionalisation, les associations ont, en plus, connu brutalement en 1987 une mise en cause complète des postes FONJEP : diminution de leur nombre (baisse d'environ 400 prévue pour 1988), chute de la contribution de chaque ministère (de 45 666 F par poste en 1986, elle n'est plus que de 40 000 F en 1988) et remise à plat des contrats passés avec les associations bénéficiaires. Malgré la hausse de l'apport des collectivités locales, qui participent également au financement de postes FONJEP, ces décisions ont provoqué des remous. Elles ont relancé le débat sur la responsabilité et le rôle de l'Etat et des collectivités vis-à-vis du mouvement associatif

et la redéfinition du cadre des rapports entre ses partenaires.

C'est à l'initiative de Maurice Herzog, alors secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, qu'a été créé, en 1964, le FONJEP. Le souci de celui-ci, ainsi défini dans le préambule des statuts de l'organisation : « Apporter aux problèmes posés par le développement de l'animation une solution permettant de financer avec continuité les organismes de droit privé sans but lucratif remplissant une mission d'intérêt général dans le secteur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de l'action sociale ».

Assures l'animation

« Jusqu'à alors, explique Jean-Claude Champin, le délégué général du Fonds, les postes d'animations étaient financés pour un bon nombre de cas par les subventions. Ils se trouvaient donc soumis aux aléas des votes budgétaires annuels. Les emplois en étaient précarisés et les politiques d'animation fragilisées. »

L'idée a alors germé de créer un organisme pour recevoir les contributions des différents financeurs : les ministères (actuellement jeunesse et sports, affaires sociales et emploi, agriculture, for-

mation professionnelle et droits des femmes) et les collectivités territoriales ensuite, pour les distribuer aux associations. Son rôle serait essentiellement d'assurer la continuité du versement des crédits et de faire écran entre les deux partenaires dans ce secteur sensible de l'animation culturelle.

La gestion du Fonds ainsi mis sur pied se fait de façon paritaire. Au conseil d'administration siègent, d'une part, des membres de droit (ministères financeurs, des collectivités et caisses d'allocation familiales), disposant de 16 voix. D'autre part, des représentants des associations bénéficiaires de postes FONJEP, avec 17 voix.

Si le secrétariat permanent est dirigé par un délégué général nommé par le gouvernement, le président du conseil d'administration est, lui, désigné par les membres élus. La cogestion connaît cependant des limites. Bien que le président du Fonds signe le contrat de financement, le gouvernement n'a pas été à l'époque jusqu'à lui confier la responsabilité de l'attribution des postes. Celle-ci reste de la compétence du ministère ou de la collectivité qui finance.

Coup de frein

L'association qui désire un poste FONJEP en fait donc la demande à son ministère de tutelle et aux collectivités locales, qui prennent leur décision à l'étude du dossier suivant des critères qui leur sont propres. Si la réponse est positive, l'association se retourne vers le FONJEP pour une demande d'adhésion. Celle-ci sera accordée par le conseil d'administration sous certaines conditions fixées par le Fonds : l'association ne doit pas cacher une activité commerciale, ne pas être un support municipal, avoir un caractère démocratique, bénéficier d'une reconnaissance d'un ministre membre de droit du

FONJEP, etc. Autrement dit, le conseil ne vérifie pas le bien-fondé de la demande de poste, mais la crédibilité de l'association elle-même.

Parallèlement à cette mission, le FONJEP en a reçu deux autres : rassembler et gérer les crédits destinés à la formation des animateurs professionnels,

fois créées. Des associations attendaient un peu trop facilement cette aide qui revenait presque automatiquement chaque année. De même, les petites associations se plaignaient fréquemment de la préférence trop marquée pour des fédérations : en 1987, par exemple, 7 fédérations se partageaient 2 314 postes.

politiques d'animation. Elles soulignent les difficultés d'évaluation année par année d'une politique d'animation... En fait, les interrogations sur le FONJEP sont sous-tendues par la question des relations entre l'Etat, les collectivités et les associations. Les fédérations craignent d'être affaiblies par l'affectation de plus en plus locale

L'évolution du nombre de postes

MINISTÈRES	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Agriculture	8	24	24	157	170	178	198	202,50	197,50
Affaires sociales et emploi	684	746	993	1286	1285	1285	1290	1248,25	1244
Coopération								14	15
Economie sociale							15	16	15
Environnement				53	53	81	90	91,50	91
Droits de la femme								5	
Jeunesse et sports	741	760	1267	2171	2298	2298	2325	2372,50	2374
TOTAL	1443	1530	2274	3666	3810	3840	3919	3947,75	3936,50

conduire des études et des recherches dans le domaine de l'animation.

En 1964, l'Etat finançait 15 postes que se partageaient 6 associations. En 1987, les postes étaient au nombre de 4 116 pour 672 associations. Mais l'évolution ne s'est pas faite de façon régulière. Elle connaît une croissance extraordinaire après l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. Alors que l'on comptait 1 530 postes en 1980, il y en eut, l'année suivante, 2 274 et 3 666 en 1982. La droite en revenant au gouvernement donna un sérieux coup de frein à ce mouvement ascendant dès 1986, et, en 1987, année charnière, le ministère de la jeunesse et des sports, qui finance plus de la moitié des postes, annonçait qu'il réduirait sa contribution tant en nombre de postes que sur le montant alloué à chacun d'eux. Il décidait également de favoriser les postes cofinancés par d'autres collectivités, de donner la majorité des crédits à des postes d'animateurs locaux, et enfin de revoir tous les contrats passés jusqu'à présent.

Des rentes de situation

Ces orientations provoquent de nombreuses réactions. Certains ont vu un règlement de comptes politique. Sur le principe de la révision des contrats, les passions ne se sont pas déchaînées autant qu'on pouvait s'y attendre. Beaucoup ont pensé que c'était peut-être l'occasion de secourir des associations et des pourvoyeurs de crédits qui, au fil des années, avaient pris un mauvais pli. Des rentes de situation s'étaient per-

En revanche, le désengagement annoncé pour 1988 par le ministère et les nouvelles modalités fixées pour les contrats (attribution annuelle, reconductibilité éventuelle pour deux ans, et préférence donnée à l'animation locale) inquiètent sérieusement les associations du FONJEP. Elles s'interrogent d'ailleurs sur l'avenir du Fonds et attendent avec impatience de connaître les intentions du nouveau gouvernement à ce sujet.

Aux yeux de ces associations, l'annuité remet en cause la conception qui prévalait lors de la création du FONJEP : continuité de financement des postes et des

des crédits. Beaucoup se demandent si l'Etat va continuer de se désengager longtemps ainsi. N'y a-t-il pas danger de fragilisation d'associations qui remplissent des missions d'intérêt général dans le domaine social, médico-social et d'éducation populaire auxquelles le mécénat, présenté comme une solution miracle, ne s'intéresse que très peu ?

Si, naguère, les associations protestaient contre les lourdeurs et la rigidité administratives des ministères, elles redoutent aujourd'hui les aléas des volontés politiques locales...

CHRISTIANE CHOMBEAU.

LES ASSOCIATIONS ET LE CREDIT COOPERATIF

Quelle que soit la façon dont on aborde le fait associatif, on ne peut manquer d'être frappé par le développement des associations qui ont en charge la gestion de services d'intérêt collectif, selon des méthodes qui peuvent être plus souples et plus participatives que des services publics.

Même si, par leur structure juridique et leurs finalités, les associations ne sont pas des entreprises « ordinaires », beaucoup sont des entreprises, voire de grandes entreprises : se rend-on suffisamment compte qu'elles emploieraient environ sept cent mille salariés ? Mesure-t-on bien ce que cela signifie en termes d'outils d'exploitation, de capacités administratives, de flux de trésorerie à gérer ?

Les associations gestionnaires d'équipements sociaux ou culturels ont donc à concilier les objectifs d'intérêt général qui les animent avec la nécessaire rigueur de la gestion, à un moment où l'engagement de l'Etat diminue.

C'est pourquoi elles doivent, comme les entreprises commerciales, s'adapter aux transformations qui affectent actuellement la vie économique et sociale de notre pays et qui modifient le cadre de leur activité. Qu'il s'agisse de l'évolution des politiques gouvernementales pour les unes, des besoins collectifs pour les autres, du système financier pour toutes, sans parler des perspectives européennes, nombreux sont les facteurs qui rendent nécessaires une adaptation saine des méthodes de gestion.

Les mesures à prendre à cet effet peuvent être d'ordre strictement technique et relever notamment de la gestion comptable et financière. Elles peuvent avoir pour objet de prendre en compte les possibilités nouvelles du mécénat ou d'établir de nouveaux rapports avec les collectivités décentralisées. Elles peuvent aussi conduire à des réformes de structures.

Le Crédit coopératif, dont les associations constituent une part importante des sociétaires, s'efforce de les aider dans ces adaptations.

C'est une tâche délicate, car les modalités retenues doivent être compatibles avec les objectifs propres à chaque association. C'est une tâche indispensable, car les associations jouent un rôle essentiel dans le terrain économique et social français.

CREDIT COOPERATIF
banque des associations

33, rue des Trois Fontaines, BP 211, 92002 NANTERRE CEDEX
47 24 89 71 ou sur MINITEL :
CREDIT COOPERATIF MAGAZINE 3614 COOPA

INFORMATIQUE et ASSOCIATIONS

SPM ORGANICO
INFORMATIQUE
76-78 rue d'Haupoult 75019 Paris
Tél. 42.06.55.80.

Eligibilité sociale, Développement de logiciels adaptés, Formation, Maintenance, Assistance, TOUTES LES PROBLEMES DU MARCHE, TOUTES LES SOLUTIONS A VOS BESOINS.

PAO
Composent votre revue à moindre coût et en un temps record

Revenez-vous agréés
Bull

LIGA
Gestion adhésions, abonnements, mailing, correspondances, statistiques...

(Publicité)
RANDONNÉES PÉDESTRES UN VRAI VOYAGE A TRAVERS LES CÉVENNES
Randonnées itinéraires avec ou sans sac à dos, séjour en étoile à partir d'un gîte rural. La randonnée comme un art de vivre et de voir, parmi les plus beaux sites du parc national des Cévennes.
DE 1 300 F A 1 650 F TOUT COMPRENS
Association DRUILLES VIMBOUCRES
40240 Saint-Priest-de-Vieljeux
Tél. : 66-45-56-96.

LA SOLIDARITE

et il y a ceux qui la pratiquent
quotidiennement à l'intérieur
comme en dehors des entreprises pour
la qualité de la vie : c'est un contrat
et ça se respecte.

MAGIF

3^e FORUM DES COMITÉS D'ENTREPRISE ET CHSC
LA SOLIDARITE PAR CONTRAT

26, 27 et 28 septembre 1988 • Parc Floral de Paris • Bois de Vincennes
FORUM CE 35, rue Compans, 75019 Paris, tél. (1) 42.49.89.99

LE FORUM NATIONAL DES SERVICES AUX ASSOCIATIONS

FORUM

16/17/18 NOVEMBRE 1988
FORUM DE VERSAILLES
PARC - HALLE

LE RENDEZ-VOUS
DES ENTREPRISES
DES ASSOCIATIONS

MINITEL
35-18
GUDEXPO

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS
CAPSEC 35, rue de Coligny, 75008 PARIS. Tél. : 42-25-41-58 Téléc. 943701

fonda

Participez
avec la fonda
et son comité
Rhône-Alpes,
au colloque

l'association, un défi
aux exclusions ?
Bourg-en-Bresse,
19 novembre 1988

pour découvrir
des initiatives
locales d'insertion,
se rencontrer,
échanger
... pour agir !

fonda
fondation pour la vie associative
18, rue de Varenne 75007 PARIS
tél. (1) 45.49.06.58

Economie

SOMMAIRE

■ Les perspectives de l'INSEE font état d'une croissance économique plus forte que prévu pour l'économie française. L'emploi total est en légère hausse (lire ci-dessous).
■ En relevant le loyer de l'argent pour lutter contre

l'inflation, la Bundesbank reprend ses vieilles habitudes (lire page 32).

■ Le gouvernement procède à une baisse de la TVA sur les boissons non alcoolisées et autorise des hausses

de prestations sociales (lire ci-dessous).

■ Les résultats du commerce extérieur en mai 1988 sont déficitaires et montrent la faiblesse de nos échanges industriels (lire ci-contre).

Malgré un ralentissement au second semestre

La croissance française devrait atteindre 2,8 % en 1988 estime l'INSEE

Une croissance forte, mais qui se ralentit (le produit intérieur brut marchand progressant de 2,8 % sur l'année), un investissement qui reste dynamique, une inflation modérée (3,2 % entre décembre 1987 et décembre 1988), l'emploi total en légère hausse : la note de conjoncture de l'INSEE, rendue publique le jeudi 30 juin, prévoit aussi pour 1988 la persistance d'un déficit commercial élevé (33 milliards de francs).

En France comme à l'étranger, « la flamme d'activité qui s'est opérée récemment devrait faire place à une phase de ralentissement », note l'INSEE dans ses prévisions traditionnelles de milieu d'année sur le second semestre, en ajoutant : « Mais l'amélioration des conditions fondamentales de la croissance, facilitée par la baisse durable du prix du pétrole, permettrait à terme une croissance plus régulière et un peu plus forte qu'au début des années 80 ».

Pour la France, l'INSEE prévoit donc un ralentissement de la croissance au second semestre. Après une progression de 1,2 % du PIB au premier semestre, celle-ci ne devrait plus être que de 0,8 % au cours des six derniers mois de l'année. Malgré cela, et grâce aux acquis de la période récente, la croissance devrait être, pour l'ensemble de 1988, de 2,8 % : une belle performance. Le PIB n'avait progressé que de 2,3 % en 1987 (1). En mai dernier, le gouvernement de M. Chirac avait encore retenu comme hypothèse une croissance de 1,9 %.

Plusieurs éléments devraient, selon l'INSEE, contribuer au ralentissement de la croissance. Après avoir été de 3,1 %, en glissement en 1987, la consommation des Français n'augmentera que de 1,8 % en 1988, du fait notamment d'un ralentissement dans la progression du pouvoir d'achat des particuliers. La demande mondiale adressée à la France, notamment celle des pays de l'OCDE, va se ralentir. Pour les seuls produits manufacturés, elle

n'augmenterait que de 3 % en glissement en 1988, après plus de 10 % en 1987.

Seul élément encore très dynamique de la demande, l'investissement productif croîtrait de 7 % en 1988, une nette accélération par rapport à l'évolution de 1987 (plus 5,4 % voir encadré). La production industrielle, qui a atteint des niveaux élevés au cours des derniers mois, devrait rester soutenue. « La production manufacturière progresserait encore de 3,1 % en 1988, après 3,4 % en 1987 », note l'INSEE, les services (4,4 %) et le bâtiment-travaux publics (3,7 %) garderaient un rôle moteur de la croissance.

Amélioration de l'emploi

Ce haut niveau de l'activité va permettre, selon l'INSEE, « une situation meilleure que les années précédentes » sur front de l'emploi. « La contraction de l'emploi industriel en 1988 serait la plus faible de six dernières années », estiment les experts de l'INSEE : la baisse des

effectifs salariés passerait de 2,5 % en 1987 à 1,3 % en 1988. Le nombre de salariés des secteurs marchands non agricoles progresserait de 0,4 %, l'emploi total de 0,2 % (soit plus de quarante mille). Après avoir atteint près de 2,7 millions fin septembre, le nombre des demandeurs d'emploi pourrait se stabiliser.

Persistance du déficit commercial

Sur le front des prix de détail et du commerce extérieur, les prévisions de l'INSEE sont moins favorables. « En l'absence de mesures spécifiques » (la note a été rédigée avant l'annonce de la baisse de la TVA sur les boissons non alcoolisées), la progression des prix à la consommation devrait être au second semestre analogue à celle du premier (+1,6 %). Ils augmenteraient ainsi de 3,2 % entre décembre 1987 et décembre 1988 (contre 3,1 % l'année dernière). En ce domaine, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a repris

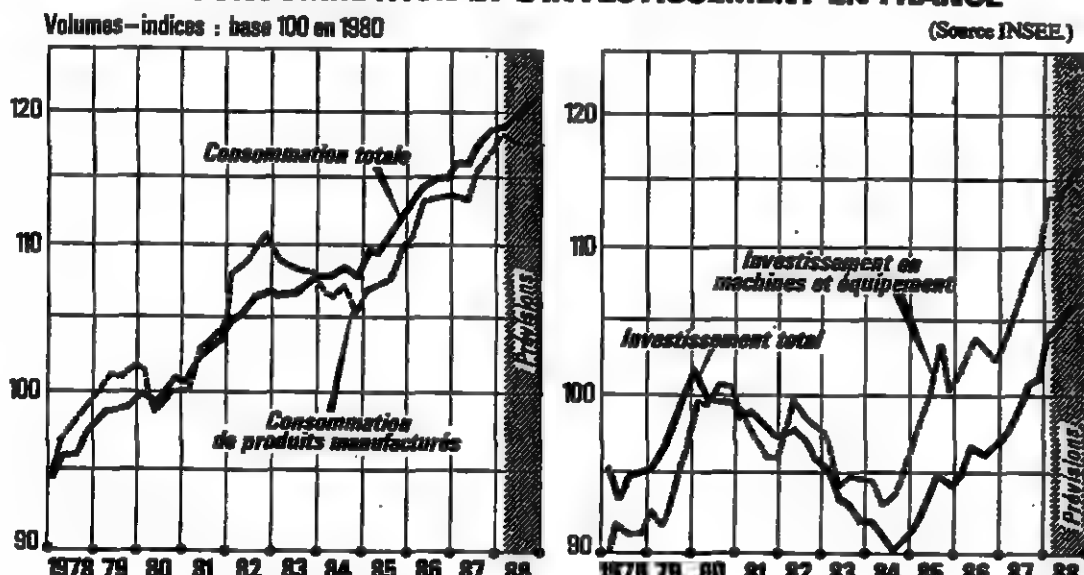
l'objectif de son prédécesseur, M. Edouard Balladur, en tablant sur une hausse des prix de 2,5 %.

Le ralentissement simultané des exportations et des importations devrait enfin déboucher sur une « stabilisation » du déficit du commerce extérieur (autour de 33 milliards de francs, après 31,5 milliards en 1987 et 0,6 en 1986). Pour les produits manufacturés, la dégradation du déficit devrait prendre fin au printemps 1988.

Mais sur l'ensemble de l'année, le déficit industriel devrait encore atteindre 31,8 milliards de francs (contre 29 milliards en 1987). A l'étranger, la France devrait à nouveau perdre des parts de marché. « La part des produits étrangers dans la demande française, passée de 23,7 % fin 1985 à 26,3 % fin 1987, serait de 26,4 % en 1988. » L'offre française continue donc à répondre de manière insatisfaisante aux demandes tant nationales qu'étrangères.

(1) Ces prévisions de l'INSEE sont établies sur la base des comptes trimestriels, tous les indicateurs étant appréciés aux prix de 1980. Il peut, de ce fait, y avoir certaines différences avec les comptes nationaux annuels.

LA CONSOMMATION ET L'INVESTISSEMENT EN FRANCE



La reprise de l'investissement est-elle suffisante ?

Faut-il donner un coup de pouce à l'investissement ? Souvent délaissé avant les élections, cette question pourrait revenir sur le tapis lors des discussions budgétaires. La note de conjoncture de l'INSEE donne des arguments aux opposants comme aux partisans d'une aide à l'investissement.

Pourquoi l'aider ? Il est actuellement en plein boom, disent les premiers. « L'investissement français s'accroît et augmente depuis 1985 au même rythme que l'investissement mondial », note l'INSEE. Après avoir été de 7,2 % (en moyenne annuelle) en 1987, l'investissement productif devrait croître de 9 % en 1988. Dans l'industrie, l'accélération est plus marquée encore, puisque après une

hausse de 7,1 % il devrait augmenter de près de 10 %. En léger ralentissement, l'effort d'investissement dans les commerces, les services et le BTP reste soutenu.

Un autre élément positif sera utilisé par les opposants à une aide à l'investissement : plusieurs enquêtes récentes confirment que la part des investissements de capacité tend à s'accroître. Les entreprises, profitant de l'amélioration de leur situation financière et de perspectives de demandes positives, n'investissent plus seulement pour accroître leur productivité mais aussi pour étendre leur capacité de production.

Les partisans d'une aide à l'investissement pourront eux aussi

trouver dans la note de l'INSEE des arguments en leur faveur. « En 1988, la croissance de l'investissement ne devrait pas permettre un notable relâchement des goulots de production », relève l'INSEE. Pour l'ensemble des branches marchandes non financières, l'accroissement des investissements a seulement compensé celui des décaissements. Dans l'industrie, la croissance de la capacité de production n'a été en 1987 que de 1 % environ et devrait atteindre 1,5 % à 2 % en 1988.

Malgré donc une augmentation de l'investissement, celui-ci reste insuffisant pour permettre un accroissement sensible de la capacité de l'outil industriel français à répondre à la demande, tant fran-

çaise qu'étrangère. Les conséquences en sont connues : « La France perd tendanciellement des parts de marché : depuis un an, note l'INSEE, ces pertes s'accroissent sur les marchés extérieurs, mais la pénétration des produits étrangers reste forte sur le marché national. » Malgré un ralentissement de nos importations, le déficit du commerce extérieur subsiste.

Les comparaisons internationales sont également utiles pour les partisans d'une aide à l'investissement. Si l'investissement augmente en France, les progressions sont plus spectaculaires encore dans de nombreux pays étrangers, notamment aux Etats-Unis et au Japon.

ERIK IZRALEWICZ.

Persistance du déficit du commerce extérieur français

Le solde des échanges industriels s'est creusé en mai de 2,5 milliards de francs

Les ministres du commerce extérieur changent, les médiateurs économiques de la France demeurent. Dès son arrivée qu'il Branly, M. Jean-Marie Rausch s'est trouvé confronté à cette rude réalité : en mai, le déficit a encore atteint 1,4 milliard de francs en données corrigées des variations saisonnières. Plus que ce chiffre — moins impressionnant que les 2,1 milliards d'avril — c'est la persistance de lourds déficits industriels qui une fois de plus constitue le principal sujet de préoccupation.

Interrogé par RTL, M. Rausch a pu relever « quelques éléments encourageants, notamment l'excellent solde agro-alimentaire ». De fait, celui-ci a connu un excédent record de 4 milliards de francs contre 3,6 milliards en avril et 3,2 milliards en mars. En moyenne mensuelle, cet excédent n'était que de 2,4 milliards en 1987. Les bons résultats de mai excluent malgré tout une quelconque euphorie : ce sont les produits agricoles non transformés qui ont le plus contribué à l'amélioration de mai, avec un solde positif de 3,3 milliards.

Le léger creusement du déficit énergétique ne suscite pas, pour sa part, de réelle inquiétude. De 5,9 milliards de francs contre 5,5 milliards en avril, il reflète la remontée du dollar et des cours du pétrole, mais demeure très en deçà de la moyenne mensuelle de 1987, 6,8 milliards de francs. Reste le principal souci du gouvernement, les échanges de produits industriels. En ce domaine, les résultats de mai n'apportent aucune lueur d'espoir. Le déficit reste de 2,5 milliards de francs — contre 3,2 milliards en avril — en dépit de la vente d'un nombre inhabituel d'Airbus : six appareils assurant 1,7 milliard de francs de recettes au pays.

Plus encore que les fortes importations de biens d'équipement, 20,5 milliards contre une moyenne mensuelle de 19,6 milliards en 1987, c'est l'anémie des exportations qui reste frappante. On peut espérer déceler dans la progression des achats de produits étrangers la volonté des chefs d'entreprise d'investir. La stagnation des ventes françaises, en revanche, perdure

dangereusement, poussant le nouveau ministre du commerce extérieur à mettre l'accent sur « le développement des exportations industrielles dans le domaine des biens de consommation et des grands contrats ».

Au total, le déficit de la France s'est encore alourdi avec ses partenaires de la CEE, passant de 2 mil-

Evolution favorable dans l'automobile

Une bonne nouvelle dans la grisaille du paysage commercial français : les échanges de véhicules automobiles sont redevenus excédentaires et ont dégagé un solde positif de 1 milliard de francs durant les quatre premiers mois de l'année, incluant la Chambre syndicale des constructeurs automobiles (CSCA). Ce solde était devenu négatif à hauteur de 1,25 milliard de francs en 1987. Pour l'ensemble de la branche automobile, équipements et pièces inclus, l'excédent pour la période janvier-avril atteint 8,72 milliards de francs, grâce à une progression de 8,1 % des exportations. La CSCA précise qu'au cours de cette période l'industrie automobile française a vendu à l'étranger 56 % de ses voitures particulières — en ce domaine, l'Espagne est devenue le premier débouché — et 40,6 % de sa production de véhicules utilitaires et industriels.

liards de francs en avril à 2,7 milliards un mois plus tard. Hors CEE, les résultats s'améliorent quelque peu avec les autres pays industrialisés, le solde négatif étant ramené à 2,9 milliards, contre 3,5 milliards en avril. Mais depuis le début de l'année, le déficit cumulé atteint encore 8 milliards en données corrigées, contre 5,5 milliards, il est vrai, durant la période correspondante de 1987.

SOCIAL

Accord entre le CNPF et quatre syndicats

Les augmentations de cotisations pour la retraite complémentaire coûteront moins cher aux entreprises

Un accord signé, le mercredi 29 juin, par le CNPF et les syndicats (sauf la CGT) va permettre aux entreprises d'augmenter plus facilement leur taux de cotisation pour les retraites complémentaires.

Jusqu'ici, lorsqu'une entreprise souhaitait augmenter son taux de cotisation au-delà du plancher obligatoire de 4 %, on examinait la structure d'âge des salariés de l'entreprise, et lorsque la moyenne d'âge était élevée, l'entreprise pouvait avoir à payer pendant dix ans une « surprime ». Mais, finalement, allait jusqu'à doubler le coût de la mesure. En effet, les pensions des retraités et les droits acquis pour les années antérieures d'activité des salariés (et même des anciens salariés) étaient augmentés dans les mêmes proportions que les droits dus par le relèvement de la cotisation.

Désormais, la revalorisation sera moindre. Elle sera évidemment automatique pour les droits à venir des salariés en activité dans l'entreprise. Mais pour les années passées, elle ne sera acquise pour ces salariés que si leur moyenne d'âge au moment de la décision est inférieure à cinquante-deux ans. Si elle est supérieure, on calculera ce qui peut rester sur les cotisations versées dans les quinze années à venir et on revalorisera en fonction des disponibilités. La même règle touchera les anciens salariés et les pensions des retraités : pour ces derniers, en outre, l'augmentation ne s'appliquera qu'après un délai de six mois.

Ainsi une augmentation du taux de cotisation sera moins coûteuse pour une entreprise — surtout si ses

salariés sont âgés. Cette mesure est l'application de l'accord signé par le CNPF avec les quatre syndicats FO, CFTD, CGC et CFDT sur les retraites complémentaires le 12 novembre 1986 (le Monde du 15 novembre 1986) (1). Elle compense l'augmentation du « taux d'appel » des cotisations au-delà du taux minimum de 4 % en 1987 et 1989. Elle permet aux caisses de faire campagne auprès des entreprises pour accroître leurs cotisations et ainsi améliorer les retraites de leur personnel dans l'avenir, les responsables des régimes de retraite complémentaire considérant que celle-ci est encore plus avantageuse que les retraites par capitalisation.

Venant après la généralisation des régimes de retraite des cadres supérieurs, cet accord a suscité l'ire des assureurs, dont les systèmes de retraite par capitalisation sont en concurrence (le Monde des 10 et 26 mars 1988) devant leur pression, la signature a dû être retardée de trois semaines.

Par ailleurs, la CGT, qui était favorable au développement du « facultatif », n'a pas non plus signé l'accord, qu'elle juge trop favorable aux entreprises : hostile à d'autres dispositions, elle n'avait pas signé non plus celui du 12 novembre 1986.

G. H.

(1) Ces dispositions concernent l'Association des régimes de retraite complémentaires (ARRCO) qui réunit la plupart des salariés du privé (13,5 millions de cotisants). Outre les non-cadres, les cadres aussi cotisent à ces caisses sur la partie de leur salaire allant jusqu'au plafond de la Sécurité sociale.

PRÉQUALIFICATION D'APPEL D'OFFRES

Dans le cadre du projet ENERGY 1 financé par la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, la Jiro Sy Rano Malagasy (JIRAMA), société nationale de l'électricité et de l'eau de Madagascar, procédera à la préqualification d'entreprises pour la fourniture :

- 1) De câbles produits dans les pays arabes ;
- 2) De matériels de distribution électrique (transformateurs, matériels de réseaux et de branchements), fournitures de préférence d'origine arabe, africaine ou arabo-africaine.

Les dossiers y afférents pourront être obtenus auprès de la JIRAMA, Direction de l'équipement électrique, 13, rue Rabazavana, Antananarivo (101), Madagascar - Tél. : 268-68 - Téléc 222-35.

La date limite de remise des dossiers est fixée le 26 août 1988.

Baisse de la TVA sur les boissons non alcoolisées

M. Pierre Bérégovoy a annoncé, le jeudi 30 juin, une baisse de la TVA sur les boissons non alcoolisées. Supportant actuellement le taux normal de 18,6 %, elles ne devraient plus être taxées qu'au taux super réduit de 5,5 %, celui appliqué à la plupart des produits alimentaires. Cette mesure sera effective dès le 8 juillet et devrait se traduire par une baisse des prix des boissons en question. Elle devra toutefois faire l'objet d'un vote du Parlement. Son coût budgétaire est évalué par la Rue de Rivoli à 2 milliards de francs en année pleine.

Pour 1988, le gouvernement ne prévoit aucune compensation, les recettes fiscales, supérieures aux

prévisions, devant permettre d'en assurer le financement.

Cette mesure constitue un effort de la France en faveur de l'harmonisation fiscale européenne. Le rapprochement des taux de TVA envisagé par la Commission européenne nécessite en France une réduction sensible des taux, et plus généralement des recettes fiscales liées à la TVA.

Le gouvernement précédent avait déjà pris des mesures dans ce domaine, avec notamment la baisse de la TVA sur les automobiles (ramenée de 33,3 % à 28 % à l'automne dernier). M. Bérégovoy compte poursuivre dans cette voie. Europe oblige.

LE MONDE IMMOBILIER

Publicité

Renseignements :
45-55-91-82
Poste 4138 - 4324

ACTIONNN
particip
des p
industriels
Suez a pris
de
dans la Société
de Belgique.
ance entre deux
complémentaires
une étape
la création
premiers
industriels et
européens
des actifs de
milliards de
répond à la

Persistance du déficit
commerce extérieur français

Ide des échanges industriels
en mai de 2,5 milliards de francs

Le commerce extérieur français a enregistré en mai un déficit de 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril. Ce déficit est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril. Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril.

Evolution favorable
dans l'automobile

Une bonne nouvelle pour le secteur automobile français, les ventes ont augmenté de 10% en mai par rapport à avril. Cette croissance est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril. Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril.

Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril. Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril.

Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril. Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril.

Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril. Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril.

Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril. Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril.

Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril. Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril.

Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril. Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril.

Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril. Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril.

Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril. Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril.

Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril. Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril.

Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril. Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril.

Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril. Le déficit du commerce extérieur français est le résultat de la dégradation des échanges industriels, qui ont atteint 2,5 milliards de francs, contre 2,1 milliards en avril.

ACTIONNAIRES DE SUEZ, vous participez à la création de l'un des premiers groupes industriels et financiers européens.

*Le Groupe Suez a pris
une participation de
contrôle dans la Société
Générale de Belgique.
Cette alliance entre deux
holdings complémentaires
marque une étape
fondamentale: la création
de l'un des premiers
groupes industriels et
financiers européens
représentant des actifs de
près de 50 milliards de
francs français.
Cet investissement
stratégique répond à la*

*volonté du Groupe Suez
d'accélérer sa croissance,
son développement
international et sa
rentabilité.
La solidité de votre titre
en est renforcée, même si
le cours de Suez ne reflète
pas sa véritable valeur
d'aujourd'hui (350F par
action) et a fortiori
demain.
Votre assemblée générale
réunie le 28 juin a
approuvé la distribution
d'un dividende de 6 francs*

*par action (+ 3 francs
d'avoir fiscal), en hausse
de 30% par rapport
à l'année dernière. Ce
dividende vous sera versé
à compter du 6 juillet.
Le Groupe Suez confirme
ainsi sa volonté de verser
à ses actionnaires une
part importante de ses
résultats.*



*Pour toute information, Suez Actionnaires, Direction de la Communication,
1, rue d'Astorg, 75008 Paris. Tél. 40.06.64.00, Minitel 3615 Suez.*

1. **THE**
 2. **THE**
 3. **THE**
 4. **THE**
 5. **THE**
 6. **THE**
 7. **THE**
 8. **THE**
 9. **THE**
 10. **THE**
 11. **THE**
 12. **THE**
 13. **THE**
 14. **THE**
 15. **THE**
 16. **THE**
 17. **THE**
 18. **THE**
 19. **THE**
 20. **THE**
 21. **THE**
 22. **THE**
 23. **THE**
 24. **THE**
 25. **THE**
 26. **THE**
 27. **THE**
 28. **THE**
 29. **THE**
 30. **THE**
 31. **THE**
 32. **THE**
 33. **THE**
 34. **THE**
 35. **THE**
 36. **THE**
 37. **THE**
 38. **THE**
 39. **THE**
 40. **THE**
 41. **THE**
 42. **THE**
 43. **THE**
 44. **THE**
 45. **THE**
 46. **THE**
 47. **THE**
 48. **THE**
 49. **THE**
 50. **THE**
 51. **THE**
 52. **THE**
 53. **THE**
 54. **THE**
 55. **THE**
 56. **THE**
 57. **THE**
 58. **THE**
 59. **THE**
 60. **THE**
 61. **THE**
 62. **THE**
 63. **THE**
 64. **THE**
 65. **THE**
 66. **THE**
 67. **THE**
 68. **THE**
 69. **THE**
 70. **THE**
 71. **THE**
 72. **THE**
 73. **THE**
 74. **THE**
 75. **THE**
 76. **THE**
 77. **THE**
 78. **THE**
 79. **THE**
 80. **THE**
 81. **THE**
 82. **THE**
 83. **THE**
 84. **THE**
 85. **THE**
 86. **THE**
 87. **THE**
 88. **THE**
 89. **THE**
 90. **THE**
 91. **THE**
 92. **THE**
 93. **THE**
 94. **THE**
 95. **THE**
 96. **THE**
 97. **THE**
 98. **THE**
 99. **THE**
 100. **THE**

Économie

AFAIRES

Les Américains, les Japonais... et l'Europe

(Suite de la première page.)

« Vous, Européens, êtes engagés dans un processus porteur d'un grand potentiel de croissance et de changement. Durant les années 80, j'ai investi dans le Pacifique. Dans les années 90, je vais investir en Europe parce que ma présence n'y est pas suffisante et parce que le « plus » de croissance de la prochaine décennie, c'est là qu'il va être. » Ainsi parlait le patron d'un grand groupe américain à Jean Gaudois, le PDG de Pechiney mais aussi de la Belge Cockerill Sambre (propos rapportés par la Tribune de l'économie).

Ce sentiment paraît partagé par le président de la J.P. Morgan, Denis Weatherstone, qui présentait, le 20 juin, devant la chambre de commerce helvético-américaine, « une perspective américaine de l'Europe de 1992 », et qui clame son admiration devant les efforts pour transcender les intérêts locaux et les traditions afin de « créer un marché européen des services financiers plus efficace ».

« Nous avons eu moins de succès de l'autre côté de l'Atlantique dans notre tentative pour forger un consensus sur un but sensible bien que plus modeste par bien des aspects : à savoir permettre aux sociétés financières d'être engagées à la fois dans la banque et dans la gestion de portefeuilles sur l'ensemble du territoire en vue de créer aux États-Unis un marché des services financiers plus efficace. Et nous n'avons qu'un seul pays à convaincre, pas douze. » Et le président de la J.P. Morgan de dire son espoir que l'intégration des marchés financiers européens accroisse la pression pour une réforme aux États-Unis.

Il est vrai que nombre de pays européens sont plus libéraux en matière d'assurance et de banque que les États-Unis, le Japon, voire l'Australie et la Suisse. Or, affirme M. Weatherstone, « tout laisse à penser que la Commission européenne ne sera pas timide dans sa recherche de réciprocité ».

Ce pari que l'Europe sera plus unie en 1992, on le sent dans un éditorial du très respecté William Pfaff dans l'*International Herald Tribune* du 23 juin et intitulé « Prends garde, Amérique, l'Europe arrive ».

Rappelant les progrès déjà enregistrés pour l'unification du marché, William Pfaff reconnaît que « ce qui a été fait jusqu'à présent est la partie la plus facile. Mais l'assurance d'un éventuel succès est fournie par l'enthousiasme pour le marché unique qui soulève les milieux d'affaires européens et a déjà transformé le débat politique européen (...) De nouveaux groupes à l'échelle mondiale émergent de la course aux fusions et acquisitions d'entreprises européennes persuadées qu'elles doivent renforcer leurs positions pour survivre. Et le gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest a maintenant accepté le principe d'une banque centrale européenne, ce qui implique des politiques financières communes dans toute l'Europe. » Tout cela est une bonne nouvelle pour une Europe qui, jusqu'à présent, n'a eu que quelques années, dans l'euro-pessimisme.

L'analyse des Japonais n'est pas fondamentalement différente. L'annonce par plusieurs grandes sociétés — comme Canon ou Sony — d'une plus grande « européanisation » de leurs activités par un accroissement de leurs dépenses européennes de recherche et de développement, par l'augmentation du contenu communautaire de leurs produits et par une plus grande

liberté accordée à leurs filiales répond à une volonté.

Les firmes japonaises pensent qu'il vaudra mieux être bien implantées dans la Communauté pour profiter à plein de 1993. Or elles ont un fort retard. Les entreprises nippones n'emploient en Europe que soixante-quinze mille personnes soit moins que la seule IBM. La décision de la Commission, en mars dernier, de s'attaquer aux « usines tour-nevis » à partir des fabricants de machines à écrire électroniques Canon, Sharp, Matsushita et Silver Reed accusés d'utiliser plus de 60 % de pièces non-européennes (*le Monde* du 26 avril), les procédures antidumping ouvertes contre les firmes nippones de matériels de travaux publics et les taxes imposées aux imprimantes d'ordinateurs ne peuvent qu'accroître le mouvement.

Il faut entendre les craintes exprimées à Bruxelles début juin par le premier ministre japonais Noboru Takeshita souhaitant que « le grand marché européen ne soit pas un bloc économique exclusif mais ouvert aux pays tiers » pour comprendre l'état d'esprit des principaux concurrents commerciaux de la CEE.

Un marché protégé

Tout le monde sait que — marché unique ou pas — l'Europe de l'Ouest sera « le champ de bataille » des exportations du monde dans les années 90. Le déficit commercial des États-Unis rend les autorités américaines trop attentives à leurs échanges et, malgré la volonté d'ouverture des dirigeants nippons, le marché japonais est encore culturellement trop organisé pour être facilement pénétré. Un marché unique européen aux normes acceptées dans les douze pays apparaît forcément comme un enjeu majeur. Ne dit-on pas, à juste titre, que les Japonais — dont le développement européen a longtemps été freiné par les protections non tarifaires des États — pourraient être les mieux à même de profiter d'une telle unification ?

A condition de ne pas en être exclus. La grande peur des milieux d'affaires extra-communautaires, c'est que l'Europe des affaires se forme contre eux. La requête de nombreux constructeurs automobiles communautaires de voir les Douze adopter une politique économique extérieure commune et se protéger ainsi contre les Japonais est à cet égard significative. Ce qui est une bonne nouvelle pour l'Europe — pourrait être une mauvaise nouvelle pour les Américains, les Japonais et les Européens de l'Ouest non membres de la CEE, écrit William Pfaff. Le bénéfice d'un marché unique ne sera pas octroyé au reste du monde sans que celui-ci ait à en payer le prix.

La prise en compte par les partenaires commerciaux de l'Europe de l'objectif 1993 — alimenté par les multiples fusions ou prises de contrôle qui occupent les dirigeants économiques du Vieux Continent plus actifs que les politiques depuis plusieurs mois — vise donc d'abord à contrecarrer le protectionnisme montant des Douze qui va s'accroître même s'il n'est « pas forcément délégué », comme le dit l'ambassadeur des États-Unis auprès de la Communauté Alfred Kingston. Avec ses trois cent vingt millions de consommateurs, la richesse plus équitablement répartie qu'aux États-Unis, l'Europe sera en 1993 le premier marché du monde. Il aurait été bien étonnant que ses concurrents ne s'en préoccupent pas.

BRUNO DETHOMAS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PLM

Le groupe PLM a réalisé au cours du premier semestre social (de novembre 1987 à avril 1988) un chiffre d'affaires consolidé de 617 millions de francs se répartissant comme suit :

	Exercice 1987/1988	Variation par rapport à l'exercice précédent
Chiffre d'affaires	617	+ 9 %
Résultat	111	+ 18 %
Résultat net attribué à l'actionnaire	54	+ 18 %
Résultat par action	67	+ 11 %

L'augmentation favorable du chiffre d'affaires de l'hôtellerie traduit notamment les premiers effets du changement, en mars 1987, des marques commerciales : Pullman, Altia et PLM Azur.

La modernisation des restaurants d'aéroports et leur succès auprès d'une clientèle en augmentation expliquent la progression importante du chiffre d'affaires de la restauration.

Une association avec Casino permettra de réunir des expériences complémentaires, tout en laissant au groupe PLM un contrôle majoritaire des sociétés de restauration sur autoroutes. Dans le cadre de cette association, le groupe PLM étendra son activité à douze aires de restauration qui sont actuellement gérées directement par l'actionnaire principal Wagons-Lits.

Signalons, dans le secteur des remontées mécaniques, que le téléphérique du Bévent, en reconstruction pendant tout l'hiver, a été mis en service courant juin.

Compte tenu de ces éléments favorables et tout en précisant l'importance déterminante des mois d'été pour l'ensemble des activités du groupe, le résultat consolidé du groupe, y compris produits exceptionnels, devrait être en forte progression par rapport à l'année précédente.

AUSSEDAT REY

Sur la proposition de Jacques Calod, président directeur général d'Aussedat Rey, Jean-Philippe Montel a été nommé vice-président — directeur général de la société par le conseil d'administration réuni le 23 juin 1988.

Jean-Philippe Montel, quarante-neuf ans, HEC, est entré dans le groupe Aussedat Rey en 1983 comme directeur général.

EUROFI

VENANT DE MERRILL LYNCH HUGHES E. RIANT REJOINT EUROFI

Consultant financier chez Merrill Lynch, Hughes E. Riant vient s'intégrer à l'équipe de conseils en communication institutionnelle financière d'EUROFI, agence présidée par Hugues Andrieu.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



L'assemblée générale ordinaire, réunie sous la présidence de M. André Mouly, a approuvé les comptes de l'exercice 1987 qui se soldent par un bénéfice de 131 670 224,26 F.

Elle a fixé la distribution à 111 113 000 F, ce qui permettra de servir un dividende de 41,30 F aux actions jouissances 1^{er} janvier (20,65 F aux actions jouissances 1^{er} juillet) contre 37,46 F pour l'exercice précédent, soit une progression de 10,25 %.

La mise en paiement s'effectuera à compter du 1^{er} juillet 1988.

Dans son allocution, M. André Mouly, après avoir rappelé la progression importante des résultats de l'exercice 1987, a souligné que l'exercice en

cours se déroule conformément aux prévisions, la société poursuit son programme d'investissement financé sans recours au marché financier, et le dividende devrait connaître à nouveau une croissance sensiblement supérieure à celle de l'inflation.

Réunis en assemblée générale extraordinaire, les actionnaires ont renouvelé au conseil d'administration les autorisations nécessaires pour doter, le cas échéant, la société de ressources financières supplémentaires.

A l'issue des assemblées générales, le conseil d'administration a pris connaissance du montant des loyers du 1^{er} semestre 1988, celui-ci s'élève à 99,2 MF contre 93,3 MF en 1987, donnant lieu à une progression de 6,32 %.

PALAIS DE LA NOUVEAUTÉ

L'assemblée générale ordinaire du 21 juin 1988 a approuvé les comptes de l'exercice 1987 de la société anonyme du Palais de la Nouveauté. Celui-ci fait apparaître un bénéfice net comptable de 13,3 millions de francs contre 11 millions de francs en 1986.

L'assemblée a décidé de mettre en paiement à compter du 30 juin 1988 le dividende net maximum à 20 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 10 F soit un revenu total de 30 F.

EUROCOM

Les comptes de l'exercice 1987, qui ont été approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 23 juin 1988, font ressortir un bénéfice net consolidé global de 145,5 millions de francs.

La part du groupe dans ce bénéfice est de 92,7 millions de francs contre 72,1 millions de francs en 1986 (hors plus-values exceptionnelles), soit une augmentation de 28,5 %. Par action, ce bénéfice, calculé sur le nombre moyen d'actions de l'exercice 1987, est de 69 F au lieu de 56 F en 1986 (+ 23 %).

L'assemblée générale ordinaire a fixé le dividende à 23 F net par action, soit, avec l'avoir fiscal, un montant global de 34,5 F (+ 28 %). La somme totale versée aux actionnaires, compte tenu des actions nouvelles émises en 1987, passe de 23 à 36 millions de francs (+ 57 %).

An cours de cette assemblée, il a été précisé qu'à fin mai 1988 le revenu brut total des groupes de publicité était en progression de 22 %, et le chiffre d'affaires du groupe Teckpack International T.P.I. en augmentation de 17 %.

Par ailleurs, le bénéfice net consolidé prévisionnel pour 1988, part du groupe et hors éléments exceptionnels, devrait être de l'ordre de 125 millions de francs. A ce montant s'ajouteraient des plus-values exceptionnelles pour 50 millions de francs.

L'assemblée générale extraordinaire, réunie à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, a adopté des modifications statutaires permettant à la société d'utiliser de nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Le conseil de surveillance, qui s'est réuni le même jour, a renouvelé M. Pierre Danziger dans ses fonctions de président du conseil de surveillance. Il a accueilli en son sein M. André Roussellet qui avait été coopté le 8 juin 1988, en remplacement de M. Jean-Pierre de Lamoignon, représentant le groupe Bruxelles Lambert, démissionnaire.

Sur recommandation et à la demande de ce conseil de surveillance, le directeur qui s'est réuni le 27 juin 1988 a décidé de convoquer pour le 5 août 1988 une assemblée générale extraordinaire qui aura pour objet de modifier le mode de gestion de la société en passant du système de fonctionnement par conseil de surveillance et directeur à celui du conseil d'administration.

(Publicité)

LE PERSONNEL ET L'INTERSYNDICALE TELEMECANIQUE



LE TELEMECANICIEN

Le respect des hommes

Depuis 140 jours rassemblés devant l'offensive d'une OPA :

- La Direction,
- Les Cadres,
- Les Syndicats de l'Intersyndicale,
- Le Personnel,

ont défendu leur entreprise qu'ils avaient construite et qui représentait une des meilleures réussites économiques françaises et une forme de relation sociale particulière.

Aujourd'hui, la plupart des Télémécaniciens ont perdu leur combat.

La seule position responsable qui reste à tous est de défendre ce que leur travail leur avait apporté : leurs emplois et leurs salaires, leur avenir garanti par l'esprit, la culture et la dynamique de Télémécanique. Toutes choses qui devraient être possibles puisqu'il leur a été promis un avenir meilleur dans le groupe Schneider.

Reste le vœu collectif que cessent les polémiques en cours sur ceux qui ont fait la Télémécanique et qui, durant 5 mois, ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour la défendre, elle et son personnel : ils n'ont fait que leur devoir.

- Le Directoire, la Direction Générale et les cadres qui ont tenu leur contrat en la conduisant parmi les meilleures mondiales.
- L'Intersyndicale et ses dirigeants qui ont toujours agi en responsables et dont aucun animateur, contrairement à ce qui aurait pu être dit, ne fait partie de mouvements révolutionnaires.
- Le Personnel en général qui, malgré l'adversité, a su conserver son calme, même dans ses manifestations sur la voie publique.

Tous demandent le respect des hommes pour pouvoir retravailler et se reconstruire des espérances...

En souhaitant que les promesses faites par Schneider par voie de presse soient tenues, que Télémécanique sera un partenaire, et non démantelée, enfin qu'aucun excès ne nous obligera à reprendre l'opinion à témoin.

L'Union du Personnel et l'Intersyndicale TELEMECANIQUE

CAT

Confédération Autonome du Travail
Jean FRALEUX



Jean-Paul PICY

FO

Force Ouvrière

Michel CHOLLAT

Marchés financiers

Contrôle de Holophone : Emess est mis provisoirement hors cause

La cour d'appel de Paris n'a pas donné satisfaction à la société britannique Emess, candidate au rachat de la firme française Holophone (verrière pour l'éclairage public et les phares automobiles), en rejetant sa demande de sursis à l'exécution d'une décision du conseil des Bourses de valeurs, qui avait jugé recevable l'OPA lancée par le britannique Thorn-Emi.

C'est la première fois, depuis l'entrée en vigueur de la loi du 22 janvier 1988 réformant le fon-

ctionnement des marchés boursiers, que la cour d'appel est saisie d'un recours contre une décision du conseil des Bourses de valeurs. Son rejet ne met cependant pas fin à la bataille pour la prise de contrôle de Holophone. La cour d'appel doit encore se prononcer sur la recevabilité du projet d'offre présenté par Emess. Le conseil des Bourses s'est engagé, dans le cas où le tribunal le déclarerait recevable, à fixer un nouveau calendrier qui permettrait à Emess d'assurer l'exercice de ses droits, c'est-à-dire de rentrer dans la compétition.

Important plan de réorganisation d'IBM en Amérique du Nord

IBM a annoncé, le mercredi 29 juin, un vaste plan de réorganisation de plusieurs usines aux États-Unis et au Canada qui devrait déboucher sur le départ volontaire de trois mille à quatre mille salariés. Ce programme, qui s'étendra jusqu'à la fin 1989, prévoit le transfert vers d'autres sites de productions situés en Floride, en Arizona, au Texas, en Californie et dans l'Ontario.

Dix mille salariés sont concernés par ces mouvements dont l'objectif est d'améliorer la compétitivité du numéro un mondial de l'informatique. IBM, qui n'a jamais licencié dans son histoire, et ne compte pas le faire cette fois encore, a fait partir en retraite anticipée quinze mille salariés entre 1986 et 1987. Le dernier plan devrait lui coûter 600 millions de dollars et se répercutera dans les comptes du deuxième semestre. Mais cette charge exceptionnelle sera « largement effacée » dans les résultats du premier semestre par les bénéfices retirés de nouvelles méthodes comptables.

Les caisses de Crédit agricole de Reims et de l'Alsace fusionneront en 1989. — Les caisses régionales de Crédit agricole mutual de Reims et de l'Alsace, présidées respectivement par M. Alain Delaunoy et M. Henri de Benoist, ont conclu un accord en vue d'une fusion qui interviendra le 1^{er} janvier 1989. Le nouvel établissement, qui aura son siège social à Reims, se hissera au troisième rang des quatre-vingt-cinq caisses régionales avec un bilan de plus de 20 milliards de francs, 16 milliards d'encours de prêts, 22 milliards d'épargne collective, deux cent mille prêts gérés, sept cent mille comptes et quatre cent mille clients. — (Corresp.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Les émissions étant entièrement souscrites, le présent avis n'est publié qu'à titre d'information.

BANQUE REGIONALE DE L'OUEST
BRO

EMISSION DE TITRES SUBORDONNÉS
A DUREE INDETERMINÉE TME
JUN 1988
FRF 50 000 000

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE
A TAUX VARIABLE TIOP
1 MOIS EN TROIS TRanches
JUN 1988
FRF 450 000 000

Banque Régionale de l'Ouest
Crédit Industriel et Commercial de Paris
chefs de file



CHARGEURS S.A.

CHARGEURS S.A. et NED-LOYD ont conclu un accord aux termes duquel CAUSSE-WALON devrait acquiescer les participations de NED-LOYD dans les sociétés hollandaises BRAAKMAN et DE WERT spécialisées dans le transport de voitures automobiles.

Ces deux sociétés ont réalisé un chiffre d'affaires d'environ 100 millions de francs en 1987. Ces acquisitions s'inscrivent dans la stratégie de développement de CHARGEURS S.A., qui entend doubler son chiffre d'affaires et ses bénéfices entre 1986 et 1991, à la fois par croissance interne et par des acquisitions qui renforcent la position de ses activités actuelles.

Valeo

Lors de sa réunion du 23 juin 1988, le conseil d'administration de Valeo a commenté les résultats estimés du 1^{er} semestre, notamment le résultat net consolidé de 500 millions de francs, correspondant à 5,8 % d'un chiffre d'affaires de 8,7 milliards de francs, ainsi que l'impact de ces résultats sur le cours du titre : les partenaires associés du conseil ont confirmé qu'ils suivent, pour le montant des droits qu'ils détiennent, l'opération de souscription des bons C Valeo qui sera close le 8 juillet prochain.

NEW-YORK, 29 juin ↓

Prises de bénéfice

A l'issue d'une séance marquée par d'amples fluctuations, la Bourse de New-York a terminé la journée de mercredi sur une baisse de 8,89 points, selon l'indice Dow Jones, qui a fini à 2 121,58. La séance a été assez calme, avec quelque 160 millions d'actions échangées. On dénombrait 901 hausses, contre 577 baisses.

La fermeté du dollar, qui a regagné un terrain appréciable malgré les interventions des banques centrales, a été très bien perçue par les investisseurs. Les plus de 200 titres tombés dans le Middle-West, en entraînant une forte baisse du prix des obligations, ont dissipé semblablement les craintes d'une reprise de l'inflation. Malgré ces nouvelles encourageantes, les prises de bénéfice se manifestaient dès que l'indice se rapprochait du haut de la fourchette dans laquelle il fluctue depuis le crash du 19 octobre. Les investisseurs étaient également inquiets que le marché obligataire n'ait pas réagi, mercredi, à la fermeté du dollar.

J.C. Penney, Litton et Ait Products ont cédé du terrain. Tenneco, Hewlett Packard et Syntex étaient, en revanche, fermes.

VALEURS	Cours du 28 juin	Cours du 29 juin
Alcoa	52 5/8	53 1/8
A.T.T.	28 3/4	28 1/2
Bell	28 3/4	28 1/2
Chrysler	25 3/8	25 3/8
Du Pont de Nemours	30 5/8	30 1/8
Exxon	48 1/8	48 3/4
Ford	33 3/8	32 5/8
General Motors	79 1/8	78 7/8
Goodyear	68	64 5/8
IBM	122 1/4	122
Intel	44 5/8	44 1/2
Johnson & Johnson	51 3/8	50 5/8
McDonald	34 1/2	34 1/2
Merck	47 5/8	47 7/8
U.S. Steel	38 3/4	38 1/4
U.S. West	33 1/8	31 3/4
Wells Fargo	58 7/8	58
Weyerhaeuser	50 1/8	49 1/2

LONDRES, 29 juin =

Stimulée

par les rumeurs d'OPA

Rumeurs d'OPA et bonnes performances des autres places financières ont stimulé, mercredi, la Bourse de Londres, qui, en fin de journée, clôturait néanmoins quelque 378 millions de titres échangés. L'indice FTSE 100 a terminé à 1 855,1, tandis que le Financial Times terminait en hausse de 2,3 points à 1 475,7.

La Bourse de Londres a ouvert de rumeurs d'OPA. On prête l'intention à la compagnie de Hongkong & Shanghai de lancer un « raid » sur Dees Group, société de distribution. AB Food fait également l'objet de spéculations. Le secteur des assurances a également été stimulé. Certains analystes estiment que l'Union Générale chercherait à se débarrasser des actions de la Compagnie du Midi (groupe français) pour jeter son dévolu sur Legal et Generali.

La réunion à la hausse des résultats de Glaxo pour 1988 par le courtier Burdige de Zoot West a également joué un rôle important pour le marché, entraînant dans son sillage toutes les valeurs pharmaceutiques. L'annonce de résultats annuels supérieurs aux prévisions a entraîné une hausse de 16 points à 654 du titre Thorn Emi (électronique). Les fonds d'Etat ont également été stimulés par les rumeurs d'OPA lancées à la suite de la chute des cours des valeurs précitées.

FAITS ET RÉSULTATS

« La Deutsche Bank devient le quatrième actionnaire de Fiat. — M. Gianni Agnelli, président de Fiat, a annoncé, le 29 juin à Turin, lors de l'assemblée générale, que la Deutsche Bank a décidé de prendre une « participation permanente » (2,5 %) au sein de Fiat, provenant du portefeuille d'actions de 3 milliards de dollars que la banque avait pris en possession lorsque la Libyë s'était désengagée du groupe italien en 1986. La Deutsche Bank devient ainsi le quatrième actionnaire de Fiat, derrière l'IFIL (société financière de la famille Agnelli, qui détient 28 %), l'IFIL (société financière du groupe Fiat, qui détient 9,7 %) et Mediobanca (banque d'affaires italienne, qui détient 3,5 %). Pour la Deutsche Bank, cette prise de participation s'inscrit dans le cadre de son développement européen. Par ailleurs, M. Etienne Davignon a été nommé membre du conseil d'administration de Fiat.

« RES réunit pour Darty. — L'opération de reprise d'entreprise par les salariés (RES) est réunie pour Darty, vient d'annoncer M. Philippe François, le PDG de la Financière Darty, société créée par les salariés du groupe spécialisé dans la distribution d'appareils électroménagers. A l'issue d'une OPA, d'achats en Bourse et d'une augmentation de capital réservée à la Financière Darty, cette dernière détient 95,19 % du capital de Darty. Le capital de 971 millions de francs de la Financière Darty est désormais détenu à hauteur de 55,6 % par les salariés, de 21,6 % par la famille Darty et de 22,7 % par des groupes financiers.

PARIS, 29 juin ↑

Reprise

Quelques gouttes de pluie sur le Middle West américain ont, malgré l'absence de toutes les places françaises, et notamment à Paris où, mercredi, la cote affichait une hausse appréciable.

Dès le début de la matinée, l'indicateur américain gagnait 0,8 %. Au plus fort de la séance cet indice progressait même de 0,75 %. En fin de journée, il était en hausse de 0,22 %.

Les nouvelles météorologiques étaient donc au centre des préoccupations des investisseurs. En plus, la pluie tombée sur le Middle West, après une sécheresse de plusieurs mois, revêt une grande importance. Elle laisse espérer en particulier un recul des cours des matières premières, qui ont fléchi ces dernières semaines. La menace d'une reprise de l'inflation s'estompe, celle d'une hausse des taux aux États-Unis également.

Indépendamment, Wall Street a réagi. Mercredi, la Bourse de Tokyo a entamé la même chemin.

A Paris, cette amélioration dans le ciel américain a relancé les programmes d'achat, déclenchant les professionnels. Il y a eu l'argent à pleurer en ce moment, en particulier celui provenant du paiement des coupons.

Pour la première fois depuis plus d'un an, tous les marchés de la place ont pu fonctionner normalement, sans incidents techniques ou déboires. Pourtant, le spectre d'une reprise de la grève planait à nouveau sur le marché. La réunion de mardi entre syndicats et instances patronales sur l'indépendance de certaines qualifications dans la même fin a été mal passée, indiquant plusieurs boursiers. Les écarts les plus importants à la hausse se situent entre 2 % et 5,5 %.

Alpi gagnait même 8 %. Société générale était notamment recherchée ainsi que Ger et exat. Les écarts à la baisse étaient nettement plus modestes, se situant entre 1 % et 3,5 %.

La formation du deuxième gouvernement Rocard ne suscitait aucune réaction sur le marché, contrairement les spéculations sur la formation d'un gouvernement de gauche. Les écarts les plus importants à la hausse se situent entre 2 % et 5,5 %.

La formation du deuxième gouvernement Rocard ne suscitait aucune réaction sur le marché, contrairement les spéculations sur la formation d'un gouvernement de gauche. Les écarts les plus importants à la hausse se situent entre 2 % et 5,5 %.

La formation du deuxième gouvernement Rocard ne suscitait aucune réaction sur le marché, contrairement les spéculations sur la formation d'un gouvernement de gauche. Les écarts les plus importants à la hausse se situent entre 2 % et 5,5 %.

La formation du deuxième gouvernement Rocard ne suscitait aucune réaction sur le marché, contrairement les spéculations sur la formation d'un gouvernement de gauche. Les écarts les plus importants à la hausse se situent entre 2 % et 5,5 %.

La formation du deuxième gouvernement Rocard ne suscitait aucune réaction sur le marché, contrairement les spéculations sur la formation d'un gouvernement de gauche. Les écarts les plus importants à la hausse se situent entre 2 % et 5,5 %.

La formation du deuxième gouvernement Rocard ne suscitait aucune réaction sur le marché, contrairement les spéculations sur la formation d'un gouvernement de gauche. Les écarts les plus importants à la hausse se situent entre 2 % et 5,5 %.

La formation du deuxième gouvernement Rocard ne suscitait aucune réaction sur le marché, contrairement les spéculations sur la formation d'un gouvernement de gauche. Les écarts les plus importants à la hausse se situent entre 2 % et 5,5 %.

La formation du deuxième gouvernement Rocard ne suscitait aucune réaction sur le marché, contrairement les spéculations sur la formation d'un gouvernement de gauche. Les écarts les plus importants à la hausse se situent entre 2 % et 5,5 %.

La formation du deuxième gouvernement Rocard ne suscitait aucune réaction sur le marché, contrairement les spéculations sur la formation d'un gouvernement de gauche. Les écarts les plus importants à la hausse se situent entre 2 % et 5,5 %.

La formation du deuxième gouvernement Rocard ne suscitait aucune réaction sur le marché, contrairement les spéculations sur la formation d'un gouvernement de gauche. Les écarts les plus importants à la hausse se situent entre 2 % et 5,5 %.

PARIS:

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.P.S.A.	273	282 90	WZ	145	148
Assicur. S. Améric.	573	580	Inc. Météo Service	286 50	300
Assur. S. Améric.	278	281	La Commande Electra	302 60	324 20
Banque	420	420	Le p. l. de la nuit	354	370
B.C.M.	350	340	Les Investissements	248	250
B.C.M.	625	625	Locatim	188 90	171
B.C.P.	488 90	480	Météo Invest	287	287
B.C.P.	383	380	Météo Invest	148	148
B.C.P.	910	875	Météo Invest	385	385
B.C.P.	1050	1050	Météo Invest	128	127
B.C.P.	1475	1477	Météo Invest	680	675
B.C.P.	722	722	Météo Invest	230	230
B.C.P.	544	542	Météo Invest	817	842
B.C.P.	1040	1007	Météo Invest	185	182 40
B.C.P.	280	280	Météo Invest	320	320
B.C.P.	128	127 50	Météo Invest	38	38 40
B.C.P.	840	860	Météo Invest	527	548
B.C.P.	312	310	Météo Invest	488	488
B.C.P.	648	648	Météo Invest	950	950
B.C.P.	187	188 80	Météo Invest	1280	1280
B.C.P.	1480	1382	Météo Invest	178	175
B.C.P.	724	710	Météo Invest	348 10	302 40
B.C.P.	488	508	Météo Invest	382	382
B.C.P.	321	321	Météo Invest	580	582
B.C.P.	320	321 80	Météo Invest	1288	1281
B.C.P.	780	780	Météo Invest	1436	1436
B.C.P.	422 80	440	Météo Invest	285	285 10
B.C.P.	103 30	170	Météo Invest	800	800
B.C.P.	4200	4500	Météo Invest	251	281
B.C.P.	1184	1135	Météo Invest	240	241
B.C.P.	628	628	Météo Invest	157	150 70
B.C.P.	950	950	Météo Invest	400	400
B.C.P.	127 30	122 30	Météo Invest	345	345
B.C.P.	21	21 50	Météo Invest		
B.C.P.	522	511	Météo Invest		
B.C.P.	485 80	476	Météo Invest		
B.C.P.	320	320	Météo Invest		
B.C.P.	238 50	238	Météo Invest		
B.C.P.	235	235	Météo Invest		
B.C.P.	128 90	128 90	Météo Invest		

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables
le 29 juin 1988

VALEURS	PRIX d'exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Sept. 88	Déc. 88	Sept. 88	Déc. 88
Accor					
CCF					
EIF-Agropar					
Leclerc-Copie					
Michelin					
Midi					
Paribas					
Pengat					
Saint-Gobain					
Thomson-CSF					

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89
Dernier	103,85	102,78	101,60
Précédent	103,55	102,50	101,50

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 88	Déc. 88	Sept. 88	Déc. 88
102	2,37	2,16	0,45	1,35

CHANGES	BOURSES	
	Paris	New-York
Dollar : 6,12 F ↓		
Le calme est revenu, jeudi 30 juin, sur les marchés des changes internationaux. Les banques centrales se sont intervenues. Malgré tout, le dollar a légèrement baissé par rapport à son niveau de mercredi. (Base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général : 355,5		

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SEUL	6,1140	6,1140	- 38	- 23	- 45	- 49
SEUL	5,6228	5,6228	97	- 73	- 189	- 157
Yen (100)	4,4171	4,4222	+ 111	+ 137	+ 224	+ 265
DM	3,7703	3,7703	+ 78	+ 59	+ 155	+ 178
Franc	2,9675	2,9675	+ 74	+ 85	+ 144	+ 161
FR (100)	16,1085	16,1223	+ 112	+ 216	+ 254	+ 427
FR	4,6652	4,6652	+ 121	+ 149	+ 243	+ 279
L (100)	4,5407	4,5407	- 112	- 91	- 241	- 288
F	10,5161	10,5256	- 224	- 168	- 448	- 369

TAUX DES EUROMONNAIES	11/16		11/16		11/16		11/16	
	7 3/4	8	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	7 1/16	8
SEUL	4 1/4	4 1/2	4 1/16	4 1/16	4 1/8	4 1/2	4 1/8	4 1/16
DM	3 1/4	3 1/4	3 1/16	3 1/16	3 1/8	3 1/4	3 1/8	3 1/4
FR (100)	5 3/4	6 1/4	5 1/8	5 1/8	5 1/4	5 3/4	5 3/4	6 1/4
FR	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8
L (100)	8 3/4	9 1/4	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 3/4	8 3/4	9 1/4
F	8 1/2	8 3/4	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 3/4
F	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 3/8

Ces cours publiés sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée, par une grande banque de la place.

COURS DU 29 JUIN

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SEUL	6,1140	6,1140	- 38	- 23	- 45	- 49
SEUL	5,6228	5,6228	97	- 73	- 189	- 157
Yen (100)	4,4171	4,4222	+ 111	+ 137	+ 224	+ 265
DM	3,7703	3,7703	+ 78	+ 59	+ 155	+ 178
Franc	2,9675	2,9675	+ 74	+ 85	+ 144	+ 161
FR (100)	16,1085	16,1223	+ 112	+ 216	+ 254	+ 427
FR	4,6652	4,6652	+ 121	+ 149	+ 243	+ 279
L (100)	4,5407	4,5407	- 112	- 91	- 241	- 288
F	10,5161	10,5256	- 224	- 168	- 448	- 369

Comptant

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SEUL	6,1140	6,1140	- 38	- 23	- 45	- 49
SEUL	5,6228	5,6228	97	- 73	- 189	- 157
Yen (100)	4,4171	4,4222	+ 111	+ 137	+ 224	+ 265
DM	3,7703	3,7703	+ 78	+ 59	+ 155	+ 178
Franc	2,9675	2,9675	+ 74	+		

BOURSE DU 29 JUIN

191001

Règlement mensuel

Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
3046	C.I.E. 35 *	2616	3616	3615	- 0 03	3046	C.I.E. 35 *	2616	3616	3615	- 0 03	3046	C.I.E. 35 *	2616	3616	3615	- 0 03	3046	C.I.E. 35 *	2616	3616	3615	- 0 03
1078	B.A.P. T.P.	1072	1070	1072		1078	B.A.P. T.P.	1072	1070	1072		1078	B.A.P. T.P.	1072	1070	1072		1078	B.A.P. T.P.	1072	1070	1072	
1036	C.S.F. T.P.	1050	1040	1049	+ 0 10	1036	C.S.F. T.P.	1050	1040	1049	+ 0 10	1036	C.S.F. T.P.	1050	1040	1049	+ 0 10	1036	C.S.F. T.P.	1050	1040	1049	+ 0 10
1084	Chad. Lion T.P.	1062	1061	1061	- 0 08	1084	Chad. Lion T.P.	1062	1061	1061	- 0 08	1084	Chad. Lion T.P.	1062	1061	1061	- 0 08	1084	Chad. Lion T.P.	1062	1061	1061	- 0 08
1238	Renault T.P.	1285	1289	1290	+ 1 11	1238	Renault T.P.	1285	1289	1290	+ 1 11	1238	Renault T.P.	1285	1289	1290	+ 1 11	1238	Renault T.P.	1285	1289	1290	+ 1 11
1278	Renault-Pol. T.P.	1286	1286	1286	+ 0 02	1278	Renault-Pol. T.P.	1286	1286	1286	+ 0 02	1278	Renault-Pol. T.P.	1286	1286	1286	+ 0 02	1278	Renault-Pol. T.P.	1286	1286	1286	+ 0 02
1227	St-Gobain T.P.	1279	1277	1277	- 0 12	1227	St-Gobain T.P.	1279	1277	1277	- 0 12	1227	St-Gobain T.P.	1279	1277	1277	- 0 12	1227	St-Gobain T.P.	1279	1277	1277	- 0 12
1275	Alcan T.P.	1258	1253	1253	- 0 16	1275	Alcan T.P.	1258	1253	1253	- 0 16	1275	Alcan T.P.	1258	1253	1253	- 0 16	1275	Alcan T.P.	1258	1253	1253	- 0 16
485	Autor.	595	595	595	+ 1 55	485	Autor.	595	595	595	+ 1 55	485	Autor.	595	595	595	+ 1 55	485	Autor.	595	595	595	+ 1 55
490	Al-Liquid.	228	228	228		490	Al-Liquid.	228	228	228		490	Al-Liquid.	228	228	228		490	Al-Liquid.	228	228	228	
1210	Alcalat.	2141	2125	2085	- 2 82	1210	Alcalat.	2141	2125	2085	- 2 82	1210	Alcalat.	2141	2125	2085	- 2 82	1210	Alcalat.	2141	2125	2085	- 2 82
1270	Al. Soudan.	1300	1300	1300	+ 1 52	1270	Al. Soudan.	1300	1300	1300	+ 1 52	1270	Al. Soudan.	1300	1300	1300	+ 1 52	1270	Al. Soudan.	1300	1300	1300	+ 1 52
310	A.L.S.P.	291	289	289	- 0 10	310	A.L.S.P.	291	289	289	- 0 10	310	A.L.S.P.	291	289	289	- 0 10	310	A.L.S.P.	291	289	289	- 0 10
2140	Al.	337 80	336 50	336 50	- 0 10	2140	Al.	337 80	336 50	336 50	- 0 10	2140	Al.	337 80	336 50	336 50	- 0 10	2140	Al.	337 80	336 50	336 50	- 0 10
656	Amicale-Roy.	2230	2230	2230		656	Amicale-Roy.	2230	2230	2230		656	Amicale-Roy.	2230	2230	2230		656	Amicale-Roy.	2230	2230	2230	
595	Aut. Extrap.	529	530	530	+ 1 18	595	Aut. Extrap.	529	530	530	+ 1 18	595	Aut. Extrap.	529	530	530	+ 1 18	595	Aut. Extrap.	529	530	530	+ 1 18
760	Aut. Demont.	746	746	746	+ 0 67	760	Aut. Demont.	746	746	746	+ 0 67	760	Aut. Demont.	746	746	746	+ 0 67	760	Aut. Demont.	746	746	746	+ 0 67
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35	320	BAF.	331 50	330	336	+ 1 35
320	BAF.																						

Comptant (sélection)

VALEURS			% du nom.	% du coupon	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours
Obligations														
Banq. 6,80 % 77					128	0 916	Comptoir	124 80	119 80 s	Leonts (Bel.)	1341	1287		
8,00 % 78/80					92 07	0 978	Chamberlay (Bel.)	579		Luigi	1180	1180		
10,00 % 79/80					90 46	0 978	Chemper (Bel.)	114	114 80	Lysimachia (Grecq. Bel.)	319	317		
13,25 % 80/80					106 85	0 862	C.I. (France) del.	718	718	Macquies (Bel.)	89 20	87		
13,50 % 81/88					103 22	0 887	C.I. (France) del.	180	180	Mariage (Bel.)	149	154 40		
15,20 % 82/88					111 70	0 790	Chaux	1020	1311	Marguerite S.A.	131			
16,00 % juin 82					114 30	0 821	Chaux	861	860	Mariage (Bel.)	322 50	323		
16,50 % 83/83					114 85	0 798	Colobad (Bel.)	1196	1196	Mariage (Bel.)	460	460		
13,20 % oct. 84					119 10	0 807	Cognit	358	357	Mariage (Bel.)	90 10	85 30 d		
10,25 % nov. 86					113 10	0 807	Compagnie	381	381	Mariage (Bel.)	85	85		
12,50 % oct. 84					118 80	0 730	C.I. Industrielle	488	508	Mariage (Bel.)	34	230		
10,25 % nov. 86					113 10	0 807	C.I. Industrielle	768	768	Mariage (Bel.)	24	24		
12,50 % oct. 84					118 80	0 730	C.I. Industrielle	14 20	13 80	Mariage (Bel.)	2159	2174		
10,25 % nov. 86					113 10	0 807	C.I. Industrielle	586	586	Mariage (Bel.)	1020	1020		
12,50 % oct. 84					118 80	0 730	C.I. Industrielle	540	540	Mariage (Bel.)	485	485		
10,25 % nov. 86					113 10	0 807	C.I. Industrielle	143	138 30	Mariage (Bel.)	545	555		
12,50 % oct. 84					118 80	0 730	C.I. Industrielle	630	630	Mariage (Bel.)	184	184		
10,25 % nov. 86					113 10	0 807	C.I. Industrielle	142	142	Mariage (Bel.)	376	380		
12,50 % oct. 84					118 80	0 730	C.I. Industrielle	1570	1416	Mariage (Bel.)	179 80	172 80		
10,25 % nov. 86					113 10	0 807	C.I. Industrielle	2020	2080	Mariage (Bel.)	222	222		
12,50 % oct. 84					118 80	0 730	C.I. Industrielle	800	800	Mariage (Bel.)	230	232 50		
10,25 % nov. 86					113 10	0 807	C.I. Industrielle	1020	1020	Mariage (Bel.)	1059	1059		
12,50 % oct. 84					118 80	0 730	C.I. Industrielle	230	230	Mariage (Bel.)	813	820 d		
10,25 % nov. 86					113 10	0 807	C.I. Industrielle	886	887	Mariage (Bel.)	284 00	255		
12,50 % oct. 84					118 80	0 730	C.I. Industrielle	336	336	Mariage (Bel.)	1000	1100		
10,25 % nov. 86					113 10	0 807	C.I. Industrielle	230	230	Mariage (Bel.)	1426	1426		
12,50 % oct. 84					118 80	0 730	C.I. Industrielle	886	886	Mariage (Bel.)	122	123		
10,25 % nov. 86					113 10	0 807	C.I. Industrielle	711	730	Mariage (Bel.)	441	423 40		
12,50 % oct. 84					118 80	0 730	C.I. Industrielle	265	265	Mariage (Bel.)	1240	1220		
10,25 % nov. 86					113 10	0 807	C.I. Industrielle	431	440	Mariage (Bel.)	2800	2800		
12,50 % oct. 84					118 80	0 730	C.I. Industrielle	265	265	Mariage (Bel.)	385	388		
10,25 % nov. 86					113 10	0 807	C.I. Industrielle	2170	2045	Mariage (Bel.)	840	867		
12,50 % oct. 84					118 80	0 730	C.I. Industrielle			Mariage (Bel.)	56 20	57 40		

SICAV (refection)

VALEURS				VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS	
	Cours préc.	Dernier cours		Emission Finale incl.	Rachet net		Emission Finale incl.	Rachet net		Emission Finale incl.	Rachet net		Emission Finale incl.	Rachet net	
Anglo-Amalgam	182 90	190	A.A.A.	618 50	798 00	First-Springs	26 95	26 27	Perman-Vale	9261 70	9260 82				
Bar Ediss	380	390	Action	304 44	397 00	Fructapi	31 07	31 21	Protonics Plastics	7704 67	7671 25				
Bar S.M.D.	505	501	Action Finco	428 40	412 00	Fructatone	117750 00	117750 00	Provalor	574 68	567 94				
I.A.P.	300	300	Action effluents	511 58	511 00	Fructitor	245 14	241 82	Provalor	546 00	545 67				
I.T.A.	1770	1748	Asfand	657 00	650 04	Fructisone	723 72	715 83	Prova Inc.	864 93	824 40				
Int. Invest.	1660	1660	A.S.F. Actions in C.F.P.	1034 90	988 00	Fructisone	25 85	25 19	Prova Inc.	864 93	824 40				
Int. Invest.	1220	1220	A.S.F. BCOO	531 01	518 00	Fructisone	4215 80	4205 40	Prova Inc.	7734 65	7734 65				
Int. Invest.	88 60	88 60	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	851	850	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.	132	134	A.S.F. ECU	1058 53	1048 00	Fruct ECU	580 01	582 02	Prova Inc.	5416 67	5416 67				
Int. Invest. S.A.															

7/15	Comp Banc.
------	---------------

[illegible]

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 29/6
	préc.	28/6	Actual	Vente			
Indes-Uni (S 1)	0 064	0 147	5 950	6 350	Or (à 60 en tance)	86800	86400
DZ	9 953				Or (à 60 en tance)	86800	86400
Indes-Uni (S 2)	337 150	336 840	326 500	346 500	Pièces indiennes (10 1/2)	500	502
Indes-Uni (S 3)	18 089	18 088	18 500	18 500	Pièces indiennes (10 1/2)	383	
Indes-Uni (S 4)	280 080	238 710	289	30	Pièces indiennes (20 1/2)	536	532
Indes-Uni (S 5)	89 890	89 780	89 780	90	Pièces indiennes (20 1/2)	639	638
Indes-Uni (S 6)	93 130	92 950	89	38	Souverain	836	831
Indes-Uni (S 7)	10 484	10 511	10 150	10 350	Pièces de 20 dollars	3066	2930
Indes-Uni (S 8)	4 228	4 221	3 900	4 700	Pièces de 10 dollars	1457	1525
Indes-Uni (S 9)	4 228	4 221	3 900	4 700	Pièces de 5 dollars	890	
Indes-Uni (S 10)	47 080	407 420	395	410	Pièces de 25 pence	320	
Indes-Uni (S 11)	97 780	58 080	95	109	Pièces de 10 pence	925	
Indes-Uni (S 12)	47 900	47 890	46 400	48 400	Pièces de 5 pence	518	517
Indes-Uni (S 13)	47 900	47 890	46 400	48 400	Or London	443 85	434 90
Indes-Uni (S 14)	47 900	47 890	46 400	48 400	Or Zurich	443 50	434
Indes-Uni (S 15)	47 900	47 890	46 400	48 400	Or Hongkong	444 05	437 75
Indes-Uni (S 16)	4 661	4 619	4 460	5 250	Argent London		

.....	280	246
.....	164	162 10
.....	155 10

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
05-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 Les déclarations controversées d'un conseiller de M. Ararat provoquent des réactions contradictoires.	6-7-8-9 La déclaration de politique générale du premier ministre au Parlement.	13 La consécration de quatre évêques intégristes à Ecône.	22 La 4 ^e Fête du cinéma. — Musiques : l'italienne à Alger au Festival de Strasbourg.	30 La croissance française devrait atteindre 2,8 % en 1988. — Persistance du déficit du commerce extérieur français.	Abonnements 2 Annonces classées 27 Cartes 26 Campus 26 Echecs 26 Mots croisés 25 Loto, Loterie 27 Météorologie 25 Radio-télévision 25 Spectacles 24	• Adressabilité aux grandes écoles, SELECT FESIC, ECOLES 36-15 tapez LEMONDE • Tous les corrigés du bac et du brevet, BAC • Toute l'actualité, FLASH 36-15 tapez LM
3 Corée du Sud : la réaffirmation au cœur du débat politique.	10 Les réponses au discours de M. Michel Rocard.	14 Le débat sur la réforme des professions juridiques et judiciaires.	23 Expositions : Borvive Frankel : « Lieux saints en Arabie saoudite ».	32 Entretien avec le président du Syndicat des pilotes de ligne.		
4 La conférence du PC soviétique.	12 L'avenir de la Nouvelle-Calédonie.	27 Les Internationaux de tennis de Grande-Bretagne.	— La grève du zèle des bibliothécaires.	34-35 Marchés financiers.		

Le conflit de l'imprimerie Jean Didier

Le Livre CGT durcit sa position

L'imprimerie Jean Didier de Massy (Essonne) est au centre d'un grave conflit du travail qui pourrait entraîner des perturbations dans la presse. Le PD-G de l'entreprise, M. Jean Didier, a demandé l'expulsion de 24 salariés dont la présence rendrait impossible la réouverture de l'usine, fermée depuis une quinzaine de jours à la demande de la direction. Le tribunal de grande instance d'Evry, saisi du litige, devait statuer le mercredi 29 juin sur l'expulsion de ces salariés, mais a décidé de repousser sa décision d'une semaine et de faire vérifier par huisserie si leur présence rendait réellement impossible la réouverture de l'imprimerie.

La Fédération du Livre CGT d'Ile-de-France a annoncé, pour sa part, un rassemblement à Massy, le jeudi 30 juin. M. Roger Lacroix, secrétaire général de la Fédération, a indiqué « qu'il serait présent à Massy » et a appelé à la mobilisation de ses adhérents. M. Didier s'estime au-dessus des lois, déclare M. Lacroix, il veut licencier 24 personnes dont 20 délégués de la CGT afin de nous décapiter. Nous sommes en situation de légitime défense : je suis donc décidé à aller jusqu'à des actions très dures à Massy qui délaborent l'ensemble des éditeurs. Le Livre va frapper très fort, et par tous les moyens. J'ai alerté les pouvoirs publics, M. Jean Miot, président du Syndicat de la presse parisienne et les éditeurs.

M. Jean Didier quant à lui indique que le conflit a pour fondement la « demande de licenciement de deux salariés qui s'étaient battus et que des délégués de la CGT, refusent ». M. Didier demande l'expulsion de 22 autres salariés qui auraient, selon lui, commis des actes de dégradation dans l'entreprise de Massy. « Je ne suis pas contre la CGT », note M. Didier, mais je ne peux garder des personnes qui agissent ainsi et empêchent le travail de reprendre ».

Y. M. L.

Hausse des prix du gaz et de l'électricité de 2,5%

Les tarifs du gaz domestique vont augmenter de 2,5 % à compter du 1^{er} juillet, ceux de l'électricité de 2,5 % également mais à compter du 1^{er} août, a indiqué, jeudi 30 juin, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget. Le ministre a rappelé que ces hausses avaient été demandées en début d'année par les entreprises concernées, GDF et EDF, mais que le gouvernement précédait les avoir retardées.

Réaffirmant que « la lutte contre l'inflation constitue la priorité absolue » de sa politique, M. Bérégovoy a commenté la prévision de l'INSEE d'une hausse des prix de 3,2 % en 1988 en déclarant : « Moi, je continue à agir pour que nous ne dépassions pas l'objectif de 2,5 % ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 30 juin En panne

L'informatique déraile rue Vivienne. A la suite d'une nouvelle panne d'ordinateur, il était impossible, jeudi en fin de matinée, d'avoir la moindre indication sur l'évolution du marché. Cependant, d'après l'agence Reuters, les valeurs françaises devraient rester bien orientées, bénéficiant de la baisse de la TVA sur les boissons non alcoolisées, qui profite à ce secteur de la cote.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82. Poste 4138

CAMBODGE : depuis décembre 1978

Les pertes vietnamiennes s'élèvent à 25 000 morts

Hochiminhville (AFP). — Vingt-cinq mille soldats vietnamiens au Cambodge ont été tués au Cambodge depuis le début de l'intervention vietnamienne en décembre 1978, a révélé le commandant en chef adjoint des forces vietnamiennes dans ce pays, rapatrié, le jeudi 30 juin, à Hochiminhville (ex-Saigon) en compagnie de quelque 280 officiers de l'état-major vietnamien. Le major-général La Kha Phieu, qui répondait aux questions des journalistes à l'aéroport de Tan-Son-Nhut, a ajouté que 13 000 « volontaires » vietnamiens ont été retirés du Cambodge depuis le début de cette année, soit un quart des quelque 50 000 hommes qui doivent quitter ce pays d'ici la fin de l'année.

C'est la première fois qu'un responsable vietnamien révèle les pertes subies par l'armée de Hanoi au Cambodge, qui sont deux fois supérieures à celles affichées par l'URSS en Afghanistan.

Le général a indiqué que 15 000 hommes avaient été tués entre 1980 et 1981 et 100 000 autres de 1982 à aujourd'hui. « Pendant la guerre contre Pol Pot (chef des Khmers rouges) de 1977 à 1979, nous avons perdu 30 000 hommes dans les provinces du sud-ouest du Vietnam », a-t-il ajouté, soulignant qu'en tout, deux guerres contre les Khmers rouges avaient coûté la vie à 55 000 soldats vietnamiens. Le général Phieu a indiqué que le nombre de blessés était identique. « En 1987, a-t-il poursuivi, nous avons perdu 500 hommes et 2 500 ont été blessés. Vous pouvez voir que les forces réactionnaires khmères ne sont pas aussi fortes qu'auparavant », a-t-il dit.

L'état-major vietnamien, commandé par le général Le Ngoc Hien, a été rapatrié, jeudi matin, depuis Phnom Penh à bord de trois hélicoptères soviétiques et de cinq Antonov-26. Trois mille soldats appartenant aux unités de logistique et de construction ont regagné le Vietnam mercredi, a dit le général Phieu. A propos du retrait vietna-

mien en cours, le septième depuis 1982, le général a affirmé que tous les conseillers militaires vietnamiens ont maintenant été retirés. De source vietnamienne et cambodgienne à Phnom-Penh, ont affirmé que tous les conseillers civils, soit un millier de personnes, seront rapatriés d'ici la fin de cette année.

Jedi matin, des l'auhe, des milliers de Cambodgiens s'étaient massés le long de la route reliant Phnom-Penh à l'aéroport de Pochentong pour saluer le départ de l'état-major vietnamien. Le ministre cambodgien de la Défense, M. Koy Buntha, a remercié les officiers vietnamiens, lors d'une cérémonie organisée près de la piste, en présence de représentants khmers et étrangers. Le Vietnam affirmait avoir 100 000 hommes au Cambodge, mais les experts occidentaux citent le chiffre de 120 000 soldats. Hanoi s'est engagé à retirer en 1989 et 1990 les 50 000 « volontaires » restants, qui seront désormais rattachés au haut commandement militaire khmer.

L'armée régulière de Phnom-Penh qui se dit forte de 50 000

hommes, et les quelque 100 000 membres de la milice, doivent maintenant faire face à la guérilla menée par les 15 000 Khmers rouges installés à l'intérieur du pays. Les autres factions de l'opposition khmère — les partisans du prince Sihanouk et les nationalistes de M. Son Sann — ne sont pas efficaces sur le terrain, estimant les experts vietnamiens et cambodgiens.

Mais le régime de M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, se dit aujourd'hui confiant dans sa capacité de résister aux attaques de la guérilla. « Même après le retrait définitif des volontaires vietnamiens », a dit mercredi M. Hun Sen, les Khmers Rouges n'auront aucune chance de reprendre le pouvoir par la force ». Il s'est par ailleurs déclaré prêt à participer à la « rencontre informelle » le mois prochain en Indonésie en compagnie des trois factions de l'opposition khmère. Il s'est toutefois affirmé « peu optimiste » sur les résultats de cette réunion.

La consécration de quatre évêques intégristes

« Nous ne sommes pas des schismatiques » déclare Mgr Lefebvre

Au cours de la cérémonie de consécration de quatre évêques intégristes, le jeudi 30 juin à Ecône, Mgr Lefebvre a déclaré : « Nous ne sommes pas des schismatiques. Il n'est pas question de nous séparer de Rome ni de constituer des Eglises parallèles. Loin de nous cette pensée misérable. C'est au contraire pour manifester notre attachement à Rome, à l'Eglise de toujours, que nous faisons cette cérémonie. »

Il a plaidé ensuite le « cas de nécessité », prévu par le droit canon : « Nous sommes dans la

nécessité de venir, chers frères, au secours de vos âmes, mais je le répète, loin de moi l'idée de vouloir m'ériger en pape. Je suis un évêque de l'Eglise catholique qui continue à transmettre la foi, face à la vague d'apostasie qui traverse aujourd'hui l'Eglise. »

Le fondateur d'Ecône a poursuivi : « La seule vérité qui existe aujourd'hui dans l'Eglise, c'est l'esprit du concile, c'est l'esprit d'Austin. Nous n'en voulons pour rien au monde. »

La foule a applaudi. Puis Mgr Lefebvre a conclu : « Aujourd'hui, c'est mon devoir de faire cette opération de survie de la tradition. Si j'avais fait un accord avec Rome, je faisais une opération aujourd'hui, je fais revivre la tradition de l'Eglise catholique (nouveaux apôtres) car vous savez qu'il ne peut y avoir de prêtres sans évêques. Or je ne veux pas que mes séminaristes reçoivent le sacrement de l'ordre d'évêques conciliaires dont les sacrements sont douteux, parce qu'on connaît mal leurs intentions. »

(Lire nos informations page 13.)

Accord israélo-américain sur la fabrication d'un missile antimissile

Les Etats-Unis et Israël ont conclu, le mercredi 29 juin à Washington, un accord sur la mise au point et la production d'un missile antimissile. Cet accord, signé à l'occasion de la visite aux Etats-Unis du ministre israélien de la Défense, M. Itzhak Rabin, prévoit un financement à 80 % américain du projet.

Après avoir rencontré, lundi, M. Rabin, le président Reagan s'était déclaré troublé par les « développements militaires menaçants » au Proche-Orient. Le ministre israélien avait, pour sa part, insisté sur le danger que représente, aux yeux de son gouvernement, la fourniture de missiles soviétiques à la Syrie ainsi qu'à la Libye, et chinois à l'Arabie saoudite. Le porte-parole du département d'Etat a toutefois indiqué que l'accord conclu mercredi était à l'étude depuis trois ans et qu'il ne constituait donc pas « la réponse américaine à la prolifération de missiles au Proche-Orient ».

Le représentant de la Ligue arabe à Washington, M. Clovis Makoud, a estimé, dans un communiqué, que l'annonce de cet accord était « très fâcheuse » et fournissait « une nouvelle incitation à Israël dans son intransigence et son mépris vis-à-vis des efforts internationaux en vue d'une paix juste et globale » du conflit israélo-arabe. — (AFP.)

Le numéro du « Monde » daté 30 juin 1988 a été tiré à 547 357 exemplaires

A B C D E F G

Sur le vif

Vacances de chien

J'avais l'air fin, moi, ce matin, je vous jure ! Je débarque, la guêpe enfumée, dans le bureau d'un rédacteur et je lui balance :

— Dis donc, je te signale, à partir de demain, vous me voyez plus, je pars en...

— Ah ! Parce que madame prend des vacances, maintenant ?

— Ben, oui, pas toi ?

— Non, moi, je peux pas, je bosse. Je fais horreur d'accueil.

— D'accord, on est mal payé dans cette boîte, mais de là à obliger un mec comme toi à trouver un job pour l'été ! Ça t'apprendra aussi à avoir une ribambelle de gosses.

— Justement, c'est parce qu'ils partent que moi je peux pas.

— Je comprends pas.

— Simple. Le 3 juillet, faut que je mette Jérôme au train, il va en Bretagne chez un copain. Et il revient en voiture le 6 avec le copain et la mère du copain qui me laisse le copain jusqu'au 10. Le lendemain, j'ai mon neveu qui

arrive de Grenoble passer je ne sais plus quel concours. Après, c'est mon cadet, faut le conduire très tôt le matin à un stage de foot, et son aîné, très tard le soir, à Austerlitz. Il va en colo, près de Bordeaux.

— Arrête, je suis plus où j'en suis.

— Cherche pas, t'es à Roissy avec le footballeur, rentré à Paris pour quarante-huit heures, qui repart faire un stage linguistique en Allemagne. Bon, ensuite, coup de bol, j'ai un jour de congé. Après quoi, j'ai la petite dernière qui va prendre le car pour aller aux Jeannettes dans les Cévennes. Et puis c'est mon neveu, non, mon cadet, enfin, je veux dire, mon aîné qui...

— Bon, ça va, chéri, te fâche pas. Et le mois prochain ? Août, c'est pas fait pour les chiens.

— Si justement. Le mien, il part en août. Sans moi. Il veut pas que je l'accompagne.

CLAUDE SARRAUTE.

L'Assemblée nationale examine le report des élections cantonales partielles

L'Assemblée nationale devait discuter, le jeudi 30 juin, de la proposition de loi déposée, la veille, par les députés socialistes également présidents de conseils généraux, qui est relative au report des scrutins cantonaux partiels jusqu'aux prochaines élections générales prévues à l'automne. Avant repus l'assentiment de l'ensemble des présidents de groupe, cette proposition de loi dispose que la dérogation de l'article L221 du code électoral, les sièges de conseillers généraux vacants entre le 5 juin et la date du prochain renouvellement — ont pourvus lors de celui-ci.

Cet article du code électoral prévoit que les élections cantonales partielles ont normalement lieu le même jour que le renouvellement général lorsque la vacance du siège est déclarée dans les trois mois qui précèdent celui-ci. Soit, dans le cas présent, après le 25 juin, si le scrutin général se déroule comme l'envisage le ministère de l'Intérieur, les 25 septembre et 2 octobre.

Or, cette fois-ci, un certain nombre de députés élus dès le premier tour se sont démis de leur mandat de conseiller général avant le 21 juin, afin de respecter le délai de quinze jours fixés par la loi limitant le cumul des mandats.

Les élections partielles auraient donc dû être organisées dans ces cantons au plus tard les 11 et 18 septembre. Les nouveaux élus n'auraient alors pas eu le temps de savourer leur victoire que déjà ils auraient été en campagne dans le cadre du renouvellement général. Une situation grotesque qui a conduit les députés socialistes à déposer cette proposition de loi qui concerne, non seulement les cantons de la série renouvelable en septembre, mais aussi ceux dont le scrutin est prévu en 1991.

PCS PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques créé en 1976

- Taux confirmés de réussite aux concours
- Corps professoral réputé
- Supplémentarité
- Admission : sur dossier pour bacheliers B, C, D.

Classe « pilote » HEC (ouverture septembre 1988)

- Pour bacheliers C avec mention et/ou redoublants admissibles aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de mai.

PCS 48, rue de la Fédération 75015 Paris 94, 01 45 66 99 98

M. Latournerie ne souhaitait pas revenir au Conseil d'Etat

M. Dominique Latournerie est le premier haut fonctionnaire à être déchargé de ses fonctions par le nouveau gouvernement. Nommé, le 2 mai 1986, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques au ministère de l'Intérieur, M. Latournerie rejoint le Conseil d'Etat (nos dernières éditions du 30 juin).

Informé, le vendredi 24 juin, par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, de la décision du gouvernement de mettre fin à ses fonctions, M. Latournerie lui a fait valoir que cette mesure était « en contradiction évidente avec les engagements solennels du président de la République et du premier ministre ».

Lundi 27 juin, il a adressé une lettre à M. Michel Rocard pour lui dire qu'il s'inclinait devant cette décision, mais pour lui rappeler aussi que, dans sa circulaire du 25 mai aux membres du gouvernement il indiquait : « Le remplacement contre la volonté des intéressés d'agents loyaux et compétents relève de ces « mauvaises mœurs » qu'à la suite du président de la République, dans sa « Lettre à tous les Français », je vous demande d'éliminer. Il cite également cette « Lettre » dans laquelle M. Mitterrand écrivait notamment : « Éliminez les mauvaises mœurs de la classe aux ordres ».

En mars 1987, M. Latournerie avait notamment été chargé par M. Pasqua, ministre de l'Intérieur, d'intensifier l'action contre « les publications licencieuses et pornographiques ou qui font place au crime ou à la violence », et il avait organisé une exposition qui avait entraîné une très vive polémique.

(Publicité)

Superbes Moquett.

en 4 et 5 m. Classées usure, feu, antistatiques, anti-salissures. 30 coloris. Mériteraient d'être vendues 2 fois plus cher.

soldées 59,50 F/m² chez Artirec

300.000 m² en stock, agréé Fnac.

Artirec-Sols, 4, bd de la Bastille, 12^e M^o Quai de la Rapée. Tél. 43.40.72.72.

Merveilleux tissus 39,90 F le m en 270 cm • Chintz 1^{er} choix anti-salissures soldé 39,90 F le m en 140 • Beaux sols plastiques soldés 19,90 F/m², etc.

Artirec-murs : 8, imp. St-Sébastien, (43.55.66.50), 11^e M^o St-Sébastien-Froissart ou R.-Lenoir (46.58.81.12) • 94 St-Maur (48.83.19.97) • 78 Plaisir, N 12 (30.55.55.15).

5 % Intense Le Monde